

**ACCORD DE PARTENARIAT
POUR LA BELGIQUE
PARTNERSCHAPSAKKOORD VOOR BELGIË**

**PROGRAMMATION 2014-2020
PROGRAMMAPERIODE 2014-2020**

**VERSION 8.1 – 24 OCTOBRE 2014
VERSIE 8.1 – 24 OKTOBER 2014**

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
INTRODUCTION	4
1. SECTIONS 1A ET 1B - LES MESURES DE CONFORMITE AUX OBJECTIFS DE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE DE L'UE ET AUX OBJECTIFS SPECIFIQUES DES FONDS, INCLUANT LA COHESION ECONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE	5
1.1 Analyse des disparités, des besoins de développement, des potentiels de croissance, en lien avec les objectifs thématiques et les défis territoriaux, le PNR si nécessaire, les recommandations spécifiques par EM si pertinentes (telles qu'adoptées conformément à l'article 121(2) du TFUE et des recommandations du Conseil adoptées conformément à l'article 148 (4) du TFUE).....	5
1.2 Résumé des évaluations ex ante des programmes (et conclusions clés des évaluations ex ante de l'accord de partenariat menées à l'initiative des Etats membres)	75
1.3 Identification des objectifs thématiques sélectionnés et pour chacun d'eux, un résumé des principaux résultats attendus pour chacun des fonds structurels d'investissement	84
1.4 Allocation indicative du soutien de l'UE par objectif thématique au niveau national pour chaque fonds, de même que le montant indicatif total du soutien à allouer aux objectifs relevant du changement climatique	97
1.5 Application des principes horizontaux et objectifs de la stratégie pour la mise en œuvre des fonds	100
1.5.1 Dispositions pour le principe de partenariat, y compris une liste indicative des partenaires et un résumé des actions prises pour impliquer ces partenaires comme mentionné dans l'article 5 du CPR et leur rôle dans la préparation de l'accord de partenariat et l'état d'avancement comme défini à l'article 52 du CPR	100
1.5.2 Promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes, de la non-discrimination et de l'accessibilité (article 7 du CPR)	110
1.5.3 Développement durable (article 8 du CPR)	116
1.5.4 Objectifs des politiques horizontales	120
1.6 La liste des programmes FEDER, FSE et IEJ (Investissement dans la croissance et l'emploi), FEADER ou FEAMP, incluant les allocations respectives par fonds et par an	123
1.7 Demande de transfert des allocations des Fonds structurels entre catégories de régions	124
1.8 Transfert de l'objectif de coopération territoriale européenne vers l'objectif d'investissement pour la croissance et l'emploi.....	124
1.9 Demande de transfert de l'assistance technique à la Commission européenne	124
1.10 Information sur l'allocation de la réserve de performance	125
2. SECTION 2 - LES MESURES PRISES POUR ASSURER UNE MISE EN ŒUVRE EFFICACE	126
2.1 Les dispositions, en ligne avec le cadre institutionnel belge, qui assurent la coordination entre les fonds structurels européens d'investissement et les autres instruments de financement européens ou nationaux et avec la Banque européenne d'investissement	126

2.2 L'information nécessaire pour vérifier la concordance ex ante avec les règles sur l'additionalité (basée sur l'annexe X du CPR)	142
2.3 Un résumé au niveau national de l'évaluation de l'accomplissement des conditionnalités ex ante applicables en lien avec l'article 17 et les annexes et des actions à prendre, l'autorité responsable et le calendrier pour leur mise en oeuvre, là où les conditionnalités ex ante ne sont pas accomplies	142
2.4 La méthodologie et le mécanisme pour assurer la cohérence dans le fonctionnement du cadre de performance conformément à l'article 19 du CPR.....	143
2.5 Une évaluation de la nécessité de renforcer la capacité administrative des autorités impliquées dans la gestion et le contrôle des programmes et, si nécessaire, des bénéficiaires. Et, si nécessaire, un résumé des actions à prendre à ce sujet	143
2.6 Un résumé des actions planifiées dans les programmes, en ce compris un calendrier indicatif, afin de réduire la lourdeur administrative pour les bénéficiaires	151
3. SECTION 3 - UNE APPROCHE INTEGREE DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL SOUTENU PAR LES FONDs RELEVANT DU CSC OU UN RESUME DES APPROCHES INTEGREEs DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL REPOSANT SUR LE CONTENU DES PROGRAMMES OPERATIONNELS	158
3.1 Dispositions prises pour garantir une approche intégrée de l'utilisation des Fonds pour le développement territorial de zones sous-régionales spécifiques	161
3.1.1 Communauté locale de développement (Articles 28-31 CPR, Article 9 ETC, règlements FEADER, FSE, FEAMP et FEDER)	161
3.1.2 Investissements territoriaux intégrés.....	164
3.1.3. Développement urbain durable, y compris les principes pour identifier les zones urbaines où des approches intégrées pour le développement urbain durable sont implémentées et allocation indicative de ces actions pour le FEDER au niveau national	166
3.1.4. Les principales zones prioritaires pour la coopération compte tenu, le cas échéant, des stratégies macrorégionales et des stratégies des bassins maritimes	168
3.1.5. Le cas échéant, approche intégrée pour répondre aux besoins spécifiques des zones géographiques les plus touchées par la pauvreté ou des groupes cibles les plus exposés au risque de discrimination ou d'exclusion, notamment les communautés marginalisées, les personnes handicapées, le chômage de longue durée, les jeunes sans emploi, l'éducation et la formation	169
3.1.6. Le cas échéant, approche intégrée pour les défis démographiques	174
4. SECTION 4 - LES MESURES PRISES POUR UNE MISE EN OEUVRE EFFICACE DE L'ACCORD DE PARTENARIAT ET DES PROGRAMMES.....	175
4.1 Evaluation des systèmes électroniques existants	175
GLOSSAIRE	180
ANNEXE I. LA LISTE DES PROGRAMMES, INCLUANT LES ALLOCATIONS RESPECTIVES PAR FONDs, PAR AN ET PAR CATEGORIE DE REGION	183

INTRODUCTION

Le contenu de l'accord de partenariat présenté par la Belgique est conforme à l'article 15 du règlement arrêtant les règles communes applicables au Fonds européen de développement régional (FEDER), au Fonds social européen (FSE), au Fonds de cohésion (FC), au Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP), relevant du cadre stratégique commun (les Fonds « relevant du CSC »).

Il couvre l'ensemble du soutien des fonds intervenant dans le cadre de l'objectif d'Investissement pour la croissance et l'emploi en Belgique, à savoir le FEDER, le FSE, le FEADER et le FEAMP.

En Belgique, toutes les provinces se situent en régions plus développées, hormis le Hainaut, Namur, Liège et Luxembourg qui font partie des régions en transition.

L'accord de partenariat identifie la stratégie à suivre, les priorités à mettre en œuvre et les modalités afin de s'inscrire pleinement dans l'optique de la stratégie « Europe 2020 », à savoir une croissance intelligente, durable et inclusive et dès lors de tendre vers des niveaux plus élevés d'emploi, de productivité et de cohésion sociale.

L'élaboration de l'accord de partenariat belge a été réalisée conformément à ce qui avait été fait et accepté par la Commission pour la programmation 2007-2013, à savoir en tenant compte de la répartition des compétences au sein de l'Etat fédéral belge, étant donné que ce sont les entités fédérées qui gèreront les différents programmes opérationnels de la programmation 2014-2020.

Par ailleurs, cette approche est totalement conforme à l'article 4§4 du Règlement général qui prévoit que le Règlement est mis en œuvre par les Etats Membres au niveau territorial approprié, en conformité avec leur cadre juridique et institutionnel. En Belgique, les compétences des Communautés et des Régions sont en effet des compétences exclusives, l'Etat fédéral n'ayant aucune possibilité d'intervention pour ces compétences ; les compétences relatives à la politique de cohésion en font partie.

Une étroite collaboration existe entre les différentes entités fédérées notamment pour l'élaboration de l'accord de partenariat mais néanmoins leurs spécificités et leurs priorités stratégiques propres doivent être prises en compte.

Les entités fédérées sont, en effet, autonomes en matière de développement économique, de politique de l'emploi, de formation et d'innovation.

Dès lors, l'accord de partenariat est construit à partir des contributions des entités fédérées. Chaque entité s'attache à présenter ses priorités en cohérence avec le Plan national de réforme, avec le Cadre stratégique commun, le position paper et en conformité avec les règlements et ses propres documents stratégiques.

1. SECTIONS 1A ET 1B - LES MESURES DE CONFORMITE AUX OBJECTIFS DE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE DE L'UE ET AUX OBJECTIFS SPECIFIQUES DES FONDS, INCLUANT LA COHESION ECONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE

(Article 15(1) (A) CPR)

1.1 Analyse des disparités, des besoins de développement, des potentiels de croissance, en lien avec les objectifs thématiques et les défis territoriaux, le PNR si nécessaire, les recommandations spécifiques par EM si pertinentes (telles qu'adoptées conformément à l'article 121(2) du TFUE et des recommandations du Conseil adoptées conformément à l'article 148 (4) du TFUE)

Cette section 1.1. précise les modalités garantissant la concordance entre les priorités définies par la Belgique et la stratégie de l'Union en vue d'une croissance intelligente, durable et inclusive. Elle reprend l'analyse des disparités, des principaux besoins de développement et des potentiels de croissance des différentes entités belges en tenant compte du plan national de réforme (PNR), du cadre stratégique commun (CSC), du position paper de la Commission, des recommandations spécifiques adressées aux Etats-membres et des écarts par rapport à la stratégie Europe 2020.

Le plan national de réforme pour la Belgique permet notamment d'avoir un aperçu détaillé de la situation socio-économique belge, de ses forces et de ses faiblesses. Néanmoins, ces données au niveau belge couvrent des réalités régionales très différentes amenant chacun à mettre en avant des besoins et des priorités qui ne sont pas nécessairement les mêmes que celles des autres entités. L'analyse des disparités, des besoins et des enjeux reflètent dès lors les compétences territoriales et thématiques propres à chacun, en prenant en compte d'une part les spécificités politiques et administratives de la Belgique et d'autre part les différences régionales au niveau macro-économique. Il est important de souligner que les thèmes de la politique de cohésion relèvent majoritairement des compétences régionales.

Le tableau ci-dessous identifie la situation actuelle et les objectifs aux niveaux européen, belge, wallon, flamand et bruxellois.

	EU			België			Wallonië			Vlaams Gewest			BHG		
	Huidige situatie	Jaar	Doel 2020	Huidige situatie	Jaar	Doel 2020	Huidige situatie	Jaar	Doel 2020	Huidige situatie	Jaar	Doel 2020	Huidige situatie	Jaar	Doel 2020
Werkgelegenheid															
Werkgelegenheidsgraad 20-64 jaar (%)	68,3	2013	75	67,2	2013	73,2	62,3	2013	NA	71,9	2013	Ruim 76	56,8	2013	NA
O&O en Innovatie															
Bruto binnenlandse uitgaven O&O (% BBP)	2,07	2012	3	2,24	2012	3	2,2	2011	NA	2,42	2012	3	1,37	2011	NA
Climat et Energie															
Broeikasgasemissies (index: 1990 = 100)	82,1	2012	-20%	82,6	2012	-15%	88,1	2012	-30%	88,4	2012	NA	-	-	-
Aandeel hernieuwbare energie in bruto energiegebruik (%)	14,1	2012	20	6,8	2012	13	8,8	2011	NA	5,9	2013	NA	1,7	2011	20
Primaire energieconsumptie (miljoen ton petroleumequivalenten)	1584	2012	-20% 1483 Mtep	49	2012	-18% 9,80 Mtep	15,3 Mter	2012	NA	31	2013	9% in 2016 t.o.v. 2001-2005	-	-	NA
Onderwijs en opleiding															
Vroegtijdige schoolverlaters (% 18-24 jaar)	12,0	2013	10	11,0	2013	9,5	14,7	2013	NA	7,5	2013	5,2	17,7	2013	NA
Scholingsniveau hoger onderwijs 30-34 jaar (% bevolking tussen 30-34 jaar)	36,9	2013	40	42,7	2013	47	38,9	2013	NA	44,1	2013	47,8	45,8	2013	NA
Armoede en sociale uitsluiting															
Personen met risico op armoede of sociale uitsluiting (% van totale bevolking)	24,8	2012	-17% t.o.v. 2008	21,6	2012	-17%	24,9	2012	NA	16,3	2012	-30%	41,2	2012	NA
	124.488.000 personen		-20000000 personen	2.356.000 personen		-380.000 personen	872.000 personen			1.020.000		-280.000	464.000		

En ce qui concerne la Communauté germanophone, le taux d'emploi pour la tranche d'âge 20-64 ans s'élève à 67,7% (données pour 2012).¹

Au niveau de la Wallonie, certains indicateurs supplémentaires permettent d'éclairer la situation wallonne comparativement à la situation belge et européenne (dernières statistiques disponibles sur EUROSTAT).

	U E		Belgique		Wallonie	
	Sit Act	Obj 2020	Sit Act	Obj 2020	Sit Act	Obj 2020
PIB Hab pc (Ind, 2010)	100.0	-	134.0	-	98.0	-
PIB Hab SPA (Ind, 2010)	100.0 (2011)	-	120 (2011)	-	88 (2011)	-

Macro-economische vooruitzichten 2013-2019

In 2013 was de Vlaamse economische groei licht positief en gelijk aan de economische groei in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest. Het Waalse Gewest tekende een licht negatieve groei op. In 2014 zou de economische groei verder aantrekken en oplopen tot 1,5% in het Vlaamse Gewest tegenover 1,1% in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en 1,3% in het Waalse Gewest. Waar er in 2013 nog een inkrimping was van de werkgelegenheid, zou die in 2014 terug groeien, matig weliswaar, met 0,3% of 8.400 jobs in het Vlaamse Gewest. In het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest zou de werkgelegenheid toenemen met ongeveer 500 jobs (0,1%) en in het Waals Gewest met ongeveer 4.800 jobs (0,4%). De toename van de werkgelegenheid is onvoldoende om tot een daling van de werkloosheidsgraad te leiden. In het Vlaamse Gewest stijgt die lichtjes tot 5,1% en in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest tot 19,3%. In het Waalse Gewest is er een lichte daling (11,2%).

In de jaren nadien (2015-2019) wordt een economische groei voorzien die, op nationaal niveau, schommelt rond 1,7%. In het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest zou de gemiddelde jaarlijkse groei 1,4% bedragen, in het Vlaamse Gewest 1,7% en in het Waalse Gewest 1,6%. In lijn met die verwachte groeicijfers zou ook de werkgelegenheidsgraad verhogen en op nationaal niveau gemiddeld 0,7% per jaar bedragen of ongeveer 32.500 bijkomende jobs per jaar.

In 2019 zou de totale werkgelegenheid in het Vlaamse Gewest 2.738.400 bedragen, of 107.000 eenheden meer dan in 2013. De werkgelegenheidsgraad (EU2020) zou 74,1% bedragen. De werkgelegenheidsgraad in het Brusselse Hoofdstedelijk en het Waalse Gewest zou dan respectievelijk 58,1% en 64,2% bedragen. Op nationaal niveau zou 69,2% bereikt worden in 2019. De totale Belgische werkgelegenheid zou ongeveer 4.722.000 eenheden bedragen, of 176.000 jobs meer dan in 2013. De werkloosheidsgraad zou afnemen in alle gewesten. In het Vlaamse Gewest zou de werkloosheidsgraad dalen tot 4,2% in 2019, tegenover 17,0% in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en 10,2% in het Waalse Gewest.

¹ En ce qui concerne la Communauté germanophone, seul pour l'emploi des données spécifiques sont disponibles. Ce fait s'explique en partie par les compétences des régions/communautés, mais aussi par le fait qu'il y a peu de hautes écoles et pas d'université dans cette communauté, ce qui rend le suivi des abandons scolaires à ce niveau impossible. Les indicateurs autres que l'emploi sont repris dans les statistiques wallonnes.

De publieke investeringen (inclusief kapitaaloverdrachten/investeringsubsidies) van de federale overheid bedragen in 2012 0,7% van het bbp. Voor de Vlaamse overheid (gewest + gemeenschap) gaat het over 1,1%. Eenzelfde aandeel voor het Waalse Gewest en 0,8% voor het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest 0,8%. De Franstalige gemeenschap besteedt 0,1% van het bbp.

Wat het inkomen van de gezinnen betreft zou het beschikbaar inkomen van de inwoners van het Vlaamse Gewest in de periode 2014-2019 toenemen met 15% (nominaal), van bijna 20.550 euro per hoofd in 2013 naar ongeveer 23.650 euro in 2019. Het beschikbaar inkomen per inwoner in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest zou stijgen met ongeveer 13% tot 20.100 euro in 2019 en in het Waalse Gewest met bijna 15% tot 20.250 euro, waarmee het beschikbaar inkomen per inwoner in deze beide gewesten ongeveer 15% lager is dan in het Vlaamse Gewest.

In 2014 zou de stijging van de consumptieprijsindex heel beperkt zijn (0,7%). In de jaren nadien zou de inflatie ietwat toenemen, zonder evenwel boven de 2% per jaar uit te stijgen.

Macro-economische vooruitzichten 2013-2019

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
BBP (volume, evolutie in %)							
Brussels Hoofdstedelijk Gewest	0,3	1,1	1,6	1,3	1,5	1,5	1,2
Vlaams Gewest	0,3	1,5	1,9	1,8	1,8	1,6	1,6
Waals Gewest	-0,2	1,3	1,7	1,7	1,6	1,5	1,4
Rijk	0,2	1,4	1,8	1,7	1,7	1,6	1,5
BBP per inwoner (nominaal, niveau)							
Brussels Hoofdstedelijk Gewest	62.476	63.133	64.406	65.607	66.975	68.513	69.957
Vlaams Gewest	34.484	35.254	36.310	37.360	38.459	39.591	40.738
Waals Gewest	25.109	25.636	26.361	27.122	27.865	28.661	29.439
Rijk	34.396	35.095	36.085	37.074	38.098	39.174	40.242
Beschikbaar inkomen per inwoner (nominaal, niveau)							
Brussels Hoofdstedelijk Gewest	17.753	17.942	18.266	18.675	19.128	19.612	20.091
Vlaams Gewest	20.546	20.845	21.303	21.841	22.428	23.052	23.653
Waals Gewest	17.712	17.969	18.355	18.792	19.257	19.753	20.243
Rijk	19.345	19.619	20.038	20.530	21.062	21.629	22.181
Binnenlandse werkgelegenheid (niveau in '000)							
Brussels Hoofdstedelijk Gewest	692,2	692,7	698,6	703,9	709,6	714,3	718,6
Vlaams Gewest	2.631,4	2.639,7	2.660,0	2.679,0	2.698,9	2.719,8	2.738,4
Waals Gewest	1.222,2	1.227,0	1.235,0	1.242,4	1.250,4	1.257,8	1.264,6
Rijk	4.545,8	4.559,4	4.593,6	4.625,3	4.658,9	4.691,9	4.721,7
Binnenlandse werkgelegenheid (evolutie in '000)							
Brussels Hoofdstedelijk Gewest	-1,7	0,5	5,9	5,3	5,8	4,6	4,3
Vlaams Gewest	-2,0	8,4	20,3	19,0	19,9	21,0	18,6
Waals Gewest	-5,9	4,8	8,1	7,4	8,0	7,4	6,9
Rijk	-9,7	13,6	34,2	31,7	33,6	33,0	29,8
Binnenlandse werkgelegenheid (evolutie in %)							
Brussels Hoofdstedelijk Gewest	-0,2	0,1	0,9	0,8	0,8	0,7	0,6
Vlaams Gewest	-0,1	0,3	0,8	0,7	0,7	0,8	0,7
Waals Gewest	-0,5	0,4	0,7	0,6	0,6	0,6	0,5
Rijk	-0,2	0,3	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6
Werkgelegenheidsgraad (20-64 jaar, EAK)							
Brussels Hoofdstedelijk Gewest	56,8	56,6	57,0	57,2	57,5	57,8	58,1
Vlaams Gewest	71,9	71,9	72,3	72,6	73,1	73,6	74,1
Waals Gewest	62,3	62,5	62,9	63,2	63,5	63,8	64,2
Rijk	67,2	67,3	67,6	67,9	68,3	68,7	69,2
Werkloosheidsgraad (Eurostat defintie)							
Brussels Hoofdstedelijk Gewest	19,2	19,3	18,6	18,3	17,8	17,4	17,0
Vlaams Gewest	5,0	5,1	5,1	5,0	4,8	4,5	4,2
Waals Gewest	11,3	11,2	10,9	10,8	10,6	10,4	10,2
Rijk	8,4	8,5	8,3	8,1	7,9	7,7	7,3

Bron: Regionale economische vooruitzichten 2014-2019, FPB-BISA-IWEPS-SVR, juli 2014 (HERMREG) en eigen berekeningen Studiedienst Vlaamse Regering

Hierna volgt een samenvatting van de regionale analyses die verderop in het Partnerschapsakkoord aan bod komen. Deze samenvatting bevat verwijzingen naar de Europa 2020-doelstellingen, de landenspecifieke aanbevelingen (LSA) van 2014 en het begeleidende Staff Working Document (SWD) van de Europese Commissie. Deze samenvatting bevat de belangrijkste elementen uit de regionale analyses, maar treedt niet in de plaats van de analyses die iedere entiteit heeft opgesteld.

Recherche et innovation

De Europese Commissie erkent dat de grotere overheidssteun voor bedrijfs-O&O vruchten afwerpt, want de O&O-intensiteit neemt sinds 2005 constant toe.² Als deze trend zich voortzet, zou België bijna zijn Europa 2020-doelstelling van 3% van het bbp voor O&O uitgaven kunnen bereiken. Het verkrijgen van subsidiëring wordt echter als ingewikkeld en tijdrovend ervaren, terwijl de beschikbare steun zeer versnipperd is en de volledige benutting van transregionale synergieën wordt gehinderd door een gebrek aan coördinatie tussen de geregionaliseerde entiteiten.

In de laatste jaren hebben de drie Regio's, Wallonië, Vlaanderen en Brussel, inspanningen geleverd om de uitgaven voor O&O op te krikken. Het niveau lag in 2011 respectievelijk op 2,20%, 2,40% (2,42% in 2012) en 1,37% van het bbp. Een verdere stijging van de O&O-intensiteit is noodzakelijk om de Europese doelstelling van 3 % te halen. Vooral de inspanningen door de private sector dienen verder te worden gestimuleerd.

LSA 5 van 2014 pleit voor geharmoniseerde steunregelingen en minder administratieve barrières om innovatie te stimuleren. Les collaborations devraient être renforcées aussi bien entre les régions, qu'avec l'Etat fédéral et des entités confrontées à des enjeux comparables au niveau européen en vue de dépasser les limites territoriales et institutionnelles auxquelles sont confrontées les régions.

Verder is ook de economische en sociale valorisatie van het onderzoek een belangrijke uitdaging in de drie Regio's. De resultaten van het onderzoek moeten nog meer ingezet worden ten behoeve van de maatschappelijke en economische uitdagingen.

Compétitivité des PME

De Europese Commissie beschrijft in haar SWD dat de knelpunten op het vlak van de competitiviteit blijven bestaan. Zij zijn te wijten aan de hoge kosten voor energie en arbeid, die onvoldoende worden gecompenseerd door hogere productiviteitscijfers en/of een heroriëntatie van de uitvoer naar meer dynamische markten of producten met meer toegevoegde waarde.

In de loop van de voorbije jaren is de groei van de arbeidsproductiviteit in België gedaald. Dit is onder meer te verklaren door de economische en financiële crisis. In vergelijking met het Europese gemiddelde lag het Belgische bbp per inwoner in 2013 een stuk hoger. Er zijn echter grote verschillen tussen de regio's. Het bbp van Wallonië lag onder het Europees gemiddelde, terwijl van Vlaanderen en vooral Brussel een stuk boven het gemiddelde uitsteken.

Het economisch weefsel in de drie Regio's is voor een groot stuk samengesteld uit KMO's. Ze zorgen voor een groot deel van de tewerkstelling in Vlaanderen, Wallonië en Brussel. In deze laatste regio is het echter moeilijker om economisch te overleven. Ainsi, en 2011, plus d'un quart des PME bruxelloises (26,5 %) présentaient un risque de faillite élevé et un potentiel de croissance limité. Ce chiffre est significativement plus élevé qu'en Flandre (15 %) et qu'en Wallonie (16,8 %).

² Staff Working Document (SWD) (2014) 402

Het aantal bedrijven in de drie Regio's neemt in aantal toe. In Wallonië ligt het groeiritme echter lager dan in de andere regio's. Ook in Vlaanderen neemt de oprichtingsratio echter af in de voorbije jaren. Tegelijkertijd neemt het aantal stopzettingen toe, zowel in Vlaanderen als Wallonië. Vlaanderen behaalt over de hele periode een hogere overlevingsgraad in vergelijking met de andere gewesten. De kloof met het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en het Waalse Gewest verkleint wel.

De maritieme sector stelde in 2010 48.100 personen te werk, waaronder 1.700 in de visserij. De sector is goed voor 3,46% van de totale tewerkstelling en 9,5% van het bbp. Het aantal rederijen daalt gemiddeld met 3,7% per jaar. Ook de Waalse aquacultuur boert achteruit. Il ne compte désormais plus qu'une quarantaine de PME encore actives en 2013 (contre 120 en 2000).

In de landbouwsector kan men vaststellen dat het aantal bedrijven verder blijft dalen. Dit gaat gepaard met een daling van de werkgelegenheid in deze sector. Dit fenomeen doet zich voor in Wallonië en Vlaanderen. In beide deelstaten wordt de sector bovendien geconfronteerd met een lage instroom en een veroudering van de landbouwpopulatie.

In de voorbije jaren nam de export toe. In de periode 1996 tot 2012 lag de gemiddelde groei van Wallonië op 6,5%, terwijl dit in Vlaanderen 6,2% bedroeg. Néanmoins, selon les statistiques de la Banque Nationale de Belgique, le montant des exportations wallonnes ne s'élève qu'à 30,0 milliards d'euros au cours des trois premiers trimestres 2012, ce qui représente un repli de 3,4 % par rapport à la période correspondante de 2011. In Vlaanderen liet de financiële en economische crisis zich de jongste jaren gevoelen. Na een krimp in 2009 heeft de totale uitvoer zich herpakt en was in 2012 goed voor 289,6 miljard euro.

LSA 5 beveelt aan om het concurrentievermogen te herstellen door de hervorming van het loonvormingsmechanisme voort te zetten zodat de loonvorming zou aansluiten bij de productiviteitsontwikkelingen en bij de economische toestand. Dit is echter federale materie en wordt dus binnen het bestek van dit Partnerschapsakkoord niet opgenomen.

Het ondernemingsklimaat is verbeterd maar nieuw ondernemerschap blijft beperkt. Momenteel worden er te weinig ondernemingen opgericht, wat wijst op het feit dat de Belg te weinig opportuniteiten ziet om te ondernemen. De ondernemerschapscultuur dient verder gestimuleerd in de drie regio's en jonge starters dienen te worden aangemoedigd.

Pour le Position paper, l'investissement privé doit être concentré sur les PME et sur les domaines pour lesquels les Régions peuvent obtenir un avantage comparatif, dans le cadre d'une stratégie de spécialisation intelligente. Les domaines prioritaires pourraient être, notamment, ceux liés au vieillissement de la population, aux soins de santé, aux éco-innovations, à l'économie bas carbone, à une utilisation plus efficiente des ressources, à l'augmentation de la part des énergies renouvelables.

De doelstelling om het verloren marktaandeel in de wereldexport te herwinnen, is nog niet in zicht. Het aantal exporterende ondernemingen daalt. Het stimuleren van de export, voornamelijk door KMO's, dringt zich op.

Economie à faible émissions de CO₂

In het SWD 2014 stelt de Europese Commissie dat zonder extra maatregelen of aanvullende flexibele mechanismen België zijn Europa 2020-doelstelling voor het terugdringen van broeikasgasemissies niet zal halen in sectoren die niet onder het EU-emissiehandelssysteem vallen. De knelpunten in de transportsector zijn niet afdoende aangepakt. Een duidelijke verdeling van de inspanningen op het vlak van de vermindering van broeikasgasemissies tussen de verschillende bestuursniveaus ontbreekt nog altijd.

In 2012 zijn de broeikasgasemissies in de niet-ETS sectoren licht gestegen. Zij blijven echter onder het niveau van 2005 (-0,8 %, of ongeveer halfweg de doelstelling voor 2020) maar ook onder het beginpunt van het reductietraject voor de periode 2013-2020. Die emissies hangen voor een groot deel af van de verwarmingsbehoeften. Het jaar 2012 was immers kouder dan 2011. Wanneer de impact van de temperatuur geneutraliseerd wordt, wordt sinds 2008 een dalende trend van de emissies waargenomen.

Na een sterke ontwikkeling in 2009 en een meer gematigde groei in 2010 en 2011, is het aandeel van de hernieuwbare energiebronnen in het bruto energie-eindverbruik aanzienlijk toegenomen in 2012. Dat aandeel is hoger dan het indicatieve traject dat werd voorgesteld in het Belgisch Actieplan voor hernieuwbare energie dat in november 2010 aan de Europese Commissie werd overhandigd: 6,8 vs 5,2% in 2012. In 2012 bedraagt het verschil ten opzichte van de 13%-doelstelling in 2020 iets meer dan 6 procentpunt.

Het primair energieverbruik, dat wordt gebruikt als indicator om de indicatieve energie-efficiëntie-doelstelling te definiëren, is voor het tweede opeenvolgende jaar gedaald. In 2012 lag dit energieverbruik (49 Mtoe) ongeveer 9% onder de projectie voor 2020, of halverwege de doelstelling van 18%.³

LSA 6 schrijft voor dat de lidstaat België ervoor moet zorgen de 2020-doelstellingen te halen voor het terugdringen van de broeikasgasemissies van niet ETS-activiteiten, in het bijzonder van gebouwen en vervoer. Ook moeten er duidelijke afspraken komen tussen de federale overheid en de regio's wat betreft de verdeling van de lasten.

Les trois régions devraient augmenter la production d'énergies renouvelables, ce qui devrait permettre d'atteindre l'objectif de la stratégie UE 2020.

Un effort supplémentaire doit être fourni par les trois régions afin de satisfaire aux dernières exigences européennes en matière d'efficacité énergétique des industries, des ménages et du secteur agricole.

Enfin, les trois régions sont sur la trajectoire pour atteindre les objectifs fixés par l'UE pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2020 mais des efforts restent à fournir afin d'anticiper les défis futurs liés au changement climatique. Een verdere daling van de uitstoot van broeikasgasemissies, vooral van de niet onder de emissiehandelsregeling vallende activiteiten, moet worden nagestreefd. Er is in alle verschillende sectoren (industrie, gebouwen, transport en landbouw) nog een reductiepotentieel aanwezig. Hier kan worden ingezet op emissievriendelijke investeringen, die zowel op ecologische als op economische duurzaamheid inzetten.

³ Nationaal Hervormingsprogramma 2014 van België

Extra aandacht dient te gaan naar de transportsector om daar een forse daling van de broeikasgasemissies te realiseren.

Environnement et utilisation rationnelle des ressources

Het efficiënt gebruik van de hulpbronnen is een uitdaging voor de drie Regio's in België. De problematiek is hier echter heel uiteenlopend voor de verschillende regio's. In Vlaanderen is er vooruitgang gemaakt op het vlak van de waterkwaliteit, maar verdere verbetering blijft nodig. Aangezien de regio regelmatig ongunstige scores krijgt voor zijn biodiversiteit, zijn ook hier maatregelen nodig. Verder vormen ook de uitvoering van de voorziene maatregelen in het kader van het adaptatie- en mitigatieplan, de instandhouding en verbetering van ecosystemen, het optimaliseren van materiaalproductiviteit en een verdere daling van emissies uitdagingen voor Vlaanderen. Veel van deze uitdagingen manifesteren zich nog meer in stedelijke omgevingen. Ook Wallonië kampt met een verlies aan biodiversiteit. De waterkwaliteit gaat er de laatste jaren op vooruit. Na jaren van verslechtering, stabiliseert de bodemkwaliteit de laatste 15 à 20 jaar, al zal de klimaatverandering een extra uitdaging betekenen voor het bodembeheer. Brussel als stadsregio en Wallonië worden gekenmerkt door een hoog aantal vervuilde gronden die moeten gesaneerd worden.

In alle Regio's worden de uitdagingen op vlak van milieu en een efficiënt gebruik van hulpbronnen echter ook positief bekeken. De uitdagingen bieden immense kansen tot innovatieve en creatieve initiatieven en investeringen op diverse terreinen en sectoren die moeten leiden tot o.a. andere vormen van produceren en consumeren, een aanpassing van de levenshouding, stedelijke vernieuwing, ...

Transport durable et mobilité

Het SWD omschrijft de verkeerscongestie tijdens de spitsuren als een belangrijk probleem in België, zowel in de stedelijke agglomeraties als op essentiële verbindingswegen tussen de steden. Luchtverontreiniging is in België jaarlijks voor ongeveer 10 000 voortijdige sterfgevallen en 2,5 miljoen verloren werkdagen door ziekte verantwoordelijk.

De verkeerscongestie stelt zich voornamelijk in Vlaanderen en Brussel, Wallonië is er minder door geraakt. In Brussel wordt een belangrijk deel van de verplaatsingen veroorzaakt door de pendelaars die in de hoofdstad komen werken. In de drie regio's vertegenwoordigt het gemotoriseerd privaat vervoer het leeuwendeel van de verplaatsingen, ook binnen de steden. Ook voor goederenvervoer is het gemotoriseerd de belangrijke vervoersmodus.

LSA 6 pleit ervoor om de verkeerscongestie te doen verminderen en zo ook bij te dragen aan de realisatie van de 20/20/20-doestellingen. Het federale niveau en de regionale entiteiten moeten duidelijke afspraken maken over de verdeling van inspanningen en lasten.

Het fileprobleem in en rond de grootsteden en economische knooppunten dient dringend aangepakt. Een deel van de oplossing zal liggen in het stimuleren van het gebruik van openbaar vervoer en zachte vervoersmodi. In Brussel kan dit onder andere door een verdere uitbouw van de metro.

In Vlaanderen dient er verder werk gemaakt van een vlotte en multimodale ontsluiting van de economische poorten en het hinterland, in het bijzonder van de zeehavens. De bereikbaarheid van de economische poorten door het wegwerken van missing links blijft een noodzaak. Een optimalisering van de logistieke ketens dringt zich op. De logistieke stromen moeten gebundeld worden tot grotere stromen, die beter in aanmerking komen voor vervoer via de alternatieve duurzame modi zoals binnenvaart en spoor.

Emploi de qualité

Uit de SWD blijkt dat de arbeidsmarktparticipatie nog steeds beneden gemiddeld is en er blijven grote verschillen inzake werkgelegenheid/werkloosheid tussen de regio's en bevolkingsgroepen. De belastingwig op arbeid is zeer groot en er zijn hardnekkige werkloosheids- en inactiviteitsvallen. De geringe arbeidsmobiliteit en de hoge entreebelemmeringen zijn nadelig voor de werkgelegenheid en de groei.

In alle entiteiten ligt de werkzaamheidsgraad onder de Europa 2020-doelstelling van 75%. Er zijn wel verschillen. In Vlaanderen lag deze in 2013 voor de 20-64-jarigen op 71,9%, in Wallonië op 62,3%, in Brussel op 58,2% en in de Duitstalige Gemeenschap op 68,4%.

Een aantal bevolkingsgroepen, zoals jongeren en personen met een migratieachtergrond, wordt gekenmerkt door een hogere werkloosheid. De jeugdwerkloosheid (15-24-jarigen) is vooral een probleem in Brussel en Wallonië met respectievelijk 39,9% en 32,8% in 2013. In Vlaanderen bedroeg de jeugdwerkloosheid in 2013 16,6% en in de Duitstalige Gemeenschap 13,6%⁴. De niet-EU-burgers kennen ook een hogere werkloosheid. Onder hen waren 22,6% in Vlaanderen, 36,8% in Wallonië en 34,3% in Brussel werkloos in 2013⁵.

De activiteitsgraad onder oudere werknemers (55-64-jarigen) is in de afgelopen jaren gestegen in de drie Regio's, al blijft hij nog altijd betrekkelijk laag (41,8% in Wallonië, 44,6% in Vlaanderen en 49,6% in Brussel, 2013). Verder is er nog een verhoogde werkloosheid onder laaggeschoolden, al is dit fenomeen meer uitgesproken in Wallonië en Brussel.

LSA 4 beveelt aan om de arbeidsmarktparticipatie te verhogen, in het bijzonder door de financiële prikkels die werken onaantrekkelijk maken te beperken, de arbeidsmarkt toegankelijker te maken voor outsiders zoals jongeren en personen met een migratieachtergrond en de beroepsmobiliteit te verhogen.

Het is een gemeenschappelijke uitdaging voor alle regio's om de werkzaamheidsgraad op te krikken, want de Europese doelstelling van 75% wordt nergens gehaald. De aanpak zal echter verschillen. In Wallonië en Brussel is de jeugdwerkloosheid het belangrijkste aandachtspunt, terwijl in Vlaanderen de arbeidsdeelname van 55-plussers, personen van vreemde herkomst en gehandicapten de pijnpunten zijn. In de Duitstalige Gemeenschap is het probleem van langdurige werkloosheid van groot belang. In alle entiteiten is scholing een belangrijke factor waarmee de werkzaamheid kan aangezwengeld worden. Een ander gemeenschappelijk punt van zorg is de optimalisering van de begeleiding van alle actoren op de arbeidsmarkt.

⁴ Arbeitsamt der DG, Steunpunt WSE, 2014

⁵ FOD Economie - Algemene Directie Statistiek EAK, Eurostat LFS

Inclusion sociale et lutte contre la pauvreté

Het SWD erkent dat het risico op armoede of sociale uitsluiting kleiner is dan gemiddeld in de EU, maar groter dan in de buurlanden. Het aandeel van de bevolking dat leeft in een huishouden met zeer lage arbeidsintensiteit is sinds 2008 voortdurend gestegen en ligt boven het EU-gemiddelde. Ook maken jonge kinderen uit sociaal achtergestelde milieus aanzienlijk minder kans om een kleuterschool of crèche te bezoeken. Mensen met een migratieachtergrond worden nog meer geconfronteerd met risico op armoede of sociale uitsluiting.

De gecombineerde indicator 'risico op armoede of sociale uitsluiting' vertoonde de afgelopen jaren een lichte stijging. Deze evolutie is niet in lijn met het pad om de Europa 2020-doelstelling te halen. Volgens deze doelstelling moet het aantal mensen met een risico op armoede of sociale uitsluiting in België tegen 2020 met 380.000 dalen ten opzichte van 2010. Ook hier zijn er grote verschillen tussen de entiteiten. Vlaanderen scoort goed met 16,3% in 2012 dat in armoede of sociale uitsluiting leeft. Van een forse terugval die beoogd werd tegen 2020 is voorlopig echter geen sprake. In Wallonië en Brussel ligt dit percentage hoger (op respectievelijk 24,9 en 41,2%). Dit vertaalt zich in deze twee Gewesten in een hoger aantal personen dat een leefloon ontvangt. Ook in de Duitstalige Gemeenschap stijgt het aantal personen dat een leefloon ontvangt.

Bovendien zijn bepaalde groepen extra kwetsbaar, en dit in de drie regio's: niet-EU-burgers, ouderen, personen in eenoudergezinnen, werklozen en niet-actieven, laaggeschoolden...

Beleidsmaatregelen gericht op integratie of inclusie moeten rekening houden met de specificiteit van elke entiteit. Toch is het een uitdaging om in elk Gewest of Gemeenschap de risicogroepen dichter bij werk te brengen. Het hebben van een job is de beste bescherming tegen (inkomens)armoede. De sociale economie en sociale ondernemingen moeten verder uitgebouwd en geprofessionaliseerd als een zinvolle piste om de drempel naar herintrede voor personen zonder werk te verlagen.

Enseignement et formation

Volgens het SWD van de Europese Commissie is de grote discrepantie tussen de aangeleerde en de door de arbeidsmarkt gevraagde vaardigheden nadelig voor de werkgelegenheid en de groei. Met name het percentage vroegtijdige schoolverlaters bereikt in sommige regio's een zorgwekkend peil. Dit is toe te schrijven aan het aanzienlijke aantal jongeren dat het onderwijssysteem verlaat zonder een diploma en aan ongekwalificeerde nieuwkomers/migranten. Alhoewel er sprake is van verbetering, blijft een effectieve coördinatie van de verschillende openbare en regionale actoren op het gebied van onderwijs, beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling problematisch.

De Europa 2020-doelstelling op het vlak van hoger onderwijs wordt in elke entiteit vlot gehaald. Ook de strengere doelstelling die België zich stelde (47% van de 30-34-jarigen met een diploma hoger onderwijs) ligt binnen het bereik.

Het percentage vroegtijdige schoolverlaters lag in 2013 op 11% terwijl de doelstelling voor België 9,5% bedraagt. Wallonië (14,7%) en Brussel (17,7%) halen deze doelstelling niet, Vlaanderen met zijn 7,5% wel. De doelstelling die Vlaanderen zich stelde (5,2%) is echter nog niet in zicht.

LSA 5 wijst op de nood om een gecoördineerd onderwijs- en opleidingsbeleid te voeren dat de hardnekkige discrepanties tussen aangeboden en gevraagde vaardigheden en de regionale verschillen inzake vroegtijdig schoolverlaten aanpakt.

De aandachtspunten van de diverse entiteiten zijn verschillend, samenhangend met de vastgestelde problemen. In het algemeen is een betere afstemming tussen onderwijs en arbeidsmarkt een uitdaging die zich manifesteert in alle deelstaten. Ook de verbetering van het scholingsniveau, met inbegrip van de aanpak van het vroegtijdig schoolverlaten en het levenslang leren, is een probleem dat op de radar van elke entiteit verschijnt.

Wallonie

Le rapport stratégique 2012 a pu démontrer que « les programmes sont un levier important pour la politique régionale et qu'ils ont effectivement établi un lien entre la stratégie « Europe 2020 » pour une croissance intelligente, durable et inclusive, le programme de réformes belge et les politiques menées par les Régions et les Communautés.

Selon les experts en charge de la rédaction des rapports stratégiques 2009-2012, quatre priorités semblent s'imposer pour la prochaine période de programmation. Il s'agirait de poursuivre l'approche de portefeuille de projets, de continuer sur la lancée du processus de nouvelle gouvernance économique et sociale au niveau wallon en veillant à la cohérence entre les interventions structurelles et les autres politiques régionales, de mettre en évidence les grands pôles industriels urbains et de cibler les actions les plus à même de faire face à la crise économique. »⁶

Le rapport stratégique montre également que les mesures proposées dans les programmes opérationnels demeurent pertinentes et que les objectifs seront atteints, même s'ils ne seront pas tous dans les délais espérés au départ.

Malgré ces progrès, les besoins spécifiques de la Wallonie peuvent être identifiés dans les domaines suivants, pour lesquels des écarts significatifs sont constatés par rapport aux moyennes européennes et, le cas échéant, belge.

Recherche et innovation

➤ Constats

La Wallonie enregistre de bonnes performances en matière de dépenses en R&D par rapport à la moyenne européenne (en 2009, elles représentaient 2,22 % du PIB en Wallonie pour 2,01 % au niveau de l'UE27). Il reste néanmoins beaucoup de chemin pour atteindre l'objectif de 3 % fixé dans le cadre de la Stratégie 2020.

Le poids de l'amont du processus d'innovation est plus important comparativement à l'aval.

Toutefois, le nombre de brevets rapporté à la population est légèrement plus élevé en Wallonie que dans l'Union (sauf en Hainaut).

⁶ Rapport annuel 2012. Programme opérationnel Compétitivité régionale et emploi, page 63.

En 2008, dernière année disponible dans Eurostat, le taux de chercheurs était de 3,95 % en Wallonie contre 4,51 % en Belgique.

Le Brabant Wallon, en matière d'investissement en R&D surperforme largement la Wallonie puisqu'en 2009 (dernières statistiques disponibles) pour 513.6€/habitant investis en Wallonie dans ce secteur, 2453.7€/habitant l'étaient dans le Brabant Wallon (source : Eurostat).

Le constat est identique en matière de personnel travaillant dans le secteur de la R&D. 1,41 % de la population active wallonne travaille dans le domaine contre 4,08 % dans le Brabant wallon.

➤ Enjeux

La valorisation économique des résultats de la recherche reste un enjeu majeur en Wallonie. Comme mentionné dans le rapport de l'OCDE sur l'innovation en Wallonie, celle-ci doit tirer profit des dotations en ressources en matière d'innovation et doit veiller à diffuser les connaissances dans l'ensemble du tissu productif quelle que soit la localisation des entreprises en Wallonie.

Le pourcentage d'emploi R&D par rapport à l'emploi total et, en particulier, le pourcentage de chercheurs doivent augmenter.

La Wallonie occupe une position comparative plutôt faible, en termes d'importance dans la valeur ajoutée de son secteur des hautes technologies, celui-ci étant souvent générateur de nombreuses activités de R&D.

Pour le Position paper, l'investissement dans les technologies-clés, telles que les TIC, la recherche et le développement renforceront la position de la Belgique sur les marchés mondiaux des biens et des services en augmentant la valeur ajoutée de sa production. De cette façon, les exportations pourront être orientées vers des produits pour lesquels le coût des inputs joue un rôle moins important.

Compétitivité des PME

➤ Constats

L'activité économique, telle qu'elle peut être mesurée par le PIB par habitant, constitue un indicateur synthétique de la position relative d'une économie.

Or, précisément, le PIB par habitant de la Wallonie, quoiqu'en progrès significatif depuis 2006, reste trop faible.

Par rapport à la moyenne européenne (UE 27 = 100 ; source : Eurostat) et à prix courants, l'indice du PIB wallon par habitant est passé de 92 en 2006 à 98 en 2010. Cependant, en SPA – ce qui tient compte des différences de prix dans les pays membres – l'indice passe, sur la même période, de 85 à 88. S'il y a donc effectivement progrès quel que soit l'indicateur retenu, le niveau relatif reste insuffisant. L'écart se marque encore davantage par rapport à la moyenne belge. A prix courants (source : BNB), l'indice passe de 71.9 en 2003 à 72.3 en 2006, puis à 73.8 en 2010 et 74.2 en 2011.

Si, par habitant, le PIB de la Wallonie atteint seulement 73,2 % de la moyenne nationale (donnée 2011) c'est, d'abord, parce que le taux d'emploi wallon est plus faible que la moyenne nationale (84 %) et aussi parce que la productivité sur le territoire wallon est, elle aussi, plus faible que la moyenne nationale (88 %), les deux phénomènes se multipliant mutuellement.

L'indice du revenu primaire par habitant, lui aussi en progrès, se situe à un niveau très supérieur à celui du PIB (87,2 % de la moyenne belge), ce qui reflète la grande capacité des facteurs de production wallons à capter la valeur ajoutée produite en dehors du territoire wallon, et donc leur mobilité.

Le Position paper souligne que l'entrepreneuriat reste faible en Belgique. La Wallonie est confrontée à un nombre élevé de cessations d'activités. De plus, une densité d'entreprises plus faible et un niveau d'emploi par entreprise également faible sont à l'origine d'un taux d'emploi plus bas que dans les autres Régions.

Le taux d'investissement est plus faible en Wallonie mais le retard par rapport à la moyenne nationale se réduit progressivement (20,75 % en Wallonie contre 20,78 % en moyenne nationale).

Au total, les investissements effectués par les entreprises assujetties à la TVA (investissement privé) sont en baisse depuis 2008, à la suite de la répercussion de la crise sur la croissance du pays. Les secteurs qui récoltent le plus d'investissements en Wallonie sont l'industrie manufacturière, le commerce ainsi que la construction.

Le PIB du Brabant wallon est de 13.650 millions d'euros en 2010. Il compte alors pour 16,15 % du PIB wallon et pour 3,8 % du PIB belge. Son PIB par habitant était de 35.800 euros. C'était plus que la Belgique (32.700 euros) et que la Wallonie (24.003 euros). En 2000, il était inférieur à la valeur belge mais il a connu pendant 10 ans une croissance moyenne de 1.320 euros par an. La croissance du PIB par habitant au niveau belge et wallon a été plus faible. En 2008, le Brabant a vu son PIB par habitant dépasser celui de la Belgique (source : IWEPS).

Le tissu économique belge est composé en grande partie de PME (plus de 90 % des entreprises). Les PME pourvoient 66,9 % de l'emploi belge. Les PME investissent entre autres dans l'innovation, par exemple via des « hubs créatifs », c'est-à-dire des plateformes d'organisation prônant la transformation de l'économie traditionnelle en économie créative (nouveaux modes de collaboration, transdisciplinarité, ...).

Sur le territoire wallon, le nombre d'entreprises commerciales est en progression constante depuis 2000 et tend, dans l'absolu, aujourd'hui encore à augmenter. Cependant, cette augmentation garde un rythme inférieur à celui des deux autres régions (Bruxelles et Flandre).

Cette infériorité réside dans un taux important de disparition des entreprises. La Wallonie est confrontée à un nombre élevé de cessations précoces d'activités (taux de cessation d'activité de plus de 8 % en 2012, source INS). La non-transmission des entreprises explique également ce ralentissement du taux de croissance du nombre d'entreprises.

Le taux de cessation d'activité du Brabant Wallon se situe à un niveau largement inférieur à celui du reste de la Wallonie (7,11 % en 2012, source INS). Pour réduire ce

taux de cessation d'activités en Wallonie, les besoins des PME doivent être identifiés en continu grâce à des actions d'intelligence stratégique territoriale.

Il apparaît déjà clairement, comme l'a pointé l'évaluation de la mesure dédiée à la stimulation économique 2007-2013, qu'une des entraves à leur capacité à innover, à se développer ou à survivre reste le manque de financement. Par ailleurs, les PME nécessitent des accompagnements et un cadre d'accueil qui leur permettent de réduire leurs coûts, grâce notamment à l'utilisation rationnelle de l'énergie, la proximité avec d'autres PME ou encore une grande accessibilité physique et virtuelle. Il est utile aussi, pour faciliter les transferts de technologies nécessaires à l'amélioration de leur compétitivité, qu'elles puissent bénéficier de la recherche et du développement en collaborant plus intensément avec les organismes de recherche ou en investissant intramuros. Enfin, le réseau des PME ne peut se densifier en créant de l'emploi de qualité qu'en comptant sur de la main d'œuvre aux compétences en constante adéquation avec les attentes du marché.

L'aquaculture illustre ce fait. Il ne compte désormais plus qu'une quarantaine de PME encore actives en 2013 (contre 120 en 2000) dont les travailleurs sont majoritairement âgés et qui ne trouvent actuellement pas de repreneurs.

Dans le domaine agricole, on assiste à une diminution récurrente du nombre d'exploitations. On en recense, en 2012, 13 306, alors qu'il y en avait près de 29 000 en 1990. La superficie agricole utile (SAU) diminue de façon plus lente. Elle s'établissait à 714 954 ha en 2012 pour 752 743 ha en 1990. En conséquence, cette évolution s'accompagne d'une augmentation de la taille économique des exploitations. La superficie moyenne par exploitation est actuellement de 54 ha (pour 26 ha en 1990). La main-d'œuvre occupée au sein de l'agriculture wallonne est de 23 226 personnes en 2012 pour 46 076 personnes en 1990.

La pyramide des âges des exploitants est préoccupante. 63,8% des agriculteurs wallons ont plus de 50 ans (10% seulement ont moins de 40 ans et 26,2% entre 40 et 50 ans). Les perspectives en matière de succession des exploitants sont sombres : seuls 21% des exploitants de 50 ans et + ont un successeur déclaré (41% se déclarent sans successeur et 38% ne savent pas).

La production est encore majoritairement liée aux secteurs traditionnels de la viande bovine, du lait, des céréales et de la betterave sucrière.

De façon globale, la production agricole wallonne est relativement intensive mais peu diversifiée, tant dans la gamme des produits que dans le mode de production.

Il faut toutefois noter l'évolution récente et régulière du mode de production biologique, dont l'importance se marque essentiellement dans la zone Sud-est de la Wallonie. Le cheptel élevé en mode bio représente, en 2012, 27,2% du cheptel total « volailles », 19% du cheptel « ovins » et « caprins », 5,8% du cheptel « bovins » et 2,1% du cheptel « porcins ». En production végétale, les prairies (84,6%) représentent l'essentiel des superficies sous contrôle, devant les grandes cultures (12,2%), les fourrages verts (2,1%), les légumes et fruits (1%).

La formation des exploitants s'améliore au cours des années. En effet, le pourcentage des exploitants ayant reçu une formation agricole exclusivement pratique est passé de 70,4%

en 1990 à 52,1 % en 2010 alors que le nombre d'exploitants qui ont suivi une formation agricole complète est, quant à lui, passé de 10,8 % à 25,7 %.

La valeur ajoutée par unité de produit est faible, les systèmes agricoles privilégiant la production primaire de masse.

Pour des raisons historiques, la Wallonie connaît toujours un important déficit en structures de transformation et de commercialisation. Le secteur agro-alimentaire est toujours globalement handicapé par un déficit de création de valeur ajoutée tout au long de ses filières agro-alimentaires.

Forêt

Composition des massifs

Les forêts sont une composante majeure de l'espace rural et du paysage. Selon le dernier inventaire disponible (année 2012), les surfaces forestières couvraient près de 554 000 ha, soit le tiers du territoire de la Région wallonne.

La forêt actuelle est peu diversifiée, conséquence d'une sylviculture autrefois principalement orientée vers la production. En Ardenne, où le sol est en général naturellement pauvre, la proportion de peuplements mélangés est particulièrement faible.

87% des surfaces forestières sont valorisées pour la production de bois. La forêt doit aussi faire face à différents problèmes comme les maladies (scolytes, ips), les dépérissements ou les fortes densités de gibier, sans oublier dans certains cas les pressions liées au tourisme. Globalement, l'état de santé des arbres s'améliore, mais reste préoccupant pour certaines espèces (hêtre, chêne).

Les étendues non productives ont presque doublé depuis 1984 (13 % de la surface forestière totale en 2012). Ces surfaces sont constituées à 60 % de milieux généralement intéressants pour un bon nombre d'espèces sauvages (incultes, landes et fagnes, mises à blanc non encore replantées, coupe-feu). Le reste est composé de chemins et routes forestières.

La filière bois

L'importance de la filière bois, de la gestion forestière au négoce de détail des produits bois et dérivés, est évaluée à 7 811 entreprises, dont 3 335 entreprises en personnes morales et 4 476 entreprises en personnes physiques. En termes d'emplois, cela représente 18 824 emplois, dont 13 275 salariés et 5 549 indépendants.

Sur la période 1996 à 2012, la Wallonie, avec une croissance moyenne de 6,5 % de ses exportations, n'est devancée que par l'Allemagne (+7,0 %) et les Pays-Bas (+7,0 %) au sein de l'UE. Elle se situe toujours au-dessus des prestations de la Flandre (+6,2 %), de l'UE15 (+5,9 %) et de la France (+4,6 %).

Néanmoins, selon les statistiques les plus récentes de la Banque Nationale de Belgique, le montant des exportations wallonnes ne s'élève qu'à 30,0 milliards d'euros au cours des trois premiers trimestres 2012, ce qui représente un repli de 3,4 % par rapport à la période correspondante de 2011.

Le Position paper impute la perte de vitesse de la compétitivité belge aux facteurs suivants :

- La Belgique exporte principalement en Europe (qui connaît des conditions économiques difficiles depuis le début de la crise) et non vers les pays à forte croissance ;
- Les produits proposés sont standards et peu innovants ;
- Les coûts salariaux sont élevés ;
- Les coûts énergétiques sont élevés.

Il est probable que ces éléments affectent également la Wallonie. Dans la limite des compétences de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles ce constat conduit à recommander une intensification des efforts de formation, de recherche-développement et d'investissement. L'objectif étant d'augmenter la valeur ajoutée produite au travers de l'innovation et la qualification de la main d'oeuvre, et d'améliorer la qualité des produits, notamment leur intensité technologique de façon à accroître leur adéquation par rapport à la demande mondiale.

Les investissements directs en provenance de l'étranger en Wallonie sont toujours plus faibles que la moyenne nationale (39 contre 51). La Wallonie présente des faiblesses selon les investisseurs étrangers (qualification de la main d'œuvre, manque de multilinguisme, manque de ressource en R&D, ...) qu'elle doit améliorer pour augmenter son attractivité pour ces derniers.

Une économie basée sur l'utilisation rationnelle des ressources est une des alternatives à l'économie traditionnelle. En Wallonie, deux projets d'économie circulaire sont développés, via le programme NEXT (vers une compétitivité durable) et le pôle de compétitivité Greenwin.

➤ Enjeux

Si le Position paper souligne que la productivité du travail est, en Belgique, parmi la plus élevée de l'Union il n'en inscrit pas moins la faible croissance de la productivité parmi les défis les plus urgents à relever.

La promotion de l'entrepreneuriat et des services avancés aux PME figure parmi les priorités du Position paper.

Pour le Position paper, l'investissement privé doit être concentré sur les PME et sur les domaines pour lesquels la Belgique et ses Régions peuvent obtenir un avantage comparatif, dans le cadre d'une stratégie de spécialisation intelligente. Les domaines prioritaires pourraient être, notamment, ceux liés au vieillissement de la population, aux soins de santé, aux éco-innovations, à l'économie bas carbone, à une utilisation plus efficiente des ressources, à l'augmentation de la part des énergies renouvelables.

Economie à faible émissions de CO₂

➤ Constats

Réduction des gaz à effet de serre

La Belgique est proche d'atteindre les objectifs qu'elle a acceptés en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. En 2012, elle est à l'indice 82.6 (base 1990 = 100), pour un objectif de 85 en 2020. En 2012, la Wallonie a rejeté dans l'atmosphère environ

35 870 kt éq CO₂ de GES (33 180 kt éq CO₂ compte tenu des LULUCF – land use change and forestry), ce qui représente 10,1 t éq CO₂ émises par habitant. Entre 1990 et 2012, les émissions de GES ont diminué de 34 % grâce à des réductions marquées dans les secteurs de l'énergie (- 60 % : utilisation accrue de gaz naturel) et de l'industrie (- 55 % : accords de branche, restructurations...) et ce, malgré l'augmentation des émissions du transport routier (+ 26 %). Cette évolution permet à la Wallonie d'atteindre les objectifs de Kyoto et de se rapprocher de l'objectif EU2020.

En 2012, les quantités nettes de GES émises par le secteur agricole (4 077 kt éq CO₂) représentaient 12,3 % des émissions totales nettes de GES en Wallonie. Elles étaient composées essentiellement (et à parts égales) d'émissions de méthane (CH₄ issu de la rumination des bovins) et d'émissions de protoxyde d'azote (N₂O lié à l'application d'engrais azotés (dénitrification)). Les émissions de GES du secteur agricole ont diminué de 16 % entre 1990 et 2012, en lien avec la diminution du nombre d'animaux d'élevage, la hausse du prix des intrants, une gestion plus raisonnée des engrais ou encore la promotion de pratiques plus respectueuses de l'environnement.

Il est particulièrement important, dans la stratégie wallonne, que cette réduction des émissions de gaz à effet de serre n'entrave pas la progression du PIB par habitant qui constitue l'objectif prioritaire compte tenu des retards observés par rapport à l'Union et autres Régions de Belgique.

Les énergies renouvelables

En matière d'énergies renouvelables, l'objectif pour la Belgique est d'atteindre 13 % en 2020. La Belgique a établi une trajectoire indicative visant à atteindre cet objectif. Selon cette trajectoire, le niveau de 2012 s'établit à 5,2 %, cependant, la réalité dépasse cet objectif et atteint 6,8 %.

En 2011, la consommation intérieure brute d'énergie issue de sources renouvelables (CIB = production primaire + importations – exportations) en Wallonie s'élevait à 1 257 ktoe. Environ 60 % de cette production a été valorisée sous forme de chaleur/vapeur et le solde pour la production d'électricité (27 %) et l'utilisation dans les transports (13 %) (au sens de la Directive 2009/28/CE). Le pourcentage d'énergie renouvelable (ER) dans la consommation finale brute d'énergie en Wallonie était de 8,8 % en 2011 (2,4 % sous forme d'électricité, 5,4 % sous forme de chaleur/vapeur et 1,0 % pour les transports).

Au total, près de 1 060 ktoe d'ER ont été produites sur le sol wallon, ± 300 ktoe ont été importées et ± 100 ktoe ont été exportées. Les exportations sont constituées des biocarburants routiers produits en excédent en Wallonie par rapport à la consommation régionale. La biomasse solide (sous-produits végétaux et animaux, bois de chauffage, déchets organiques...) représente la source d'ER la plus importante (76 %), devant la production d'ER hors biomasse (éolien, photovoltaïque...) (11 %), la production de biocarburants (9,5 %) et la biométhanisation (3 %).

Avec 664 ktoe d'ER brutes produites en 2011, le secteur primaire (agriculture et sylviculture) contribue à environ la moitié de la production brute totale d'ER en Wallonie. Les trois-quarts de l'ER produite par le secteur primaire sont issus de la biomasse forestière, le solde provenant de produits agricoles (résidus de récoltes, effluents...).

Entre 2000 et 2011, la CIB renouvelable a été multipliée par 3, les progressions les plus importantes étant enregistrées au niveau (i) de la production d'énergie éolienne, qui a progressé d'un facteur 800, (ii) de la production d'énergie solaire thermique (X 14), (iii)

de la production de biogaz par biométhanisation (X 5) et (iv) de la production d'ER à partir de sous-produits végétaux et animaux (X 4).

En 2011, la production d'électricité d'origine renouvelable (en ce compris l'incinération des déchets organiques, soit 250 ktoe) représentait 8 % de la production nette totale d'électricité (hors pompage) en Wallonie. Par ailleurs, cette production permettait de couvrir 12 % de la consommation finale totale d'électricité au niveau régional. Ces résultats permettent de dépasser globalement les objectifs définis dans le Plan wallon pour la Maîtrise Durable de l'Énergie à l'horizon 2010. Pour le futur, il existe un plan fédéral et régional de renforcement de la stratégie de développement des énergies renouvelables, notamment à partir de l'éolien. L'objectif de 13 % pour la Belgique en 2020 ne semble donc pas remis en cause.

L'efficacité énergétique

L'Union européenne prévoit un objectif d'augmentation de l'efficacité énergétique pour l'année 2020. L'indicateur utilisé pour mesurer l'efficacité énergétique est la consommation d'énergie primaire dont le niveau doit être réduit de 18 % pour la Belgique.

Pour la stratégie wallonne, il est essentiel que la diminution de la consommation d'énergie soit compatible avec une croissance durable du PIB par habitant, principal point faible de la Wallonie par rapport à la moyenne européenne. Entre 1995 et 2008, la croissance économique est largement supérieure à l'accroissement de la consommation d'énergie : hausse de la valeur ajoutée de 30 % et de l'emploi de 15 %, alors que la consommation énergétique a progressé de 4 % seulement pendant la période considérée. De plus, à partir de 2004, la consommation d'énergie a diminué tandis que la croissance économique s'est poursuivie. L'évolution de la consommation d'énergie par rapport aux variables économiques est donc favorable.

Ceci est confirmé par l'évolution de l'intensité énergétique de la production (dont les données concernent la Belgique dans son ensemble) qui mesure la quantité d'énergie consommée par unité de valeur ajoutée à prix constants. Selon le Bureau fédéral du Plan, l'intensité énergétique de la production belge, tous secteurs confondus, est passée de 8.5 TJ par million d'euros de valeur ajoutée en 1995 à 6.9 TJ / M€ en 2008, soit une décroissance annuelle moyenne de 1.7 %. De même, l'intensité énergétique de la consommation des ménages à, elle aussi, fortement diminué. Sur la même période, elle est passée de 4.1 à 3.2 TJ / M€, soit une décroissance annuelle moyenne de 1.9 %.

Entre 1990 et 2011, la consommation énergétique finale de la Wallonie a baissé de 6,5 %. Le secteur de l'industrie, et plus particulièrement la sidérurgie, a été fortement affecté par la crise économique de 2008 et sa consommation énergétique a chuté de près de 33 % entre 2008 et 2009. Les besoins du tertiaire, en forte croissance économique, sont en augmentation (en particulier pour l'électricité) tout comme les besoins en énergie liés au transport qui affichent une hausse moyenne de 1,7 % par an depuis 1990.

Les consommations finales d'énergie du secteur primaire (agriculture et foresterie) (98,2 ktoe en 2011) et de l'industrie alimentaire (387,1 ktoe) représentaient respectivement 0,8 % et 3,3 % de la consommation totale finale d'énergie en Wallonie. Les niveaux de consommation sont relativement stables au cours du temps.

Parmi les combustibles consommés directement (sans transformation préalable en électricité), les produits pétroliers représentaient 44 % de la consommation énergétique

finale de la Wallonie en 2011, le gaz naturel contribuait pour près d'un cinquième (22 %), et les énergies renouvelables (en ce compris les récupérations d'énergie hors vapeur) pour environ 5 %.

Le rapport des émissions polluantes au PIB est en baisse constante depuis 1990. L'efficacité énergétique tant au niveau de l'industrie que des ménages a augmenté. La projection de la consommation à l'horizon 2020 à politique inchangée (sur la base de l'évolution de la consommation d'énergie depuis 2005) donne une baisse de 33,4 % de l'énergie consommée, ce qui dépasse largement l'objectif fixé par l'Union Européenne.

➤ Enjeux

Augmenter la production d'énergies renouvelables devrait permettre d'atteindre l'objectif de la stratégie UE 2020.

Un effort supplémentaire doit être fourni afin de satisfaire aux dernières exigences européennes en matière d'efficacité énergétique des industries et des ménages.

La Wallonie est sur la trajectoire pour atteindre les objectifs fixés par l'Union Européenne pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2020 mais des efforts restent à fournir afin d'anticiper les défis futurs liés au changement climatique.

Pour le secteur agricole, il importe d'accentuer les efforts afin de confirmer la réduction de production de GES. Cela passe par des activités de R&D afin de proposer de nouvelles pratiques agricoles compatibles avec ces enjeux. Et puis surtout, il faut assurer la diffusion de ces nouvelles connaissances via la formation professionnelle mais également via d'autres formes (projets de démonstration, visites d'exploitation, conseil, information, ...).

Environnement, revitalisation urbaine et utilisation rationnelle des ressources

➤ Constats

Transformation du territoire

Le Position paper souligne le caractère polycentrique de la Belgique, ainsi que son haut niveau d'urbanisation et de suburbanisation. On considère généralement que les centres urbains sont des catalyseurs de l'activité économique, notamment en raison des économies d'agglomération qu'ils génèrent. Cela est, cependant, trop peu le cas en Wallonie.

Entre 1986 et 2011, le territoire wallon s'est urbanisé à un rythme moyen de 18 km²/an, principalement au détriment des terres agricoles. En conséquence, la construction de bâtiments et la densification des réseaux de transport et de communication (qui couvrent 5,3 % du territoire) ont entraîné une artificialisation du territoire avec des conséquences paysagères et environnementales multiples : pertes de ressources naturelles et agricoles, fragmentation des habitats naturels (liée à la présence de barrières écologiques), perturbation du cycle de l'eau... Au total, seul 1 % du territoire wallon (grands massifs forestiers) serait libre de tout élément artificialisé. Par ailleurs, les réseaux de transport en Wallonie ($\pm 4\,800$ km de routes/1000 km² et ± 100 km de voies ferrées/1000 km²) figurent parmi les plus denses d'Europe.

Biodiversité

Tous groupes confondus, 31 % des espèces animales et végétales étudiées sont menacées de disparition à l'échelle de la Wallonie et près de 9 % ont déjà disparu. L'état de conservation d'une espèce résulte d'une combinaison de facteurs tels que la fragmentation, l'altération ou la disparition des habitats, l'incidence de pollutions diverses ou la présence d'espèces exotiques envahissantes.

La diminution la plus flagrante se remarque pour les oiseaux des milieux agricoles où peu de sites de nidification et de ressources alimentaires restent disponibles tout au long de l'année, sans compter l'influence spécifique de certaines pratiques (traitements phytosanitaires p. ex.). Toutefois, l'indice des espèces agricoles se stabilise depuis 2005, à un niveau cependant inférieur de 30 % à l'effectif moyen de 1990.

La courbe des oiseaux forestiers fluctue quant à elle amplement autour de sa valeur de 1990. Les espèces généralistes pour leur part semblent avoir retrouvé un effectif moyen proche du niveau de base. Selon la liste rouge wallonne, près d'un tiers des oiseaux nicheurs sont menacés de disparition. Parmi ceux-ci, 28 % sont liés aux milieux ouverts.

En ce qui concerne l'état de conservation des habitats prairiaux, la dernière évaluation effectuée (période 2007 à 2012) indique que 95 % des milieux investigués présentent un état jugé inadéquat (52,4 %) ou mauvais (42,6 %).

Sites Natura 2000

Les 240 sites Natura 2000 désignés couvrent une superficie de près de 221 000 ha, soit 13 % du territoire régional, ce qui est relativement important dans une région densément peuplée comme la Wallonie. Ils constituent les $\frac{3}{4}$ de la structure écologique principale (réseau écologique wallon). Le réseau Natura 2000 est constitué à près de 70 % par des forêts, représentant \pm 30 % des surfaces forestières wallonnes. Les prairies, jachères et vergers d'une part et les cultures d'autre part occupent respectivement 16 % et 2 % de la superficie totale du réseau, soit environ 5 % des terres agricoles.

L'eau

Nitrates

Entre 2008 et 2011, 7 % des sites de contrôle de la qualité des eaux souterraines répartis sur tout le territoire wallon présentaient une teneur moyenne en nitrates supérieure à la norme de potabilité (50 mg/l), alors que ce pourcentage s'élevait à 12 % dans les zones vulnérables (au sens de la directive « nitrates » 91/676/CE). Néanmoins, la part de sites non conformes évolue à la baisse, du fait de la stabilisation (voire de la réduction) des teneurs en nitrates observée dans la plupart des zones vulnérables depuis 2002-2003. Dans l'optique d'améliorer la qualité et de poursuivre la protection de ses ressources en eau les plus stratégiques, la Wallonie a décidé de réviser son Programme de gestion durable de l'azote agricole (PGDA) en conséquence.

Flux d'azote et de phosphore d'origine agricole vers les masses d'eau

Après une augmentation continue des flux d'azote (N) vers les masses d'eau depuis 1970, ceux-ci ont diminué de 20 % entre 1990 et 2010, aussi bien au niveau des eaux de surface que des eaux souterraines. Sur la même période, on enregistre également une réduction de 15 % des flux de phosphore (P) vers les cours d'eau. Cette situation s'explique principalement par les aléas météorologiques, une réduction des apports de fertilisants (- 16 % pour N total et - 70 % pour le P minéral entre 1995 et 2010), une

meilleure maîtrise des effluents d'élevage imposée par le PGDA, une fertilisation plus raisonnée, le développement de l'agriculture biologique ou encore par les effets des programmes agro-environnementaux et de la conditionnalité des aides agricoles.

Cette évolution se marque aussi au niveau des principaux paramètres d'entrée et de sortie de la balance azotée des sols agricoles, qui présente par ailleurs un solde négatif ces 10 dernières années, laissant ainsi entrevoir un déstockage progressif du surplus d'azote (évalué à ± 45 kg N/ha en moyenne en 2010) encore présent dans les sols.

Qualité biologique des cours d'eau

Entre 2008 et 2010, environ 60 % des sites de surveillance de la qualité des cours d'eau wallons contrôlés présentaient une eau de bonne ou de très bonne qualité biologique (pour les indicateurs diatomées et macroinvertébrés). Le nombre de sites où l'indice de polluo-sensibilité (IPS) indique une eau de bonne à très bonne qualité a progressé ces 10 dernières années, principalement en raison de la diminution de certaines pollutions diffuses, de l'augmentation du taux d'épuration des eaux usées et de la restauration écologique de certains cours d'eau.

Directive 2000/60/CE (DCE) : état de la situation

La Belgique (notamment la Région wallonne) a été condamnée par la Cour de Justice de l'Union européenne en date du 24 mai 2012 pour ne pas avoir adopté ces plans de gestion de districts hydrographiques dans les délais prescrits par la directive.

Le Gouvernement wallon a adopté en première lecture le 8 mars 2012, les projets de plans de gestion des districts hydrographiques de la Meuse, de l'Escaut, du Rhin et de la Seine.

En vertu de l'article D.28 du même Code, ces projets de plans de gestion par district hydrographique sont soumis à enquête publique ainsi que les rapports d'incidences environnementales relatifs auxdits projets. L'enquête publique a eu lieu du 11 juin 2012 au 18 janvier 2013.

En date du 27 juin 2013, le Gouvernement wallon a approuvé définitivement les premiers plans de gestion pour la partie wallonne des districts hydrographiques internationaux de la Meuse, de l'Escaut, du Rhin et de la Seine. Un avis relatif à cette décision figure dans l'édition du 18 août 2013 du Moniteur belge. Une analyse économique conforme à l'article 5 et à l'annexe III figure effectivement dans les plans de gestion adoptés.

La prise en compte du principe de la récupération des coûts des services d'utilisation de l'eau est partielle pour l'instant en Wallonie. Elle est effective intégralement pour le secteur des ménages. Par contre, elle n'est pas optimale pour les secteurs industriels et agricoles. Pour corriger ces lacunes, un projet de décret relatif au financement de la politique de l'eau a été élaboré au plan technique et a fait l'objet de concertations avec les secteurs ad-hoc. En juin 2013, le projet de texte a débuté son parcours d'adoption politique.

Le sol

Erosion hydrique

La pluie et le ruissellement de l'eau sur les terres agricoles peuvent provoquer une érosion des sols et faciliter le transport des particules érodées vers les cours d'eau. Les conséquences de ces phénomènes sont multiples : risque de coulée boueuse et d'inondation, contamination des eaux, baisse des rendements...

Les pertes en sol dues à l'érosion hydrique se chiffraient à $\pm 3,5$ tonnes/ha en 2010 (en moyenne sur l'ensemble du territoire wallon). Elles ont doublé entre 1971 et 1993 mais semblent s'être stabilisées ces 20 dernières années, exception faite des variations d'ordre climatique (forte érosivité des pluies en 2002 p. ex.). Sur la période 1996-2010, environ 15 % de la surface agricole était concerné par des pertes en sol supérieures à 10 t/(ha.an). Les régions agricoles les plus impactées sont les régions limoneuse et sablo-limoneuse vu la vulnérabilité de leurs sols et la présence importante de cultures sarclées (peu couvrantes au printemps).

Matière organique dans les sols

Environ 70 % des superficies sous cultures en Wallonie présentent des teneurs en carbone organique total (COT) inférieures à 1,5 % dans l'horizon de labour, alors que la plupart des sols sous prairies et sous forêts affichent des teneurs 3 à 5 fois supérieures. Les sols les plus carencés (teneurs en COT < 1,15 %) représentent environ 2 % des superficies sous cultures.

Les sols les moins riches en COT sont situés dans les zones de grandes cultures, où les risques d'érosion sont par ailleurs les plus importants. En outre, ces sols ont enregistré des pertes en COT parfois très élevées depuis 1960, même si la situation semble s'être stabilisée ces 15 dernières années, sauf en Région limoneuse où le déclin se poursuit. Diverses actions contribuent à améliorer le statut organique des sols (valorisation des engrais de ferme et de matières exogènes, MAE, non-labour...). La restitution des résidus de récolte au sol constitue aussi un élément-clé, difficilement compatible avec leur utilisation à des fins énergétiques.

Impact du changement climatique

Tout comme pour la biodiversité, certaines forêts et cultures pourraient être menacées par un réchauffement trop rapide. Des périodes de sécheresse plus fréquentes pourraient par exemple être défavorables au hêtre, une des principales essences de production alors que certaines cultures végétales pourraient être aussi affectées (cultures intensives en eau comme le maïs) ou sensibles à la température (ray-grass). Les adaptations tant dans le domaine forestier que sur certaines cultures devront s'envisager dans une perspective d'adaptation au climat futur car elles ne se feront pas de manière spontanée. Certains peuplements et cultures pourraient être plus sensibles à l'augmentation des aléas climatiques (pluies extrêmes, feux de forêts notamment) mais aussi à l'augmentation des invasions. Cela pourrait engendrer une variabilité accrue des rendements pour les agriculteurs et exploitants. Les impacts socio-économiques ne doivent donc pas être sous-estimés.

➤ Enjeux

D'une part, de ces constats peuvent être déduits les enjeux suivants: le renforcement de l'attractivité du territoire et l'augmentation du nombre d'emplois/hectare notamment en valorisant l'espace des zones d'activités économiques, en réhabilitant les friches industrielles et chancres urbains, en revitalisant les centres urbains, catalyseurs de l'activité économique.

En termes de mobilité urbaine durable, il s'agira de continuer à faciliter et à optimiser les déplacements, d'aménager l'espace urbain et de promouvoir les modes de transport doux.

D'autre part, en matière d'environnement, les enjeux principaux sont la perte de biodiversité, l'érosion des sols, particulièrement en zones de grandes cultures ainsi que la qualité de l'eau.

Pour rencontrer ces grands défis environnementaux, il convient de coordonner des actions relevant de différentes priorités. Il faut s'appuyer sur les résultats de la recherche et améliorer la diffusion des résultats de cette dernière. En termes de structure d'exploitation, il faut veiller à soutenir le développement de systèmes de production visant un optimum de viabilité-durabilité. A cette fin, il faut accorder une priorité aux actions de formation, assurer une transversalité entre acteurs concernés et développer des techniques adaptées d'encadrement et de conseil.

Enfin, il faut mettre en œuvre des mesures spécifiques visant à rencontrer ces enjeux : ciblage de mesures MAE, soutien d'investissements « verts » et mise en place de services éco-systémiques, encouragement de la diversité structurelle et biologique en forêt, ...

Transport durable et mobilité urbaine

➤ Constats

En Wallonie, les difficultés liées à la congestion et à l'encombrement routier ne sont pas trop importantes. On ne retrouve aucune agglomération wallonne parmi les 25 villes les plus congestionnées en Europe⁷. Le nombre d'heures perdues dans les deux principales agglomérations wallonnes (Liège et Charleroi, respectivement 39 et 40 heures par an) est inférieur de plus de 40 % à celui perdu dans les autres grandes villes belges. La longueur des embouteillages, calculée entre 2007 et 2020 par la KU Leuven, est sensiblement moins élevée en Wallonie qu'ailleurs en Belgique⁸. Enfin, est prévue une quasi stabilisation de la quantité de carburant consommée pour le transport en Wallonie entre 2007 et 2020 (+ 5.6 %), accompagnée d'une diminution des émissions de CO (- 61 %), de Nox (- 61 %) et de SO₂ (- 71 %).

Le fait que la Wallonie dispose d'infrastructures multimodales performantes telles que la plateforme de La Louvière (Garocentre), d'Athus, de Liège (Trilogiport), de Charleroi-Châtelet ou encore des ports fluviaux très fréquentés, n'est probablement pas étranger à cette situation assez favorable par rapport au niveau européen.

➤ Enjeux

La maîtrise des déplacements intra-urbains figure parmi les défis importants que veut relever la Wallonie. En effet, la mobilité intra-urbaine accompagne et stimule la croissance économique et il convient dès lors de la privilégier. C'est pourquoi, au travers des OT 4 et 6, des actions pourront être mises en œuvre notamment en vue de renforcer l'utilisation des transports en commun, déjà en constante augmentation ces dernières années, ainsi que les modes de transports doux.

⁷ Source: INRIX

⁸ Source : étude réalisée pour le SPF Mobilité et Transport en 2008 par la Katholieke Universiteit Leuven

Emploi de qualité

➤ Constats

La Wallonie présente un taux d'emploi bas par rapport à la moyenne nationale mais aussi européenne. Pour l'ensemble de l'Union, le taux d'emploi de la population de 15 à 64 ans (Source : Eurostat) passe de 64,4 à 64,3 % entre 2006 et 2013 (64,1 % en 2010). Pour la Belgique, les données correspondantes sont 61,0 et 61,8 % (62,0 % en 2010), et, pour la Wallonie, 56,1 et 57,0 (56,7 % en 2010)⁹. Ce taux augmente donc en Wallonie, alors qu'il tend à baisser dans l'ensemble de l'Union, mais le retard reste important. A Bruxelles, pour la même période ce taux diminue de 53.4% à 52.5%.

Le taux de chômage des jeunes (15 à 24 ans) est élevé. Il reste supérieur aux moyennes européenne et belge (Source : Eurostat). Pour l'Union, ce taux est passé de 17,5 à 23,5 %, entre 2006 et 2013 (20,9 en 2010). Pour la Belgique, il va de 20,5 à 23.7, sur la même période (22,4 en 2010), tandis que pour la Wallonie, il va de 31,3 à 32.8 % (30,0 en 2010). A Bruxelles, le taux de chômage des jeunes en Région bruxelloise est nettement supérieur à celui de la Région flamande et de la Région wallonne : il évolue de 35.3 % à 39.9% au cours de la même période.

Les personnes âgées de plus de 50 ans ont de plus en plus de mal à trouver un emploi. Ainsi le taux d'emploi des personnes âgées de 55 à 64 ans (source : Eurostat) varie de 43,5 à 50.1 % dans l'Union européenne entre 2006 et 2013 (46,3 % en 2010). Pour la Belgique, les données correspondantes sont : 32,0 et 41.7 % (37,3 % en 2010). En Wallonie, il est de seulement 31,9 et 39.1 % (35,1 % en 2010). A Bruxelles, ces taux sont de respectivement 36.9 et 43.6 %. Les taux d'emploi des travailleurs âgés connaissent donc une croissance importante au cours des dernières années mais l'écart à la moyenne européenne demeure important. Le Position Paper recommande d'accorder au groupe des chômeurs âgés une importance particulière.

La proportion de chômeurs de longue durée dans le taux de chômage est élevée en Wallonie. En effet, alors que dans l'UE, la part des chômeurs de plus d'un an dans le total du chômage est de 47.5 % en 2013, cette part s'élève à 56.6% en Région de Bruxelles-capitale et à 51.5 % en Wallonie alors que la moyenne nationale (46%) est inférieure à la moyenne communautaire.

La plupart des demandeurs d'emploi sont peu qualifiés.

Le taux de chômage wallon est élevé mais il a réussi à baisser dans le contexte économique difficile entre 2008 et 2011, et ce, grâce à une diminution non négligeable du taux de chômage des femmes.

Dans la lutte contre le chômage, le FOREM est un acteur clé, puisqu'il est le service public de l'emploi et de la formation professionnelle en Wallonie. Il s'organise sur base des 4 Directions générales suivantes :

- Direction générale Emploi : elle rend les services directement accessibles aux demandeurs d'emploi et aux employeurs en vue de réaliser l'accompagnement des demandeurs d'emploi et répondre aux besoins de recrutement des employeurs.

⁹ Taux d'emploi administratif

- Direction générale Formation : elle réalise les activités de formation et d'identification des compétences à l'égard des demandeurs d'emploi accompagnés et les autres activités de formation réalisées par le Forem.
- Direction générale Régisseur (ou département Recours au tiers) : elle propose le positionnement du Forem en tant qu'Opérateur ou Régisseur du marché de l'emploi et de la formation ainsi que d'organiser ses relations avec les Opérateurs.
- Direction générale Support : elle s'inscrit dans une logique client à l'égard des autres Directions générales et des services, dans l'exercice de leurs missions respectives.

De même, en Région de Bruxelles-Capitale, ACTIRIS est le service public de l'emploi et à ce titre il assure notamment la guidance, le suivi et l'accompagnement à et dans l'emploi des demandeurs d'emplois ; ces compétences étant régionales, les actions y afférentes relèvent des compétences couvertes par la PO FSE de la région de Bruxelles-Capitale. L'Institut Bruxellois Francophone de la Formation Professionnelle (IBFFP, ou BRUFOR, ou Bruxelles-Formation) est le service public de formation des demandeurs d'emplois et des travailleurs occupés en Région de Bruxelles-Capitale, et le Service Francophone des PPME (SFPME) et son partenaire l'Espace Formation PME (EFPME) assurent la formation des (futurs = apprentissage) indépendants et des PME, organismes publics financés par la Commission Communautaire francophone de la Région de Bruxelles-Capitale (COCOF) dont les actions sont valorisées dans le PO Wallonie – Bruxelles (COCOF).

L'évaluation de la programmation 2007-2013¹⁰ a constaté que pour renforcer l'employabilité des personnes et promouvoir la création d'entreprises et donc d'emplois, il est nécessaire de définir une stratégie :

- Intégrant à plus long terme les besoins via l'anticipation des mutations économiques ;
- Renforçant les capacités des participants à faire reconnaître et à valoriser les compétences acquises dans une logique de parcours de professionnalisation ;
- Liant les réalités concrètes de travail avec des projets d'innovations technologiques permettant d'anticiper les changements qu'entraîneront à l'avenir les résultats de ces innovations sur ces dernières.

➤ Enjeux

Le Position paper fait de la lutte contre le chômage, dont le chômage de longue durée, des jeunes et autres personnes défavorisées une priorité majeure. Il suggère, notamment, que les Fonds soient concentrés sur l'aide aux organisations publiques et privées actives sur le marché du travail, aux employeurs et organisations d'employeurs, ainsi qu'aux institutions du monde de l'éducation, en vue de développer des stages et des programmes de formation de haute qualité adaptés aux besoins du marché du travail.

Il ressort de l'expérience de la programmation 2007-2013 que les enjeux pour la programmation 2014-2020 sont les suivants :

- La lutte contre le chômage, en particulier contre le chômage de longue durée ;
- L'insertion professionnelle des jeunes dès la sortie de l'école ;

¹⁰ Programmation 2007-2013 des Fonds Structurels : Analyse de la contribution des programmes opérationnels « Convergence » et « Compétitivité régionale et emploi » dans la perspective des rapports stratégiques – H. CAPRON et A. SCHOON – 2012.

- Accompagnement des créateurs d'entreprises, y compris la formation continue ;
- Développement des entreprises par le soutien et le développement de l'innovation ;
- Promotion des synergies et complémentarités entre les actions FSE et FEDER en faveur de la compétitivité des entreprises, notamment par le développement de l'innovation et de la créativité dans les entreprises ;
- Priorité accordée aux formations à haute valeur ajoutée, et aux formations dans les métiers émergents et les métiers d'avenir ;
- Appropriation progressive par les opérateurs des profils métiers et profils formation du Service Francophone des Métiers et des Qualifications, des formations déboucheront sur la délivrance d'une certification au sens européen. Cette avancée s'inscrit dans la logique européenne selon laquelle, « pour améliorer l'employabilité, il est important d'opérer une transition vers des systèmes de certification fondés sur les résultats du processus éducatif ».

Inclusion sociale et lutte contre la pauvreté

➤ Constats

Le revenu disponible des wallons reste nettement plus faible que la moyenne belge, en particulier dans le Hainaut.

Les groupes davantage fragilisés sont : les personnes âgées, les enfants, les personnes appartenant à des familles monoparentales, les personnes dont le niveau d'études n'a pas dépassé le secondaire inférieur, les chômeurs et certaines catégories de travailleurs.

En moyenne, les Wallons doivent plus recourir au RIS (Revenu d'Intégration Sociale) que les Belges. Le nombre de bénéficiaires du RIS est en hausse depuis le début des années 2000 et sa progression s'est légèrement accélérée en 2010-2011. La part de la Wallonie dans les chiffres au niveau national reste la plus importante : 45,7 % des bénéficiaires habitent en Wallonie. La proportion par rapport à la population est le plus élevée dans les villes de Liège (37,9 %), Verviers (33,0 %), Charleroi (28,6 %), Huy (27,6 %), Mons (25,8 %) et Namur (21,1 %). La part de la Flandre dans la totalité pour la Belgique s'élève à 26,5 % ; de la Région de Bruxelles-Capitale à 27,8 %¹¹.

Le nouvel indicateur européen de la pauvreté se calcule selon les trois indicateurs suivants : pauvreté monétaire, privation matérielle grave et faible intensité de travail. Selon ce nouvel indicateur, en Belgique, en 2012, 21,6 % des personnes courent un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. En Flandre, 16,3 % de la population courent un risque accru de pauvreté contre 24,9 % en Wallonie.

➤ Enjeux

L'expérience de la programmation 2007-2013 montre que pour la programmation 2014 - 2020, il convient de poursuivre le soutien des dispositifs intégrés d'insertion socio-professionnelle wallons et bruxellois, tout en renforçant l'approche partenariale, l'élargissement à un public de plus en plus précarisé et la mise à l'emploi en fin de parcours socio-professionnel. Ainsi la programmation 2014 - 2020 en matière d'inclusion active veillera à promouvoir la mise en œuvre de projets en portefeuilles de projets.

¹¹ Dierckx, Danielle et al. (red.) (2012).

Outres les actions de formation-insertion au sens large, elle soutiendra plus particulièrement les projets facilitant l'accès des personnes précarisées aux dispositifs de formation-insertion ainsi que les projets visant une insertion durable dans le marché de l'emploi.

Enseignement et formation

➤ Constats

Comme le souligne le Position paper, le taux d'abandon scolaire reste élevé en Wallonie et à Bruxelles. Selon la définition européenne utilisée dans le cadre stratégique « Education et formation 2020 », le taux d'abandon scolaire précoce (ASP) est mesuré par la proportion des jeunes entre 18 et 24 ans qui ont quitté l'école en n'ayant achevé que l'enseignement secondaire inférieur (ou moins) et qui ne poursuivent ni études, ni formation. La stratégie Europe 2020 a fixé comme objectif de faire passer ce taux à moins de 10% en 2020, alors qu'il s'élevait à 14,1% en 2010. La Belgique s'est engagée à amener ce taux à 9,5%. Alors que le taux en Belgique (11%, 2013) est inférieur au taux moyen européen, il existe une forte disparité entre Régions. Ainsi la Flandre a atteint depuis 2006 l'objectif européen. En Wallonie, bien que le taux ait diminué entre 2000 (15,5%) et 2013 (14,7%), cette diminution a été moins forte et moins constante que la diminution observée pour l'Union européenne. Alors que le taux d'abandon scolaire précoce wallon était inférieur à la moyenne européenne en 2000 (17,6%), il lui devient supérieur en 2011. Et c'est en Région de Bruxelles-Capitale que la situation est la plus préoccupante : le taux d'ASP est nettement au-dessus de la moyenne européenne en 2013 (17,7%), et il n'est passé que de 20,7% à 18,9 de 2000 à 2011

Les personnes qui ont abandonné leurs études sont très nombreuses parmi les chômeurs et les personnes inactives (enlissement dans le chômage). L'abandon scolaire entraîne donc le risque d'enlissement dans le chômage.

Le taux de participation à la formation continue est faible. La formation tout au long de la vie n'est pas assez exploitée en Wallonie bien qu'elle pourrait limiter le problème d'enlissement dans le chômage. Pour l'Union européenne (Source : Eurostat), ce taux varie entre 9,5 et 9,0 % entre 2006 et 2012. Pour la Belgique, il va de 7,5 à 6,6 %, tandis qu'en Wallonie, sur la même période, il est de 5,1 en 2006 comme en 2012.

L'adéquation des formations par rapport aux demandes du marché de l'emploi se pose : en Wallonie plus qu'en Flandre. En 2010, en Wallonie, 47 fonctions ont été dénombrées comme critiques dont 37 métiers en pénuries.

Le taux de redoublement est élevé en Wallonie.

On observe un écart important dans la répartition par niveau de qualification des populations en emploi, d'une part, et des demandeurs d'emploi et des inactifs, d'autre part. Les personnes à l'emploi sont plus nombreuses à avoir un niveau de qualification élevé (41% en Wallonie, soit bien plus que la moyenne européenne). En revanche, les populations demandeuses d'emploi et inactives se caractérisent par une proportion importante de faiblement qualifiés.

La proportion de jeunes adultes ayant terminé l'enseignement secondaire supérieur est inférieure aux moyennes nationale et européenne. La proportion de jeunes de 30 à 34 ans

disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieure, est supérieure à la moyenne européenne (40 % en Wallonie pour 35 % dans l'UE). Il existe une corrélation entre le niveau de diplôme et le taux d'emploi : la majorité de la population âgée entre 25 et 49 ans (81 %) détentrice d'un emploi est diplômé de l'enseignement supérieur ou de l'enseignement secondaire supérieur. A l'inverse, une part élevée des chômeurs (40 %) sont des personnes ayant atteint au maximum l'enseignement inférieur. Le pourcentage de personnes ayant un faible niveau d'études dans la population adulte âgée de 25 à 34 ans est plus élevé à Bruxelles (24,1%) que dans les deux autres régions.

Le P.P note que le manque de main-d'œuvre qualifiée, singulièrement en sciences et dans le domaine de l'ingénieur, pourrait devenir une barrière majeure à l'amélioration de la performance en matière d'innovation.

De manière plus générale, les Recommandations du Conseil concernant le PNR de la Belgique pour 2013 et portant avis sur le programme de stabilité de la Belgique pour la période 2012 – 2016, précisent que « les efforts déployées pour accroître l'efficacité des politiques actives du marché du travail et la cohérence entre politiques en matière d'éducation et de formation, d'une part, et la politique en matière d'emploi, d'autre part, pourraient être complétés par des mesures supplémentaires visant à réduire les inadéquations de compétences et à renforcer la mobilité de la main d'œuvre¹² ».

Toutefois, pour pallier ce manque de qualification, l'offre de formation professionnelle tend à se diversifier en Wallonie. Des investissements ont été et sont réalisés dans les infrastructures d'appui en matière de formation qualifiante (ainsi que dans les écoles) dans le but d'accroître la quantité et la qualité des programmes d'apprentissage professionnel en lien avec les besoins des entreprises et proposés par les acteurs wallons de l'emploi et de la formation. Ils déterminent, avec le monde entrepreneurial, les divers types de formations nécessaires à dispenser afin de satisfaire ainsi le marché, de rendre les entreprises plus compétitives et de lutter contre le chômage en créant de l'emploi à haute valeur ajoutée.

Le taux de connaissance des langues étrangères en Wallonie est plus faible que dans les autres Régions (20 % de bilingues en anglais contre 52 % en Flandre). Parmi les provinces wallonnes, le Brabant wallon enregistre le taux le plus élevé de bilingues (31,8 %), supérieur à la moyenne de la Région. Le niveau le plus bas est enregistré à Namur (13,3 %).

➤ Enjeux

Le Position paper note dans ce domaine que le manque de main-d'œuvre qualifiée, singulièrement en sciences et dans le domaine de l'ingénieur, pourrait devenir une barrière majeure à l'amélioration de la performance en matière d'innovation.

Le Position paper range parmi les goulots qui empêchent le développement durable, la nécessité d'acquérir des compétences, la formation, ainsi que le transfert de capitaux et de connaissances vers les acteurs de l'éco-innovation.

A titre d'exemple, on évoquera que les formations techniques liées à certaines filières en déclin (comme l'aquaculture et tout particulièrement la pisciculture en Wallonie) ne sont

¹² CE, Recommandation de Recommandation du Conseil concernant le PNR de la Belgique pour 2013, COM(2013)351 final, 29.05.2013, page 4. Pour plus de détails, voir pages 23 – 27.

plus prodiguées. Cette absence renforce la difficulté des PME de ce secteur à se développer ou à trouver des repreneurs.

L'adéquation des formations par rapport aux demandes du marché de l'emploi et de l'analyse des métiers en pénurie constitue un enjeu pour la Wallonie.

On observe au niveau macro un écart entre la structure de qualification de la population à l'emploi, d'une part, et de la population des demandeurs d'emploi et des inactifs d'autre part.

Pour ce qui concerne les ajustements micro (matching) entre offre et demande de travail, les services publics de l'emploi et de la formation sont gérés en Belgique de façon paritaire. Ils définissent les programmes de formation en se basant notamment sur les besoins formulés par les employeurs. Des conventions partenariales avec l'enseignement de promotion sociale contribuent également à cet objectif sur la base de projets précis.

Défis territoriaux

L'attractivité du territoire peut se mesurer d'une part au travers de la croissance de la population et d'autre part au travers de la fréquentation touristique. Globalement on constate une diminution du nombre de nuitées en Wallonie entre 2006 et 2011 (-1,2 %) et une légère augmentation en termes de nombres de visiteurs entre 2003 et 2011 (+0,4 %). Il est à noter que le Hainaut se distingue par une évolution du nombre de nuitées nettement plus favorable (+2,6 %) tandis que Liège a vu la fréquentation de ses attractions touristiques largement augmenter (+3,8 %). La croissance de la population en Wallonie est légèrement supérieure à la moyenne européenne, le Hainaut pour sa part est caractérisé par un taux de croissance inférieur. Cette attractivité reste toutefois handicapée par le nombre de friches industrielles encore élevé en Wallonie (principalement dans les zones en transition), malgré les nombreux projets de réhabilitation en cours.

Les pôles urbains wallons, et notamment les centres urbains denses du sillon industriel, concentrent un certain nombre de problèmes :

- Précarisation ;
- Dégradation du cadre de vie ;
- Déclin des activités industrielles ;
- Mobilité intra-urbaine.

Ces pôles font face à de nombreux défis, qui induisent leurs besoins de développement. Il est à noter que les centres urbains ne doivent pas être entendus comme un centre ville en tant que tel ou une commune mais bien comme une agglomération ou une zone urbaine élargie. Il ne faut pas se limiter aux seules communes centres des pôles urbains mais les considérer dans leurs relations avec la périphérie immédiate, sans toutefois prendre en compte des territoires trop importants. Les pôles urbains offrent d'énormes potentialités pour un développement territorial durable et dès lors, afin de maximiser les effets des actions de redynamisation urbaine sur l'ensemble du territoire wallon, une concentration géographique sera opérée avec une priorité sur ces pôles.¹³

¹³ Vers un développement urbain équilibré, intégré et durable en Wallonie. Guide pratique à destination des porteurs de projets et de l'autorité de gestion – ADE – 2012.

Les zones rurales doivent elles aussi faire face à plusieurs défis. Certaines d'entre elles sont plus attractives pour les jeunes ménages (valeurs immobilières plus démocratiques que dans les zones urbanisées et leur périphérie, cadre de vie plus agréable). Cependant, ils ne peuvent trouver du travail à proximité vu le manque d'emplois dans les zones rurales. Ce phénomène induit le développement de villages-dortoirs (absence de lien social). D'autre part, l'exode rural des jeunes constitue une perte de capital professionnel représentant une déperdition de ressources. Dans les zones rurales, l'accroissement et le vieillissement de la population génèreront, dans les prochaines décennies, une cascade de conséquences à prendre en compte dans les réflexions sur le logement, la mobilité, l'énergie, la cohésion sociale ou la compétitivité.

La future politique de cohésion sociale devra tenir compte de la modification de la structure des ménages et amplifier la mixité sociale et générationnelle.

Le vieillissement de la population nécessitera plus de structures d'aide, d'hébergement et de soins aux personnes âgées. Une proximité des services sera nécessaire. En matière de logement, et bien que la superficie de territoire consacrée à la résidence soit en constante augmentation (principalement au détriment des surfaces agricoles), le nombre de logements est dès aujourd'hui insuffisant.

Les perspectives d'augmentation du prix de l'énergie vont engendrer une pression sur le budget des ménages. Aujourd'hui, la structure territoriale wallonne et les difficultés pour adapter l'offre de transports en commun impliquent une forte dépendance à la voiture et une vulnérabilité des communes éloignées des centres d'emploi. Pour répondre à ces enjeux, les initiatives locales agissent aussi bien sur la mobilité des services (mutualisation, permanences, services ambulants) que sur leur dématérialisation.

Synthèse du diagnostic wallon et définition des principaux enjeux

La situation socio-économique que connaît le Brabant Wallon est bien plus favorable que celle rencontrée dans le reste de la Wallonie. Une stratégie différenciée, basée sur les spécificités économiques, sociales et territoriales de la province doit être mise en place.

Le diagnostic socio-économique montre à l'évidence une évolution favorable des indicateurs en Wallonie mais néanmoins les performances économiques restent insuffisantes tant par rapport au niveau européen que fédéral et des disparités importantes subsistent entre Provinces.

Le taux d'emploi et le niveau de PIB restent trop faibles et sont le reflet d'une base économique insuffisamment développée. Les efforts entrepris dans le cadre de la programmation antérieure qui commencent à porter leurs fruits doivent être poursuivis.

D'après le diagnostic, les enjeux fondamentaux relevés pour la Wallonie sont :

- L'augmentation de la productivité ;
- La stimulation d'activités créatrices de valeur ajoutée ;
- La transition vers une économie de la connaissance ;
- La valorisation de la recherche et l'innovation au sein du tissu économique ;
- L'amélioration de la qualité de la main d'œuvre et son adéquation avec les besoins des entreprises ;
- La redynamisation des pôles urbains et la restauration de l'attractivité territoriale ;
- La préservation de l'attractivité et du potentiel de développement des zones rurales (FEADER) ;
- L'assainissement des friches industrielles ;

- La préservation de l'environnement dans le cadre de l'activité agricole (lutte contre les phénomènes d'érosion, amélioration de la qualité des eaux, arrêt du déclin de la biodiversité) ;
- La lutte contre le chômage, en particulier contre le chômage de longue durée ;
- L'insertion professionnelle des jeunes dès la sortie de l'école ;
- L'inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté ;
- L'enseignement et la formation avec une attention particulière pour la lutte contre le décrochage scolaire précoce.

Tous ces enjeux se retrouvent dans une optique de :

- Transition vers une économie fondée sur une utilisation rationnelle des ressources et à faibles émissions de carbone.

Ces enjeux relèvent de besoins qui sont marqués dans les différents domaines (économique, social, environnemental, énergétique). Néanmoins, les financements européens ne peuvent permettre de répondre à l'ensemble de ces besoins.

La Wallonie définit une stratégie d'utilisation des fonds européens qui viendra amplifier et compléter les politiques menées au niveau wallon. Afin de maximiser les effets de levier et d'éviter la dilution des moyens limités, une concentration à la fois thématique et spatiale s'impose en capitalisant sur le concept de portefeuille de projets et en intensifiant les synergies entre partenaires.

Le ciblage géographique devra privilégier les zones urbaines marquées par le déclin industriel et les plus affectées par les phénomènes d'exclusion sociale et la dégradation de leur environnement urbain ainsi que sur les pôles urbains transfrontaliers.

La concentration thématique visera à avancer sur la voie de la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020 vers une économie intelligente, durable et inclusive.

L'amélioration de la compétitivité des PME et de l'emploi, le développement de la recherche et des pôles urbains au travers de l'innovation et de la réduction du bilan carbone sont les changements attendus dans l'objectif plus global d'augmentation de la croissance et de l'emploi en Wallonie.

Les différentes évaluations menées montrent que la programmation 2014-2020 doit s'inscrire dans le sillage de la précédente, mais en apportant toutefois quelques évolutions, notamment au niveau de la mise en œuvre d'actions en adéquation constante avec les besoins des PME (accompagnements proactifs, approche demand pull notamment) et d'actions pilotes innovantes (hubs créatifs, économie circulaire, ...). Le recours nécessaire à des stratégies multidimensionnelles cohérentes et concertées au niveau territorial est une autre innovation.

Il ressort des différentes études menées au cours de la programmation 2007-2013 que les mesures menées sont cohérentes, pertinentes et produisent des résultats directs. Dès lors, afin de renforcer et pérenniser ces résultats, il semble nécessaire de poursuivre sur la même voie en concentrant les moyens sur les mesures et actions ayant rencontré le plus de succès auprès des différents publics cibles. Ce succès est généralement lié à la bonne adéquation des services aux besoins de ce public cible, à la flexibilité de mise en œuvre et à la bonne visibilité.

L'approche innovante développée dans le cadre de la programmation 2007-2013 était fondée sur l'activation du concept de portefeuille intégré de projets structurants et sur une concentration des moyens sur les grands pôles urbains permettant ainsi d'atteindre une plus grande cohérence spatiale, temporelle et thématique des projets sélectionnés.

Cela s'est traduit par une transversalité des actions basée sur une stratégie territoriale qui s'articule sur la sélection de projets complémentaires plutôt que de projets isolés et sur un partenariat renforcé entre les acteurs qui permet de les inscrire dans le cadre d'un processus de fertilisation croisée au sein d'une gestion efficace et professionnelle. Le rapport stratégique 2012 a mis en évidence que cette approche devrait être poursuivie et renforcée pour la programmation 2014-2020.

En effet, il a pu démontrer que les programmes 2007-2013 sont un levier important pour la politique régionale et qu'ils ont effectivement établi un lien entre la stratégie « Europe 2020 » pour une croissance intelligente, durable et inclusive, le programme de réformes belge et les politiques menées par les Régions et les Communautés.

Selon les experts en charge de la rédaction des rapports stratégiques 2009-2012, quatre priorités semblent s'imposer pour la programmation 2014-2020. Il s'agirait de poursuivre l'approche de portefeuille de projets, de continuer sur la lancée du processus de nouvelle gouvernance économique et sociale au niveau wallon en veillant à la cohérence entre les interventions structurelles et les autres politiques régionales, de mettre en évidence les grands pôles industriels urbains et de cibler les actions les plus à même de faire face à la crise économique. Le rapport stratégique montre également que les mesures proposées dans les programmes opérationnels 2007-2013 demeurent pertinentes et que les objectifs seront atteints, même s'ils ne le seront pas tous dans les délais espérés au départ.

Il ressort des évaluations spécifiques ainsi que de l'évaluation stratégique, les enseignements suivants :

- En matière d'accompagnement des entreprises : Deux approches sont proposées (inspirées du modèle de la Scottish Enterprise et préconisées par l'évaluation portant sur l'entrepreneuriat wallon¹⁴) :
 - Approche proactive : concentrer les moyens de l'animation économique sur des actions contribuant le plus fortement à une stratégie de croissance ;
 - Approche réactive : garder une palette de services aux entreprises « à la demande ».

- En matière de recherche :
 - Veiller aux voies de valorisation des investissements réalisés ;
 - Equilibrer les interventions « demand pull » (à la demande des PME en fonction de leurs besoins) et les projets « technology push » (des centres de recherche vers le tissu entrepreneurial) ;
 - Concentrer les moyens financiers sur les dispositifs ayant rencontré du succès ;
 - Encourager les liens avec les acteurs du développement économique.

- Pour les pôles urbains¹⁵ :

¹⁴ Evaluation des résultats des actions cofinancées par le FEDER 2007-2013 en matière de stimulation de l'entrepreneuriat, de création, de développement et de transmission d'entreprises dans le cadre des programmes opérationnels « Convergence » et « Compétitivité régionale et emploi » – SEE-COMASE – 2012.

- Etablir une stratégie s'appuyant sur les grands pôles industriels et urbains qui sont les plus à même de diffuser la croissance au sein de l'espace wallon au travers des économies d'agglomération qu'ils génèrent ;
 - Promouvoir la constitution de véritables partenariats stratégiques et des partenariats opérationnels efficaces impliquant les acteurs pertinents du développement urbain au niveau local (intégrant d'autres compétences, d'autres niveaux ou des acteurs de la zone urbaine élargie).
- Estimer la faisabilité des projets :
 - Dans la limite des délais impartis par la période de programmation et la règle de désengagement ;
 - Du point de vue physique, compte tenu de la situation actuelle du périmètre d'intervention (état du sol à réaffecter, état du bâtiment à réhabiliter, ...).

Un investissement complémentaire aux stratégies existantes sera apporté en privilégiant la formation à haute valeur ajoutée dans une perspective d'éducation et de formation tout au long de la vie et en soutenant les initiatives et dispositifs permettant d'accroître une insertion durable dans le marché du travail.

La formation professionnelle constitue une dimension essentielle de la politique de l'emploi et contribue de manière substantielle à l'insertion professionnelle des jeunes et des chômeurs (en particulier des chômeurs de longue durée) : selon les données LMP (Eurostat), la Wallonie consacre annuellement 166 millions d'euros à la formation professionnelle (formation, PFI, alternance, Entreprises de Formation par le Travail, chèques formation, etc.). La formation poursuit deux types d'objectifs, inscrits au cœur des programmes régionaux de redéploiement économique (Plan Marshall). D'une part, apporter les compétences utiles au développement d'une économie innovante et performante. Des centres de compétence et des centres de technologie avancée dans l'enseignement ont ainsi été développés au cours des dernières années afin de permettre le développement de formations de haut niveau s'appuyant sur les technologies les plus pointues. D'autre part, complémentairement aux dispositifs de formation professionnelle, eu égard au faible niveau de qualification d'une partie importante des chômeurs, des dispositifs régionaux et communautaires de formation-insertion professionnelle et d'accompagnement contribuent également à une insertion durable des chômeurs (dont en particulier des chômeurs de longue durée), des personnes handicapées, des personnes fragilisées (dont les migrants, et en particulier les femmes migrantes), dont à titre d'exemples : le plan d'accompagnement individualisé, les actions d'insertion professionnelle des CPAS via notamment l'activation des articles 60/61, des EFT- OISP, des régies de quartiers, des asbl d'alphabétisation et autres centres régionaux d'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère.

Enfin en matière d'insertion professionnelle des jeunes, autre préoccupation majeure tant en Wallonie qu'à Bruxelles, outre le soutien de l'alternance tant dans le secondaire que dans l'enseignement supérieur et de l'amélioration de l'adéquation de l'offre de formation et des demandes des entreprises via notamment les Centres de technologies avancées (offrant aux écoles des outils techniques de formation les plus actualisés au regard de la réalité du marché du travail), la généralisation de l'alternance dans le champ de la formation professionnelle (hors enseignement) offrira aux jeunes demandeurs

¹⁵ Evaluation relative au développement des pôles urbains dans le cadre des programmes opérationnels 2007-2013 « Convergence » et « Compétitivité – ADE – 2012.

d'emploi des programmes de formation au plus près des réalités du marché du travail, favorisant ainsi une insertion durable dans l'emploi.

Dans cette même approche d'insertion durable des jeunes, en particulier des jeunes NEETS, et à titre d'exemples, sont promus à titre préventif, des dispositifs et services d'accrochage scolaire ainsi que des services d'accompagnement individualisé, autant d'actions et de dispositifs qui contribueront à la YEI, et s'inscriront dans le plan Garantie Jeunesse Wallon et dans le Plan Garantie Jeunesse de la Région de Bruxelles-Capitale.

Pour le FEADER, il apparaît que les financements européens ne pourront couvrir l'ensemble des besoins rencontrés par les zones rurales. La stratégie d'utilisation veillera à une utilisation optimale des fonds européens tout en garantissant une cohérence avec les autres politiques et mesures financées avec des moyens régionaux.

Il s'agit avant tout de tenir compte des résultats de la programmation précédente en confortant les mesures « à succès » et à donner de nouvelles impulsions en intégrant de nouvelles priorités. La stratégie reposera sur diverses mesures complémentaires.

En premier lieu, une politique active d'aide à l'installation des jeunes doit contribuer à assurer le renouvellement des générations. Le faible taux de remplacement actuel s'explique par une activité agricole de plus en plus capitalistique (augmentation de la taille économique des exploitations, réduction du nombre d'exploitations et d'emplois).

Des mesures d'aides à l'ajustement de la structure des exploitations viennent compléter ce dispositif. Il s'agit notamment de favoriser la création de valeur ajoutée, la diversification de la production et sa valorisation-commercialisation, des stratégies de différenciation des produits, ... De façon générale, les systèmes de production agricole devront tendre vers un optimum pour leur viabilité-durabilité.

L'évolution du secteur implique également un effort afin que les résultats de la recherche percolent mieux au sein de la profession. Il faut donc améliorer la transversalité entre acteurs et envisager de nouvelles modalités d'encadrement et de conseil (formation, information, stage, projets de démonstration,...).

La formation professionnelle joue un rôle majeur dans l'accompagnement de l'évolution des structures agricoles. Le contenu de ces formations doit évoluer pour accompagner l'émergence de nouvelles tendances (transformation et commercialisation des productions, vente en circuits courts, nouveau système de production agricole, ...).

Au plan environnemental, les priorités concernent différents besoins. En premier lieu, il s'agit de stopper le déclin de la biodiversité dans les zones agricoles et forestières. Deuxièmement, il faut diminuer les apports d'azote organique, de phosphore et de produits phytopharmaceutiques, notamment dans les zones où les activités agricoles sont les plus intensives, et ce afin d'améliorer la qualité des eaux. Enfin, il faut lutter contre les phénomènes d'érosion et de perte de matière organique des sols agricoles. Ces priorités passent par un ensemble de mesures visant à favoriser des pratiques agricoles et forestières plus respectueuses de l'environnement : formation et conseil, ciblage des MAE, soutien des investissements « verts », création de plateformes innovantes, incitation à l'exploitation durable et à la valorisation des bois, incitation à la diversité structurelle et biologique des forêts, améliorer la biodiversité forestière, ...

Au plan énergétique, les priorités visent à réduire la consommation globale de l'agriculture et de l'agro-industrie. Dans le même esprit, il faut également réduire les émissions de GES, notamment ceux émis par les ruminants, et agir sur le stockage et la

valorisation des effluents d'élevage afin de limiter les émissions de méthane et de protoxyde d'azote. L'innovation doit aussi viser au développement de techniques moins intensives et utilisatrices d'engrais et de méthodes permettant une restitution du carbone stable au sol (stockage de carbone dans les sols). Des efforts devront également concerner les opportunités en matières d'énergie renouvelable et notamment une meilleure utilisation de la biomasse wallonne.

Enfin, en matière de développement des zones rurales, l'innovation doit jouer son rôle afin de contribuer à la création d'emplois. L'enjeu est déterminant et passe par la création de valeur ajoutée, notamment dans des secteurs ciblés visant la valorisation de ressources endogènes : transformation et commercialisation de produits agricoles et sylvicoles, tourisme rural, ...

Pour faire face à un vieillissement régulier de la population rurale, il importe d'améliorer l'accès aux équipements et services, notamment dans les zones moins densément peuplées et dans une optique d'emploi dans le secteur social et de l'aide aux personnes.

Enfin, le développement local, tel que favorisé par LEADER, devrait intégrer de nouvelles dimensions s'insérant dans la thématique des relations ville-campagne, de leurs besoins et complémentarités respectifs et des coopérations supra-communales. Les stratégies territoriales des GAL devraient se fonder sur un territoire permettant de rationaliser des politiques sectorielles : logement, emploi, mobilité, enseignement, santé, ...

En ce qui concerne l'expérience et les résultats de la programmation actuelle, pour le Fonds européen pour la Pêche (FEP) le programme a été un succès en matière d'actions collectives. 25 projets ont été mis en œuvre. Ils portent principalement sur la levée des obstacles à la libre circulation des poissons et à la restauration de l'habitat aquatique.

Par contre, les objectifs fixés envers le secteur de l'aquaculture n'ont pas été rencontrés. Seules 6 demandes valables d'aides à l'investissement sont dénombrées à ce jour. La faiblesse économique du secteur, la faible compétitivité de ses produits par rapport à ceux disponibles sur le marché, la marginalisation (et vieillissement) des emplois liés et la complexification des réglementations en vigueur sont identifiés comme les facteurs principaux freinant les investissements.

Quant aux résultats de la programmation 2007-2013 pour le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), les mesures destinées à améliorer la compétitivité des exploitations agricoles et des entreprises des secteurs agroalimentaire et forestier ont globalement atteint leurs objectifs de réalisation. Celles dédiées à l'environnement ont connu un grand succès, spécialement le programme agroenvironnemental (dont le soutien à la production biologique).

Selon les données 2010, le taux d'adhésion global aux mesures agroenvironnementales était de 54,1% (8.257 agriculteurs) pour un total de 237.288 ha (30% de la SAU). L'adhésion au programme connaît une croissance continue depuis son lancement.

Par contre, les mesures de l'axe 3 n'ont eu qu'un succès mitigé à l'exception de la mesure en faveur du développement touristique des zones rurales.

L'approche LEADER est maintenant bien implantée en Wallonie et contribue à améliorer la gouvernance dans les zones rurales et à mobiliser le potentiel de développement endogène des territoires concernés.

De façon générale, la mise en oeuvre du programme de développement rural entraîne des coûts de gestion très élevés par rapport au budget total disponible pour les petits programmes comme celui de la Wallonie. La collecte et le calcul de certains indicateurs de résultat et d'impact nécessitent des travaux coûteux, disproportionnés par rapport à l'enveloppe dédiée à l'assistance technique. Une autre source importante de difficultés réside dans les contrôles. Un plan d'action est mis en place pour réduire le taux d'erreur en matière de développement rural. Il consiste essentiellement à :

- améliorer la contrôlabilité des mesures,
- appliquer une proportionnalité dans les sanctions,
- automatiser le plus possible les contrôles,
- améliorer les listes des points à contrôler,
- améliorer la transmission des résultats.

Au niveau de l'organisme payeur, un comité de suivi a été mis en place. Il vise notamment à une meilleure efficacité du contrôle avec simplification des procédures, à l'automatisation des contrôles administratifs et graphiques en vue de diminuer les contrôles sur place et à l'amélioration du transfert de l'information.

Ces actions vont de pair avec un développement informatique repris sous l'appellation GESCONTROLE. Ce développement reprend l'analyse de risque, l'organisation du contrôle, la transmission des résultats de contrôle à l'OP, la prise en compte des données de contrôle dans les processus métier via l'application SAGE. Une autre difficulté rencontrée durant la période 2007-2013 a concerné la mise en oeuvre des instruments financiers pour les mesures 123 et 312. Vu l'apparente incompatibilité des instruments wallons avec les règles européennes, cette mise en oeuvre a finalement été abandonnée et n'a plus été proposée dans le programme FEADER 2014-2020.

Flandre

Onderzoek en innovatie

➤ Vaststellingen

De O&O-intensiteit of de uitgaven voor onderzoek en ontwikkeling t.o.v. het bbp bedroeg in Vlaanderen in 2011 2,40%¹⁶ en 2,42% in 2012. Na jaren van stagnatie is de O&O-intensiteit door de private sector (1,64% bbp in 2011) de jongste jaren toegenomen, terwijl deze van de publieke sector (0,76% in 2011) stagneert. Vlaanderen scoort boven het EU27 gemiddelde van 1,94%, maar zowel de Europese als de Vlaamse doelstelling van 3% tegen 2020 is voorlopig niet in zicht.

In Vlaanderen werkt in 2012 9,4% van de werkenden in innovatieve en creatieve sectoren. De voorbije jaren is er een lichte daling. Een internationale vergelijking geeft aan dat het aandeel werkenden in de medium- en hoogtechnologische industrie en de kennisintensieve diensten in Vlaanderen zich in de bovenste helft van de Europese topregio's bevindt¹⁷.

¹⁶ Debackere, K. & Veugelers, R. (red.) (2013). *Vlaams indicatorenboek 2013*. Brussel: ECOOM.

¹⁷ Vergeynst, T. (2014). *Flanders Outlook 2014*. Brussel: Studiedienst van de Vlaamse Regering (nog te verschijnen).

Zoals voor de O&O-uitgaven is het O&O-personeel vooral te vinden in grote - doorgaans buitenlandse- ondernemingen (56%) en veel minder in kleine (16%) en middelgrote ondernemingen (28%).

O&O - inspanningen en tewerkstelling in sectoren met een hoog O&O gehalte resulteren niet noodzakelijk in de productie van HT-goederen. In 2012 bestond 6,1% van de goederenuitvoer uit hoogtechnologische goederen. Na 7 jaar is er hier voor het eerst opnieuw een toename.

Binnen Vlaanderen zien we dat het aantal patenten geconcentreerd zit in de regio's Leuven en Gent, de twee grootste concentraties van wetenschappelijk onderzoek en kennisintensieve diensten. De huidige onderzoekscapaciteit en -activiteit worden – zoals blijkt uit de patentaanvragen – nog onvoldoende vertaald in concrete marktintroductie van een product of dienst¹⁸.

De landbouwsector is voortdurend in beweging. Nieuwe technieken en praktijken worden ontwikkeld als antwoord op nieuwe verwachtingen van maatschappij en keten, zoals verminderen van de klimaat- en milieu-impact van landbouwbedrijven, adaptatie van landbouw aan de klimaatverandering, verhogen van de (agro)biodiversiteit op landbouwbedrijven, de ontwikkeling van nieuwe afzetmethoden, efficiëntere productiemethoden en nieuwe producten, etc. De nieuw ontwikkelde technieken en praktijken dienen vervolgens ingang te vinden op de bedrijven, via kennisdeling en – uitwisseling. Om onderzoek nog praktijkgericht te maken is er meer coördinatie en samenwerking tussen de landbouwonderzoeksinstellingen nodig

Op het vlak van blauwe economie zijn volgende maritieme sectoren van belang:

- Kustwaterbouw: het masterplan Vlaamse Baaien biedt industriële opportuniteiten voor innovatieve maritieme producten en diensten die o.m. een positieve invloed hebben op de ecologie van het marien milieu. Dit biedt kansen aan Vlaamse ondernemingen uit de maritieme sector en uit andere sectoren zoals mechatronica, informatietechnologie, textiel, chemie, voeding, ... tot samenwerking in het ontwikkelen, produceren en vermarkten van nieuwe producten en diensten.
- Offshore windenergie: België is één van de pioniers inzake offshore windenergieparken (top 3 geïnstalleerd vermogen). Diverse Vlaamse bedrijven hebben meegewerkt aan de bouw van de eerste parken en hebben een voorsprong inzake know-how.
- Golfenergie: dit is minder matuur dan windenergie, maar er worden in Vlaanderen diverse nieuwe technologieën ontwikkeld.
- Geïntegreerde aquacultuur: dit gaat over combinaties van de kweek van vis-, schaal- en schelpdieren met zeevierteelt en combinaties van aquacultuur met andere functies zoals kustbescherming en offshore energie. Er is potentieel tot samenwerking tussen textiel, voeding, visserij, monitoring, enz.
- Short Sea Shipping (SSS): dit is één van de sectoren met een groot groeipotentieel.

¹⁸ Rapport Soete zie <http://www.ewi-vlaanderen.be/ewi/nieuws/tweede-rapport-soete-over-innovatie-vlaanderen-17-aanbevelingen>.

➤ Aandachtspunten

Een verdere stijging van de O&O-intensiteit is noodzakelijk om de Europese doelstelling van 3 % bbp te halen. Vooral de O&O-inspanningen door de private sector dienen verder te worden gestimuleerd.

Zoals de Europese Commissie¹⁹ in haar landenspecifieke aanbevelingen aangeeft (LSA3), zit O&O nog sterk geconcentreerd in bepaalde ondernemingen en lopen heel wat bedrijven achterop. Er dient meer aandacht te gaan naar O&O-activiteiten en innovatie in KMO's, zowel in steden als op het platteland.

Een grotere diversificatie van innovatie-activiteiten over de verschillende sectoren dient gestimuleerd te worden.

Er dient maximaal ingezet op de meer verstedelijkte gebieden die als motor van groei en innovatie ten volle kunnen worden ingezet. Op het platteland moet ingezet worden op kennisdeling en –uitwisseling tussen land- en tuinbouwers onderling, op de implementatie van onderzoeksprojecten op de bedrijven en op landbouw- en natuureducatie voor plattelandsbewoners en –bezoekers.

Extra aandacht dient besteed aan de doorstroom van kennis naar maatschappelijke en economische valorisatie.

Concurrentievermogen van KMO's, landbouwsector en visserij

➤ Vaststellingen

In het Vlaamse Gewest nam de arbeidsproductiviteit gedurende lange tijd toe, met een opmerkelijke terugval in de recente crisisjaren²⁰. De arbeidsproductiviteit (81.852 euro in 2012) is het hoogst in de regio's Halle-Vilvoorde, Mechelen en Antwerpen. De Westhoek en Limburg scoren op dit terrein het zwakste. Een en ander heeft te maken met het al dan niet aanwezig zijn van internationale bedrijven en de sectorsamenstelling. Globaal neemt de arbeidsproductiviteit toe. De financieel-economische crisis zorgde voor een inzinking. In de primaire sector fluctueert de arbeidsproductiviteit iets meer.

De loonkost per eenheid product kent een vrij stabiel verloop tussen 1995 (0,68) en 2012 (0,67) voor de economie als geheel²¹. In de primaire sector is de loonkost per eenheid product op de lange termijn meer toegenomen.

Tussen 2002 en 2007 steeg het aantal nieuwe bedrijven (oprichtingsratio). De financiële en economische crisis zorgde de voorbije jaren voor een daling. In 2012 bedroeg de oprichtingsratio 8,7%. Tegelijkertijd neemt het aantal faillissementen toe²². Er zijn relatief meer faillissementen bij ondernemingen met personeel dan ondernemingen zonder personeel. Er doen zich grote regionale verschillen voor. De voorbije 5 jaar lag het aantal faillissementen het hoogste in de regio's Antwerpen, Kempen, Oostende en Limburg.

¹⁹ http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/nd/csr2013_belgium_nl.pdf

²⁰ Bron: HERMREG.

²¹ Bron: HERMREG.

²² Studiedienst van de Vlaamse Regering. VRIND 2013, p. 113.

De overlevingsgraad op 5 jaar is in Vlaanderen dalend vanaf 2005. In 2010 daalt ze tot 72,8% om vervolgens terug te stijgen tot 74,7% in 2012. De tendens is dus opnieuw stijgend naar het einde toe. Vlaanderen behaalt over de hele periode een hogere overlevingsgraad in vergelijking met de andere gewesten. De kloof met het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en het Waalse Gewest verkleint wel²³.

Het merendeel van het aantal Vlaamse bedrijfsvestigingen zijn KMO's²⁴. De Vlaamse bedrijfsvestigingen van minder dan 50 werknemers zijn in 2010 in totaal goed voor 43,1% van de bezoldigde tewerkstelling. Naar bedrijfstak is het aandeel KMO's vooral hoog in de landbouw, handel en horeca. De Vlaamse industrie telt naar verhouding minder kleine bedrijfsvestigingen. KMO's zijn ook een minder prominente werkverschaffer bij nutsbedrijven, administratieve en ondersteunende diensten en openbare sectoren. Geografisch zijn er geen grote verschillen.

Wat het aandeel zelfstandigen (en helpers) binnen de beroepsbevolking betreft, zit het Vlaamse Gewest met 14,3% zelfstandigen in de actieve bevolking, in de Europese middenmoot.

Het aantal exporterende ondernemingen in het Vlaamse Gewest liep het jongste decennium terug o.a. door een effect van gewijzigde registratie. De financiële en economische crisis laat zich hier de jongste jaren voelen. Na een krimp in 2009 heeft de totale uitvoer zich herpakt en was in 2012 goed voor 289,6 miljard euro.

De primaire sector (landbouw en visvangst) stelde in 2011 52.700 zelfstandigen tewerk, woonachtig in het Vlaamse Gewest²⁵. Over de tijd is er een afname (het aantal landbouwbedrijven liep tussen 2000 en 2012 terug van 28.331 naar 25.217 – gemiddelde daling van 3,6% per jaar, gepaard gaande met schaalvergroting). Deze afname contrasteert met de algemene toename van het aantal zelfstandigen over alle bedrijfstakken heen. Dat heeft uiteraard tot gevolg dat het aandeel van de zelfstandige tewerkstelling in de primaire sector afnam van 11,5% in 2003 tot 8,8% in 2011.

Het aantal detailhandelszaken, goed voor 11% van de BTW-plichtige zaken, liep de jongste jaren (2002-2012) met circa 4% terug. De werkgelegenheid groeide lichtjes (1,2% tussen 2005 en 2011) maar niet in verhouding tot de rest van de economie (+6,8%). In vergelijking met het Vlaamse gemiddelde scoren grootstedelijke arrondissementen zwak op het vlak van detailhandel.

In 2011 waren er 51.530 personen regelmatig tewerkgesteld in de Vlaamse land- en tuinbouw (= 40.828 VAK). Men ziet echter weinig starters in deze sectoren: slechts 1,8% van de bedrijven heeft een bedrijfshoofd jonger dan 30 jaar. Slechts 14% van de bedrijfshoofden ouder dan 50 jaar beschikt over een vermoedelijke opvolger²⁶.

De maritieme sector stelt in 2010 48.100 personen te werk, waaronder 1.700 in de visserij. De sector is goed voor 3,46% van de totale tewerkstelling en 9,5% van het bbp. Het aantal rederijen daalt gemiddeld met 3,7% per jaar. Bij aanvang van 2013 bestond de Belgische zeevisserijvloot uit 83 vaartuigen (t.o.v. 127 in 2000) met een totaal

²³ VRIND 2013, p. 113.

²⁴ Het gaat enkel om bedrijfsvestigingen met minstens één bezoldigd personeelslid in dienst. Zelfstandige zaken zonder personeel in dienst zijn hier niet opgenomen.

²⁵ Bron: RSVZ.

²⁶ *Landbouwrapport 2012. Brussel: departement Landbouw en Visserij.*

motorvermogen van 47.554 kW (- 25 % t.o.v. 2000), en een tonnage van 15.053 GT (-35 % t.o.v. 2000). De totale aanvoer in Belgische zeevisserijhavens in 2012 bedroeg 17.558 ton, een stijging met 10% t.o.v. 2011. De gemiddelde visprijs daalde van 4,09 euro/kg tot 3,65 euro/kg (-11 %). Dit bracht de totale aanvoerwaarde op 64,1 miljoen euro, een achteruitgang met 7 % in vergelijking met 2011.

Op het gebied van de zeebekkenstrategieën is het opstellen van de discardplannen i.k.v. het GVB de grootste grensoverschrijdende uitdaging.

De gecoördineerde uitvoering van de Kaderrichtlijn Mariene Strategie (KRM), als onderdeel van het Geïntegreerd maritiem beleid, is ingebed in de Northeast Atlantic Strategy van de OSPAR-conventie om de belangrijkste bedreigingen voor een gezonde oceaan aan te pakken. Deze strategie wordt ondersteund door een OSPAR Quality Status Report (QSR) 2010. Dit QSR2010 vormt een van de belangrijkste bronnen voor de nationale initiële beoordeling in overeenstemming met de KRM. Onderdeel van de Northeast Atlantische Strategy is het streven naar een significante vermindering van zwerfvuil in de mariene wateren die onder OSPAR-conventie vallen. Daartoe heeft OSPAR in juni 2014 een Marine Litter Regional Action Plan (RAP) vastgesteld. Dit RAP bestaat uit maatregelen die het meest effectief kunnen worden genomen op een gecoördineerde regionale schaal. De EFMZV-maatregelen vullen dit RAP aan voor maatregelen die het meest effectief op een nationale schaal genomen kunnen worden.

➤ Aandachtspunten

Vlaanderen boet in aan concurrentievermogen en de concurrentiepositie verzwakt. Daarom dient o.a. ingezet op een daling van de loonkost per eenheid product.

Het ondernemingsklimaat is verbeterd maar nieuw ondernemerschap blijft beperkt. Momenteel worden er te weinig ondernemingen opgericht, wat wijst op het feit dat de Vlaming te weinig opportuniteiten ziet om te ondernemen. De ondernemerscultuur dient verder gestimuleerd en jonge starters dienen te worden aangemoedigd. Dit dient ook zijn plaats te vinden in opleidingen, bijscholing en in het kader van levenslang leren.

Er dient verder ingezet op het bevorderen van ondernemerschap en de ondersteuning van ondernemingen om de dalende overlevingsgraad te counteren in het bijzonder voor kleine ondernemingen, de landbouwsector, de visserij en de detailhandel.

De doelstelling om het verloren marktaandeel in de wereldexport te herwinnen, is nog niet in zicht. Het aantal exporterende ondernemingen daalt. Het stimuleren van de export, voornamelijk door KMO's, dringt zich op.

Koolstofarme economie

➤ Vaststellingen

Het bruto binnenlands energieverbruik ligt in Vlaanderen in 2012 29% hoger dan in 1990 en 1% lager dan in 2011. Met uitzondering van 2010 is er sinds 2003 een ontkoppeling tussen de economische groei en het energiegebruik. In 2012 ligt de energie-intensiteit 13% lager dan in 1990. Het Vlaamse Gewest had in 2011 na Finland de hoogste energie-intensiteit van de EU15 vooral door de zeer energie-intensieve industrie zoals de chemische, ijzer- en staalsector en de voedingssector.

Het energiegebruik van het gebouwenpark vindt vooral zijn weerslag in het energiegebruik van de huishoudens (15% van het BBE) en de dienstensector (7% van het BBE). Het zijn vooral klimatologische omstandigheden die het energiegebruik hier bepalen. De industrie en de transformatiesector (elektriciteitscentrales, raffinaderijen en cokesfabriek) nemen 24% en 23% van het energiegebruik voor hun rekening. Het energiegebruik is hier sterk gekoppeld aan de economische conjunctuur. Van zodra de economie aantrekt, is er een stijging van het energiegebruik. Dit geldt ook voor de transportsector (12% BBE). In de landbouw- en visserijsector (2% van het BBE) is het energiegebruik eveneens sterk afhankelijk van het buitenklimaat²⁷. Sinds 2010 is de landbouwsector een netto-electriciteitsproducent.

In 2012 bedraagt de totale bruto productie van groene stroom 6.037 GWh, een toename met 37% ten opzichte van 2011. Dit betekent een aandeel van 10,1% in het Vlaamse bruto elektriciteitsverbruik. Het aandeel energie uit hernieuwbare bronnen in het vervoer (biobrandstoffen en groene stroom) ten opzichte van het finale energieverbruik in het vervoer bedraagt 4,5% in 2012. De landbouwsector produceerde in 2010 circa 55 GWh aan hernieuwbare energie (electrisch en thermisch), goed voor circa 0,6% van het totale energieverbruik van de sector. Hierbij werden de vergunde WKK's niet meegerekend (schatting op 560 GWh).

Met aandelen van 10,1% groene stroom, 4,4% groene warmte en 4,5% hernieuwbare energie in transport heeft Vlaanderen in 2012 een aandeel van 5,5% hernieuwbare energie in het totaal bruto finaal energiegebruik zoals gedefinieerd in de Europese Richtlijn Hernieuwbare Energie. In 2013 was dit aandeel gestegen naar 5,9%. Vlaanderen is dus nog een eind verwijderd van de doelstelling die België voor 2020 kreeg opgelegd (13%)²⁸.

In 2011 is de broeikasgasuitstoot gedaald, na een stijging in 2010, toen vooral veroorzaakt door een koude winter en het heropleven van de economie na het crisisjaar 2009. De emissies in 2011 liggen in lijn met de dalende trend die is ingezet sinds 2005. De Kyotodoelstelling, een jaargemiddelde van -5,2% over de periode 2008 tot en met 2012 ten opzichte van 1990 (82.463 Mt), wordt op basis van voorlopige cijfers voor 2012 gehaald (- 6,8%). Dat goede rapport is vooral te danken aan de energie-intensieve bedrijven, die onder het Europese emissiehandelssysteem ETS vallen.

➤ Aandachtspunten

Er dient ingezet op een verdere verbetering van de energie-efficiëntie, vooral bij woningen en (landbouw)bedrijfsgebouwen en in verstedelijkte gebieden.

Het aandeel hernieuwbare energie neemt jaar op jaar toe maar de doelstelling is nog verre van in zicht.

Een verdere daling van de uitstoot van broeikasgasemissies, vooral van de niet onder de emissiehandelsregeling (niet-ETS) vallende activiteiten, moet worden nagestreefd. Er is in alle verschillende sectoren (industrie, gebouwen, transport en landbouw) nog een reductiepotentieel aanwezig. Hier kan worden ingezet op emissievriendelijke investeringen, die zowel op ecologische als op economische duurzaamheid inzetten.

²⁷ Energiebalans VITO zie VRIND 2013, p. 368.

²⁸ VRIND 2013, p. 371.

Extra aandacht dient te gaan naar de transportsector om daar een forse daling van de broeikasgasemissies te realiseren. Dit kan o.a. door in te zetten op multimodaal transport en het bevorderen van duurzame stedelijke mobiliteit.

De transitie naar een koolstofarme economie is noodzakelijk voor het realiseren van de klimaatdoelstellingen en om de competitiviteit van de economie te garanderen. Binnen de SET-Flanders-groep met actoren uit de industrie, onderzoek en overheid zijn pistes uitgetekend die verder dienen ontwikkeld te worden²⁹. Sinds de jaren 90 neemt het gemiddeld koolstofgehalte in de Vlaamse landbouwbodems af – er moet op deze piste verder gewerkt worden.

Klimaatverandering

➤ Vaststellingen

Klimaatverandering is een rechtstreeks gevolg van de oplopende concentraties aan broeikasgassen in onze atmosfeer. Deze zorgen voor een hogere temperatuur. De metingen geven een significant stijgende trend aan sinds eind 19^e eeuw. De voorbije decennia vertoont ook de meetreeks van het aantal dagen met zware neerslag (minstens 20 mm/dag) een duidelijk stijgende trend: over zes decennia is het gemiddeld aantal geëvolueerd van drie naar zes per jaar³⁰.

Alhoewel de lange termijn evolutie van de klimaatverandering voor een kleine regio als Vlaanderen niet met zekerheid vast te stellen is, bestaat er consensus over bepaalde scenario's die voldoende robuust zijn om het beleid op te baseren. Voor Vlaanderen zijn deze scenario's als volgt samen te vatten:

- Een stijging van de omgevingstemperatuur (+1,5°C à +4,4°C voor de winter en +2,4°C à +7,2°C voor de zomer);
- Een hogere verdamping tijdens de winter en de zomer, meer neerslag tijdens de winter;
- Een daling van de gemiddelde zomerneerslag. In combinatie met de hogere verdamping stijgen de kansen op ernstig watertekort;
- Ondanks een daling van de zomerneerslag, valt er in Vlaanderen een toename van het aantal extreme zomerseizoenen te verwachten;
- Het zeeniveau aan de Vlaamse kust kan deze eeuw nog stijgen met 60 à 90 cm, met een 'worst case' scenario van 200 cm.

Het derde Vlaams Klimaatbeleidsplan 2013-2020 schetst de mogelijke effecten o.a. risico op overstromingen zowel vanuit zee, rivieren als rioleringen, verlaging waterkwaliteit en waterbeschikbaarheid, negatieve effecten op luchtkwaliteit, druk op ecosystemen, verschuivingen in energievraag, sterke effecten op de landbouw, de stedelijke omgeving en de gezondheid.³¹

²⁹ Zie <http://www.vrwi.be/pdf/Eindrapport%20iRG%20Groene%20Energie%20deel%201%20-%20rapport.pdf>

³⁰ Bron: MIRA en KMI.

³¹ zie <http://www.lne.be/themas/klimaatverandering/klimaattips/klimaattips/wat-doet-de-vlaamse-overheid/vlaams-klimaatbeleidsplan>

➤ Aandachtspunten

Op allerlei gebieden zullen klimaatsveranderingen wel leiden tot een extra belasting op een systeem dat al onder druk staat. De uitvoering van de voorziene maatregelen in het kader van het adaptatie- en mitigatieplan is daarom cruciaal. Naast overheden op de verschillende niveaus zullen hier ook het bedrijfsleven en de individuele burgers initiatieven moeten nemen.

De uitdagingen bieden immense kansen tot innovatieve en creatieve initiatieven en investeringen op diverse terreinen en sectoren die moeten leiden tot o.a. andere vormen van produceren en consumeren, een aanpassing van de levenshouding, stedelijke vernieuwing, ... O.a. kan ingezet worden op groene economie, duurzame landbouw en visserij. Sensibilisering van overheden, burgers en bedrijven is daarbij noodzakelijk.

Vooraf stedelijke omgevingen bieden door de concentratie van wonen, voorzieningen, industrie en mobiliteit heel wat mogelijkheden om op vlak van klimaat en milieu stappen vooruit te zetten.

Milieubescherming en bevordering efficiënt gebruik van hulpbronnen

➤ Vaststellingen

Het voorbije decennium is de belasting van het oppervlaktewater door bedrijven en huishoudens duidelijk gedaald. Het nettoresultaat is een geleidelijke verbetering van de fysisch-chemische en biologische waterkwaliteit in Vlaanderen. Die geleidelijke verbetering doet zich echter lang niet overal en in dezelfde mate voor. Geen enkel van de 202 Vlaamse waterlichamen bevindt zich in goede ecologische toestand (of potentieel) en nog geen 20 % haalt een matige ecologische toestand (metingen 2005-2007)³².

De Europese biodiversiteitsstrategie vraagt tegen 2020 een aanzienlijke en meetbare verbetering van de status van speciale beschermingszones voor de uitvoering van de Europese Habitat- en de Vogelrichtlijn. In Vlaanderen zijn 24 vogelrichtlijngebieden en 38 habitatrictlijngebieden afgebakend. Heel wat soorten krijgen een negatieve evaluatie. Verder krijgen drie kwart van de habitats in Vlaanderen een zeer ongunstige score³³. Op 24 april 2014 heeft de Vlaamse regering beslissingen genomen rond de instandhoudingsdoelstellingen en rond de programmatische aanpak stikstof. Met deze beslissingen is het pad geëffend tot het behalen van de vereiste doelstellingen. De realisatie verloopt grotendeels door bestaande instrumenten en de bijhorende budgetten te focussen op deze doelstellingen, zo zal het lopende Vlaams aankoopbeleid alsook de natuurinrichting zich grotendeels op deze gebieden gaan concentreren.

De vogels van het landbouwgebied gingen de laatste decennia sterk achteruit. Die achteruitgang houdt o.a. verband met de intensivering en schaalvergroting in de landbouw. De toestand van de bosvogels ging er op vooruit. Ook de vogels die in diverse leefgebieden broeden, deden het meestal goed³⁴.

Tussen 2000 en 2011 is een ont koppeling tussen het energiegebruik en de economische groei maar het energiegebruik is nog steeds hoger dan in 2000. Ook het waterverbruik

³² Bron: INBO-NARA.

³³ Bron: INBO-NARA.

³⁴ Bron: INBO, zie VRIND 2013, p. 341.

geraakt maar moeilijk ontkoppeld van de economische activiteit³⁵. De landbouwsector staat in voor circa 9% van het totaal waterverbruik (exclusief koelwater) in Vlaanderen.

Een gemiddelde Vlaming verliest iets meer dan één gezond levensjaar (of DALY) bij levenslange blootstelling aan de huidige milieupolluenten. Het verloop van de gezondheidseffecten vertoont over de laatste jaren weinig verandering waardoor het doel, een significante daling van de DALY's tegen 2020, nog niet in bereik is. Fijn stof is veruit de belangrijkste veroorzaker van DALY's (73%), gevolgd door geluidshinder (7%). Toch is de luchtkwaliteit in het voorbije decennium geleidelijk verbeterd. Ondanks de gunstige trend sinds 1997, werd in 2011 nog 37% van de Vlamingen blootgesteld aan overschrijdingen van de Europese dagnorm voor fijn stof-PM₁₀. Ook de jaargrenswaarde van NO₂ wordt nog overschreden, vooral in dichtbevolkte en verkeersintensieve regio's. Globaal gezien verminderde Vlaanderen zijn luchtverontreinigende emissies aanzienlijk in de periode 2000-2011. Voor het bereiken van de doelstellingen voor NO_x, VOS en PM_{2,5} door transport zijn nog bijkomende reducties nodig.

Sinds 2000 is het aantal personenkilometers (wegverkeer en spoor) sneller gestegen dan het bevolkingsaantal. Wel is er een absolute ontkoppeling tussen de emissies van het personenvervoer en de personenkilometers. Voor het goederenvervoer steeg het aantal tonkilometers sneller dan het bbp. De crisis had een groter effect op het goederenvervoer dan op het personenvervoer. Hier is er een relatieve ontkoppeling tussen emissies en tonkilometers. Congestieproblemen en toenemende files zorgen vooral rond Antwerpen en Brussel voor extra druk op de luchtkwaliteit³⁶.

In 2010 kreeg 68% van het primair bedrijfsafval een nieuw leven na twee verwerkingsstappen; in 2011 ging 71% van het huishoudelijk afval naar een of andere vorm van materiaalrecuperatie. De hoeveelheid huishoudelijk restafval is mede hierdoor geleidelijk afgenomen tot 150 kg per inwoner in 2011, waardoor het doel (max. 150 kg/inw) op niveau van Vlaanderen wordt behaald en Vlaanderen koploper is in Europa.

Recente bevolkingsprognoses geven aan dat vooral in de grotere steden de bevolking de volgende jaren nog verder zal toenemen wat voor extra concentratie zorgt op vrijwel alle domeinen (wonen, voorzieningen, openbaar domein, ...). Steden worden ook meer geconfronteerd met uitdagingen op vlak van ruimtegebruik, sanering, luchtverontreiniging e.d. met toenemende druk op de leefkwaliteit en het leefmilieu in de steden³⁷.

➤ Aandachtspunten

Een verdere verbetering van de waterkwaliteit en dit zowel op chemisch als ecologisch vlak is noodzakelijk.

Maatregelen zijn nodig om de biodiversiteit te verbeteren aangezien een groot aantal gebieden een ongunstige score krijgen.

Er dient ingezet op het herstel, de instandhouding en de verbetering van ecosystemen die aangewezen zijn op de landbouw en de bosbouw.

³⁵ Bron: VMM-MIRA.

³⁶ Zie VRIND, p. 399-403.

³⁷ VRIND 2013, p. 310-334.

Een verdere daling van de emissies en een verbetering van de materiaalproductiviteit dringt zich op en dit gekoppeld aan een beperking van het gebruik van primaire grondstoffen en materialen o.a. via recyclage en de inzet van milieuverantwoorde alternatieven.

Voor de leefkwaliteit in de steden zorgt voor enorme uitdagingen gezien de bevolkingstoename en de verhoogde concentratie.

Duurzame mobiliteit

➤ Vaststellingen

De filezwaarte in Vlaanderen blijft toenemen³⁸.

De ontsluiting van de zeehavens van aan- en afvoer verschilt sterk van haven tot haven. Zo is binnenvaart erg belangrijk voor de haven van Gent, terwijl in Zeebrugge slechts een fractie van het transport via binnenwater gebeurt. Alle havens en alle modi kenden een (tijdelijke) terugval in 2009 door de economische crisis.

De Europese norm voor CO₂-uitstoot van nieuwe personenwagens tegen 2015 (130g/km) werd reeds in 2011 gehaald. De streefnorm waarbij 10% van het energieverbruik bij transport afkomstig moet zijn uit hernieuwbare bronnen, is met 4,5% in 2012 nog niet gehaald³⁹.

Sinds 2000 is het aantal personenkilometers (wegverkeer en spoor) sneller gestegen dan het bevolkingsaantal. Wel is er een absolute ontkoppeling tussen de emissies van het personenvervoer en de personenkilometers.

De voorbije 10 jaar steeg het aantal tonkilometers van het goederenvervoer sneller dan het bbp. De crisis had een groter effect op het goederenvervoer dan op het personenvervoer. Hier is er een relatieve ontkoppeling tussen emissies en tonkilometers.

De belangrijkste hoofdvervoerswijze voor het woon-werkverkeer blijft het gemotoriseerd privaat vervoer (75% in 2012). De Vlaamse doelstelling van 40% via collectief vervoer of te voet of met de fiets wordt enkel gehaald in de grootsteden. Voor het woon-schoolverkeer wordt de auto als hoofdvervoerswijze (30,8%) het meest gebruikt, gevolgd door de fiets (28,6%) en het openbaar en collectief vervoer (29%)⁴⁰.

➤ Aandachtspunten

Het fileprobleem in en rond de grootsteden en economische knooppunten dient dringend aangepakt. Er dient verder werk gemaakt van een vlotte en multimodale ontsluiting van de economische poorten en het hinterland, in het bijzonder van de zeehavens.

De bereikbaarheid van de economische poorten door het wegwerken van missing links blijft een noodzaak.

³⁸ VRIND 2013, p. 395.

³⁹ VRIND 2013, p. 399-401.

⁴⁰ Bron: Onderzoek Verplaatsingsgedrag, MOW.

Een verdere toename van het energieverbruik op basis van hernieuwbare bronnen onder meer in de transportsector om de vooropgestelde Europese en Vlaamse doelstellingen te halen.

De mobiliteitsarmoede in bepaalde deelregio's van het platteland.

Een optimalisering van de logistieke ketens dringt zich op. De logistieke stromen moeten gebundeld worden tot grotere stromen, die beter in aanmerking komen voor vervoer via de alternatieve duurzame modi zoals binnenvaart en spoor.

Verder inzetten op comodaliteit zeker voor het woon- werkverkeer.

Kwaliteitsvolle werkgelegenheid

➤ Vaststellingen

Met ruim 7 op 10 inwoners tussen 20 en 64 jaar aan de slag, blijft de werkzaamheidsgraad in Vlaanderen structureel te laag⁴¹ en nog een stuk onder de 76%-doelstelling tegen 2020. De werkzaamheidsgraad van de vrouwen is het voorbije decennium gestegen (66,2% in 2012) maar kent een terugval na het uitbreken van de crisis. Over een langere periode bekeken, blijft de werkzaamheidsgraad bij de laaggeschoolden relatief stabiel (51,7% in 2012). Vooral nog is er ook geen significante toename voor personen met een arbeidshandicap (38,7% in 2012).

De 50-plussers (54,6% in 2012) en 55-plussers (40,5% in 2012) blijven steeds langer aan het werk. Er rest nog een hele weg om de 50%-doelstelling tegen 2020 te halen.

Na een flinke toename van de werkzaamheidsgraad van de personen van vreemde herkomst tussen 2001 en 2008, zijn er binnen deze groep harde klappen gevallen ten gevolge van de economische crisis. De werkzaamheidsgraad van de personen geboren buiten de EU is sinds 2008 voortdurend afgenomen en strandde in 2012 op 51,8%, deze van personen met een niet-EU-nationaliteit is teruggevallen tot 42,7%.

Binnen Vlaanderen doen er zich grote intraregionale verschillen voor en speelt ook verstedelijking een grote rol met lagere scores in de grootsteden en de regio rond Antwerpen en Gent en de regio's Oostende en Limburg. Het platteland combineert een hoge werkzaamheid met een lage werkloosheid: 73% van de inwoners op beroepsactieve leeftijd (18-64 jaar) is er werkzaam.

Bij de werkloosheidscijfers valt in eerste instantie de toename van de jeugdwerkloosheid en de werkloosheid van personen met vreemde herkomst op. Ook hier grote intraregionale verschillen met hoge jeugdwerkloosheidscijfers in de grootstedelijke gebieden Antwerpen en Gent en de regio's Limburg en Oostende.

In Brussel is de jeugdwerkloosheid hoog: 36% van de jongeren in Brussel zit zonder werk, wat driemaal meer is dan het Vlaamse jaargemiddelde (EAK-2012). In heel wat wijken is dat meer dan 50%. Het onderwijs is globaal genomen onaanangepast en onvoldoende toegerust om de problemen aan te pakken.

⁴¹ Bron: EAK zie VRIND 2013, p. 91 e.v.

Inzake werkbaarheid (54,6% bij werknemers, 51,4% voor zelfstandigen) anno 2013 wordt er vooruitgang geboekt zonder de vooropgestelde doelstellingen (resp. 60% en 55% in 2020) nu reeds te halen⁴². De meeste problemen worden gemeld op het gebied van werkstress en dit zowel bij zelfstandigen als bij werknemers.

De Vlaamse arbeidsmarkt kampt al jaren met krapte. Door de relatief lage werkloosheid geraken sommige vacatures moeilijk ingevuld, vooral werkaanbiedingen voor knelpuntberoepen (bijvoorbeeld technici, ingenieurs, verzorgenden, ...). Er blijft een kwantitatief tekort aan technisch geschoolden zowel uit het secundair als hoger onderwijs. Jongeren kiezen niet altijd voor richtingen met perspectieven op de arbeidsmarkt. Ook studierichtingen zelf zijn niet altijd optimaal afgestemd op de verwachtingen van de arbeidsmarkt. Tegelijk worden de talenten die al op de arbeidsmarkt aanwezig zijn, niet altijd benut.

De laatste jaren is vooral het aantal vacatures waarvoor ervaring vereist is sterk gestegen.

➤ Aandachtspunten

Vlaanderen boekt te weinig vooruitgang om de vooropgestelde Europese (75%) en Vlaamse (76%) doelstelling te halen. Hét pijnpunt blijft de lage werkzaamheidsgraad van 55-plussers en grote ongelijkheden inzake arbeidsdeelname zoals deze van personen van vreemde herkomst en gehandicapten.

De achterstand van vrouwen op mannen inzake arbeidsdeelname is, in Europees perspectief, vooral problematisch na de leeftijd van 40 jaar. Dit impliceert dat Vlaamse vrouwen die hun baan opgaven voor hun gezin er niet goed in slagen om de band met de arbeidsmarkt te herstellen eens de kinderen groter worden.

Over de kansengroepen heen, blijft scholing een belangrijk discriminatoir criterium op de Vlaamse arbeidsmarkt.

Vlaamse jongeren voelen de impact van de crisis, maar houden in Europees perspectief vooralsnog redelijk goed stand op de arbeidsmarkt. Het behaalde scholingsniveau blijft een cruciale succesfactor. De jeugdwerkloosheid is regionaal geconcentreerd en verdient in Brussel speciale aandacht.

De overgang van het onderwijs naar de arbeidsmarkt verloopt doorgaans vlotter als in het onderwijstraject de leercomponent verbonden wordt met een werkcomponent. Hier is nog heel wat optimalisering mogelijk.

Werknemers en zelfstandigen geven weinig verbetering aan in de werkbaarheid van hun job. Inzetten op werkbaar werk blijft nodig, ook om een verhoging van de werkzaamheidsgraad te bewerkstelligen.

Heel wat problemen rond de arbeidsmarkt concentreren zich in (groot)stedelijke centra waar extra inspanningen zich opdringen.

⁴² Bron: Stichting Innovatie en Arbeid (SERV), Werkbaarheidsmonitor 2013.

Sociale inclusie en bestrijding van armoede

➤ Vaststellingen

Europees vergeleken scoort Vlaanderen zeer goed op het vlak van armoede en sociale uitsluiting. Van een forse terugval die beoogd wordt tegen 2020 is voorlopig echter geen sprake. De goede Europese score neemt niet weg dat 15% van de bevolking (900 tot 950.000 personen) in 2011 in armoede of sociale uitsluiting leeft⁴³. In 2012 was dit percentage gestegen naar 16,3. Bij volgende groepen ligt het aandeel armen en sociaal uitgesloten duidelijk hoger dan het Vlaamse gemiddelde: ouderen, personen in eenoudergezinnen, oudere koppels en alleenstaanden, werklozen en niet-actieven, gezinnen waar niet of slechts beperkt wordt gewerkt, laaggeschoolden, huurders, personen in gezinnen uit de laagste inkomensgroep en niet-EU-burgers.

Als de situatie van deze groepen vergeleken wordt met hun situatie in de 27 EU-lidstaten valt op dat in Vlaanderen vooral de ouderen en de niet-EU-burgers relatief gezien minder goed scoren. Bij alle andere groepen haalt Vlaanderen steeds de top 5 van de EU-lidstaten. Bij de 65-plussers zakt Vlaanderen terug tot een 12^{de} plaats, bij de niet-EU-burgers tot de 23^{ste} plaats.

De leeftijdspiramide toont in het Vlaams Gewest het typische profiel van een verouderde bevolking: een zware top (18,5% van de bevolking ouder dan 65) en smalle basis (16% van de bevolking jonger dan 15). De top staat ook scheef door een overwicht aan vrouwen op zeer hoge leeftijd.

In 2011 leefde 10% van de jongeren tussen 0 en 17 jaar in een huishouden dat moet rondkomen met een inkomen onder de Belgische armoederisicodrempel. Dat komt overeen met ongeveer 130.000 personen. In vergelijking met de andere gewesten en Europese landen is dit een lage score maar de vooropgestelde halvering tegen 2020 komt met stagnerende cijfers niet in zicht.

Armoede en sociale uitsluiting zijn geografisch niet gelijkmatig gespreid: de armoede ligt het hoogst in de ‘dichtbebouwde stedelijke gebieden’, gevolgd door ‘het platteland’⁴⁴. De armoede op het Vlaams platteland komt vaak in een verdoken vorm voor.

➤ Aandachtspunten

Beleidsmaatregelen gericht op integratie of inclusie moeten rekening houden met een laagdrempelige, geïntegreerde en sterk gediversifieerde aanpak:

- Er zijn verschillen tussen de bevolkingsgroepen : risicogroepen zijn ouderen, personen in eenoudergezinnen, oudere koppels en alleenstaanden, werklozen en niet-actieven, gezinnen waar niet of slechts beperkt wordt gewerkt, laaggeschoolden, huurders, personen in gezinnen in de laagste inkomensgroep en niet-EU-burgers.
- Extra aandacht is nodig voor kinderarmoede, zeker kinderen in een gezin met een zeer lage werkintensiteit lopen een hoog risico.
- Er zijn geografische verschillen en steden en platteland laten eigen problematieken optekenen.

⁴³ Bron: SILC, zie Vlaamse Armoedemonitor 2013, SVR.

⁴⁴ Bron: Agora, 2012.

- Ook de gevolgen van armoede zijn divers en leiden tot achterstelling op heel wat domeinen, zoals onderwijs, wonen, maatschappelijke integratie en participatie, gezondheid, mobiliteit, ...

Het hebben van een job is nog altijd de beste bescherming tegen (inkomens)armoede. De sociale economie en sociale ondernemingen moeten verder uitgebouwd en geprofessionaliseerd als een zinvolle piste om de drempel naar herintrede voor personen zonder werk te verlagen. Toch is een job geen sluitende bescherming: 80.000 Vlamingen met een job moeten rondkomen met een huishoudinkomen onder de armoededrempel.

Concentraties van armoede en achterstelling in (groot)stedelijke centra vragen om extra inspanningen.

Onderwijs en vorming

➤ Vaststellingen

Recente internationale surveys met betrekking tot **leerprestaties in het onderwijs** geven in eerste instantie aan dat Vlaamse kinderen en jongeren behoren tot de top in West-Europa. De Vlaamse jongeren zijn zeer goed in wiskunde, doen het goed in wetenschappen en behoren tot de beteren voor leesvaardigheid. De goede tot uitstekende gemiddelde prestaties van de Vlaamse kinderen in het onderwijs verbergen een relatief grote en hardnekkige sociale ongelijkheid. De verschillen tussen de sterkste en de zwakste leerlingen zijn in Vlaanderen groter dan elders. Deze ongelijkheid begint in het lager onderwijs en zet zich verder door in het secundair, het hoger en (in iets mindere mate) het volwassenenonderwijs. Vooral leerlingen van vreemde herkomst en anderstalige leerlingen doen het in Vlaanderen relatief minder goed. Dit resulteert in een opvallende opleidingsachterstand van niet-EU-burgers. In 2012 was 49% van de niet-EU-burgers tussen 25 en 64 jaar laagopgeleid. Bij de Belgen gaat het om 25%. Een vergelijkbare kloof naar geboorteland: bij de personen geboren buiten de EU bedraagt het aandeel laagopgeleiden 45%, bij de personen geboren in België 24%. Lage scholing blijkt een duidelijk en uniek negatief effect te hebben op maatschappelijke participatie. Deze onderwijsongelijkheid heeft gevolgen op tal van andere levensdomeinen. Een beperkte scholing beïnvloedt als eerste in sterke mate iemands kansen op de arbeidsmarkt.⁴⁵

Het voorbije decennium is het aandeel hooggeschoolden (30-34 jaar) fors toegenomen. Van 36,9% in 2000 naar 44,1% in 2013. Het genderverschil wordt wel groter: van de 30-34-jarige mannen heeft 37,5% een hoger diploma, 53,3% van de vrouwen. De vooropgestelde Europese (40%) en Vlaamse doelstellingen (47,8% tegen 2020) zijn gehaald of haalbaar⁴⁶.

Van alle Vlaamse jongeren tussen 18 en 24 jaar heeft in 2013 7,5% de schoolbanken verlaten zonder diploma van de derde graad van het middelbaar, en zonder een of andere opleiding te volgen. Deze ongekwalificeerde uitstroom ligt ver onder het Europese gemiddelde (12,8%). Voor vrouwen is de Europese doelstelling gehaald (6,8%), voor de mannen niet (10,5%). De Vlaamse doelstelling – een halvering tegen 2020 – is in beide gevallen nog ver af. De grootste groep zijn jongeren die uit het beroepsonderwijs komen,

⁴⁵ 'Bijdrage regeerakkoord', 'algemene omgevingsanalyse voor Vlaanderen', Studiedienst van de Vlaamse Regering, oktober 2013, pp. 77 e.v.

⁴⁶ Bron: EAK, zie VRIND 2013 p. 70 e.v.

maar dit niet afmaken. In 2011 is een jaar na het verlaten van de schoolbanken 36,5% van hen werkloos, en 9,2% deed zelfs geen enkele werkervaring op.

Vlaanderen haalt vooralsnog met 6,8% haar doelstelling voor levenslang leren (15% in 2020) niet en hinkt ver achterop bij de Europese koplopers.

➤ Aandachtspunten

Het scholingsniveau van de bevolking neemt nog toe maar Vlaanderen heeft zijn voorsprong ten overstaan van andere EU-landen verloren. Bij de vrouwen wordt de Europese en Vlaamse doelstelling gehaald, bij de mannen geen van beide.

Het vroegtijdig schoolverlaten ligt vandaag juist onder de Europese doelstelling maar van een vooropgestelde daling is er allerminst sprake. Zeker voor jongens leerlingen van vreemde herkomst en anderstalige leerlingen moet het vroegtijdig schoolverlaten verder worden aangepakt. De problematiek stelt zich sterker in de grootsteden en verdient zeker ook in Brussel bijzondere aandacht.

Vlaanderen moet verdere inspanningen doen inzake levenslang leren. Dit is ook de aanbeveling van de Europese Commissie (LSA6). De Europese Commissie beveelt dit ook aan in haar advies over het stabiliteitsprogramma 2012-2015 (SWD(2012) 314).

Blijvende investeringen in arbeidsmarktgerichte opleidingen blijven nodig. Samenwerkingsverbanden tussen onderwijs, arbeidsmarktwerking en industrie moeten de productiviteits- en innovatiegroei gericht ondersteunen en tegemoetkomen aan de verwachte vervangingsvraag.

Territoriale uitdagingen

De analyse op basis van de thematische doelstellingen maakt duidelijk dat er binnen Vlaanderen heel wat territoriale verschillen voorkomen. Daarbij valt in eerste instantie het onderscheid op tussen meer verstedelijkte en meer landelijke gebieden, meer specifiek de situatie van de grootsteden Antwerpen en Gent en de andere centrumsteden⁴⁷. Deze steden en het Vlaams stedelijk gebied rond Brussel worden meer dan elders in Vlaanderen geconfronteerd met een reeks uitdagingen op basis van bevolkingsevolutie (proportioneel sterkere toename in de steden dan in de rest van Vlaanderen van 1,52 miljoen in 2008 tot 1,64 miljoen in 2018)⁴⁸, multidiversiteit, economische concentratie, congestie- en milieuproblemen, achterstelling en sociale uitsluiting.

Het Vlaamse platteland is sterk verstedelijkt. Het heeft niet enkel een hoge bevolkingsdichtheid en een sterk versnipperd landschap, ook de banden tussen het platteland en de steeds nabije stad zijn zeer sterk. Het platteland wordt gekenmerkt door een aantal typische uitdagingen. Zo is de gemiddelde jobratio op het platteland lager dan elders in Vlaanderen, wat inwoners vaak voor de keuze stelt tussen pendelen en verhuizen. Ook op het platteland leven mensen in armoede, zij het vaak in verdoken

⁴⁷ Voor een uitgebreide analyse zie o.a. de Stadsmonitor 2011 <http://www.thuisindestad.be/stadsmonitor/overzicht.aspx> en het hoofdstuk Stad en Platteland in VRIND 2013.

⁴⁸ Zie bevolkingsprognoses 2008-2030 <http://www4.vlaanderen.be/sites/svr/Pages/2012-01-19-SVR-studie-2011-2-bevolkingsprojecties.aspx>

vorm. Mobiliteitsarmoede blijft een van de belangrijkste knelpunten. Anderzijds kan het platteland een aantrekkelijke, groene woonomgeving zijn voor jonge gezinnen en biedt de toenemende vraag naar recreatieve mogelijkheden op het platteland kansen voor het toerisme.

Daarnaast valt de sterke concentratie van bewoning, activiteiten en functies op binnen het gebied tussen de steden Antwerpen, Gent, Brussel en Leuven (de Vlaamse Ruit). Een concentratie die voor dit gebied zowel sterktes als zwaktes inhoudt⁴⁹. De uitzonderlijke economische dichtheid, (internationale) ontsluiting en bevolkingsdichtheid gelden als sterktes die van dit gebied de motor voor welvaartscreatie in Vlaanderen maken. Congestie, fijn stof en versnippering zijn uitgesproken zwaktes van het gebied.

In de omgevingsanalyse wordt op verschillende plaatsen de specifieke situatie van de provincie Limburg benadrukt, die op vrijwel alle beschreven indicatoren minder goed scoort dan het Vlaamse gemiddelde. Binnen de provincie West-Vlaanderen doen zich grote intraregionale verschillen voor: het arrondissement Oostende scoort op vrijwel alle terreinen vrij zwak zeker wat betreft arbeidsmarkt en welvaart, Midden- en Zuid-West-Vlaanderen scoren dan weer bij de beste op het vlak van arbeidsmarkt. Op het vlak van ondernemen (startende bedrijven, medium- en hightech diensten, beschikbare bedrijfsterreinen) staat West-Vlaanderen voor grote uitdagingen. Zoals in de provincie West-Vlaanderen is ook in de Antwerpse Kempen de industriële sector - meer dan in de rest van Vlaanderen – nog relatief sterk aanwezig. Het industrieel weefsel zwakt wel af, zorgt voor sluitingen, faillissementen en banenverlies. Met een gelijkaardig socio-economisch profiel als Limburg, worden ze met gelijkaardige problemen geconfronteerd.

Vergelijkende tabel tussen de provincie Limburg, West-Vlaanderen, de regio Kempen en het Vlaamse Gewest

Thematische doelstelling	Indicator	Jaar	Limburg	West-Vlaanderen	Kempen	Vlaams Gewest	Bron
TD 1	O&O-intensiteit (%bbp)	2009/2011	1,04	1,01	Nb	2,4	ECOO M
	Aandeel tewerkstelling in (medium)-hoog-technologische industrie en hoogtechnologische diensten (%)	2011	7,4	6,1	11,1	7,8	RSZ
TD 2	Huishoudens met internet (in %)	2012	82	77	Nb	80	Eurostat
	Gebruik internet minstens 1 keer/week (in %)	2012	79	79	Nb	80	Eurostat
	Online privé-aankopen in het voorbije jaar (in %)	2012	41	42	Nb	48	Eurostat
TD 3	Bbp per inwoner (in euro)	2011	27.671	31.797	33.456	33.381	INR
	Arbeidsproductiviteit (in euro)	2011	70.759	72.832	81.376	80.500	INR
	Aandeel industrie	2011	20,0	21,3	25,5	17,5	RSZ
	Sectoren in regressie	2011	5,0	5,1	3,8	3,9	RSZ
	Oprichtingsratio (in %)	2012	6,6			6,4	KBO
	Faillissementsgraad (in promille)	2012	16,3		12,2	14,2	KBO
	Evolutie faillissementen (in %)	2001-2012	69,2	47,6	62,9	45,4	KBO
	Ingenomen bedrijventerreinen (in % actieve aanbod)	2013	79,1	86,3	90,5	83,2	AO
TD 4, 5 en 6	CO ₂ -emissies huishoudens (in ton per inw)	2010	2,35	2,29	2,33	2,21	VMM

⁴⁹ Voor dit gebied is een afzonderlijke sterkte-zwakte analyse gemaakt SWOT Metropolitaan kerngebied in het kader van het beleidsplan Ruimte <http://www.vlaandereninactie.be/projecten/beleidsplan-ruimte> .

	Energiegebruik (Mh per inw)	2010	9,3	10,1	9,7	9,3	VMM
		2010	1,5	1,0	1,1	1,1	VMM
	Emissies fijn stof (PM10 in g per inwoner)	2010	209,2	120,5	303,3	202,3	VMM
	Emissies fijn stof (PM2,5 in g per inwoner)	2010	193,4	101,0	278,6	181,2	VMM
TD 8	Werkzaamheidsgraad (in %)	2011	69,4	73,6	72,4	71,6	WSE
	Werkloosheidsgraad (in %)	2012	7,4	5,5	6,7	6,9	VDAB
	Jeugdwerkloosheidsgraad (in %)	2012	17,7	12,6	13,8	15,8	VDAB
TD 9	Beschikbaar inkomen (in euro)	2010	17.952	19.084	18.875	19.567	INR
	Kansarme geboorten (in %)	2012	11	10,3	6,3	10,5	K&G
TD 10	Schoolse vertraging secundair onderwijs (in %)	2012	36,9	29	30,8	34,2	O&V
	Ongekwalficeerde uitstroom	2012	8,6	7,9	Nb	8,7	EAK
	Hooggeschoolden 30-34 jaar (in %)	2012	39,7	42,9	Nb	45,3	EAK
	Hooggeschoolden 25-64 jaar (in %)	2012	30,7	31,7	Nb	35,4	EAK
	Levenslang leren (in %)	2012	6,4	6,6	Nb.	6,8	EAK

Nb: niet beschikbaar.

Synthese

De omgevingsanalyse toont aan dat Vlaanderen nog voor heel wat uitdagingen staat op het vlak van de Europa 2020-doelstellingen. Het beperkte budget kan natuurlijk niet alle behoeften en uitdagingen aanpakken. Vlaanderen zal de middelen evenwel maximaal richten op de realisatie van de Europa 2020-doelstellingen en de hiermee verbonden Vlaamse beleidsdoelstellingen in het kader van de overkoepelende strategie ViA (Vlaanderen in actie) – Pact 2020, en het Vlaams hervormingsprogramma 2013.

De Vlaams ESI-programma's zullen elk voor wat betreft hun specifieke doeleinden een bijdrage leveren aan de Europa 2020-doelstellingen. Ze houden hiervoor rekening met de vaststellingen en aandachtspunten uit de omgevingsanalyse, maar ook met de resultaten van de programma's uit de periode 2007-2013.

Voor EFRO bleek uit de tussentijdse evaluatie van 2011 en het strategisch rapport 2012 dat een relevante en coherente strategie werd gevoerd, resulterend in een hoge effectiviteitsgraad en meerwaarde van het programma. Bij de ontwikkeling van het nieuwe programma hield EFRO rekening met een aantal specifieke aanbevelingen uit de vermelde evaluaties:

- Inzet op het vlak van ondernemerschap en innovatie blijft verantwoord;
- KMO's dienen verder als prioritaire doelgroep te worden beschouwd;
- Steden blijven prioritaire actieterreinen;
- Versterkte inzet op rationeel energieverbruik en energie-efficiëntie, en het verhogen van het aandeel van hernieuwbare energie is belangrijk.

Ook ESF bouwde het nieuwe programma op basis van de ervaringen en de evaluaties van het huidige programma. ESF-Vlaanderen wil enerzijds met 88,4 % van de middelen inzetten op die EU2020-doelstellingen waar de kloof tussen het doel en de realisatie het grootst is: werkzaamheid, een leven lang leren en sociale inclusie.

- Doel werkzaamheid (71,5% versus 76% bij een ongunstige trend);
- Doel een leven lang leren (6,9% versus 15% bij een ongunstige trend);

- Doel sociale inclusie (werkzaamheidskloof bij doelgroepen en toegenomen armoede bij ongunstige trend, in het bijzonder voor de subindicator van huishoudens met een lage werkintensiteit).

Anderzijds vrijwaart het ruimte voor sectoren, doelgroepen en acties waar een beperkte investering (samen 11,6 % van het totale budget) het verschil kan maken:

- Innovatie en transnationale kennisuitwisseling zijn nauw verweven met de positionering van het ESF in het Vlaamse arbeidsmarktbeleid;
- De sociale economie is een zeer waardevolle sector naar de werkgelegenheidscreatie voor de moeilijkste doelgroepen en verdient de nodige ondersteuning zeker in haar functie als opstap, doorstroom en uitstroom;
- De investeringen in de NEETs en de vermindering van de schooluitval kunnen de inspanningen van sommige regio's en steden met concentraties van jeugdwerkloosheid en veel ongekwalificeerde uitstroom (vb. bij jongens en migranten) een duw in de rug geven;
- Sensibilisering voor ondernemerschap blijft een noodzaak in Vlaanderen en kan ook hier voor blijvende aandacht zorgen;
- Een gevrijwaarde budgetlijn voor de aanpak van kleine concentraties gemarginaliseerde groepen, moet het beleid toelaten om op kleine schaal nieuwe vormen van gemeenschapswerking tot stand te laten komen.

Omwille van de territoriale verschillen en de duidelijke heterogene situatie van diverse groepen, wordt in de oproepmechanismen een doelgroepgerichte en gebiedsgerichte werking uitgebouwd, die ervoor zal zorgen dat de middelen vooral terecht komen bij die doelgroepen en regio's waar de nood het hoogst is en die hier het meeste baat bij hebben. Hiermee komt het programma tegemoet aan de aanbevelingen uit het onderhandelingsmandaat inzake ouderen en migranten en kan het inspelen op de specifieke problemen van personen met een arbeidshandicap. Deze modi operandi openen mogelijkheden naar gebiedsgerichte samenwerkingen, ook daar waar competentieknelpunten aan de basis liggen van een moeilijker functionerende arbeidsmarkt (opleiding). De Brusselse arbeidsmarkt krijgt via het Vlaamse ESF-OP ondersteuning voor de knelpunten inzake werkzaamheid, sociale inclusie en ongekwalificeerde uitstroom.

ELFPO gaat verder op de zwaartepunten die ook in PDPO II als belangrijk en effectief werden ervaren. De jaarverslagen en de mid-term evaluatie van het huidige programma geven hiervoor een stand van zaken. Het "error rate action plan" wordt begin 2014 voor de tweede maal geactualiseerd. Verder draagt ELFPO bij tot acties die inspelen op de aandachtspunten vermeld in de omgevingsanalyse:

- Inzet op jonge landbouwers draagt bij tot ondernemerschap, instroom en een beter concurrentievermogen binnen de landbouwsector en tot het toepassen van innovatie;
- Investerings in innovatie en opleiding dragen bij tot een competitief en concurrerend ondernemersklimaat;
- Een betere energie-efficiëntie, een daling van de emissies en een efficiënt gebruik van de hulpbronnen, hebben een positieve invloed op klimaat en milieu, maar dragen ook bij aan de weerbaarheid en duurzaamheid van de landbouwsector;
- Inzet op het platteland (de ecosystemen, bewoners en bezoekers) versterkt de kwaliteit en vitaliteit ervan en pakt maatschappelijke problemen en kansen aan.

Invloed PDPO II op klimaat, energie en milieu (uit Mid term evaluatie 2010):

- Energie: het totale vermeden energieverbruik in de periode 2007-medio 2010 kan op 271 GWh geschat worden. Dat is zo'n 23% van het energieverbruik van de betreffende bedrijven vóór de investering en komt neer op 3,35% van het totale energieverbruik van de land- en tuinbouwsector in Vlaanderen in 2006.
- Watervbruik: dankzij VLIF-investeringen in de periode 2007-medio 2010 werd zo'n 475.000 m³ leidingwater bespaard. Dat is 0,71% van het totale watervbruik van de Vlaamse land- en tuinbouwsector in 2006.
- Bodemerosie: Het vermeden bodemverlies bedroeg in 2007 137.000 ton, op circa 7,6% van het totaal theoretisch bodemverlies. In 2008 werd 144.000 ton bodemverlies vermeden, en in 2009 124.000 ton (daling ten gevolge van uitdovende maatregel groenbedekking).
- Stikstof: De vermeden stikstofinput bedroeg in 2007 circa 6,5 miljoen kg N, of 5,3% van de totale Vlaamse dierlijke mestinput in 2006. De daarop volgende jaren was er een daling van de vermeden stikstofinput, eerst tot 5,8 miljoen kg N in 2008, dan tot 4,0 miljoen kg N in 2009.
- Ammoniak en geurhinder: De totale vermeden ammoniakemissie over de periode 2007-medio 2010 kan op 246.000 kg NH₃ per jaar geschat worden. dat komt overeen met een gemiddelde reductie ten opzichte van klassieke stallen met dezelfde capaciteit van ongeveer 65%. Deze reductie vertegenwoordigt 0,6% van de totale ammoniakemissie van de land- en tuinbouwsector in Vlaanderen in 2006.
- Productie hernieuwbare energie: De bijdrage van PDPO II aan de productie van hernieuwbare energie komt overeen met 0,93% van het totaal energieverbruik van de glastuinbouwsector en 0,65% van het totaal energieverbruik van de gehele land- en tuinbouwsector in Vlaanderen.
- Reductie broeikasgasemissies: De totale vermeden broeikasgasemissie van 327.000 ton CO₂-equivalenten per jaar komt overeen met 3,4% van de totale broeikasgasemissie in 2006 door de Vlaamse land- en tuinbouwsector.

Geschatte impact PDPO III (14-20) hierop (uit Plan-MER PDPO III):

Er kan gesteld worden dat het PDPO III-programma overwegend positieve milieueffecten heeft, terwijl de negatieve effecten (hinder, verstoring) beperkt en zuiver lokaal van aard zijn. Maar anderzijds mag men de omvang van de positieve effecten, zeker op lokaal niveau, niet overschatten, en dit vanwege de kleinschaligheid en grote ruimtelijke versnippering van de individuele maatregelen. Deze versnippering is inherent aan dit type programma en dus onvermijdelijk, maar waar mogelijk moeten de maatregelen gebiedsgericht worden ingezet. Dit geldt vooral voor de agromilieumaatregelen gericht op biodiversiteit, omdat deze slechts effectief zijn indien toegepast op voldoende grote en samenhangende gebieden. Het is duidelijk dat de opstellers van het programma hier maximaal naar gestreefd hebben en er ten opzichte van het PDPO II-programma positieve bijsturing is gebeurd, onder andere door de volledige herziening van het pakket beheerovereenkomsten van VLM.

Het EFMZV speelt op zijn domein ook in op de vaststellingen en aandachtspunten uit de omgevingsanalyse:

- Versterking van het concurrentievermogen in de ganse visserijketen en de ontwikkeling van een competitieve aquacultuursector;

- Onderzoek naar een verhoging van de energie-efficiëntie in de visserij, de visverwerking en de distributie;
- Werkcreatie die verband houdt met de visserijsector in zee en aan land;
- Opleidingsinitiatieven die verband houden met de visserijsector.

Doorheen de programma's vormt de territoriale benadering een belangrijk aandachtspunt, gelet op de problematiek inzake aanpassing en reconversie maar ook gelet op de stedelijke uitdagingen die Vlaanderen kent, in het bijzonder de 13 centrumsteden. De voorstellen van de Europese Commissie voor het cohesiebeleid 2014-2020 bedoeld ter bevordering van een geïntegreerd stedelijk beleid, gericht op het stimuleren van duurzame stedelijke ontwikkeling om de rol van steden binnen de context van het cohesiebeleid te versterken zijn hiervoor inspirerend geweest.

Région de Bruxelles-Capitale

La Région bruxelloise est une région urbaine qui connaît une situation socio économique paradoxale.

D'un côté, elle présente de bonnes performances économiques en matière de richesses produites et de productivité. Ainsi, la Région de Bruxelles-Capitale constitue, en termes de richesse produite par habitant, la première région du pays (le PIB/hab à prix courant atteint, en 2012, 62.039 euros ce qui représente 182,7 % de la moyenne belge⁵⁰) et une des régions les plus performantes d'Europe. La productivité par tête est significativement plus élevée à Bruxelles (près de 80.000 euros de valeur ajoutée par tête en 2011) qu'en Flandre (environ 65.000 euros de valeur ajoutée par tête) et qu'en Wallonie (environ 59.000 euros de valeur ajoutée par tête).

D'un autre côté, et c'est là un des paradoxes de la situation bruxelloise, ces relativement bonnes performances économiques ne doivent pas masquer la précarité et l'exclusion d'une partie importante de la population vivant à Bruxelles (plus importante que dans les autres régions). En fait, Bruxelles ne profite que trop peu de la richesse qu'elle produit et la Région demeure marquée par la présence de nombreuses personnes précarisées, par des revenus par habitant relativement faibles et par une situation préoccupante de l'emploi. Ainsi, plus d'un bruxellois sur trois vit sous le seuil de risque de pauvreté⁵¹ (33,7% en 2010), soit plus du double de la moyenne nationale (15,3 %). Le revenu médian par déclaration fiscale (17.228 euros en 2010) est inférieur à ceux enregistrés en Flandre (22.131 euros en 2010) et en Wallonie (19.477 euros en 2010). Le taux d'emploi est nettement plus faible à Bruxelles (54,0 % en 2012 pour les 15-64 ans) que dans les deux autres régions (65,9 % en Flandre et 57,3 % en Wallonie). Le taux de chômage (BIT) y est élevé (17,5 % contre 4,6 % en Flandre et 10,1 % en Wallonie, 2012), particulièrement pour les jeunes (36,4 % pour les 18-24 ans) et les peu qualifiés (29,3 %) qui représentent une part de plus en plus importante des demandeurs d'emploi et qui sont davantage touchés par le chômage de longue durée.

⁵⁰ Comptes régionaux, Banque Nationale de Belgique.

⁵¹ Le taux de risque de pauvreté est l'indicateur de pauvreté le plus fréquemment utilisé au niveau international. Il correspond au pourcentage de ménages ayant un revenu disponible inférieur à 60% du revenu médian (ici calculé au niveau belge). En Belgique en 2011 (sur base des revenus 2010), ce seuil est de 12.005€ par an soit 1.000€ par mois pour un isolé. Pour un parent seul avec deux enfants, le seuil est de 1 600 € par mois. Pour un couple avec deux enfants, il est de 2 101 € par mois. Observatoire de la Santé et du Social, Baromètre social - Rapport bruxellois sur l'état de la pauvreté, 2013.

Il faut signaler, en outre, que la distribution territoriale de la richesse et de l'emploi est particulièrement inégalitaire à Bruxelles, qui est marquée par la présence de quartiers centraux et situés le long du canal qui concentrent des populations à plus faible revenus, un taux de chômage plus important et des niveaux de qualifications plus faibles que la moyenne de la Région. L'activité économique et la richesse produite y sont également plus faibles que dans le reste du territoire. La Région demeure marquée par une **dualisation sociale, économique et environnementale** de son territoire. Sur le plan environnemental, les quartiers centraux ont les sols les plus pollués, une moins bonne qualité de l'air, sont les plus soumis au trafic automobile, les plus soumis au bruit, disposent de moins d'espaces verts et les habitants y logent dans des bâtiments moins performants d'un point de vue énergétique. Sur le plan social, la dualisation se concrétise notamment par des taux de chômage plus importants (particulièrement pour les jeunes), de plus faibles revenus et une moindre espérance de vie pour les habitants des quartiers centraux. Sur le plan économique, la désindustrialisation a particulièrement affecté la zone du canal où elle a engendré une forte fragilisation du tissu urbain et économique, avec en conséquence un patrimoine industriel à l'abandon et l'existence de nombreuses friches qui nuisent à l'attractivité de ces zones. Dans ce contexte, la réduction de la dualisation constitue un défi central qui nécessite de prendre des mesures en vue d'agir sur les disparités intra-régionales et d'améliorer l'inclusion sociale. Ces actions croisent le domaine économique (la création d'emplois au profit des publics précarisés), environnemental (l'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers défavorisés) et social (logique d'inclusivité) et visent l'amélioration, dans les quartiers défavorisés, du cadre de vie des habitants, entreprises et associations.

Par ailleurs, une des particularités de la Région bruxelloise réside dans son **statut de ville-région** qui oblige à penser son développement de manière intégrée et adaptée au tissu urbain. Cela touche notamment à la digestion du boom démographique, à la gestion rationnelle des ressources (eau, espaces verts, déchets, etc.), à la création d'activités et d'emplois pour les bruxellois ou encore à l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments.

Recherche et innovation

➤ Constats

L'intensité des dépenses en R&D est relativement faible (1,37 % du PIB en 2011) au sein de la Région Bruxelles-Capitale, non seulement par rapport à la moyenne nationale mais aussi en comparaison avec d'autres grandes régions métropolitaines des pays développés.⁵²

Plus spécifiquement, l'investissement privé en R&D est relativement peu élevé à Bruxelles. Depuis une dizaine d'années, la Région a augmenté ses crédits alloués à la R&D⁵³ et s'est progressivement dotée d'une politique publique de soutien à la recherche

⁵² Vincent Annie (2009), « Les acteurs de la recherche en Wallonie et à Bruxelles », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2009/10-11 n° 2016-2017, p. 5-69.

⁵³ CAPRON H. & HADJIT A. (2007), Les dispositifs d'aide à l'innovation en Région de Bruxelles-Capitale : une mise en perspective aux niveaux belge et européen, Etude réalisée pour la Région de Bruxelles-Capitale, Dulbea, ULB.

et à l'innovation de plus en plus structurée⁵⁴ Par ailleurs, la Région bruxelloise dispose d'un tissu dense de chercheurs, d'établissements d'enseignement supérieur et d'hôpitaux.

La Région s'est engagée à atteindre, conformément à la stratégie UE 2020, une intensité de dépenses en R&D de 3 % de son PIB d'ici 2020. La Région peine à capter les retombées positives des connaissances qu'elle produit et doit veiller à engendrer des connaissances mieux adaptées à son tissu socio-économique.⁵⁵⁵⁶

➤ Enjeux

Renforcer le soutien à la recherche et l'innovation dans le cadre des fonds européens. En effet, l'évaluation à mi-parcours de la programmation 2007-2013 déplore la faiblesse de la contribution du PO aux objectifs de recherche et d'innovation. En conséquence, une des pistes relevée par l'évaluation pour la programmation 2014-2020 est d'encourager davantage la recherche et l'innovation sous toutes ses formes. En effet, malgré l'excellent tissu d'universités et de centres de recherches, la valorisation de la RDI par les entreprises bruxelloises est insuffisante. Les conditions-cadres permettant d'accélérer la transition vers une économie davantage basée sur la connaissance doivent être renforcées, notamment en ce qui concerne le rapprochement entre la RDI et les besoins des secteurs économiques créant de l'emploi pour les bruxellois.

Orienter le soutien à la recherche et l'innovation sur l'amélioration de leur valorisation économique et sociale.

Appréhender la recherche et l'innovation en lien avec les défis sociétaux qui se posent à la Région (emploi, environnement, pression démographique, dualisation sociale, économique et environnementale du territoire, internationalisation).

Renforcer les collaborations aussi bien avec les régions voisines et l'Etat fédéral, qu'avec des entités confrontées à des enjeux comparables au niveau européen en vue de dépasser les limites territoriales et institutionnelles auxquelles sont confrontées les régions.

Compétitivité des PME

➤ Constats : le paradoxe bruxellois

Bruxelles est perçue comme une ville attractive par les entreprises, grâce à la présence d'institutions européennes et internationales qui appellent de nombreuses activités tertiaires liées qui engendrent d'importants effets multiplicateurs, par exemple en matière commerciale et touristique.⁵⁷ Cette attractivité a pour corollaire une nette tertiarisation de

⁵⁴ B. VAN CAMP et O. WITMEUR, « Bruxelles, région de connaissance ? », Note de synthèse, n° 12, Brussels Studies, 9 février 2009.

⁵⁵ Ibid. p. 4.

⁵⁶ Conseil de la Politique Scientifique de la Région de Bruxelles-Capitale (2009), « Avis n° 29 MEMORANDUM DU CONSEIL DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE DE LA REGION DE BRUXELLES- CAPITALE Bruxelles, Capitale de la Connaissance », Réf : CPSRBC/ Avis 29 (16-06-2009).

⁵⁷ Ernst & Young, Le baromètre 2013 de l'Attractivité belge, 2013. Vandermotten, C., Leclercq, E., Cassiers, T., Wayens, B. (2009). « L'économie bruxelloise », Brussels Studies, note de synthèse n°7, p. 2.

l'économie bruxelloise, un déclin industriel prononcé⁵⁸ et une diminution des emplois à basse qualification. Il faut noter que cette désindustrialisation a particulièrement affecté les quartiers centraux et de la zone du canal où elle a engendré une forte fragilisation du tissu urbain et socio-économique, avec en conséquence un patrimoine industriel à l'abandon et l'existence de nombreuses friches.

La Région est confrontée à un triple paradoxe (voir supra) :

- Emploi : alors que la Région concentre un nombre important d'emplois sur son territoire, elle affiche un taux de chômage important, des exigences élevées en termes de qualifications requises, une pression concurrentielle sur les emplois due à l'étendue du bassin d'emploi, un phénomène important de discrimination à l'embauche, ... Les entreprises éprouvent des difficultés à trouver certains profils de travailleurs. Le chômage touche plus particulièrement certains quartiers du centre de Bruxelles.
- Revenus : la région et ses habitants ne profitent que partiellement de la richesse qu'elle crée.
- Innovation : malgré l'excellent tissu d'universités et de centres de recherches, la valorisation économique de la RDI par les entreprises bruxelloises est insuffisante.

Dès lors, alors que les indicateurs économiques (production, investissement, emploi intérieur) mettent en avant le rôle moteur que joue la Région bruxelloise pour l'économie belge, les indicateurs sociaux mettent en évidence la précarité et l'exclusion d'une partie importante de la population vivant à Bruxelles. En fait, les bonnes performances économiques agissent peu sur la résorption du chômage en Région bruxelloise, en particulier au sein de ses quartiers centraux.⁵⁹

Concernant plus spécifiquement les PME et la dynamique entrepreneuriale bruxelloise, on dénombre, dans la Région, 112.304 PME actives (2011)⁶⁰, dont près de la moitié ont moins de dix ans. Le nombre de PME n'a cessé d'augmenter ces dernières années (+ 20% entre 2002 et 2011), faisant de Bruxelles la Région qui connaît la croissance du nombre de PME la plus forte. La Région de Bruxelles-Capitale se caractérise par une démographie d'entreprise dynamique : on compte proportionnellement plus de créations d'entreprises, mais aussi plus de faillites à Bruxelles que dans les autres régions du pays. L'entrepreneuriat constitue une source importante d'emplois mais, dans le même temps, beaucoup d'entreprises créées font faillite après quelques années d'existence. En fait, beaucoup de PME bruxelloises, faute de rentabilité suffisante⁶¹, ont du mal à engager du personnel et à obtenir du crédit auprès des banques et, dès lors, ne parviennent que difficilement à se développer et à grandir. Ainsi, de nombreuses TPE et PME, une fois créées, sont confrontées à des difficultés liées à leur essor (augmentation du nombre d'employés, du chiffre d'affaire, *etc.*) et à leur développement (nouveaux produits, nouveaux types de clients, exportation, espaces disponibles, *etc.*). Ainsi, en 2011, plus d'un quart des PME bruxelloises (26,5 %) présentaient un risque de faillite élevé et un

⁵⁸ Alors que la Région comptait encore 158.000 emplois industriels manufacturiers en 1970, il n'en restait plus que 67.000 en 1991 et 38.000 en 2009. Vandermotten, C., Leclercq, E., Cassiers, T., Wayens, B. (2009). « L'économie bruxelloise », Brussels Studies, note de synthèse n°7.

⁵⁹ Plan Régional de Développement Durable, "Etat des lieux de la Région de Bruxelles-Capitale", p. 101.

⁶⁰ Cela représente 16 % des PME belges.

⁶¹ Les taux de rentabilités des PME sont, en moyenne, plus faibles à Bruxelles (7,6% en 2011) qu'en Flandre (8,8%) et qu'en Wallonie (9,4%). Unizo, Graydon, UCM, Rapport PME Bruxelles. Aperçu de la santé économique-financière des PME Bruxelloises, Edition 2012.

potentiel de croissance limité. Ce chiffre est significativement plus élevé qu'en Flandre (15 %) et qu'en Wallonie (16,8 %).⁶²

➤ Enjeux

Un enjeu global de développement et d'amélioration de la compétitivité des PME, particulièrement dans les secteurs qui sont à la fois porteurs en termes d'emplois accessibles aux profils peu qualifiés, et porteurs de potentiel de développement économique régional. Il existe, dans ces secteurs, un besoin d'accompagnement de la dynamique entrepreneuriale non seulement à travers une stimulation de l'esprit d'entreprendre et un soutien à la création d'entreprises, mais aussi via un accompagnement des entreprises dans leur phase de développement. En effet, il existe encore peu de dispositifs de soutien post-crédation des entreprises, alors même que le nombre de faillite est important.

Conformément aux recommandations de l'évaluation intermédiaire du PO 2007-2013, un enjeu de pérennisation de certains projets lancés sous les programmations précédentes. En matière de soutien aux PME, les précédentes programmations ont principalement financé des projets d'infrastructures (centres d'entreprises, espaces d'accueil pour entreprises, *etc.*). Cette orientation se justifiait par l'existence d'un besoin en la matière. Or, les besoins se font désormais sentir non plus tellement sur la construction de nouvelles infrastructures mais sur la pérennisation des infrastructures existantes et sur l'accompagnement à la création et au développement des entreprises.

Un enjeu de reconversion du tissu industriel, afin de localiser au mieux les nouvelles dynamiques économiques au sein de la ville dans une logique de mixité.

Un besoin d'améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande de main d'œuvre à tous les échelons de la chaîne de valeur d'une filière.

Economie à faible émissions de CO₂

➤ Constats

Les émissions de GES totales ont progressé entre 1990 à 2004. Une évolution à la baisse a été observée par la suite avec une réduction des émissions de GES par habitant de 18 % entre 2004 et 2010.⁶³ Si la tendance est encourageante, les efforts à fournir sont encore conséquents au regard des enjeux climatiques. Dans cette optique la RBC s'est fixé un objectif ambitieux de réduction de ses émissions de GES de 30 % par rapport à 1990 à l'horizon 2025.

En matière de consommation d'énergie, après une période de croissance entre 1990 et 2004, la consommation finale totale en énergie, tous secteurs confondus, a diminué de 12,8% à Bruxelles entre 2004 et 2011⁶⁴, alors que la population augmente. De la même

⁶² Unizo, Graydon, UCM, Rapport PME Bruxelles. Aperçu de la santé économique-financière des PME Bruxelloises, Edition 2012.

⁶³ Notons que la quantité d'émissions produites par années est fortement corrélée à l'utilisation du chauffage et donc aux conditions météorologiques automnales et hivernales. Ceci explique en grande partie le creux observé en 2007 où l'on a connu un hiver particulièrement doux.

⁶⁴ La consommation totale (avec corrections climatiques) est passée de 24732,8 GWh PCI en 2004 à 21577 GWh PCI en 2011.

manière, l'intensité énergétique par habitant s'est progressivement améliorée ces dernières années sous l'effet de différents facteurs dont la succession d'années chaudes, l'évolution à la hausse du prix de l'énergie, les différentes mesures énergétiques adoptées et les changements de mentalité. Toutefois, si des progrès ont été enregistrés, la performance énergétique des bâtiments demeure problématique (particulièrement dans les quartiers défavorisés) à Bruxelles, en raison de l'ancienneté du bâti.

La part des énergies renouvelables (solaire photovoltaïque et thermique, valorisation de la biomasse, éolien) est relativement limitée (1,7 % de la consommation de la Région en 2011)⁶⁵ même si elle a tendance à augmenter et que les évolutions technologiques laissent entrevoir de sérieuses perspectives de développement.

En ce qui concerne la gestion intelligente du réseau électrique, la Région n'a pas opté pour un déploiement généralisé des compteurs intelligents en raison d'un rapport coût/bénéfice négatif. En revanche, plusieurs initiatives pilotes sont développées en la matière

➤ Enjeux

A la lumière de ces constats, plusieurs enjeux et pistes d'actions peuvent être épinglés pour la Région dans le cadre de la programmation 2014-2020 :

- Poursuivre les efforts d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments ;
- Saisir les opportunités économiques (notamment en termes d'emplois non-délocalisables) liées aux filières porteuses d'emploi à Bruxelles ;
- Développer les énergies renouvelables en milieu urbain.

Environnement, revitalisation urbaine et utilisation rationnelle des ressources

➤ Constats

La gestion environnementale des ressources (cycles de l'eau, gestion des déchets, dépollution des sols, pression sur les espaces verts, etc.) est une problématique essentielle à Bruxelles, notamment en raison de son environnement urbain et de l'accroissement de sa population.

Les besoins se manifestent surtout en matière d'assainissement des sols pollués. En effet, avec la pression démographique et la diminution des réserves foncières liée à l'urbanisation qui en découle, les besoins en sols assainis ou exempts de risques pour développer des projets urbanistiques se font de plus en plus sentir - surtout dans les quartiers centraux et du canal étant donné l'activité industrielle présente ou passée de ces sites.⁶⁶ Les terrains pollués ou potentiellement pollués répertoriés dans l'inventaire de l'état du sol entre 2001 et 2010 représentent une superficie de 21% de la superficie totale de la Région.

La gestion des sols pollués est un enjeu vital pour la Région car ceux-ci génèrent des risques pour la santé et dégradent le cadre de vie de certains quartiers. En outre, ils

⁶⁵ Ce constat est lié aux caractéristiques propres de Bruxelles : environnement urbain, territoire exigu et densément peuplé.

⁶⁶ Le développement industriel a contribué à l'essor et à la prospérité de la Région de Bruxelles-Capitale mais il a également laissé derrière lui plus de 15.000 terrains pollués ou potentiellement pollués.

dévaluent les biens d'autrui, nuisent à l'environnement (nature, eau souterraine ou de surface, air) et freinent le rédéveloppement économique des zones touchées (manque d'attrait pour les investisseurs). Pour faire face à cette situation, la Région de Bruxelles-Capitale a adopté en 2009, une ordonnance relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués. Cette ordonnance encadre et détermine les obligations d'assainissement et de gestion des pollutions à charge des propriétaires/exploitants de terrains pollués. Ainsi, elle impose à un propriétaire ou un exploitant de faire réaliser une reconnaissance de l'état du sol dans les cas suivants :

- Avant toute aliénation de droits réels (vente, emphytéose, superficie...) sur un terrain inscrit à l'inventaire de l'état du sol en catégorie 0
- Avant l'obtention d'un permis d'urbanisme ou d'environnement sur un terrain inscrit en catégorie 0
- En cas de découverte fortuite de pollution lors des travaux d'excavation sur un terrain non suspect
- Avant le démarrage, cession ou cessation d'une activité dite à risque
- En cas d'expropriation ou de faillite

En cas de pollution, lorsque les responsables de la pollution sont connus, le principe du pollueur-payeur s'applique. Or, les responsables de ces pollutions sont bien souvent inconnus ou hors d'état d'assainir ces terrains (pollutions orphelines). Dans ce contexte, les terrains contaminés par des pollutions orphelines (ceci représente environ 80% des terrains pollués à Bruxelles) se trouvent souvent « gelés » (ils ne peuvent plus être affectés à des activités économiques, résidentielles ou récréatives) car les propriétaires ou les exploitants ne disposent pas des capacités économiques de procéder au traitement des pollutions.

L'ordonnance du 5 mars 2009, bien qu'indispensable pour assurer la gestion des sols pollués, place donc de nombreuses personnes face à des coûts qu'elles ne peuvent pas supporter. Ces personnes à faibles revenus ou ces petites PME se retrouvent donc dans une impasse économique qui paralyse le développement de la Région.

➤ Enjeux

A la lumière de ces constats, un enjeu d'assainissement des sols pollués par des pollutions orphelines émerge.

Transports et mobilité

➤ Constats

De 1999 à 2008, l'évolution des parts modales est marquée par un recul significatif mais non suffisant de la voiture au profit des modes de transport collectif et du vélo. Le taux de motorisation par ménage reste malgré tout important et est en croissance régulière entre 1980 et 2000. Il se stabilise depuis 2000 à une voiture par ménage.

La mobilité à Bruxelles est traversée par d'importants flux notamment liés à la part importante de navetteurs (56 % des 650.000 emplois répertoriés à Bruxelles). 55 % de la navette entrante étant effectuée en voitures particulières (154.000 voitures). Cette navette n'a donc pas diminué ces dernières années, en raison notamment de la stabilisation du nombre d'emplois à Bruxelles.

En ce qui concerne le transport de marchandises, il est encore trop dépendant du mode routier puisque plus de 78 % de ce trafic « marchandises » se fait par la route contre 20 % par voie d'eau, et 2 % seulement par le rail (données 2003). Ceci alors que Bruxelles est traversée par un canal en relation directe avec un des plus grands ports européens (Anvers).

En matière d'environnement, rappelons enfin que le transport est aussi source de nuisances importantes. Ainsi, le transport contribue à plus de 20% des émissions de CO2 de la Région.

➤ Enjeux

Plusieurs enjeux émergent avec force dans le domaine de la mobilité

- Un enjeu d'optimisation et d'achèvement des réseaux, notamment le réseau de métro dont des projets d'extension sont prévus vers le nord de Bruxelles, actuellement mal desservi. Cette thématique est déjà largement investie à Bruxelles, notamment dans le cadre du plan Iris 2.
- Un enjeu global de congestion routière qui constitue un obstacle à un fonctionnement optimal de la ville, dans tous ses aspects (économique, résidentiel, social, etc.). Cet enjeu est également abordé par des politiques régionales ou fédérales (RER, Iris 2, tarification intelligente, etc.).

Emploi de qualité

➤ Constats

Le taux de chômage de la région de Bruxelles-Capitale est deux fois plus élevé que la moyenne Belge (19,2 % versus 8,4 % en 2013). Divers facteurs permettent d'expliquer ce chômage élevé :

- Un modèle de croissance économique socialement polarisant ;
- Des exigences en termes de qualification très élevées alors qu'une partie importante de la réserve de main-d'œuvre est faiblement qualifiée ;
- L'importance des phénomènes de discrimination à l'embauche ;
- L'accroissement de la population active liée à la croissance démographique ;
- Le manque de places au niveau des structures d'accueil des jeunes enfants.

Par ailleurs, certaines catégories de demandeurs d'emploi connaissent les taux de chômage les plus élevés :

- Chômage des jeunes (39,9 % pour les 15-24 ans en 2013) ;
- Chômage des faiblement qualifiés (29,3% en 2012)⁶⁷ ;
- Chômage des ressortissants de nationalité étrangère non européenne (34,3 % en 2013)⁶⁸.

Le taux de chômage des jeunes en Région bruxelloise est nettement supérieur à celui de la Région flamande et de la Région wallonne.

⁶⁷ SPF Economie (EFT), Calculs Observatoire bruxellois de l'emploi.

⁶⁸ FOD Economie - Algemene Directie Statistiek EAK, Eurostat LFS

La Région bruxelloise se singularise en comptant proportionnellement plus de demandeurs d'emploi peu qualifiés (65,9 %), de demandeurs d'emploi avec une durée d'inoccupation élevée (63,1 % des DEI ont une durée d'inoccupation d'au moins un an en 2013) et de demandeurs d'emploi de nationalité extracommunautaire (18,3 % des DEI sont de nationalité non européenne en 2013).

Pour faire face à ces constats, Actiris -le Service Public d'Emploi bruxellois- a structuré son activité autour de deux missions stratégiques et transversales: assurer le 'matching' entre Employeurs et Chercheurs d'Emploi et organiser la transition vers l'emploi. Parallèlement, Actiris exerce trois missions organiques complémentaires que sont la contribution à l'augmentation du volume d'emplois accessibles aux Bruxellois, l'observation du marché de l'emploi et le matching à l'International. Il est à noter que l'autorité de gestion du FSE de la RBC est ce même Service Public d'Emploi. Le FSE exerce ainsi un rôle fondamental dans les politiques d'accès à l'emploi en RBC.

➤ Enjeux

Les enjeux suivants peuvent dès lors être identifiés :

- L'accès à des emplois durables et suffisamment rémunérateurs pour tous, en particulier les faiblement qualifiés ;
- La mobilité des demandeurs d'emploi dans et en dehors de la RBC ;
- L'intégration durable des jeunes sur le marché du travail ;
- La modernisation et le renforcement des institutions du marché du travail et des partenariats ;
- L'investissement en priorité dans des secteurs économiques non délocalisables, porteurs d'emploi au profit des Bruxellois ;
- L'accès à l'emploi pour tous nécessite également un renforcement institutionnel d'Actiris, et plus particulièrement un meilleur matching entre les offres et les demandes d'emploi. Pour ce faire, des actions sont nécessaires tant au niveau du traitement et de l'échange des offres que du traitement et de l'échange des dossiers des demandeurs d'emploi ;
- Faciliter les chances de réinsertion professionnelle par la réduction d'un obstacle à l'emploi pour les parents demandeurs d'emploi avec des enfants en bas âge.

Inclusion sociale et lutte contre la pauvreté

➤ Constats

La population de la Région de Bruxelles-Capitale est caractérisée par :

- Une plus forte dualité de sa population, avec une part plus grande de faiblement qualifiés (32,1 % pour 27,7 % en moyenne en Belgique) et de hautement qualifiés (39,8 % pour 33,4 % en moyenne en Belgique). Ce constat se manifeste également au niveau des revenus (non seulement les revenus des bruxellois sont plus faibles, mais en plus leur distribution est plus inégalitaire que dans le reste du pays)⁶⁹ et se marque au niveau territorial.

⁶⁹ Sur base des déclarations fiscales de 2011, on constate ainsi que la Région bruxelloise compte une plus grande proportion (21,6%) de déclarations fiscales de très bas revenus (< 10.000 € par an) par rapport à l'ensemble du pays (16,4%). Dans le même temps, on observe que les 10 % de déclarations de revenus les plus élevés représentent 35,0 % du total des revenus imposables à Bruxelles pour 31,7 % en Belgique. Observatoire de la Santé et du Social, Baromètre social - Rapport bruxellois sur l'état de la pauvreté, 2013.

- Une part plus importante de population de nationalité étrangère (32,6 % pour 10,6 % en Belgique). Or, en moyenne, les ressortissants de nationalité étrangère (et c'est plus particulièrement le cas pour les ressortissants de nationalité non-européenne) sont moins qualifiés, sont davantage au chômage, et ont des revenus plus faibles que la moyenne régionale ;
- Une part plus importante de personnes fragilisées : 5 % de la population bruxelloise âgée entre 18 et 64 ans dépend d'un revenu d'intégration sociale octroyé par le CPAS (RIS ou ERIS, janvier 2012), contre 1,8 % en moyenne en Belgique. Ce chiffre a connu une tendance à la hausse ces dernières années.⁷⁰ De la même manière, la part de la population sous le seuil de risque de pauvreté s'élève à 33,7 % dans la Région de Bruxelles-Capitale en 2010, soit plus du double de la moyenne nationale (15,3 %). La présence de groupes de population présentant certains obstacles spécifiques à une réintégration professionnelle peut également être soulignée : les personnes ayant un handicap physique et/ou mental, les personnes fragilisées sur le plan de la santé, les personnes ayant un passé judiciaire, les personnes émergeant au CPAS, ...
- Une part plus importante de personnes isolées : à l'instar d'autres grandes villes, Bruxelles compte un grand nombre de personnes isolées : environ 50% de tous les ménages, contre une moyenne nationale qui se situe aux alentours de 33%.⁷¹

La Région bruxelloise fait donc face à un contexte où un nombre grandissant d'exclus accentue la fracture sociale. Son territoire est marqué par une dualisation sociale importante sur les zones géographiques les plus touchées par la pauvreté (voir point 3.1.5). Celle-ci montre en effet que certains quartiers concentrent une population à faible niveau de revenu, avec un taux de chômage élevé et un nombre élevé de chômeurs à bas niveaux de qualifications. Ces quartiers sont également caractérisés par une faible attractivité du cadre de vie, un bâti ancien et peu performant sur le plan énergétique et des besoins en infrastructures de proximité et équipements structurants.

➤ Enjeux

Les enjeux suivants peuvent dès lors être identifiés :

- Une amélioration de la capacité d'insertion professionnelle (inclusion active) ;
- Une valorisation du potentiel de création d'activités et d'emplois dans les quartiers et chez les populations fragilisées ;
- La revitalisation physique, économique et sociale des quartiers défavorisés visant ainsi à améliorer le cadre de vie et les services livrés dans les quartiers défavorisés ;
- Un renforcement des infrastructures sociales dans les quartiers ;
- Un renforcement de l'égalité homme/femme et une amélioration de la conciliation vie professionnelle/familiale ;
- La lutte contre la discrimination selon l'origine, le sexe, ...

⁷⁰ Cette croissance est encore plus marquée en chiffre absolu dans le contexte de croissance démographique. Observatoire de la Santé et du Social, Baromètre social - Rapport bruxellois sur l'état de la pauvreté, 2013.

⁷¹ Observatoire de la Santé et du Social, Baromètre social - Rapport bruxellois sur l'état de la pauvreté, 2013.

Enseignement et formation

➤ Constats

D'un côté, dans la Région de Bruxelles-Capitale, 45,8 % des 30-34 ans possèdent un diplôme hautement qualifié (en 2013).

D'un autre côté, la Région est caractérisée par un nombre important de jeunes NEET qui ne sont ni en éducation, ni en formation, ni en emploi (17,7 % pour une moyenne nationale de 11 %). Ce pourcentage est également largement plus élevé que l'objectif 2020 pour la Belgique (9,5 %). En outre, sur la base des données administratives, à Bruxelles, un peu moins de deux demandeurs d'emploi sur trois sont faiblement qualifiés (28,3 % disposant tout au plus du diplôme de l'enseignement secondaire inférieur et 38,5 % issus d'autres études⁷²).

En fait, le niveau d'études conditionne l'insertion des demandeurs d'emploi sur le marché du travail et notamment sa rapidité. Or, à Bruxelles, les exigences en termes de qualification sont très élevées et s'expliquent entre autres par la tertiarisation de l'économie, phénomène se retrouvant dans la plupart des villes à dimension internationale. Ainsi, un peu plus de la moitié des postes de travail bruxellois sont occupés par des travailleurs hautement qualifiés alors qu'en Flandre et en Wallonie, seulement un tiers des postes de travail le sont. De la même manière, la Région de Bruxelles-Capitale concentre un grand nombre de postes de travail requérant des connaissances linguistiques élevées.

Il faut également mettre en lien ce constat avec le manque d'emploi disponibles pour les demandeurs d'emploi bruxellois ayant un faible niveau de qualification et donc l'enjeu de 'retenir' et développer certaines activités à Bruxelles, le taux de chômage étant plus important en Région bruxelloise pour tous les niveaux de qualification par rapport aux deux autres régions et au pays dans son ensemble (voir *supra*).

La RBC fait donc face à un phénomène d'inadéquation entre les compétences de ses demandeurs d'emploi et les exigences des employeurs. Parallèlement, on constate, d'une part, un phénomène de déqualification en cascade qui retentit sur les moins qualifiés. Ainsi, les travailleurs qualifiés ne trouvant pas d'emploi dans leur segment de qualification postulent dans un segment de qualification inférieur où ils concurrencent les travailleurs de ce segment. D'autre part, on relève aussi un phénomène important de sur-qualification à l'embauche.

En ce qui concerne le décrochage scolaire à Bruxelles, il faut rappeler la structure institutionnelle de la Belgique et plus particulièrement de Bruxelles. En effet à Bruxelles, les matières d'enseignement et de formations sont liées aux communautés française et flamande. Ces matières sont traitées respectivement dans les chapitres réservés à cet effet dans les parties Wallonne et Flamande.

➤ Enjeux

⁷² Les « autres études » correspondent aux études effectuées à l'étranger sans équivalence de diplôme en Belgique.

Le double enjeu d'augmentation du niveau de qualification des demandeurs d'emploi et de meilleure adéquation entre les compétences des DE et les besoins objectivés du marché du travail peut être identifié.

Synthèse

En bref, la Région de Bruxelles-Capitale constitue simultanément et paradoxalement une région attractive d'un point de vue économique (production, investissement, emploi intérieur) et un pôle de développement très important pour la Belgique mais dans le même temps une partie importante de la population est exclue de cette richesse économique. En outre, la distribution territoriale de la richesse et de l'emploi est particulièrement inégalitaire à Bruxelles, qui est marquée par la présence de quartiers centraux et situés le long du canal qui concentrent des populations à plus faible revenus, un taux de chômage plus important et des niveaux de qualifications plus faibles que la moyenne de la Région. L'activité économique et la richesse produite y sont également plus faibles que dans le reste du territoire. La Région demeure marquée par une dualisation sociale, économique et environnementale de son territoire. La lutte contre la discrimination selon l'origine, le sexe, etc., l'amélioration de la capacité d'insertion professionnelle et d'accès à l'emploi des personnes menacés ou en situation d'exclusion est primordiale pour la Région.

Au niveau de l'enseignement et de la formation, la RBC fait face à un phénomène d'inadéquation entre les compétences de ses demandeurs d'emploi et les exigences des employeurs. Les Fonds européens devront contribuer à augmenter le niveau de qualification des demandeurs d'emploi et veiller à une meilleure adéquation entre les compétences des DE et les besoins objectivés du marché.

La Région demeure marquée par une dualisation sociale, économique et environnementale de son territoire

Par ailleurs, une des particularités de Bruxelles réside dans son statut de ville-région qui oblige à penser son développement de manière intégrée et adaptée au tissu urbain. Cela touche notamment à la digestion du boom démographique, à la gestion rationnelle des ressources (eau, espaces verts, déchets, etc.), à la création d'activités et d'emplois pour les bruxellois ou encore à l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments.

D'après le diagnostic, les enjeux fondamentaux pour la Région bruxelloise sont les suivants :

- le développement économique de Bruxelles en lien avec la transition vers une économie bas carbone et la création d'emplois pour les bruxellois ;
- le soutien à l'innovation et aux activités de recherche qui répondent aux défis bruxellois, qui possèdent un potentiel de valorisation sociale et économique et qui tablent sur les atouts et les opportunités de la Région ;
- le soutien aux filières de développement socio-économiques porteuses en termes d'emploi et de retombées économiques pour les bruxellois, y compris pour les peu qualifiés;
- la transition énergétique et environnementales des entreprises, l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments, le développement des circuits courts et de l'économie de fonctionnalité, ainsi que la réhabilitation des sols pollués ;
- l'amélioration du cadre de vie en développant - notamment à travers des processus participatifs - l'accès pour tous, de manière équilibrée sur le territoire, aux équipements et infrastructures de proximité.

- l'accès à l'emploi, en particulier les faiblement qualifiés ; le renforcement de la mobilité des demandeurs d'emploi et l'intégration durable des jeunes sur le marché du travail ;
- l'amélioration de la capacité d'insertion professionnelle et la valorisation du potentiel de création d'activités et d'emplois ;
- l'augmentation du niveau de qualification des demandeurs d'emploi ;
- la meilleure adéquation entre les compétences des demandeurs d'emploi et les besoins objectifs du marché du travail.

Communauté germanophone

Emploi de qualité

➤ Constats

- Le taux d'activité de la Communauté germanophone (CG) s'élève à 67,7% en 2012⁷³, pour les femmes il s'élève à 61,6%.
- Le taux de chômage s'élève à 8,1 % en 2012 (7,9% en 2011), 51,5% des personnes au chômage sont des femmes, 48,5% sont des hommes.
- Le taux de chômage des jeunes (<25 ans) s'élève en 2012 à 13,6% (13,1 % en 2011).
- Le taux de chômeurs à longue durée (> 1 an) s'élève à 45,4% de la population au chômage, 12,4% sont au chômage depuis plus de 5 ans.
- Le taux de chômeurs à faible qualification (ISCED 0 ou 1) s'élève à 40,9%.
- Une population vieillissante: le remplacement des actifs (15-24 ans)/(55-64 ans) prévue pour 2025 s'élève à 74,65%.
- 3.361 personnes habitant en CG cherchent leur emploi au Luxembourg et 6.307 en Allemagne.
- 25% des offres d'emploi ne peuvent pas être occupées.

➤ Enjeux

Le taux des chômeurs à longue durée est relativement haut et touche surtout des personnes à faible qualification professionnelle ou en situation d'immigration.

Il manque de main d'oeuvre qualifiée. Des mains d'oeuvres qualifiées quittent souvent la CG pour travailler ailleurs. Pour stimuler une économie croissante, il faut des incitations pour garder des mains d'oeuvres qualifiées en CG ou former mieux des personnes à faible qualification.

Le marché d'emploi en CG est caractérisé par une forte mobilité frontalière, donc aussi une dépendance de l'économie étrangère.

Cette proposition est conforme au projet d'avenir du Concept de développement régional « Pacte pour l'économie et l'emploi », sous-projet « Faciliter les transitions sur le marché du travail ». On rencontre la recommandation du Conseil de stimuler l'emploi par des mesures d'activation ciblées.

⁷³ Source: SLL / steunpunt WSE / ADG / ABEO, voir: www.dgstat.be, données pour 2012

Inclusion sociale et lutte contre la pauvreté

➤ Constats

- Le taux de chômeurs à longue durée (> 1 an) s'élève à 45,4% de la population au chômage, 12,4% sont au chômage depuis plus de 5 ans.
- Le taux de chômeurs à faible qualification (ISCED 0 ou 1) s'élève à 40,9%.
- Le nombre de personnes touchant le revenu d'intégration est en augmentation: 1.155 en 2012.

➤ Enjeux

Le taux de chômeurs à longue durée est important. Ces chômeurs sont caractérisés par une très faible qualification. D'autres ont un historique de migration et ont des difficultés linguistiques. Dans la plupart des cas, le manque de qualification se voit combiné avec d'autres problèmes ou maladies, incluant les personnes handicapées. Il faut stabiliser la situation sociale, la vie quotidienne et les compétences sociales pour rapprocher ces personnes du marché d'emploi.

Le développement de l'économie sociale présente un milieu spécialisé pour des personnes très éloignées du marché d'emploi.

Les actions visées sous cette thématique sont conformes au projet d'avenir du Concept de développement régional « Diversité souhaitée », surtout le sous-projet « Garantir les voies d'insertion socioprofessionnelle, développer et améliorer les possibilités d'emploi dans l'économie plurielle ».

Enseignement et formation

➤ Constats

- L'enseignement en alternance pratiqué en CG présente un atout pour la lutte contre le chômage des jeunes et le décrochage scolaire.
- Le passage entre les différentes formes d'enseignement et entre enseignement et emploi présente des lacunes⁷⁴.
- Le taux de chômeurs à faible qualification (ISCED 0 ou 1) s'élève à 40,9%.

➤ Enjeux

Il faut améliorer les transitions entre les différentes formules de formation et entre formation et emploi. Ceci est d'autant plus important pour des jeunes des milieux défavorisés (immigration, pauvreté).

Il faut poursuivre le développement des initiatives concernant l'apprentissage tout au long de la vie pour combattre la pénurie des compétences.

Ces mesures renforcent le projet d'avenir du Concept de développement régional « Pacte pour l'économie et l'emploi », notamment les sous-projets « Faciliter les transitions sur le marché du travail », « Adapter le marché du travail à la structure changeante de la

⁷⁴ DG – Ostbelgien leben 2025 - Concept de développement régional, tome 1

population active » et « Poursuivre le développement des initiatives concernant l'apprentissage tout au long de la vie ».

1.2 Résumé des évaluations ex ante des programmes (et conclusions clés des évaluations ex ante de l'accord de partenariat menées à l'initiative des Etats membres)

Wallonie

Les constats posés par l'évaluation *ex-ante* des PO FEDER et FSE 2014-2020 se basent sur la version des PO soumise en première lecture au Gouvernement et les échanges avec les représentants de l'Autorité de gestion et ceux des deux administrations coordinatrices.

L'évaluation *ex ante* confirme que la stratégie et le choix des objectifs thématiques et priorités d'investissement sont globalement cohérents avec les grands enjeux régionaux (en lien étroit avec le *Plan Marshall 2022*, nouveau cadre stratégique régional), ainsi qu'au regard des priorités, exigences et recommandations européennes pour la nouvelle période de programmation 2014-2020.

Dans le respect des spécificités régionales, la stratégie FEDER et FSE prend sa source dans les besoins mis en lumière dans le *Position Paper* pour la Belgique. Elle s'inspire clairement des principales recommandations des services de la Commission européenne. Les PO FEDER et FSE s'ancrent en effet dans la volonté d'accélérer la transition vers une économie de la connaissance en exploitant pleinement les points forts du système de recherche wallon, de stimuler l'emploi à l'aide de mesures d'activation ciblées et d'un renforcement des compétences, et de l'inclusion active des travailleurs plus âgés et des groupes vulnérables ainsi que de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'accroître l'efficacité énergétique. En outre, les documents de programmation se font l'écho de l'invitation de la CE à exploiter au maximum les synergies existant entre les Fonds du CSC et d'autres sources de financement de l'UE dans le cadre d'une approche stratégique intégrée.

En outre, au regard des priorités d'investissement retenues, les PO devraient contribuer de manière significative aux objectifs de la stratégie EU2020 en matière d'emploi, d'éducation, de pauvreté et d'exclusion sociale, de recherche et développement et d'énergie.

Au niveau de la lisibilité et de la cohérence entre la formulation des objectifs spécifiques, les résultats attendus et les types d'intervention qui sont envisagées dans le cadre d'une approche orientée résultats, l'évaluation *ex-ante* constate :

Au niveau du PO FEDER

- La transition vers une économie à faibles émissions de carbone constitue une priorité transversale ce qui représente l'une des avancées importantes de cette nouvelle programmation.
- L'approche proactive ciblée sur un nombre limité de PME présentant un potentiel de croissance répond à la principale recommandation de l'évaluation 2007-2013 de la mesure. Une autre évolution intéressante concerne les actions spécifiques en matière d'économie circulaire et l'utilisation rationnelle des ressources.
- Un rééquilibrage de l'approche au bénéfice d'une dynamique plus orientée sur la demande des PME (« demand pull ») que sur l'offre technologique (« Technology push ») répond à un constat émis par l'évaluation 2007-2013.

- L'évaluation a proposé de recentrer l'approche autour de 3 dimensions clés de changement : l'emploi, la densification des zones urbaines et enfin la contribution à la réduction des GES.

Au niveau du PO FSE

Au niveau FSE, l'enjeu se situe davantage sur la définition d'un système harmonisé de calcul des indicateurs afin de garantir la fiabilité des données.

- Axe 1 – Entreprises et créativité : L'évaluation suggère d'établir un lien entre innovation et évolution des compétences et d'autre part de fixer des objectifs de performance en lien avec les innovations et appuyer le processus d'innovation au sein des entreprises en ce sens.
- Axe 2 – Connaissances et Compétences : le lien avec les grands objectifs poursuivis dans le cadre de la stratégie EU 2020 en matière d'éducation et de formation doit être creusé davantage.
- Axe 3 – Société inclusive et emploi : L'évaluation note que certaines mesures peuvent se retrouver tour à tour dans les parcours en amont des formations, le parcours de formation lui-même et le processus de mise à l'emploi.
- Initiative transversale – Intégration durable des jeunes au travail : L'évaluation propose d'insérer la problématique de l'accrochage scolaire dans cette priorité transversale « jeune » puisqu'elle constitue « l'amont » du parcours des jeunes NEETS.

Pour ce qui est de la pertinence de l'allocation financière par rapport aux objectifs des programmes, l'évaluation conclut que les exigences européennes en termes de concentration thématique sont bien respectées et que les moyens dédiés à la transition vers une économie bas carbone et à l'utilisation rationnelle des ressources sont significatifs.

L'évaluation établit également que les PO s'inscrivent bien dans la recherche de synergies entre fonds et autres outils, notamment en proposant une stratégie et des instances de suivi communes aux PO FEDER et FSE, en évoquant le rôle que jouera la mise en place de la nouvelle Agence Economie-Innovation, en identifiant les liens avec d'autres axes ou dispositifs au niveau desquels des liens forts sont possibles. Il reste néanmoins nécessaire de mettre en place les dispositions nécessaires en vue d'assurer leur concrétisation.

Au niveau du PDR FEADER

L'évaluation ex ante du contexte et des besoins a été réalisée sur base de l'analyse SWOT effectuée par le consultant ADE. L'évaluateur ex ante note que celle-ci est suffisamment exhaustive et intègre les avis des parties prenantes de sorte qu'elle traduit correctement la réalité des besoins en termes de développement rural. En ce qui concerne la cohérence externe du programme, l'évaluateur identifie une bonne intégration du programme par rapport aux autres politiques européennes et wallonnes. Dans son analyse de la pertinence et de la cohérence interne du programme, l'évaluateur estime que les mesures proposées sont équitablement réparties entre protection de l'environnement, développement économique et cohésion sociale. Il relève le fait qu'il n'y ait pas de mesure qui ait pour objectif direct de limiter l'érosion et d'augmenter la matière organique des sols mais que ces besoins seront atteints de façon indirecte par les mesures

agroenvironnementales et la production biologique. Il note également que le domaine prioritaire 3B « soutien à la prévention et à la gestion des risques au niveau des exploitations » ne fait l'objet d'aucune mesure. Enfin, il souligne que la capacité des mesures à répondre aux besoins réside essentiellement dans les critères de sélection des projets.

Au niveau du PO FEAMP

L'évaluateur en charge de l'évaluation *ex ante* du programme FEAMP-volet wallon note que l'analyse SWOT découle bien de l'analyse socio-économique rédigée dans le cadre du plan stratégique pluriannuel de l'aquaculture en Wallonie. Mais il regrette qu'une telle analyse n'ait pas été faite pour l'habitat aquatique des eaux intérieures. Pour répondre à ce constat, une analyse a été faite pour l'habitat aquatique et figurera dans le programme qui sera introduit officiellement à la Commission européenne.

L'évaluateur indique que les objectifs spécifiques répondent aux priorités de l'UE, la stratégie aide à réaliser les objectifs spécifiques et que par conséquent, la stratégie répond aux priorités de l'UE. La complémentarité du volet wallon avec les autres fonds est explicitement décrite dans le programme wallon. L'évaluateur relève également que la consultation des stakeholders a été correctement faite. A noter qu'au moment de l'élaboration de l'évaluation *ex ante*, les mesures wallonnes n'étaient pas encore complètement rédigées (dû au retard dans l'adoption du règlement FEAMP).

Flandre

De in de OP's gemaakte selectie van thematische doelstellingen en prioriteiten, is in overeenstemming met een kloof-analyse, waarin werd nagegaan op welke domeinen Vlaanderen nog ver verwijderd is van de EU2020 doelstellingen. De *ex ante* evaluatoren geven aan dat de programma's een bijdrage leveren aan deze doelstellingen en dat ze in lijn zijn met het Gemeenschappelijk Strategisch Kader.

Omwille van de vereiste thematische concentratie, hebben de verschillende programma's ervoor geopteerd om een beperkt aantal thematische doelstellingen te weerhouden zodat de beperkte middelen gericht ingezet worden. De gemaakte selectie is echter inhoudelijk samenhangend en aanvullend bij het regulier Vlaams beleid, en is dus zeker verdedigbaar.

OP EFRO

Op verschillende momenten heeft de *ex ante*-evaluator gereflecteerd over het ontwerpprogramma, waarna zijn aanbevelingen werden geïntegreerd in een aangepaste versie. Dit was het geval m.b.t. de omgevingsanalyse, de programmastrategie (verbeteren van de relevantie en coherentie), het indicatorenkader (gebruik relevante indicatoren, indicatorenfiches) en de uitvoeringsstructuren. Als belangrijkste conclusies kunnen worden vermeld:

- Relevantie programmastrategie: de hiërarchie van uitdagingen maakt duidelijk dat de omgevingsanalyse voor elk van de drie door de EC voorgeschreven thema's een aantal specifieke uitdagingen beschrijft, waaruit een aantal duidelijke algemene programma- doelstellingen naar voren komen. De keuze voor investeringsprioriteiten en specifieke doelstellingen is over het algemeen sterk onderbouwd, en hun relevantie telkens goed aangetoond.

- Externe coherentie: de strategie is in hoge mate coherent met de belangrijkste Vlaamse beleidsstrategieën. Innovatie, ondernemerschap en het verduurzamen van de economie staan centraal in het Vlaams beleid, en ook stedelijke ontwikkeling is een structureel Vlaams beleidsthema. De gekozen thematische doelstellingen komen daarnaast goed overeen met de financieringsprioriteiten zoals geformuleerd in de position paper voor België (en de gewenste bijdrage aan het realiseren van de doelstellingen van de Europa 2020-strategie voor een slimme, duurzame en inclusieve groei).
- Interne coherentie en interventielogica: in het algemeen kan gesteld worden dat de specifieke interventies logisch volgen uit de vastgestelde noden en algemene uitdagingen, zoals al eerder gepresenteerd in de relevantie- en coherentieoefening. Ook zijn de interventies gericht op de juiste outputs en zullen ze naar verwachting de gewenste resultaten opleveren.

Indicatoren- en monitoringskader: er is een uitgebalanceerd indicatorenkader. Wat betreft outputindicatoren is een balans gezocht in beheersbaarheid en zeggingskracht van de indicatoren. De gedefinieerde indicatoren drukken de directe verwezenlijkingen en bereik van de acties uit. De resultaatsindicatoren zijn een concrete vertaling van het gewenste resultaat van de betreffende specifieke doelstelling. Al deze indicatoren worden gemeten voor de hele doelgroep zoals voorgeschreven in de “guidance documents”, en niet alleen voor de directe begunstigden. De gemeenschappelijke indicatoren die van toepassing zijn werden ook opgenomen.

OP ESF

Voor ESF maakte de ex ante-evaluator een samenvatting van de ex-ante evaluatie. Dit zijn de voornaamste conclusies:

- Relevantie programmastrategie: De in het OP gemaakte selectie van de thematische doelstellingen en van prioriteiten, is in overeenstemming met een kloof-analyse, waarin werd nagegaan op welke domeinen Vlaanderen nog ver verwijderd is van de EU2020 doelstellingen, wat aangeeft waar er dus nog veel nood én ruimte is voor progressie. Omwille van de vereiste thematische concentratie, konden weliswaar niet alle relevante aandachtsvelden worden opgenomen. De gemaakte selectie is echter inhoudelijk samenhangend, en aanvullend bij het regulier Vlaams beleid, en is dus zeker verdedigbaar. In de ex ante evaluatie werd er wel op aangedrongen om een groter gewicht te geven aan beleid gericht op de preventie van ongekwalificeerde uitstroom uit het secundair onderwijs dan wat in de eerste versie van het OP-ontwerp werd voorzien. Het budgettaire aandeel voor deze acties werd nadien opgetrokken. Ook werd door de ex ante evaluator gevraagd om bij de concrete invulling en uitvoering van het programma zorg te dragen voor voldoende aandacht voor (laaggeschoolde) oudere werknemers binnen de wel geselecteerde thematische doelstellingen (“active ageing” werd niet weerhouden wegens de noodzaak tot concentratie).
- Interne coherentie en financieel gewicht: De gekozen thematische prioriteiten bouwen verder op vroegere ESF-programma’s, hangen inhoudelijk goed samen, en passen ook binnen het ruimere Vlaamse en Europese beleid. De keuze en invulling van de prioriteiten innovatie en transnationaliteit sluiten hier sterk bij aan. Ze moeten er voor zorgen dat er voldoende vernieuwing en beweging blijft in de programmatie van de eerste drie prioriteiten, zodat het Vlaamse ESF-programma zijn voortrekkersrol kan waarmaken, en niet louter zorgt voor een volume-versterking van het reguliere Vlaamse beleid. Het aan de diverse

thematische doelstellingen toegekende budget is in overeenstemming met hun gewicht binnen de programmatie, en is voldoende hoog om een verschil te maken. Dit laatste kan wellicht nog versterkt worden door ook bij de latere concrete operationalisering van de thematische doelstellingen te streven naar verdere concentratie en selectiviteit.

- Indicatoren- en monitoringkader: gegeven de opgelegde beperkingen (inzake het aantal programma specifieke indicatoren, het aantal resultaatindicatoren...), voldoen de voorgestelde output- en resultaatindicatoren aan hun taak. Passim werden wel wat voorstellen gedaan om aanvullende indicatoren in overweging te nemen. Daar waar er een streefwaarde werd bepaald voor output en resultaatindicatoren, gaat het over realistische streefwaarden. Hetzelfde geldt wat betreft de mijlpalen voor de prestatiereserve.

PDPO III

De belangrijkste conclusies van de externe evaluator zijn de volgende:

Aan het opstellen van het PDPO III ging de opmaak van een omgevings- en nodenanalyse van de Vlaamse landbouw en het Vlaamse platteland vooraf. Bij de voorbereiding ervan werden stakeholders van binnen en buiten de administratie betrokken. Een aantal contextindicatoren, de gebruikte afbakening van het platteland en de beschrijving van de situatie van jonge landbouwers moeten nog worden toegevoegd aan de omgevingsanalyse. Die aanbeveling heeft de programmamaker uitgevoerd.

- Interne en externe coherentie: Het Vlaamse programma is gestructureerd rond zes prioriteiten, zoals voorgeschreven door het Europese kader. De meeste geselecteerde maatregelen hebben volgens de ex ante evaluatoren positieve effecten op meerdere focusgebieden en zijn onderling complementair. De evaluatoren voorzien geen negatieve effecten op nevenfocusgebieden. Ook op milieuvlak zijn er vooral positieve effecten te verwachten. Het ontwerp-PDPO III is coherent met de thematische doelstellingen van het Europese Gemeenschappelijk Strategisch Kader en met de EU2020-strategie. PDPO III zal een duidelijke bijdrage leveren aan doelstellingen op vlak van concurrentievermogen, milieu en klimaat, efficiënt gebruik van hulpbronnen en innovatie. Coherentie met Pijler I is zoveel mogelijk nagestreefd, al moeten de exacte bepalingen van vergroening nog worden vastgelegd. De evaluator raadt dan ook hier maximaal rekening mee te houden, alsook met de toekomstige afschaffing van de melk- en suikerquota. Ook op Vlaams niveau ziet de evaluator een synergetisch samenspel tussen het PDPO III en ander beleid zoals het Milieubeleidsplan, het Groenboek Beleidsplan Ruimte en het Plattelandsbeleidsplan 2013-2015. De evaluator vreest dat door het niet meer ondersteunen van investeringen in WKK's de bijdrage aan de globale doelstellingen voor hernieuwbare energie zal verminderen. De evaluator raadt aan om de verschillende steunmechanismen uit de verschillende beleidsdomeinen optimaal op elkaar af te stemmen. Bovendien zou de evaluator de rol van het PDPO III liever wat meer geëxpliciteerd zien in het Plattelandsbeleidsplan.
- Relevantie programmastrategie: Het ontwerpprogramma speelt in op de noden van het Vlaamse platteland, zo oordelen de evaluatoren. Ten opzichte van PDPO II zijn er enkele interessante nieuwe maatregelen die hierop inspelen (v.b. innovatiesteun voor pioniers, producentengroeperingen om de kracht van de primaire producent te versterken, EIP's als platform tussen onderzoek en landbouwer, risicobeheer). Verschillende maatregelen vormen een stimulans voor samenwerking tussen landbouwers. Ook de hervorming van de agromilieu-

klimaatmaatregelen gericht op soortenbescherming en waterkwaliteit wordt toegejuicht. De sterkere focus van de lokale ontwikkelingsstrategieën van de LEADER-gebieden zorgt voor minder versnippering van middelen. De evaluator betwijfelt daarentegen of er voldoende wordt ingezet op verjonging, strategisch management, (opleiding rond) risicobeheersing (ook andere dan weersomstandigheden). Uiteraard kunnen niet alle behoeften van het Vlaamse platteland aangepakt worden via PDPO III. De programmamaker zal zijn selectieve keuze van PDPO-maatregelen verantwoorden naar de Europese Commissie toe. De programmamaker heeft de aanbeveling om meer in te zetten op jonge landbouwers alvast ter harte genomen en voerde een aantal aanpassingen aan het ontwerpprogramma in die zin toe.

- Indicatoren- en monitoringskader: PDPO III zal door de Europese Commissie afgerekend worden op zijn performantie aan de hand van de targetindicatoren, opgemaakt per focusgebied. De streefwaarden van de meeste targetindicatoren zijn gebaseerd op de streefwaarden van de outputindicatoren van de maatregelen die onder het betreffende focusgebied geprogrammeerd zijn. Het merendeel van de streefwaarden voor de outputindicatoren van bestaande maatregelen is gebaseerd op de uitvoering in PDPO II. Voor nieuwe maatregelen wijst de evaluator op het belang van tijdige communicatie en voorlichting aan potentiële begunstigen opdat de steun ook effectief wordt opgenomen. Voor bepaalde ecologische maatregelen zal een sterk proactief beleid t.a.v. de landbouwers en bosbeheerders noodzakelijk zijn om de (zeer) ambitieuze target te kunnen halen. Dit geldt ook voor de nieuwe LEADER-gebieden en nieuwe samenwerkingsgebieden (buiten LEADER), die voldoende ondersteund moeten worden bij de opmaak van hun Lokale Ontwikkelingsstrategie. De programmamaker houdt rekening met deze aanbevelingen bij het uitwerken en opzetten van de verschillende maatregelen.

OP EFMZV

De belangrijkste conclusies van de externe evaluator zijn de volgende:

- Interne en externe coherentie: Zowel de mate waarin de programmadoelstellingen en geplande maatregelen voldoen aan de sectorale en territoriale uitdagingen en behoeftes en de relatie tussen enerzijds de programmadoelstellingen en anderzijds de programmamaatregelen werden als duidelijk en overtuigend beoordeeld door de ex ante evaluator. De voorgestelde maatregelen zijn voldoende evenwichtig en flexibel om bij te dragen aan het bereiken van de regionale, nationale en Europese relevante doelstellingen. De Vlaamse doelstellingen (en prioriteiten) en daaraan gekoppelde maatregelen zijn gestructureerd rond de pijlers van het EFMZV en kaders binnen de EU2020 Strategie.
- Relevantie programmastrategie: De in het OP opgenomen doelstellingen en de daaraan gekoppelde maatregelen zijn gebaseerd op en vloeien voort uit de resultaten van de SWOTs waarin de sectorale en regionale behoeften staan verwoord. De mate waarin de programmadoelstellingen en de geplande maatregelen voldoen aan de sectorale en territoriale uitdagingen en behoeftes (cf. SWOT-analyse) wordt positief beoordeeld door de ex ante evaluator.
- Indicatoren- en monitoringskader: Voor elk van de objectieven zijn één of meerdere resultaatindicatoren en streefwaarden voor 2022 opgesteld. Algemeen kan gesteld worden dat de resultaatindicatoren relevant zijn en dat de opvolging mogelijk is. De outputindicatoren zijn veelal uitgedrukt in aantal projecten, aantal investeringen,... wat niet optimaal is om de grootte orde van de acties weer te

geven. De cijfers (mijlpalen en doelwaarden) an sich verschaffen dan ook weinig duidelijkheid over de omvang van de projecten of investeringen, hetgeen impliceert dat een evaluatie niet evident te realiseren is. Weliswaar biedt deze formulering wel wat flexibiliteit. Deze outputindicatoren werden echter niet aangepast omdat ze door de EC zo werden voorgesteld.

Région de Bruxelles-Capitale

Les évaluations ex ante des PO bruxellois FEDER et FSE ont été conduites selon un processus itératif fondé sur des échanges réguliers entre les rédacteurs des programmes, les Autorités de Gestion et les évaluateursexante. Les évaluations ex ante constatent, soulignent et préconisent différents éléments :

Au niveau du PO FEDER

L'évaluation ex ante a constaté la pertinence globale de la stratégie et du choix des priorités d'investissement au regard des principaux besoins de développement de la Région, ainsi que par rapport aux priorités, exigences et recommandations européennes pour la nouvelle période de programmation 2014-2020. L'intérêt d'une focalisation sur certains secteurs porteurs et d'une approche par filières intégrées est notamment pointé.

En outre, elle a souligné la cohérence du Programme avec les principaux plans, programmes et politiques régionaux (New Deal, Plan Régional pour l'Innovation, PRDD, Alliance Emploi-Environnement), même si elle indiquait que les liens entre le PO et ces programmes structurants méritent d'être mieux explicités afin de mieux faire apparaître la valeur ajoutée du FEDER. La cohérence entre les axes, objectifs spécifiques, et types d'actions est également pointée. Sur ce point, l'évaluation recommandait néanmoins de préciser certains types d'actions et résultats attendus, de manière à rendre plus lisible la logique d'intervention de l'ensemble du PO.

Enfin, l'évaluation a souligné la pertinence et la clarté globale du système d'indicateurs adopté. A ce sujet, elle préconisait tout de même l'approfondissement et la clarification de certains indicateurs et valeurs cibles.

Ces recommandations ont été intégrées dans le PO et ont permis d'en préciser et d'en affiner la stratégie.

Au niveau du PO FSE

L'évaluation ex ante a constaté que le PO de la Région de Bruxelles-Capitale présente une approche novatrice par rapport aux types d'actions proposées et grâce à un partenariat ouvert et coordonné. En ce sens, le PO, dans sa conception actuelle, marque une rupture nette avec les POs des programmations précédentes. Alors que dans ceux-ci, l'ensemble des actions était articulé autour des différents services d'Actiris et en lien avec les priorités du FSE, le nouveau PO s'inspire des priorités conjointes de la politique régionale et du FSE pour construire des actions en adéquation dont certaines sont tout à fait nouvelles. Ce PO intègre ainsi de nouveaux partenariats entre les différents acteurs bruxellois de l'emploi. On est passé dès lors d'une approche verticale et cloisonnée des actions à une approche plus globale, intégrée et coordonnée. La coopération au niveau régional est détaillée et les liens avec d'autres programmes à l'oeuvre dans la RBC sont bien établis.

- Appréciation de l'analyse socio-économique : L'analyse socio-économique est claire et solide. Elle repose sur des indicateurs précis et met en évidence les besoins de la RBC. La structure du rapport est originale et facilite une lecture aisée de la situation bruxelloise. Le rapport établit par ailleurs une bonne articulation entre les priorités établies par la Commission européenne et les priorités bruxelloises. Il est suggéré d'intégrer certaines catégories de publics peu ou pas présents dans le diagnostic actuel.
- Appréciation de la pertinence de la stratégie au regard des besoins identifiés : La stratégie répond bien aux prescrits du Règlement relatif au Fonds Social Européen invitant à élaborer un nombre restreint de priorités afin d'en augmenter l'efficacité. Le PO fait preuve de cohérence entre les besoins identifiés, les objectifs thématiques et les priorités d'investissement afin de renforcer la logique globale d'intervention. Les différents axes proposés sont présentés de manière pertinente et cohérente.
- Évaluation de la justification de la cohérence de la stratégie/ Évaluation de la cohérence de la stratégie avec les politiques régionales et nationales et avec les orientations stratégiques communautaires : L'évaluation de la cohérence de stratégie vise deux niveaux, des aspects de cohérence interne et des aspects de cohérence externe. La cohérence interne s'entend comme le fait que les objectifs, les priorités et les actions sont choisis de façon cohérente, contribuant à l'objectif global du programme. La cohérence externe quant à elle implique que les objectifs et opérations du programme opérationnel correspondent aux priorités politiques régionales, nationales et communautaires. De manière générale, la logique d'intervention globale du programme est cohérente. Cependant, certains aspects pourraient être améliorés et il serait nécessaire de clarifier les moyens de mise en oeuvre de certaines actions. Le PO proposé présente une cohérence externe globale avec les niveaux communautaires, nationaux et régionaux. Par rapport à la version précédente du PO, les liens entre les différents programmes et objectifs, notamment au niveau européen ont été largement étoffés et la coopération entre les différentes régions est également plus explicite. Enfin, la présentation des objectifs spécifiques a été améliorée, notamment par rapport au contenu, aux objectifs et aux résultats attendus de chacun d'entre eux. En ce qui concerne la cohérence entre les ressources budgétaires et les objectifs, il nous semble important de justifier les répartitions budgétaires entre les différents axes (notamment pour l'axe 3) en explicitant clairement les critères utilisés et en argumentant sur la valeur ajoutée du FSE.
- Évaluation des résultats escomptés et de leurs impacts : La stratégie du PO de Bruxelles semble globalement en cohérence avec les politiques régionales et nationales belges ainsi qu'avec les orientations stratégiques communautaires développées dans le cadre d'Europe 2020. Les indicateurs proposés semblent aussi adéquats. Cependant, il convient d'être vigilant sur un certain nombre de points. Il s'agit en premier lieu d'élargir les publics-cibles, notamment en incluant explicitement les jeunes d'origine étrangère, les femmes rentrantes et les personnes âgées à un certain nombre d'activités. En ce qui concerne les jeunes, il est recommandé de clarifier les différentes possibilités de stages offertes à ces derniers et d'être vigilant quant à l'impact éventuellement négatif des jobs étudiants sur leurs possibilités d'emploi. Il convient par ailleurs de définir plus précisément les modalités de mise en oeuvre des actions prévues dans le PO, en les décrivant de manière plus concrète et en justifiant leur nécessité. Les collaborations avec la Communauté flamande et la Région flamande sont peu

développées. Il conviendrait de les mettre davantage en exergue dans le cadre du PO bruxellois. Les indicateurs et les valeurs-cibles semblent adéquats mais il paraît néanmoins nécessaire de mieux définir les publics-cibles dans le cadre de certaines activités, d'améliorer la lisibilité de certaines valeurs-cibles et leurs liens avec les valeurs de référence et de vérifier la cohérence entre les indicateurs de réalisation et ceux de résultat.

Communauté germanophone

La stratégie du PO pour le FSE est cohérente avec la stratégie EU 2020, les recommandations spécifiques nationales et avec le Concept de développement régional de la Communauté germanophone (CDR). Il se base sur les expériences positives de la programmation antérieure et se fonde sur des besoins concrets. A la base se trouve un dialogue régional permanent avec tous les acteurs et parties prenantes et même le feedback des bénéficiaires et même les participants.

Le PO est visiblement adapté aux besoins régionaux actuels et à venir. Il s'intègre dans le contexte économique, de formation et de vie quotidienne du CDR avec des mesures supplémentaires de soutien.

Ce lien étroit entre les défis importants s'illustre p.ex. par les questions de transition entre la formation et l'emploi, formation en alternance, développement démographique, besoins de main-d'œuvre et postes de travail adaptés, employabilité des personnes âgées, l'intégration des personnes avec des handicaps multiples.

La Communauté germanophone a pris la décision de concentrer les fonds du FSE sur trois axes : l'emploi, l'inclusion sociale et la formation. Ce choix s'avère pertinent vu l'analyse des besoins et des expériences de la programmation antérieure. L'allocation financière est conforme à l'importance de chaque axe prioritaire respective et correspond aux besoins spécifiques du public ciblé.

La CG dispose d'un dialogue social bien rodé avec tous les acteurs pertinents. La conception, la réalisation et l'évaluation du programme FSE se fait en commun. Cette collaboration résulte non seulement d'une « Social Responsibility » régionale, mais est également une des conditions préliminaires pour une « innovation sociale » et la réalisation de la stratégie 2020 ainsi que les objectifs de HORIZON 2020 dans la perspective de développer des « sociétés inclusives ».

L'évaluation ex-ante propose :

- une plus grande prise en considération du concept d' « innovation sociale » : l'utiliser pour améliorer les résultats durables des mesures développées dans le FSE ;
- une concentration et limitation des indicateurs par axe prioritaire, vérification d'une définition SMART des indicateurs.

1.3 Identification des objectifs thématiques sélectionnés et pour chacun d'eux, un résumé des principaux résultats attendus pour chacun des fonds structurels d'investissement

1.3.1. Pour l'ensemble des fonds

De thematische doelstellingen uit art. 9 van de Algemene Cohesieverordening bestrijken een breed spectrum. Het is belangrijk prioriteiten te stellen en investeringen via de ESI-fondsen (ESIF) te groeperen. Bovendien is het voor bepaalde thema's meer aangewezen om strikt regionale beleids- of financieringsinitiatieven te nemen. Het inzetten van middelen via de ESIF is immers slechts één van de manieren om resultaten te boeken binnen deze thema's.

De gefedereerde entiteiten kiezen ervoor om acht thematische doelstellingen te weerhouden. Op doelstelling 2 (Verbetering van toegang tot en gebruik en kwaliteit van informatie- en communicatietechnologieën), 7 (Bevorderen duurzaam vervoer en opheffing van knelpunten in centrale netwerkinfrastructuren) en 11 (Vergroting van institutionele capaciteit van overheidsinstanties en belanghebbenden en bijdrage aan een doelmatig openbaar bestuur) zal niet worden ingezet. Het KMO-initiatief zal ook niet worden gebruikt in België.

De reden om niet in te zetten op deze doelstellingen ligt enerzijds in de nood aan concentratie van middelen. Door de middelen te concentreren op een beperkter aantal doelstellingen, kan een groter hefboomeffect gerealiseerd worden. Anderzijds zijn er voor elk van deze doelstellingen specifieke redenen waarom ze niet werden weerhouden:

Doelstelling 2:

- de landenspecifieke aanbevelingen (LSA) van 2014 gaan niet in op de toegang tot ICT. Ook het begeleidende en uitgebreidere Staff Working Document raakt deze thematische doelstelling slechts heel beperkt aan;
- Uit het Nationaal Hervormingsprogramma (NHP) van 2014 blijkt dat de drie Gewesten al middelen voorzien specifiek om de toegang tot ICT te verhogen;
- Via de thematische doelstelling 1 wordt ook bijgedragen aan de toegang en de kwaliteit van de ICT (o.m. via het Waalse EFRO-programma).

Doelstelling 7:

- Hoewel de LSA van 2014 specifiek aanbevelen om de verkeerscongestie aan te pakken, wordt deze doelstelling niet weerhouden;
- Er wordt wel specifieke aandacht besteed aan het bevorderen van een duurzame (stedelijke) mobiliteit (en verlaging van de verkeerscongestie) via de thematische doelstelling 4 (transitie naar een koolstofarme economie) (in het Waalse FEDER OP en het Vlaamse EFRO OP);
- Deze doelstelling zal aangepakt worden via het regulier beleid. Het NHP 2014 beschrijft de maatregelen. Bij wijze van voorbeeld kan hierbij verwezen worden naar het project Project Viapass (<http://www.viapass.be>), het project voor wegbeprijzing van het Vlaamse, Brussels Hoofdstedelijke en Waalse Gewest.

De weerhouden prioriteiten houden nauw verband met de doelstellingen van de Europa 2020-strategie, de landenspecifieke aanbevelingen en de noden die zijn vastgesteld in de analyse (hoofdstuk 1.1). De reden voor de inzet op de acht weerhouden thematische

doelstellingen ligt enerzijds in het feit dat daar de belangrijkste uitdagingen liggen en anderzijds dat de ESI-fondsen een geschikt instrument vormen om een antwoord te bieden op de geschetste uitdagingen. Bovendien is het niet uitgesloten dat deze investeringen ook indirect zullen bijdragen aan niet-gekozen thematische doelstellingen.

Hieronder wordt op een beknopte wijze samengevat hoe aan de geïdentificeerde noden zal tegemoet gekomen via de diverse fondsen. Bij iedere doelstelling wordt verwezen naar het regulier beleid (op basis van het NHP 2014) en hoe de ESIF daarop een aanvulling vormen. In de diverse operationele programma's worden verdere details gegeven over de keuze en het gebruik van de respectievelijke thematische doelstellingen. Voor ELFPO wordt verder wel een grotere mate van detail gegeven. Dit is om de link duidelijk te maken tussen de thematische doelstellingen en de prioriteiten.

Thematische doelstelling 1. Onderzoek en innovatie

Het bestaand beleid komt voor een stuk tegemoet aan de vastgestelde noden. Zo heeft elke regio inspanningen geleverd om de O&O-investeringen op te voeren. Er zijn initiatieven op het vlak van samenwerking tussen de regio's en de federale overheid. De regionale overheden streven er ook naar het economisch weefsel te verdichten rond grote innovatieve ondernemingen en KMO's met als doel die ondernemingen sterker te verankeren in het Belgisch grondgebied, de economische voordelen van het gevoerde onderzoek te maximaliseren en van innovatie de sleutel van de herindustrialisering te maken. Tot slot vormen de vereenvoudiging van het institutionele landschap en een grotere coherentie en doeltreffendheid van de overheidsmaatregelen ook een essentiële doelstelling van de regionale overheden. Meer details over het regulier beleid zijn beschikbaar in het NHP.

Aanvullend hierop zullen de drie Gewesten via EFRO- en ELFPO-middelen tegemoet komen aan de vastgestelde noden. In de drie regio's zal ingezet worden op de valorisatie van de bestaande kennis. Wallonië en Vlaanderen doen dit via een slimme specialisatiestrategie waardoor ze in een aantal 'key technologies' kunnen excelleren. Om innovatiecapaciteiten van de O&O en de economische actoren te versterken heeft Wallonië een prioriteitsas gecreëerd. Vlaanderen zet via een aparte prioriteitsas in op de verstedelijkte gebieden als motor voor innovatie. Met deze maatregelen zullen de regio's verder bijdragen aan de Europa 2020-doelstelling om 3% van het bbp te investeren in O&O. Daarnaast zet Vlaanderen via ELFPO in op onderzoek inzake land- en tuinbouw en op de snellere valorisatie van de nieuwe praktijken resultaten op het bedrijf. Hiervoor wordt ingezet op een betere samenwerking tussen onderzoekers onderling en onderzoek en praktijk, tussen landbouwers en op landbouw- en natuureducatie voor plattelandbewoners en -bezoekers. Le FEADER contribuera également à l'OT1 via l'activation de la mesure "transfert de connaissances et actions d'information" qui sera utilisée pour diffuser les résultats de la recherche et encourager l'innovation.

Thematische doelstelling 3. Concurrentievermogen KMO's

LSA 5 raadt aan om het loonvormingsmechanisme aan te passen. Dit is echter federaal beleid en kan sowieso moeilijk via aangepakt worden. Hetzelfde geldt voor het energieprijzenbeleid. Zoals blijkt uit het NHP 2014 nemen verschillende Belgische overheden al initiatieven om de toegang tot kredieten voor KMO's te versoepelen. De Gewesten zetten in het regulier beleid in op het stimuleren van het ondernemerschap via scholing begeleidende maatregelen en administratieve vereenvoudiging.

Om de uitdagingen op het vlak van concurrentievermogen van de KMO's aan te pakken, zullen de drie Gewesten middelen inzetten uit het EFRO-programma. Vlaanderen en Wallonië voegen daar ook middelen uit de ELFPO en EFMZV-programma's aan toe. Alle OP's gelinkt aan deze programma's zetten in op het stimuleren van het ondernemerschap. EFRO-Vlaanderen zal een ondernemersvriendelijk klimaat bevorderen en een verhoging van het aantal innovatieve en internationaal actieve KMO's stimuleren. Wallonië zal via EFRO bijdragen aan de verdichting en diversificatie van het KMO-weefsel en een verbeterde productiviteit. In Brussel zal EFRO zijn inspanningen concentreren op een aantal sectoren met hoge lokale jobcreatie. ELFPO en EFMZV gaan werken aan de instroom in respectievelijk de landbouw- visserijsector. Het Waalse ELFPO zet dan weer in op het aantrekken van jongeren in de landbouwsector en de toegevoegde waarde in de landbouw, terwijl het Vlaamse landbouwprogramma inzet op een economische verduurzaming van landbouwbedrijven. Het EFMZV, tot slot, zal zijn steun richten op innovatie en toegevoegde waarde zodat de visserij- en aquacultuursector de internationale concurrentie aankunnen.

Thematische doelstelling 4. Transitie naar een koolstofarme economie.

Wat betreft de reductie van broeikasgassen, beschrijft het NHP 2014 de initiatieven die de Gewesten en de federale overheid ontwikkelden om een reductie van 15% te bewerkstelligen tegen 2020. Er wordt daarbij specifiek ingegaan op de inspanningen voor vervoer en gebouwen. Wat betreft hernieuwbare energie zetten de Belgische overheden hun actieplannen verder. Ook nieuwe initiatieven voor biomassa, zonne- en windenergie worden gelanceerd door de Gewesten. De verbetering van de energie-efficiëntie is dan weer gerealiseerd door de toepassing van Europese richtlijnen over energie-efficiëntie van producten en energieprestatie van gebouwen. Bovendien wordt binnen de Nationale Klimaatcommissie gewerkt aan een verdeling van de lasten.

Ter aanvulling op dit regulier beleid zullen de middelen van de drie EFRO- en de twee ELFPO-programma's ingezet worden om bij te dragen aan de Europa 2020-doelstellingen. EFRO Vlaanderen zal inzetten op het stimuleren van energie-efficiëntie en hernieuwbare energie in de bebouwde omgeving en in KMO's, het verhogen van de kennis rond deze thema's, het wegwerken van knelpunten op het vlak van ontwikkeling en gebruik van hernieuwbare energie, en het stimuleren van duurzame stedelijke mobiliteitssystemen. Dit laatste draagt ook bij aan de vastgestelde congestieproblemen in stedelijke gebieden (TD7). Het Waalse EFRO wil de productiviteit van KMO's verhogen met het oog op een transitie naar een koolstofarme economie. Het zal ook onderzoek en innovatie in koolstofarme technologieën stimuleren. Verder zal het ook via een prioriteitsas bijdragen aan de in de analyse vastgestelde noden. Het Brussels EFRO-programma zal ook de energie- en emissiedoelstellingen ondersteunen en zo tegelijkertijd socio-economische opportuniteiten bevorderen. PDPOIII zal vooral inzetten op een efficiënte aanwending van hulpbronnen, op energie-efficiëntie en hernieuwbare energie in land- en tuinbouw en op ontwikkelingen en investeringen in dit kader. En Wallonie, le FEADER interviendra pour soutenir les investissements en faveur de la production d'énergie renouvelable (essentiellement biométhanisation) et également pour encourager des pratiques culturelles permettant de réduire les GES (par le biais de projets pilotes).

Thematische doelstelling 5. Klimaatverandering en risicobeheer

Omdat de uitdagingen op het vlak van klimaat gelijklopend zijn met de uitdagingen onder TD4 en TD6, zullen de maatregelen onder deze TD deels bijdragen aan de transitie naar een koolstofarme economie en een efficiënt gebruik van hulpbronnen.

Het Vlaamse EFRO OP en de landbouwprogramma's ondersteunen deze TD. EFRO doet dit door in te zetten op stedelijke ontwikkeling in de steden Gent en Antwerpen omdat de problemen gelinkt aan de leefkwaliteit (publieke en groene ruimte, waterkwaliteit,...) zich hier nog meer manifesteren dan elders. In Vlaanderen zal ELFPO aandacht hebben voor het herstel, instandhouding en verbetering van ecosystemen die afhangen van land- en bosbouw, maar ook voor de crisisbestendigheid van de sector. In Wallonië gaat de aandacht naar de bodemkwaliteit, het verminderen van broeikasgassen, energieconsumptie en bemesting en het gebruik van biomassa.

Thematische doelstelling 6. Milieu en efficiënt gebruik van hulpbronnen

Uit het NHP 2014 blijkt dat de verscheidene regeringen initiatieven hebben ontwikkeld om de kostencompetitiviteit van de ondernemingen te steunen, meer bepaald inzake het efficiënt gebruik van de hulpbronnen dat Wallonië promoot door de duurzame groei van het industriële weefsel, terwijl Vlaanderen en Brussel inzetten op het verminderen van energiekosten. Brussel stimuleert ook het gebruik van secundaire hulpbronnen. Het NHP beschrijft verder tal van milieubeschermingsmaatregelen, waarvan er veel betrekking hebben op het vervoer, zoals de kilometerheffing. Bovendien heeft de Vlaamse regering in april 2014 beslissingen genomen rond de instandhoudingsdoelstellingen en rond de programmatische aanpak stikstof. Met deze beslissingen is het pad geëffend tot het behalen van de vereiste doelstellingen met betrekking tot de bescherming van de biodiversiteit. De realisatie verloopt grotendeels door bestaande instrumenten en de bijhorende budgetten te focussen.

Vanuit de ESIF zullen de programma's van EFRO en ELFPO en EFMZV het regulier beleid aanvullen en ondersteunen zodat ze een antwoord kunnen bieden op de uitdagingen geschetst in de analyse. In de drie EFRO-programma's zullen middelen ter ondersteuning van de verbetering van het milieu in de steden worden aangewend. Wallonië en Brussel hebben daarbij specifiek aandacht voor brownfields. Daarnaast zet EFRO Wallonië zijn middelen ook in op het verhogen van de stedelijke vitaliteit. ELFPO in Vlaanderen en Wallonië zullen werken aan de verduurzaming van de landbouw door in te zetten op het herstel, verbetering en instandhouding van ecosystemen, waterkwaliteit, bodemdegradatie en biodiversiteit. EMFZV van zijn kant zal bijdragen aan de bescherming, de verbetering en het herstel van de aquatische habitats en de mariene ecosystemen. Het programma zal inzetten op selectiever vissen opdat de teruggooi wordt teruggedrongen en bijvangst worden verminderd, en op het bereiken van MSY. En Wallonie, le programme FEAMP soutiendra la restauration des habitats aquatiques et la libre circulation des poissons.

Thematische doelstelling 8. Kwaliteitsvolle werkgelegenheid

Uit het NHP 2014 blijkt dat de federale overheid pensioengerelateerde maatregelen heeft genomen om de oudere werknemers langer aan de slag te houden. Via een samenwerkingsakkoord tussen de Belgische overheden werd beslist om werklozen, en specifiek de jongeren en ouderen onder hen, nauwer te begeleiden. De aanbeveling om

beroepsmobiliteit te verhogen wordt gerealiseerd via Synerjob, een samenwerking tussen arbeidsbemiddelingsdiensten. Om tegemoet te komen aan de lagere tewerkstelling onder personen met een migrantenachtergrond, hebben de drie gewesten geïntegreerde strategieën ontwikkeld die de integratie van de nieuwkomers tot doel hebben. Daarnaast wordt de integratie van de personen met een migratieachtergrond bevorderd via meer specifieke benaderingen die werden ontwikkeld in het kader van het gewestelijke beleid voor professionele inschakeling. Tot slot zal de bevoegdheidsoverdracht in lijn met de Zesde Staatshervorming zorgen voor een versterkte afstemming tussen het arbeidsmarktbeleid en het beleid op het vlak van opleiding en vorming.

Ter aanvulling op het regulier beleid zullen vooral ESF-middelen, maar ook steun uit ELFPO en EFMZV aangewend worden. Considérant que la stratégie déployée par la Wallonie vise prioritairement à lutter contre le chômage, et à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes, l'OT 8 constituera la référence principale du programme FSE. Ainsi seront déployés des plans d'accompagnement individualisé, des programmes de mise à l'emploi et d'accompagnement dans l'emploi afin d'assurer une insertion durable pour les demandeurs d'emploi, et en particulier des demandeurs d'emploi de longue durée. De même seront promus en faveur des jeunes, la formation en alternance, la transition à l'emploi, la formation et l'accompagnement à la création d'entreprises. In Vlaanderen zal ESF dit doen door ondersteuning te voorzien voor de beroepsbevolking doorheen de loopbaan en voor de begeleiding van zelfstandigen. Om de jeugdwerkloosheid aan te pakken zetten de ESF-programma's in Wallonië, Vlaanderen en Brussel in op vorming en begeleiding van jongeren. Voor Wallonië en Brussel kadert dit onder meer in het Youth Employment Initiative. Vlaanderen zet in op de verhoging van de werkzaamheidsgraad, in het bijzonder voor die groepen en gebieden waar de meerwaarde het duidelijkst is, waaronder oudere werkzoekenden. Naast een curatief luik gericht op wedertewerkstelling, zet het Vlaamse ESF OP ook in op langere loopbanen via een preventief luik gericht op het installeren van organisatievormen die werkbaar werk ondersteunen. Verder focust ESF Brussel op de werkzaamheid van laaggeschoolden, de arbeidsmobiliteit van werkzoekenden en op de modernisering van arbeidsmarktinstellingen. Het ESF OP van de Duitstalige Gemeenschap zal de focus leggen op de toegang tot werk van langdurige werklozen. ELFPO Wallonië zal bijdragen aan de kwaliteitsvolle werkgelegenheid via investeringssteun in bedrijven voor niet-landbouwactiviteiten. Ook middelen uit EFMZV zullen ingezet worden om de werkgelegenheid in de kustregio en de maricultuur te ondersteunen en de vorming van aquacultuurproducenten.

Thematische doelstelling 9. Sociale inclusie en bestrijding van armoede

De doelstelling om armoede terug te dringen is terug te vinden in het regulier beleid van de Belgische overheden. De overheden op de verschillende niveaus hebben actieplannen voor de armoedebestrijding ontwikkeld. Bovendien kwam er in 2013 een Nationaal Kinderarmoedebestrijdingsplan, een actieplan van de federale overheid, Gemeenschappen en Gewesten om kinderarmoede tegen te gaan. Verder namen de Gewesten ook actie ter bevordering van de actieve insluiting van zij die ver van de arbeidsmarkt staan.

Ook hier zullen vooral ESF-middelen gebruikt worden om een antwoord te formuleren op de uitdagingen. Alle ESF OP's zetten middelen in om de toegang naar werk van personen die het verst van de arbeidsmarkt verwijderd zijn te verbeteren. Het gebruikte instrumentarium is daarin gediversifieerd (o.a. vorming, stimuleren van de sociale

economie). In Vlaanderen gaat het hierbij ook specifiek om Roma. Daarnaast financiert Vlaanderen ook specifieke initiatieven om de door- en uitstroom in de sociale economie te bevorderen. In het ESF Brussel en Wallonie-Bruxelles gaat ook aandacht naar de strijd tegen discriminatie. In Brussel wil men via het ESF ook de dualisering bestrijden die is beschreven in de analyse. Naast ESF, schenken ook ELFPO en in mindere mate EFRO aandacht aan deze thematische doelstelling. EFRO Vlaanderen zal steun verstrekken voor het verhogen van de stedelijke vitaliteit (met bijzondere aandacht voor achtergestelde buurten) via kleinschalige stedelijke projecten op buurt- en wijkniveau die een economische hefboom betekenen. In Brussel wil EFRO bijdragen aan de sociale inclusie door te investeren in infrastructuur en diensten ten behoeve van achtergestelde wijken. ELFPO in Wallonië zet middelen opzij voor de sociale cohesie op het platteland en voor de uitbouw van de dienstverlening. In Vlaanderen, tot slot, zal ELFPO aandacht geven aan de diversificatie en zo een bijdrage leveren aan de aanpak van de armoedeproblematiek in rurale gebieden.

Thematische doelstelling 10. Onderwijs en vorming

De Europa 2020-doelstelling m.b.t. deelname aan het hoger onderwijs zal via regulier beleid nagestreefd worden. Zoals immers blijkt uit de analyse, liggen de uitdagingen voor België elders. Het NHP beschrijft het regulier beleid inzake vroegtijdig schoolverlaten. De overheden van Wallonië, Brussel en de Duitstalige Gemeenschap zetten in op het verminderen van het voortijdige schooluitval. Ze werken hiervoor ook onderling samen. Ook Vlaanderen werkt aan deze problematiek via een actieplan en de hervorming van het secundair onderwijs.

In samenhang met het regulier beleid zullen in de eerste plaats ESF-fondsen ingeschakeld worden om de uitdagingen aan te pakken. Het Vlaamse ESF-programma zet acties op om vroegtijdig schoolverlaten te voorkomen en focust deze, via de modus operandi inzake doelgroepgerichtheid en territorialiteit, op die populaties die er het meeste baat bij hebben. Het Waalse ESF spitst zich toe op het verminderen van het vroegtijdig schoolverlaten, met een focus op jongeren met een migrantenachtergrond. Ze zal dit onder andere doen door een cultuur van levenslang leren (LLL) te stimuleren. Verder zal ook ingezet worden op vormingen gericht op de noden van de arbeidsmarkt. Het ESF Wallonie-Bruxelles, Vlaanderen en Duitstalige Gemeenschap zullen ook LLL bevorderen, naast de ondersteuning die ze voorzien voor de ontwikkeling van die competenties die de overgang van onderwijs naar werk vergemakkelijken. Ook andere ESIF, zoals EFRO en ELFPO zullen werken aan deze doelstelling. EFRO doet dit door in Wallonië vormingen te ondersteunen die gericht zijn op economische en sociale behoeften. ELFPO in Wallonië en Vlaanderen zetten in op deze doelstelling omdat kennis en innovatie moeten bijdragen tot een betere productiviteit en een meer toekomstgerichte landbouw.

1.3.2. Identification des OT et des résultats attendus pour le FEADER

Etant donné que les programmes FEADER ne comprennent pas l'identification des objectifs thématiques retenus mais uniquement des priorités pour le développement rural, il est nécessaire de préciser dans l'accord de partenariat les objectifs thématiques choisis ainsi que les résultats attendus pour chacun d'eux.

FEADER en Wallonie

Sur base de l'analyse SWOT, les priorités pour le FEADER peuvent être synthétisées comme suit :

- Renforcer le transfert de connaissances et la formation ;
- Favoriser le renouvellement des générations en agriculture ;
- Favoriser la compétitivité notamment par la création de valeur ajoutée pour les producteurs (qualité différenciée, circuits courts, groupements de producteurs,...) ;
- Favoriser les systèmes de production agricole et forestière durables ;
- Renforcer l'attractivité des zones rurales.

Renforcer le transfert de connaissances et la formation des agriculteurs et des sylviculteurs

L'analyse SWOT relève que 50% des agriculteurs disposent d'une formation uniquement pratique. Elle pointe également des lacunes en matière de diffusion des résultats de la recherche et de lien entre l'offre et la demande en matière de recherche et de formation.

Pour répondre à ces besoins, les mesures « transfert de connaissances et actions d'information, « services de conseil, services d'aide à la gestion agricole et services de remplacement sur l'exploitation et « coopération » du règlement FEADER seront utilisées.

Des formations et des actions d'information seront mises en place ainsi que des projets de démonstration et des projets pilotes mais aussi des stages pour les jeunes agriculteurs.

Des services de conseil et d'aide à la gestion agricole existent en Wallonie mais le soutien du FEADER permettra de les renforcer ou de les compléter dans les domaines où ils sont manquants ou insuffisants (gestion de l'exploitation, performances énergétiques des outils de production, verdissement/conditionnalité).

Cette priorité correspond aux OT1 et OT10.

Principaux résultats attendus :

- Approfondissement et élargissement de la base de connaissances à l'ensemble des problématiques spécifiques aux métiers d'agriculteurs et de sylviculteurs de façon à pouvoir répondre aux fonctions multiples de l'agriculture et aux nouveaux enjeux de la foresterie.
- Permettre une collaboration accrue entre chercheurs/producteurs ou transformateurs/vulgarisateurs.
- Amélioration du transfert de connaissances entre chercheurs et producteurs.
- Meilleure adéquation entre les travaux de recherche et les besoins du terrain.

Favoriser le renouvellement des générations en agriculture

Le renouvellement des générations reste un défi majeur dans le secteur de l'agriculture, caractérisé par des tendances structurelles lourdes en termes de taille des exploitations ainsi que par une réduction de l'emploi agricole.

L'exploitation agricole représente un capital très élevé et la rentabilité du secteur est particulièrement faible, ce qui a pour conséquence un taux de remplacement très faible (inférieur à 0,4).

La mesure « développement des exploitations agricoles et des entreprises » sera activée pour répondre à cette priorité. Des actions de transfert de connaissances et actions d'information et de services de conseil, services d'aide à la gestion agricole et services de remplacement sur l'exploitation viendront appuyer les aides à l'installation pour donner

au jeune toutes les compétences nécessaires et les conseils pour développer une activité agricole durable.

Cette priorité correspond à l'OT3.

Favoriser la compétitivité notamment par la création de valeur ajoutée pour les producteurs

Compte tenu de la taille de la Wallonie et de la structure de ses exploitations, la production de produits de base est en général peu compétitive. Il est donc nécessaire d'orienter l'activité agricole vers des produits à plus haute valeur ajoutée, de favoriser la transformation des produits et d'encourager les circuits courts.

Pour répondre à ces besoins, différents types d'actions seront soutenus. Des aides aux investissements seront octroyées pour la production et la transformation des produits agricoles et forestiers. La mise en place de groupements et d'organisations de producteurs sera également soutenue. Différentes formes de coopération et des actions de prévention et atténuation des risques seront également encouragées. .

Cette priorité correspond à l'OT3.

Principaux résultats attendus :

- Faciliter l'installation des jeunes agriculteurs
- Favoriser l'ajustement de la structure des exploitations notamment par la création de valeur ajoutée (via la diversification des productions, la différenciation des produits, la transformation des produits et la mise en place de circuits courts)
- Encourager la coopération entre acteurs de la chaîne agroalimentaire

Favoriser les systèmes de production durables

Le diagnostic environnemental met en évidence plusieurs problèmes importants en Wallonie : le déclin de la biodiversité, la qualité de l'eau, les phénomènes d'érosion et de perte de matière organique dans les sols, mais aussi la nécessité de réduire les GES, la consommation énergétique et de développer l'utilisation de la biomasse wallonne ainsi que la biométhanisation.

Les mesures qui seront mises en œuvre pour répondre à ces défis sont nombreuses (par exemple « investissements physiques », « développement des exploitations agricoles et des entreprises », « services de base et rénovation des villages dans les zones rurales », « mise en place de systèmes agroforestiers », « agroenvironnement-climat », « agriculture biologique », « paiements au titre de Natura 2000 et de la directive-cadre sur l'eau », « paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques » et « coopération » du règlement FEADER) et seront appuyées par les mesures « transfert de connaissances et actions d'information et « services de conseil, services d'aide à la gestion agricole et services de remplacement sur l'exploitation .

Principaux résultats attendus :

- OT4
 - encourager la production et l'utilisation d'énergie renouvelable
 - encourager les pratiques culturelles favorisant la résilience aux changements climatiques
- OT5
 - réduction des GES provenant de l'agriculture

- réduction de la consommation d'énergie dans les exploitations agricoles
 - diffusion des pratiques moins consommatrices d'engrais
 - mise en œuvre de pratiques qui restituent du carbone au sol et qui limitent les risques d'érosion
 - développement de l'utilisation de la biomasse wallonne et de la biométhanisation
- OT6
- arrêt du déclin de la biodiversité
 - amélioration de la qualité de l'eau grâce à la diminution des apports d'azote organique, de phosphore et de produits phytopharmaceutiques

Renforcer l'attractivité des zones rurales

En ce qui concerne l'attractivité des zones rurales, le diagnostic relève la nécessité de créer des emplois et donc des activités dans ces zones. Faciliter la création d'activités et d'emplois demeure un des enjeux prioritaires pour un développement rural inclusif. Il relève également que le vieillissement de la population représente un enjeu en termes d'accès aux équipements et services. Enfin, il pointe l'intérêt de mettre en place des coopérations supra-communales pour rationaliser certaines politiques comme celles du logement, de la mobilité, de l'emploi,...

Pour répondre au 1^{er} constat, des soutiens à la création et au développement d'activités basées sur la valorisation des ressources endogènes seront mis en place via des actions visant entre autres le « développement des exploitations agricoles et des entreprises », les « investissements dans les techniques forestières et dans la transformation, la mobilisation et la commercialisation des produits forestiers », les « services de base et rénovation des villages dans les zones rurales » du règlement FEADER. Le tourisme rural sera aussi encouragé. Ces types d'actions correspondent à l'OT8. Le développement d'infrastructures locales et de services de base locaux sera également soutenu. Le développement territorial au niveau supra-communal sera encouragée via la mesure LEADER ainsi que via la création de services de base et rénovation des villages dans les zones rurales. Ces 2 priorités correspondent à l'OT9.

Principaux résultats attendus :

- OT8 :
 - développement d'activités non agricoles et création d'emplois en zone rurale
 - ralentissement du développement de « villages dortoir »
- OT9 :
 - création de services de base en zone rurale
 - amélioration de la cohésion sociale dans les communes rurales
 - création d'une dynamique de développement local dans les communes impliquées

ELFPO in Vlaanderen

Het ELFPO wil bijdragen tot de Europa 2020-strategie door in te zetten op drie lange termijn-doelstellingen (een concurrerende landbouw, een duurzaam beheer van de natuurlijke hulpbronnen en klimaatactie, een evenwichtige territoriale ontwikkeling van de plattelandsgebieden). Deze werden doorvertaald in 3 horizontale en 6 verticale prioriteiten voor plattelandsontwikkeling:

- Bevordering van de kennisoverdracht en innovatie in de land- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden;

- Versterking van het concurrentievermogen van alle landbouwtypen en verbetering van de rendabiliteit van de landbouwbedrijven;
- Bevordering van de organisatie van de voedselketen en van het risicobeheer in de landbouw;
- Herstel, instandhouding en verbetering van ecosystemen die aangewezen zijn op de landbouw en de bosbouw;
- Bevordering van het efficiënte gebruik van hulpbronnen en steun voor de omslag naar een koolstofarme en klimaatbestendige economie in de landbouw, de voedsel- en de bosbouwsector;
- Bevordering van sociale inclusie, armoedebestrijding en economische ontwikkeling in plattelandsgebieden.

Alle prioriteiten dragen bij tot de 3 horizontale doelstellingen inzake innovatie, milieu en het matigen van en de aanpassing aan de klimaatverandering.

In de loop van 2012 werden de Vlaamse plattelandsactoren op verschillende manieren bevroegd. Op basis van deze insteken, aangevuld door de omgevingsanalyse, worden voor PDPO III volgende strategische thema's naar voor geschoven:

Strategische doelstelling 1: inzetten op jonge landbouwers met het oog op het bestendigen van de toekomst van de Vlaamse landbouwsector.

Hiermee wil ELFPO inzetten op begeleiding van (jonge) Vlaamse bedrijfsleiders en op het stimuleren van de instap via kennisoverdracht, advisering, innovatie en samenwerking. Daarnaast is het onontbeerlijk om hier een motiverend economisch beleid, gericht op generatie-overdracht en investeringsmogelijkheden, aan te koppelen om het duurzaam ondernemerschap in de sector te stimuleren (link met TD 3 en 10).

Strategische doelstelling 2: investeren in innovatie en opleiding met het oog op een toekomstgerichte aanpak van zowel de individuele, bedrijfsgerichte als de meer algemeen maatschappelijke uitdagingen.

Hiermee oogt ELFPO op ondersteuning en stimulans van de landbouw- en bosbouwsector via demonstratieprojecten, gericht investeringsbeleid, efficiënt gebruik van hulpbronnen en verdere reductie van emissies,... waarbij de praktische kennisdeling en focus op verduurzaming centraal staan (link met TD 1 en 10). Hierdoor wordt onrechtstreeks ook ingezet op de andere strategische doelstellingen.

Strategische doelstelling 3: focussen op het verhogen van de weerbaarheid en verduurzaming van de landbouwsector in al zijn facetten.

Enerzijds dient de sector, als grootste open ruimtegebruiker, in te zetten op externe verduurzaming met focus op herstel, verbetering en instandhouding van de ecosystemen (biodiversiteit, waterkwaliteit, instandhoudingsdoelstellingen in het kader van de realisatie van de Natura-2000 gebieden, erosiereductie en naar milieu- en klimaatvriendelijke landbouwpraktijken). Zo zal PDPO III via verschillende maatregelen bijdragen aan de doelstellingen uit de kaderrichtlijn water. Anderzijds wordt ingezet op economische verduurzaming, wat inhoudt dat het bedrijf levensvatbaar én duurzaam is en blijft. Hierbij wordt ingezet op de versteviging van de positie van de primaire producenten in de landbouwketen, de crisisbestendigheid van de sector (opvangen en

verminderen van de gevolgen van volatiliteit van afzetprijzen en kostprijzen) en de ontwikkeling van risicobeheer (link met TD 3, 4, 5 en 6).

Strategische doelstelling 4: versterken van de kwaliteit en vitaliteit van het platteland om de snelle evolutie van de landbouwsector aan te pakken en tegelijkertijd de kwaliteit en vitaliteit van het platteland te versterken.

Hierbij gaat aandacht uit naar verfraaiing en kwaliteitsvol onderhoud van het platteland in al zijn facetten (gebouwen, wegen, kleine landschapselementen, water, erfgoed, natuur, toerisme, ...) zodat het platteland alle functies verbonden als “reservoir-gebied” kan opnemen. Hierbij hoort ook het bieden van kansen aan bewoners en bezoekers, met mogelijkheden voor toeristische potenties maar ook voor het aanpakken van een aantal maatschappelijke vraagstukken zoals de mobiliteits- en armoedeproblematiek in de plattelands- en landbouwgemeenschap (link met TD 9).

Via een programma dat gebaseerd is op deze overkoepelende thema's wil Vlaanderen de Europese prioriteiten vertalen naar de specifieke Vlaamse situatie. Bij de keuze van de thema's werd rekening gehouden met de vraag om te focussen op een beperkt aantal prioriteiten. Tegelijkertijd blijft de aandacht voor de drie Europese horizontale doelstellingen (innovatie – milieu – klimaat) behouden.

Onder deze 4 strategische doelstellingen kunnen verschillende maatregelen voorzien worden. Dergelijke maatregelen (bvb. rond een duurzaam investeringsbeleid) kunnen natuurlijk onder meer dan één strategische doelstelling thuis horen. Hierbij werd gekozen voor focus op een beperkt aantal maatregelen, waarnaast eigen Vlaamse middelen complementair kunnen werken en zich op andere maatregelen focussen. Bij dit alles werd er rekening gehouden met de verplichting om minstens 5% van de middelen voor LEADER te voorzien en minstens 30% aan klimaat- en milieugerelateerde investeringen.

Voornaamste verwachte resultaten:

TD 1 & 10

- Hiermee wordt ingespeeld op de geïdentificeerde Vlaamse noden aan stimulans van innovatie in de land- en bosbouw, een bredere kennisbasis op het platteland, een sterkere band tussen land-, bosbouw en voedselproductie enerzijds en onderzoek en innovatie anderzijds en opleiding voor land- en tuinbouwers.
- Stimuleren van zowel innovatiepioniers als volgers. Met projectsteun voor innovaties kunnen innovatieve ideeën en concepten van (groepen van) bedrijven op het vlak van productie, verwerking en afzet van land- en tuinbouwproducten gerealiseerd worden. Op die manier zullen nieuwe ideeën ook werkelijk in praktijk kunnen worden gebracht en wordt kennis sneller gevaloriseerd. Via de EIP Operationele Groepen wordt het kennisdelingsproces versneld, net zoals via de demonstratieprojecten. Ook de opleidingen kunnen hier vruchten van plukken.
- ELFPO zet via diverse maatregelen inhoudelijk in op innovatie, vaardigheden en levenslang leren. Hierbij vallen vooral de opleidingen, begeleiding en advies en de demonstratieprojecten op, maar ook bij het afsluiten van beheerovereenkomsten, agromilieu-klimaatmaatregelen en investeringsdossiers worden de ondernemers van dichtbij en correct begeleid.

TD 3

- Hiermee wordt ingespeeld op de geïdentificeerde Vlaamse noden aan landbouwbedrijven geleid door (nieuwe) ondernemers die mee zijn met hun tijd, en die zelfs voorop willen blijven.
- Faciliteren van de opvolging in de landbouwsector en aanmoedigen van nieuwe starters. Via overnamesteun worden jonge landbouwers ondersteund in de opstartfase. Zo willen we het jaarlijkse aantal starters in de komende periode minstens behouden. Nieuwe, kleine starters zullen steun kunnen genieten bij de opstart van bedrijven. Startende landbouwers kunnen een op hun situatie afgestemd bedrijfsadvies krijgen. Het ondernemerschap van jonge en minder jonge landbouwers wordt op diverse manieren ondersteund en gestimuleerd. Hierbij is begeleiding en bijscholing van groot belang (zie ook andere TD's).

TD 3, 4, 5 & 6

- Hiermee wordt ingespeeld op de geïdentificeerde Vlaamse noden aan een sterke economische sector die oog heeft voor alle aspecten van duurzaamheid (economisch, ecologisch, sociaal), die zich op een positieve manier in het midden van de keten en de mensen begeeft en mee inspanningen levert in het kader van natuur, milieu en klimaatbeheersing. Extra aandacht dient te gaan naar de concurrentiekracht van de bedrijven, inclusief hun adaptatievermogen, weerbaarheid en strategisch denken voor het eigen bedrijf en in de keten. Zo creëren we sterke ondernemingen die inspanningen voor biodiversiteit, klimaat, natuur, milieu kunnen en willen leveren.
- Versterken van de sociale, economische en ecologische duurzaamheid van de landbouwsector. Via investeringsteun kunnen landbouwers hun bedrijfsstructuren voldoende snel aanpassen aan nieuwe omstandigheden. Via demonstratieprojecten en allerlei maatregelen gericht op kennisdeling wordt kennis snel verspreid en duurzaam ondernemerschap gestimuleerd.
- Bijdrage aan risicobeperking bij de producenten en versterking van de positie van de primaire producent in de keten.
- Versterken van de biodiversiteit en milieukwaliteit op het platteland. Er is aandacht voor Natura 2000-gebieden en bossen. Investeringssteun wordt meer gericht op duurzame investeringen (selectiecriteria).
- Resultaatgerichte inzet van de areaalgebonden maatregelen; Milieuvriendelijke landbouwpraktijken zullen nog breder toegepast worden. Door de (gebieds-)gerichte inzet van verschillende beheerovereenkomsten willen we kansen bieden aan soorten typische voor het landbouwlandschap.
- Bijdrage aan de strijd tegen klimaatverandering door inzetten op duurzame investeringen en maatregelen, op innovatie en sensibilisering, op gebiedsgericht en areaalgebonden maatregelen en praktijken (telkens primair doelmatig als via secundaire effecten).

TD 9

- Hiermee wordt ingespeeld op de geïdentificeerde Vlaamse noden aan een sterk sociaal weefsel op het platteland, met aandacht voor bewoners en recreanten, voor passanten en blijvers – in alle soorten en maten en op alle niveaus van de sociale ladder.
- Aandacht geven aan de diverse functies die het platteland heeft via een gebiedsgericht plattelandontwikkelingsbeleid. Gebiedsspecifieke projecten ter verfraaiing, inrichting en onderhoud van gebouwen, wegen, kleine landschapselementen, water, natuur, erfgoed en toeristische infrastructuur worden

ondersteund. Groepsdynamiek wordt gestimuleerd. Ook sociale problemen op het platteland als gevolg van wijzigende omstandigheden in de landbouwsector worden aangepakt, zoals bijvoorbeeld de armoedeproblematiek. Hierbij wordt ook het groter geheel van de plattelandsgemeenschap niet vergeten en meegenomen (o.a. mobiliteitsproblematiek) en op maat aangepakt.

1.4 Allocation indicative du soutien de l'UE par objectif thématique au niveau national pour chaque fonds, de même que le montant indicatif total du soutien à allouer aux objectifs relevant du changement climatique

Objectif thématique	FEDER	FSE	FEADER	FEAMP	TOTAL
1. Recherche et innovation	263.516.462,02	0	16.184.400	0	279.700.862,02
2. Technologies de l'information et de la communication (TIC)	0	0	0	0	0
3. Compétitivité des PME	242.772.667,59	0	197.936.644	11.801.406	452.510.717,59
4. Transition vers une économie à faibles émissions en CO ₂	196.580.487,92	0	69.819.639	900.000	267.300.126,92
5. Adaptation aux changements climatiques et prévention et gestion des risques	5.644.156	0	93.762.072,5	0	99.406.228,50
6. Préservation et protection de l'environnement et utilisation rationnelle des ressources	169.442.327,85	0	93.762.072,5	27.544.645	290.749.045,35
7. Transport durable et suppression des obstacles dans les infrastructures de réseaux essentielles	0	0	0	0	0
8. Emploi durable et de qualité et soutien de la mobilité de la main-d'œuvre	0	365.088.302	11.241.798	200.000	376.530.100
9. Inclusion sociale et lutte contre la pauvreté et la discrimination	19.276.918,09	339.598.816	47.528.984	0	406.404.718,09
10. Education, compétences et formation tout au long de la vie	27.997.857,15	287.446.608	13.940.826	0	329.385.291,15
11. Capacités institutionnelles des autorités et acteurs publics et efficacité de l'administration publique	0	0	0	0	0
Assistance technique	24.356.491,38	36.585.923	7.614.323	1.300.000	69.856.737,38
TOTAL	949.587.368	1.028.719.649	551.790.759	41.746.051	2.571.843.827

De co-financiering van de diverse programma's zal zo optimaal mogelijk gemoduleerd worden.

Tabel 1.4 bis : Financiële allocatie per regio en per categorie van regio⁷⁵ :

	FEDER & FSE					
	FEDER		FSE			
			Wallonie		Communauté Germanophone	
Transition: Wallonie & CG	OT1	164.138.778,50				
	OT3	175.300.215,44				
	OT4	118.179.920,52	OT8	87.153.969	OT8	3.300.000
	OT6	159.542.892,70	OT9	120.243.902	OT9	5.500.000
	OT10	26.262.204,56	OT10	152.709.756	OT10	1.760.000
	AT	13.131.102,28	AT	12.024.390	AT	440.000
	Total	656.555.114	Total	372.132.017	Total	11.000.000
Régions plus développées: Wallonie (BW)	FEDER		FSE			
	OT1	11.653.667,39				
	OT3	5.330.932,96				
	OT4	4.959.007,40	OT8	2.812.074		
	OT6	619.875,92	OT9	5.218.426		
	OT10	1.735.652,59	OT10	5.540.206		
	AT	495.900,74	AT	419.713		
Total	24.795.037	Total	13.990.419			
Régions plus développées (FL)	FEDER		FSE			
	OT1	69.546.999				
	OT3	34.875.995				
	OT4	45.267.185				
	OT5	5.644.157	OT8	216.780.420		
	OT6	5.644.156	OT9	87.789.652		
	OT9	5.644.156	OT10	73.576.782		
AT	6.942.610	AT	15.756.119			
Total	173.565.258	Total	393.902.973			
Régions plus développées (Bxl)	FEDER		FSE (PO Troika)		FSE (PO RBC)	
	OT1	18.177.016,13				
	OT3	27.265.524,19				
	OT4	28.174.375,00	OT8	24.033.986	OT8	31.007.852
	OT6	3.635.403,23	OT9	107.719.731	OT9	13.127.105
	OT9	13.632.762,10	OT10	53.859.865	OT10	0
	AT	3.786.878,36	AT	5.984.430	AT	1.961.271
Total	94.671.959,00	Total	191.598.012	Total	46.096.228	
	FEADER					
	Wallonie			Flandre		
	OT1	11.156.400	OT1	5.028.000		
	OT3	83.740.000	OT3	114.196.644		
	OT4	1.846.154	OT4	67.973.485		
	OT5	63.700.004	OT5	30.062.068,5		
	OT6	63.700.000	OT6	30.062.068,5		
	OT8	11.241.798	OT9	25.095.789		
	OT9	22.433.195	OT10	11.140.826		
	OT10	2.800.000	AT	4.200.000		
	AT	3.414.323				
	Total	264.031.878	Total	287.758.881		

⁷⁵ Het EFMZV ontbreekt in deze tabel omdat er maar één OP is voor het Belgische grondgebied.

Information sur l'Initiative Emploi Jeunes, reprise dans l'OT8

Allocation spécifique IEJ	42 435 070.00 €
Financement FSE correspondant	42 435 070.00 €
Total IEJ	84 870 140.00 €

Information sur l'allocation pour l'assistance technique, par catégorie de région

Fonds	Catégorie de région	Allocation pour l'assistance technique (EUR)	Part de l'assistance technique par rapport à l'allocation totale
FEDER	Régions en transition	13.131.102,28	2,00%
	Régions plus développées	11.225.389,10	3,83%
FSE	Régions en transition	12.464.390,00	3,25%
	Régions plus développées	24.121.533,00	3,74%
CF	NA	NA	NA

Part du FSE dans les fonds structurels (FEDER et FSE)

Part du FSE dans les ressources des fonds structurels (FSE et FEDER) pour les programmes opérationnels Convergence et Compétitivité régionale et emploi dans la période de programmation 2007-2013	51.8%
Part minimum FSE dans l'état membre	52%
Part du FSE dans les ressources des fonds structurels pour la période de programmation 2014-2020	52%

Wat betreft de bijdrage aan de doelstellingen inzake klimaatverandering voorzien de Belgische operationele programma's € 514.446.581,88. Dit komt overeen met 20% van de beschikbare middelen.

1.5 Application des principes horizontaux et objectifs de la stratégie pour la mise en œuvre des fonds

1.5.1 Dispositions pour le principe de partenariat, y compris une liste indicative des partenaires et un résumé des actions prises pour impliquer ces partenaires comme mentionné dans l'article 5 du CPR et leur rôle dans la préparation de l'accord de partenariat et l'état d'avancement comme défini à l'article 52 du CPR

Dans le cadre de la préparation et de la rédaction de l'accord de partenariat, des rencontres entre les différents organes institutionnels des entités fédérées ont été mises en place afin de coordonner, d'harmoniser les apports respectifs contribuant à une cohérence générale. En pratique, plusieurs réunions de coordination ont eu lieu en 2013 et 2014, organisées tout d'abord par la Région de Bruxelles-Capitale, puis par la Wallonie, selon le tour de rôle établi. Ces réunions, tant administratives que politiques, ont permis de réaliser une première version de l'accord de partenariat, soumis de manière informelle à la Commission européenne, en vue d'une réunion entre cette dernière et les différentes entités belges. Cet accord de partenariat a ensuite été retravaillé en fonction des remarques de la Commission.

La Région de Bruxelles-Capitale a assuré la coordination de l'accord de partenariat jusqu'au 30/6/2013 et les autorités de la Région wallonne ont pris le relai dès le 1/7/2013.

La Région de Bruxelles Capitale a organisé, le 25 octobre 2012, une réunion avec les différentes futures autorités de gestion pour faire un premier bilan de l'état d'avancement de la préparation de la programmation 2014-2020 dans chaque région, et le 27 mars 2013, une séance de mise au point sur l'avancement des travaux. De plus, une réunion de transmission entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Wallonie a été organisée le 10 juillet 2013.

La Wallonie a quant à elle organisé plusieurs réunions de travail réunissant les diverses entités belges entre juillet 2013, le 2 octobre 2013 et avril 2014. Na informeel overleg met de Europese Commissie leidde dit tot de eerste formele indiening van het Partnerschapsakkoord op 22 april 2013.

Vanaf juli 2014 heeft Vlaanderen de coördinatie overgenomen. Na ontvangst van de bemerkingen van de Europese Commissie is verder gewerkt aan de tekst via onder meer intra-Belgisch overleg en contacten met de Europese Commissie.

Les futures autorités de gestion des différents programmes opérationnels ont pris activement part au travail de préparation.

Par ailleurs, les autorités de gestion de chaque entité régionale ont organisé plusieurs réunions de concertation avec les différentes instances publiques, locales et régionales, avec les partenaires économiques et sociaux et avec des organismes représentant la société civile, tous concernés par les fonds FEDER, FSE, FEADER et FEAMP.

Ces réunions avaient pour but soit de présenter les grandes orientations de la programmation 2014-2020 soit encore d'exposer les priorités des divers programmes opérationnels.

Pour le suivi de l'accord de partenariat (entre autres pour ce qui concerne le rapportage des évolutions et l'attribution de la réserve de performance), les entités continueront de travailler dans le même esprit de collaboration et une coordination pertinente sera assurée. Een jaarlijkse bijeenkomst van de entiteiten en de programma's zal zorgen voor de nodige coördinatie. Wanneer nodig zullen de partners ook ad hoc bijeen komen.

Wallonie

L'Autorité de gestion a rédigé une note d'orientation pour la préparation de la programmation 2014-2020 des Fonds structurels (documents de programmation FEDER et FSE relevant de l'objectif « Investissement dans la croissance et l'emploi ») en mai 2012. Ce document présentait les orientations stratégiques à retenir pour le post 2013, les points d'attention ainsi que la manière dont l'accord de partenariat et les programmes opérationnels devaient être élaborés.

Au niveau wallon, il y a eu une coordination de la démarche avec les représentants techniques des différents programmes wallons cofinancés par la Politique de cohésion (FEDER – investissement dans la croissance et l'emploi et coopération territoriale, FSE, FEADER, FEAMP).

Dans la perspective de la programmation 2014-2020, les administrations de coordination du FEADER, FEDER et FSE ont pris l'initiative de se réunir afin de préparer au mieux et ensemble l'accord de partenariat wallon et de nourrir, en bonne intelligence, les programmes opérationnels associés à ces différents fonds. Plusieurs séances de travail ont été organisées : 26 avril 2012 (Département de la Coordination des Fonds structurels (DCFS) et Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement (DGO3)), 18 juin 2012 (DCFS-DGO3-Agence FSE), 22 août 2012 (DCFS-DGO3-Agence FSE-Wallonie Bruxelles International), 2 mai, 22 mai et 11 juin 2013 (DCFS-DGO3). La représentation permanente a été associée et a contribué pleinement à ces réunions de par son suivi en direct des négociations au niveau du cadre financier pluriannuel et des règlements. Au cours de ces réunions, les différentes positions sur les projets de règlements (conditionnalités, nouvelles modalités de gestion, approche orientée résultats, ...) ont été abordées, de même que l'organisation concrète de la prochaine période de programmation (calendrier d'actions, mise en commun de certaines démarches, notamment au niveau de l'évaluation stratégique environnementale, ...).

Lors de l'élaboration de l'accord, les partenaires ad hoc ont été sélectionnés en vue de leur implication dans le processus. Cette sélection s'est opérée sur base des partenaires déjà actifs dans le cadre de la programmation 2007-2013 et représentatifs des autorités urbaines et publiques compétentes (exemple : l'Union des villes et communes, l'association des provinces wallonnes,...), des partenaires économiques et sociaux (exemple : le Conseil économique et social, les syndicats, les universités, ...) ainsi que d'organismes représentant la société civile (exemple : le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, le Conseil wallon pour l'égalité entre hommes et femmes,...).

Au-delà de ces acteurs, le Gouvernement wallon a souhaité également consulter d'autres organismes en matière d'innovation, d'économie et de climat. C'est ainsi que l'Agence de stimulation technologique ; l'Agence de stimulation économique ; le Conseil wallon de l'économie sociale ainsi que l'Agence wallonne de l'air et du climat ont été ajoutés à la liste des partenaires associés à l'élaboration de l'accord de partenariat.

Dans le cadre de la problématique de la personne handicapée, le Gouvernement wallon, en sus de l'implication dans le processus de rédaction des organismes ad hoc, a également entendu la Commission Wallonne des Personnes Handicapées. Par ailleurs, une place au sein du comité de suivi des programmes leur a été proposée.

Dès consolidation des documents de programmation FEDER et FSE par l'expert indépendant, et après approbation en première lecture par le Gouvernement wallon, les diverses instances telles que notamment l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, le Conseil économique et social de Wallonie ou le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable ont été consultées à la fois sur l'accord de partenariat et sur les programmes opérationnels FEDER et FSE. Ils ont d'une part reçu un courrier officiel du Cabinet du Ministre-Président leur demandant de se prononcer sur ces documents dont une version papier leur était transmise et par ailleurs, ils ont pu les consulter dans une version informatique disponible en ligne sur le site <http://europe.wallonie.be>. Ces organismes ont dû se prononcer sur la qualité des documents de programmation, sur les plans de l'analyse socio-économique et environnementale, sur la conformité des orientations stratégiques prioritaires en fonction du diagnostic établi, sur la concentration thématique et géographique, sur les indicateurs choisis, ... Les avis transmis ont été communiqués au Gouvernement wallon par le biais d'une synthèse établie par le Cabinet du Ministre-Président ayant la coordination des Fonds structurels dans ses attributions. De façon générale, la teneur des documents stratégiques ainsi que la répartition financière tels qu'approuvés par le Gouvernement wallon en première lecture n'ont pas été remis en cause et sont dès lors restés inchangés.

Dès 2012, l'Autorité de gestion a organisé des présentations suivies de séances questions-réponses avec les représentants de différentes instances régionales (toutes les administrations du Service public de Wallonie au travers des groupes de travail administratif, l'Agence de Stimulation technologique, l'Agence de Stimulation économique, la Société Wallonne de Financement et de Garantie des Petites et Moyennes Entreprises, ...), locales (le Bureau économique de la Province de Namur, l'Intercommunale de développement économique et d'aménagement du territoire pour la Région Mons-Borinage-Centre, ...) et urbaines (la Ville de Liège, la Ville de Tournai, ...). Les points abordés touchaient principalement à la stratégie Europe 2020, aux catégories de régions éligibles, à la concentration thématique, aux conditionnalités, à la programmation stratégique, à la cohésion territoriale et à la simplification administrative.

Cette présentation est également mise en ligne sur le site du Gouvernement wallon consacré aux Fonds structurels.

L'autorité de gestion a également tenu informés les partenaires économiques et sociaux et les organismes représentant la société civile lors des réunions des Comités de suivi des programmes FEDER et FSE 2007-2013 « Convergence » et « Compétitivité régionale et emploi ».

Des évaluations tant des PO FEDER que FSE de la programmation 2007-2013 ont également été menées par des experts indépendants qui ont consulté un grand nombre de bénéficiaires afin de formuler des recommandations qui ont été prises en compte dans la rédaction des PO pour la programmation 2014-2020.

L'ensemble du processus est donc largement ouvert.

Pour ce qui concerne le FEADER, des présentations des propositions de la Commission et de l'évolution des négociations ont également été faites aux administrations wallonnes concernées ainsi qu'aux partenaires via le réseau de développement rural. De façon plus large, 7 séances de présentation ont été organisées à travers tout le territoire wallon. Ces présentations se sont déroulées simultanément à des informations concernant le premier pilier de la Pac.

Un consultant a été désigné via un marché public pour établir une analyse SWOT et des propositions de stratégie. A cette fin, il a consulté un certain nombre de partenaires pour établir ses recommandations.

Dans le même temps, le Réseau de développement rural, via un groupe de travail « Prospectives », a également participé aux travaux de préparation du programme 2014-2020 en réfléchissant aux différents défis ayant une incidence sur les territoires ruraux. Sur base du travail réalisé par le consultant et le réseau de développement rural, l'administration a rédigé un projet de programme qui a été soumis aux partenaires (voir liste en annexe). Les réunions de concertation se sont déroulées durant le mois de janvier 2014.

Le projet de programme a ensuite été soumis aux conseils consultatifs. Il s'agit d'instances chargées de formuler des avis et des recommandations aux ministres des Gouvernements wallon et de la Fédération Wallonie-Bruxelles portant sur toutes questions relatives aux domaines qui les concernent. Ils sont composés de représentants des organisations actives dans les secteurs concernés. Les conseils consultés sont les suivants : Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable (CWEDD), Conseil économique et social de la Wallonie (CESW), Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature (CSWCN), Conseil supérieur wallon de la Forêt et de la Filière Bois (CSWFFB), Conseil wallon de l'Egalité entre hommes et femmes (CWEHF), Union des Villes et Communes de Wallonie (UVCW).

Dans la mesure du possible, la stratégie et le projet de programme ont été adaptés en fonction des remarques émises. Des tableaux reprenant les remarques émises et leur prise en compte se trouvent dans le programme. Les partenaires consultés ont été choisis de façon à représenter tous les domaines couverts par le programme de développement rural. La liste est jointe en annexe.

Concernant le FEAMP, diverses autres institutions publiques, privées ou organismes représentant la société civile, ont été invitées à participer à cet exercice de programmation. Leur participation active fluctuait fortement d'une entité à l'autre, principalement en fonction du degré d'implication de leur domaine de compétence au sein du programme mais également en fonction de l'étape de programmation concernée (état des lieux initiale, analyse SWOT, stratégie). On soulignera ici la participation très active du Conseil de filière wallonne piscicole, de différentes entités scientifiques compétentes en aquaculture ou en transformation des produits aquacoles, de représentants du secteur agro alimentaire (comme FEVIA ou Wagralim) et même de différents acteurs économiques privés.

Dans le cas de l'aquaculture, une part importante des étapes de concertation en vue de la programmation ont été effectuées dans le cadre de la préparation d'un plan stratégique pluriannuel de l'aquaculture spécifiquement requis par la Commission européenne auprès de chaque Etat membre.

De principes voor partnerschappen betreffende de vier fondsen (EFRO, ESF, ELFPO en EFMZV) werden zowel tijdens ambtelijke als politieke overlegmomenten besproken. Op ambtelijk niveau verzorgde het Vlaams Departement voor Landbouw en Visserij de coördinatie tussen de relevante administraties. Het kabinet van de Minister-president stond in voor de politieke afstemming. Naast dit intra-Vlaams overleg vond er ook afstemming plaats met de Waalse, Brusselse en federale overheden.

Vlaanderen kent een lange traditie van maatschappelijk overleg en samenwerking tussen de verschillende bestuursniveaus. Zoals tijdens de voorgaande programmaperiodes, werden ook nu andere belanghebbenden geconsulteerd. Dit vond plaats zowel op het niveau van het partnerschapsakkoord, als op het niveau van de verschillende fondsen. Dit overleg vond plaats tijdens verschillende consultaties en overlegmomenten, zowel bilateraal als met een grotere groep belanghebbenden tegelijk. Het gaat hier om organisaties zoals de sociale partners in VESOC (vakbonden en werknemersorganisaties), Vereniging Vlaamse Provincies (VVP), Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten (VVSG), Verenigde Verenigingen (vertegenwoordiger van het middenveld). Deze laatste partner is een koepelorganisatie van het Vlaamse middenveld waarin een groot aantal belangenorganisaties vertegenwoordigd zijn, o.a. ook vertegenwoordigers van personen met een handicap. Ook andere organisaties uit het ruimere middenveld waren betrokken via de organisatie van informatie- en consultatiemomenten.

Doorheen het proces van opmaak van het partnerschapsakkoord werden de partners verschillende malen betrokken. Dit gebeurde zowel via overleg als door middel van schriftelijke bijdrages bij opeenvolgende versies van het document.

Naast de bovenstaande actoren, zijn er specifiek per fonds nog andere stakeholders betrokken:

- EFRO: informeel overleg met (VVSG) en het Kenniscentrum Vlaamse steden in het kader van het luik “duurzame stedelijke ontwikkeling”; Agoria (federatie van de technologische industrie) en social profit sector; informatiemoment voor middenveld, in samenwerking met VLEVA. Het ontwerp OP werd in een finale consultatieronde voorgelegd aan alle betrokken partners (VVP, VVSG, sociale partners, MiNa-Raad, VRWI en de Verenigde Verenigingen). Tevens werd de mogelijkheid geboden tot publieke participatie via een consultatie van het OP op de website van het Agentschap Ondernemen.
- ESF: institutionele opleidingspartners; vereniging waar armen het woord nemen; NGO's; geïnteresseerde promotoren, inclusief Brusselse institutionele partners. De VDAB (Vlaamse ODA) is doorheen het hele proces betrokken. Naast de betrokkenheid van NGO's met een specifieke werking naar personen met een arbeidshandicap en de Verenigde Verenigingen, werden de VDAB en het Departement Welzijn, Volksgezondheid en Gezin ook structureel betrokken als organisaties verantwoordelijk voor respectievelijk de arbeidsmarktwerking en de welzijnswerking naar personen met een handicap. Via de eveneens structurele participatie van het Vlaams Subsidieagentschap, het DWSE en het betrokken kabinet ‘sociale economie’ werd de sector van de sociale economiebedrijven, waar personen met een handicap worden tewerkgesteld, betrokken in de besluitvorming over het OP. De Vlaamse vertegenwoordiger Gelijke kansen (man/vrouw en doelgroepen) heeft de vorderingen van kortbij kunnen volgen,

gezien diens structurele betrokkenheid bij de werkgroep die met dit doel werd ingesteld door de Vlaamse Regering (vertegenwoordiger DAR).

- ELFPO: landbouw- en natuurorganisaties, VLEVA, SALV, MINA-raad, betrokken beheersdiensten, breed publiek van geïnteresseerden.
- EFMZV: visserijsector, NGO's, lokale overheden, provincie, wetenschappers, handel; overleg met Waals gewest over aquacultuur voor het opstellen van het Belgisch OP en met de federale overheid over geïntegreerd marien beleid.

De resultaten van deze consultaties zorgden ervoor dat de verschillende operationele programma's werden aangepast op basis van de opmerkingen van de stakeholders m.b.t. algemene aandachtspunten, de inhoudelijke invulling van de thematische prioriteiten, de financiële middelen en de organisatie- en uitvoeringsstructuren. Zo werd in het geval van ELFPO na de verschillende consultaties, in de mate van het mogelijke, rekening gehouden met de vraag van de stakeholders om een evenwichtig en doelgericht programma op te maken, waarbij duurzaamheid (ecologisch, economisch en sociaal), innovatie en vernieuwing/verjonging van de landbouwsector centraal staan. Op vraag van de provincies en gemeentes wordt het nodige budget uitgetrokken om in te spelen op de noden van het platteland.

Wat EFRO betreft, bleek uit de consultaties in de eerste plaats een globaal positieve inschatting van de gemaakte inhoudelijke keuzes. Daarnaast werden een aantal specifieke aandachtspunten naar voor geschoven, waarvan als belangrijkste kunnen worden vermeld:

- ondersteuning van de inspanningen tot economische en maatschappelijke valorisatie van kennis en innovatie, en tot het uitbouwen van "missing links" in het Vlaamse innovatie-instrumentarium;
- ondersteuning van de voorziene inspanningen op het vlak van het bevorderen van de overgang naar een koolstofarme economie;
- bevordering van bredere participatie van kleinere steden en gemeenten door gerichte begeleiding en voorlichting, en een ruimere disseminatie van projectresultaten;
- meer aandacht voor het behoud en de creatie van duurzame tewerkstelling.
- aandacht voor een ruimere ondersteuning van ondernemerschap en het stimuleren (naast intrapreneurship) van andere (nieuwe) vormen van ondernemerschap.
- betrokkenheid bij de uitvoering van de "Geïntegreerde Territoriale Investerings";
- aandacht voor de problematiek van het Metropolitaan kerngebied;
- aandacht voor andere Europese programma's buiten de Structuurfondsen.

Voor ESF resulteerden de consultaties in:

- De bijsturing van de keuze en middelentoewijzing van de investeringsprioriteiten (vb. inzake 10.1, 9.2, 9.5);
- De nadruk op de territoriale verankering via een GTI Limburg, Kempen en West-Vlaanderen en het veralgemeend instellen van een modus operandi voor geografische reflectie bij het opmaken van opvolgen van oproepen;
- De nadruk op kansengroepen via een veralgemeende toepassing van de modus operandi inzake kansengroepen op de arbeidsmarkt;
- De nadruk op gendermainstreaming;
- De sterke nadruk op vereenvoudiging van administratieve lasten;
- Het behoud van het ESF in Vlaanderen als motor van arbeidsmarktvernieuwing en transnationale kennisuitwisseling;

- Een verruiming van de participatie in het toezichtscomité.

ELFPO organiseerde zowel een “open” consultatiedag voor alle geïnteresseerden (individueel en in naam van organisatie) als een brainstormdag voor de beheerders verbonden aan PDPO II. Daarnaast werd het brede publiek op vraag en op diverse fora regelmatig een stand van zaken voorgeschoteld. Tegelijkertijd en aanvullend liep de officiële MER-consultatie (Milieu-effectenrapportage). Deze informatiemomenten voor stakeholders en partners bleven vrij toegankelijk; er werden geen partners geselecteerd voor gesprek. De informatie- en consultatiemomenten die door PDPO zelf werden georganiseerd, werden gedragen door het Vlaams Ruraal Netwerk (dat zowel in PDPO II als in PDPO III instond / zal instaan voor de brede communicatie van het programma).

Op basis van de gesprekken en debatten tijdens de grote consultatiedag op 7 februari 2013 werden de grote lijnen en keuzes voor de PDPO-prioriteiten uitgewerkt door latere werkgroepen. Deze initiële bezorgdheden kunt u terugvinden in het rapport op <http://www.ruraalnetwerk.be/publicaties-0/rapport-consultatiedag-platteland-na-2013-waar-zetten-we-op>. Men kan dus zeggen dat PDPO III ontstond uit discussies met een breed draagvlak waarna werkgroepen van experts het programma verder hebben ingevuld. Tijdens deze uitwerking werd op regelmatige basis overlegd met de partners verbonden aan de Strategische Adviesraad Landbouw en Visserij (SALV, zie: <http://www.salv.be> voor de verschillende adviezen en een overzicht van de partners) en het politieke niveau.

EFMZV organiseerde de betrokkenheid via een ruim aantal consultatiemomenten waarbij een maximaal aantal actoren werden op uitgenodigd: reders, sectorvertegenwoordigers, overheden, economische en sociale partners, ngo's. Deze partners werden geselecteerd op basis van hun betrokkenheid bij het programma. De belanghebbenden hebben in de verschillende belangrijkste stappen van het OP een constructieve rol gespeeld. De SWOTs die de basis vormen voor prioriteiten van het OP en werden in overleg met de belanghebbenden opgesteld. Tijdens het opstellen van het OP konden de belanghebbenden het OP nog bijsturen. De huidige versie werd op 4 april geadviseerd door de Strategische Adviesraad Landbouw en Visserij (SALV) en hun bemerkingen werden meegenomen.

Tijdens de volgende programmaperiode 2014-2020 zullen de Comités van Toezicht van de verschillende fondsen de basis vormen voor verdere betrokkenheid van de ruime groep belanghebbenden, zodat zij ook in de loop van deze zeven jaar genoeg betrokken kunnen worden. EFRO zal bij de provincies en de grootsteden Gent en Antwerpen een contactpunt (als onderdeel van het programmasecretariaat) voorzien.

Het voortgangsrapport zal besproken worden in ieder Comité van Toezicht, in het overleg tussen de beheersautoriteiten en op de high level coördinatievergadering (zie verder). Verder zullen de stakeholders geïnformeerd en geconsulteerd worden bij de opmaak van het voortgangsrapport.

Région de Bruxelles-Capitale

La contribution bruxelloise à l'Accord de Partenariat a été élaborée sur base d'une approche partenariale fondée sur :

- Un recrutement relativement large, ouvert et transparent à chacune des étapes de construction des documents de programmation ;
- Une implication des autorités compétentes, notamment locales ;

- Une implication des partenaires économiques et sociaux ;
- Une association des organismes représentant la société civile.

L'approche partenariale adoptée repose sur trois niveaux de concertation :

- Concertation institutionnelle belge ;
 - Concertation au niveau bruxellois ;
 - Pilotage et accompagnement de l'élaboration de la contribution bruxelloise à l'Accord de partenariat.
- Concertation institutionnelle belge

Comme indiqué plus haut, cette concertation s'est matérialisée par des rencontres entre les différentes entités institutionnelles belges concernées par l'élaboration de l'accord de partenariat en vue de coordonner les apports de chacun.

- Concertation au niveau bruxellois : implication des forces vives aux étapes clés du processus de préparation de la contribution bruxelloise à l'accord de partenariat.

Différentes sphères de la société (institutions publiques, partenaires économiques et sociaux, organismes représentant la société civile) ont été associées à la délibération relative aux différentes étapes clés du processus de préparation (lancement, diagnostic, stratégie, approbation) de la contribution bruxelloise à l'accord de partenariat. Cette participation s'est organisée de la manière suivante :

- Séance d'information (15 mars) : une séance d'information publique qui a réuni près de 200 participants s'est tenue le 15 mars.
- Séance d'information complémentaire (21 février) : A l'invitation d'Innoviris⁷⁶, dans le cadre d'un processus piloté par cette structure bruxelloise, une information préalable sur la méthode, les intentions et le calendrier de travail de la Cellule FEDER et du consultant a été donnée à un groupe d'une centaine de participants de la recherche et développement et de l'innovation de la RBC.
- Diagnostic (mars-avril) : Suite aux séances d'information, une phase de diagnostic a été lancée afin d'identifier les grands enjeux et défis qui se posent à la Région pour la prochaine programmation. Ce diagnostic a été réalisé sur base, notamment, d'entretiens menés avec une vingtaine d'acteurs clé ayant une vue stratégique et transversale de la situation de la Région. Le diagnostic a été présenté et discuté le 24 avril 2013 lors d'un atelier participatif qui a réuni une cinquantaine d'acteurs de la Région.
- Construction de la stratégie (avril-septembre) :
 - La démarche partenariale s'est ensuite poursuivie dans le cadre de la conception de la stratégie des PO FEDER et FSE régional à Bruxelles. Ainsi, plusieurs ateliers participatifs de discussion se sont tenus durant le mois de juin (FEDER) et d'août (FSE régional) en vue de délibérer à propos des stratégies, objectifs, axes, et types d'intervention à mettre en place. Les résultats de ces ateliers ont permis de construire l'architecture finale des programmes opérationnels et de valider la nature et l'ampleur des besoins à rencontrer.

⁷⁶ Institut d'encouragement de la recherche scientifique et de l'innovation de la Région de Bruxelles-Capitale.

- La stratégie du PO FEDER a ensuite été présentée lors d'un colloque organisé en janvier 2014. Il s'agissait de présenter le PO (diagnostic, stratégie, objectifs, modalités de mise en œuvre, etc.) à l'ensemble des forces vives de la région impliquées dans la préparation et la mise en œuvre des fonds structurels à Bruxelles. Il s'agissait également de préciser les modalités liées à la procédure de sélection des projets (y compris l'accompagnement à la réalisation des dossiers de candidature) et de faire rencontrer les porteurs de projets potentiels en vue de susciter les échanges et les partenariats.
Enquête publique : en application de la directive 2001/42/CE relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et à sa transposition en RBC par l'ordonnance du 18 mars 2004, le projet de Programme opérationnel a été soumis à enquête publique. Dans ce cadre, chaque citoyen a eu la possibilité d'émettre les avis et observations qu'il juge pertinents compte tenu des priorités et objectifs proposés. Les avis et observations ainsi formulés ont été pris en considération pour la version finale du PO.
- Par la suite, le PO FEDER a été présenté pour avis à différents acteurs :
 - Le Conseil Economique et Social de la Région de Bruxelles-Capitale (CESRBC)
 - Le Centre national pour l'égalité des chances
 - Le Conseil bruxellois de l'environnement
 - Le Conseil de la Politique scientifique de la Région de Bruxelles-Capitale
 - Le Conseil de l'Environnement de la Région de Bruxelles-Capitale
 - Les localités (les 19 Communes de la Région)
 - A la population à travers l'organisation d'une enquête publique

Au final et comme le souligne l'évaluation ex ante, la conception du PO FEDER a fait l'objet d'une large concertation tout au long de son élaboration. Un grand nombre d'acteurs ont participé à l'élaboration du PO : opérateurs de développement économique, acteurs de l'innovation et de la recherche, collectivités locales, monde associatif, opérateurs de formation, porteurs de projets potentiels, partenaires thématiques et territoriaux, partenaires sociaux, etc. En outre, l'ensemble des citoyens bruxellois a pu faire valoir son point de vue à travers l'organisation d'une enquête publique menée avec une publicité considérable (web, radio, presse, etc.). Cette large participation a permis d'enrichir les différentes étapes d'élaboration du PO de manière à aboutir à une stratégie en phase avec les besoins de développement de la Région de Bruxelles-Capitale

L'élaboration et la rédaction de la contribution bruxelloise à l'accord de partenariat a été réalisée par le consultant Perspective Consulting dans le cadre d'un partenariat constructif permanent avec les autorités bruxelloises compétentes (cellule FEDER, cabinet de la ministre en charge de la coordination des Fonds structurels, de l'environnement et de la rénovation urbaine et le Cabinet de la Ministre en charge de l'emploi et de l'économie, Actiris et IDEA Consult). Ce partenariat s'est traduit par des rencontres régulières (au moins toutes les deux semaines) entre l'équipe de conseil et les autorités régionales sous forme de réunions de travail et de comités de pilotage. Des réunions d'échange ont également eu lieu avec d'autres cabinets. En outre, plusieurs réunions avec les représentants de l'ensemble du gouvernement bruxellois (Task force) ont été organisées afin de présenter l'état d'avancement des travaux à l'ensemble des représentants du Gouvernement bruxellois.

Le programme opérationnel FSE de la Région de Bruxelles Capitale a été élaboré de manière interactive. Dans le cadre de la préparation du PO, des entretiens exploratoires ont été menés. Les entretiens exploratoires avaient pour objectif de dégager les premières priorités pour le programme FSE 2014-2020 de la RBC sur base des priorités européennes et bruxelloises, des principaux défis régionaux et des enseignements de la précédente programmation FSE.

La liste des entretiens organisés est reprise dans le tableau ci-dessous.

N°	Organisation(s)	Personne(s) de contact
1	Observatoire Bruxellois de l'Emploi	Stéphane Thys Véronique Clette
2	Actiris: Direction Générale	Grégor Chapelle, Directeur général Yves Bastaerts, Directeur général adjoint
3	Actiris : Département Partenariat et Réseau et relations internationale	Fatine Daoudi Stéphane Laloux Geoffroy Goetghebuer Anissa Benchekroun
4	Cabinet du Ministre de l'Économie et de l'Emploi	Yvon Jadoul
5	Cabinet du Ministre Madrane (Formation professionnelle, Action sociale COCOF) Cabinet du Ministre Vanhengel (Enseignement, Formation VGC) Cabinet du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale	Chantal Jacquemart Laurent Van Der Elst Colas Hou
6	Partenaires sociaux	F.G.T.B. BRUXELLES: Eric Buysens C.G.S.L.B: Philippe Vandabeele (non présent) CSC: Myriam Gérard
7	Partenaire économique	(Anciennement BECI) : Frans De Keyser

Suite à ces entretiens, une note de discussion a été rédigée. Elle avait pour objectif de fournir une synthèse des différents entretiens menés et de donner un aperçu de la structure éventuelle du PO en suivant ceux-ci. Cette note a été validée en comité de pilotage le 26 juin 2013. Le comité de pilotage regroupe notamment les différents partenaires sociaux bruxellois. Le contenu des priorités a ensuite été précisé lors de session de travail avec Actiris le 30 août 2013 et le 1^{er} octobre 2013.

Notons que, pour le PO FSE Wallonie-Bruxelles, volet bruxellois, le Ministre de la Formation professionnelle en charge de la coordination et de la mise en œuvre du volet de la Commission communautaire française au sein du programme opérationnel Wallonie-Bruxelles 2007-2013, assure le pilotage des travaux d'élaboration du Cadre de partenariat et du PO pour définir les priorités d'action du Collège de la Commission communautaire française. Il est assisté dans cette tâche par les administrations de coordination. Ainsi, a été mis en place un Comité d'accompagnement au sein de la Commission consultative Formation Emploi Enseignement (CCFEE) chargé d'assurer la qualité des documents de programmation au regard des priorités arrêtées par le Collège et par les services de la Commission européenne. La CFEE et l'Agence FSE (chargée de la gestion du P.O. actuel) ont rédigé un document de base en concertation avec l'ensemble des Administrations et le Comité d'accompagnement. Ce document a été approuvé par le Collège le 11/07/2013 après avis du comité de pilotage politique constitué à cet effet. La consultation des partenaires, conformément aux prescrits réglementaires et aux propositions de la Commission, est organisée par les Ministres fonctionnels du Collège de la Commission communautaire française.

Communauté germanophone

Le processus de consultation des partenaires pour fixer les priorités de la programmation est étendu : y ont participé les partenaires sociaux (via le conseil économique et social de

la CG), les porteurs des projets FSE actuels (organisations de formation, d'intégration, de qualification), les institutions publiques, notamment l'office pour l'emploi de la CG, l'office pour les handicapés, les CPAS, la société de promotion économique pour l'Est de la Belgique, le gouvernement et les représentants politiques, les départements concernés du ministère ainsi des consultants externes. Ont également participé à cette consultation des groupes / institutions défendant les intérêts de minorités (p.ex. office pour personnes handicapés, la représentante de la CG dans le centre pour l'égalité des chances). Cette première consultation (en commun avec les parties prenantes des programmes INTERREG) a abouti à une identification des forces et faiblesses, des besoins et des défis. A partir de cette liste, une proposition des Axes prioritaires et des priorités d'investissement a été discutée avec ces mêmes partenaires et a permis, de préciser le public cible. Les projets du PO ont été discutés et approuvés par le gouvernement lors de deux séances. Il y a eu également une information large pour le public en présence de la presse.

Déjà dans la programmation 2007-2013, tous ces partenaires étaient membres du comité de suivi du FSE avec voix effective ; il est prévu de garder cette structure. L'implication des partenaires n'est donc pas seulement assurée lors de la formulation des objectifs mais aussi lors de l'exécution tout au long de la programmation.

1.5.2 Promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes, de la non-discrimination et de l'accessibilité (article 7 du CPR)

Depuis le Traité d'Amsterdam, l'égalité des chances est l'un des objectifs-clés de l'Union européenne.

Le principe d'égalité et de non-discrimination est, en Belgique, une clef de voûte des droits fondamentaux. Il est l'un des principaux droits protégés par la Cour constitutionnelle.

Ainsi, la Constitution promulguée en 1831 proclame l'égalité devant la loi. De plus, un article est inséré dans le texte fondamental le 24 décembre 1970 afin d'interdire toute discrimination. Enfin, le 21 février 2002, l'égalité entre les hommes et les femmes est proclamée : « Il n'y a dans l'État aucune distinction d'ordres. Les Belges sont égaux devant la loi ; seuls ils sont admissibles aux emplois civils et militaires, sauf les exceptions qui peuvent être établies par la loi pour des cas particuliers. L'égalité des femmes et des hommes est garantie. »

L'article 10 ajoute : « La jouissance des droits et libertés reconnus aux Belges doit être assurée sans discrimination. À cette fin, la loi et le décret garantissent notamment les droits et libertés de minorités idéologiques et philosophiques. »

Bien que cet article ne vise que la protection des minorités idéologiques et philosophiques, la Cour constitutionnelle a étendu la portée de la disposition à tous les droits et à toutes les libertés reconnus aux Belges. Les règles d'égalité et de non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie selon certaines catégories de personnes pour autant que le critère de différenciation soit susceptible de justification objective et raisonnable. De plus, si la loi traite indistinctement ceux qu'elle devrait traiter différemment, elle viole le principe de non-discrimination.

L'égalité des chances et notamment l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite est un élément essentiel à prendre en compte dans la mise en œuvre de tout projet et notamment dans les projets cofinancés par le FEDER. Il en va de même pour le FSE, qui, d'une part, parle d'égalité des chances et de dimension de genre et d'autre part, promeut des actions en faveur des personnes handicapées, prises dans leur ensemble, en en faisant un public cible spécifique.

Par ailleurs, en conformité avec ses engagements internationaux et européens, la Belgique, en ses trois différents niveaux de Pouvoirs (fédéral, régional et communautaire) s'est dotée d'un arsenal législatif et réglementaire ainsi que de services, institutions et associations spécialisés aux fins de prévenir toute discrimination de traitement, de garantir l'égalité des chances ainsi que l'égalité hommes/femmes et de sanctionner les comportements discriminatoires.

Ce cadre normatif concerne tous les secteurs de la vie sociale (emploi, aménagement d'infrastructures, éducation, accès aux activités sociales, culturelles, économiques et politiques, ...) et constitue le socle de base auquel il y a lieu de se référer, y compris dans la mise en œuvre des projets cofinancés par les fonds européens.

Le principe de l'égalité des chances est traité de manière transversale dans les différents programmes opérationnels belges.

Les entités veilleront ainsi à ce que ce principe soit respecté tout au long de la nouvelle programmation et ce, dans les divers fonds, et lutteront contre toute forme de discrimination afin que les citoyens, y compris les personnes handicapées et les personnes d'origine étrangère, aient accès aux biens et services fournis au public et faisant l'objet de cofinancement par les fonds visés.

Wallonie

L'ensemble des propositions d'intervention des autorités publiques pour lesquelles les fonds européens sont sollicités sont accessibles aux hommes et aux femmes de manière égale. En particulier, les actions de formation en vue de l'insertion sur le marché du travail doivent être accessibles aux hommes et aux femmes, sans distinction due au sexe, à la race ou l'origine ethnique, à la religion ou aux convictions, au handicap, à l'âge ou à l'orientation sexuelle.

Outre le cadre normatif décrit en introduction, des dispositions spécifiques ont été prises afin de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration du principe d'égalité des chances en ce domaine lors des différentes étapes de la mise en œuvre du programme.

Conscients des efforts déjà réalisés par les porteurs de projets FEDER dans le cadre de la programmation 2007-2013 en ce qui concerne plus spécifiquement l'accessibilité aux infrastructures des personnes à mobilité réduite, et dans l'optique de poursuivre au mieux dans le cadre de la programmation 2014-2020, l'asbl GAMAH (Groupe d'Action pour une Meilleure Accessibilité aux personnes Handicapées) et le Département de la Coordination des Fonds Structurels ont jugé utile de rappeler quelques règles et conseils en la matière. A la suite de plusieurs contacts, il a été mis en place une série d'actions dont notamment une sensibilisation générale via d'une part un article du Webzine FEDER et d'autre part une diffusion aux Comités d'accompagnement d'une brochure

qui, outre le rappel de la législation, permet surtout d'avoir un certain nombre de conseils pratiques pour s'assurer que les mesures adéquates sont prises en matière d'accessibilité. Par ailleurs, des formations ont été assurées les 28 février, 7 mars et 14 mars 2013 à destination des administrations fonctionnelles en charge des contrôles afin que celles-ci soient sensibilisées à l'accessibilité des bâtiments et des espaces publics. Ces formations se tenaient sous forme de présentations théoriques couplées à des exercices pratiques de mise en situation.

Par ailleurs, lors du lancement de l'appel à projets, des présentations ont été faites à tous les bénéficiaires potentiels au cours desquelles il était annoncé que recevoir un subside européen entraînait un certain nombre d'obligations et en particulier la nécessité de respecter les règles communautaires et notamment les règles en matière d'égalité hommes/femmes et d'égalité des chances. L'asbl Gamah est associée à ce processus.

En ce qui concerne le FSE, un guide pratique relatif à l'intégration de la dimension de genre dans un projet FSE « Le genre de manière transversale dans les projets FSE » a été publié et une sensibilisation des opérateurs potentiels sera assurée à l'occasion du lancement de l'appel à projets. Le travail de soutien méthodologique, qui s'est déroulé au cours de la programmation 2007-2013, a abouti à une réflexion multi-niveaux (Agence FSE, opérateurs, autorités FSE belges et autorités FSE européennes) visant à préparer la programmation 2014-2020 et à amorcer une transition vers une assistance centrée sur le renforcement des capacités des différents acteurs et non limitée à une exigence de formation seule. L'information et la sensibilisation à la dimension de genre sera soutenue par un outil d'autoformation en ligne qui offrira à tout opérateur le socle de connaissances minimales lui permettant de remplir ses obligations réglementaires en la matière, tout en proposant un terreau fertile pour un travail futur plus approfondi.

Dans le formulaire d'introduction de la fiche-projet, le candidat aux subventions FEDER et FSE doit identifier les effets au niveau de l'égalité des chances entre hommes et femmes ainsi que la lutte contre les discriminations et préciser comment le dossier introduit s'inscrit positivement dans les politiques transversales de la Commission.

Lors de la sélection des projets, chaque projet déposé sera analysé par rapport à son intégration dans la stratégie du programme opérationnel, quant au respect des critères de sélection, ... mais également en matière de respect des politiques transversales de la Commission (environnement, égalité hommes/femmes et égalité des chances).

Enfin, dans le suivi des projets, les obligations en la matière seront rappelées via notamment :

- Les arrêtés de subvention.
- Des séances d'information à destination des bénéficiaires retenus.
- Un vademecum à destination des chefs de file et des bénéficiaires du FEDER. Dans ce vademecum, il y a un chapitre spécifique consacré aux règles communautaires et nationales applicables dans lequel un point particulier concerne l'égalité des chances. Dans celui-ci, outre le rappel réglementaire, sera fourni également le lien vers d'une part le site de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes et d'autre part vers le site du centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme. Dans le cas du FSE, le Guide administratif et financier rappellera les informations et liens utiles.
- Les Comités d'accompagnement.

Par ailleurs, le conseil wallon égalité hommes-femmes, l'AWIPH et le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme ont été consultés et sont membres des Comités de suivi FEDER et FSE.

En ce qui concerne le FEADER, outre les mesures générales citées ci-dessus, et pour les mesures du programme de développement rural concernées, les obligations en matière d'égalité des chances seront rappelées lors des campagnes d'information à destination des bénéficiaires potentiels et à l'occasion des appels à projets.

Dans les formulaires qui devront être complétés pour introduire un projet, une rubrique spécifique devra être remplie par le bénéficiaire pour démontrer que le projet prend en compte cette problématique.

Le Conseil wallon de l'Égalité entre Hommes et Femmes est un des membres du Comité de suivi du programme.

Flandre

Het doel van het Vlaamse gelijke kansenbeleid is om gelijke kansen te bieden en om achterstellingen, uitsluitingen en discriminaties weg te werken en te voorkomen. Het decreet van 10 juli 2008 houdende een kader voor het Vlaamse gelijke kansen- en gelijke behandelingsbeleid bundelt het bieden van gelijke kansen en het garanderen van gelijke behandeling voor Vlaamse burgers en verankert de gebruikte methodieken en de doelstellingen. Door kwetsbare groepen in een brede waaier van levensdomeinen te bereiken en te versterken, wordt de sociale cohesie versterkt en bijgedragen tot een open en tolerant Vlaanderen.

Het Vlaamse gelijke kansenbeleid en het streven naar evenredige arbeidsdeelname en diversiteit zitten vervat in het Pact 2020 en in Vlaanderen in Actie, via de krachtlijnen 'Levenskwaliteit van hoog niveau' en 'Meer mensen aan de slag in meer werkbare jobs en gemiddeld langere loopbanen'. In het Pact worden deze krachtlijnen onder meer vertaald in het streven naar sociale inclusie, een diversiteitsbeleid in elke Vlaamse onderneming en organisatie en een aangename leefomgeving en toegankelijke samenleving.

Zowel tijdens de voorbereiding als tijdens de uitwerking van alle programma's en de maatregelen zal er worden op toegezien dat de gelijkheid tussen man en vrouw wordt gerespecteerd en de principes van toegankelijkheid en non-discriminatie zo vergaand mogelijk worden toegepast. Bij de monitoring en evaluatie wordt de opsplitsing naar gender zoveel mogelijk opgevolgd en wordt de positie van maatschappelijke kwetsbare groepen systematisch in kaart gebracht.

Bij de opmaak van het Partnerschapsakkoord werden verschillende departementen van de Vlaamse overheid op structurele wijze betrokken. Dit gebeurde onder andere via een ambtelijke werkgroep die nauw betrokken was doorheen het hele proces. Eén van de departementen die deel uitmaakte van de werkgroep was het departement dat instaat voor mainstreaming van gelijke kansen. Het Partnerschapsakkoord werd door de betrokken dienst voor gelijke kansen opgevolgd. De dienst werd actief betrokken bij het redactieproces.

EFRO zal het uitgangspunt van non-discriminatie opnemen in de criteria die zullen gehanteerd worden voor de beoordeling en selectie van de concrete acties in het kader van de verschillende thematische doelstellingen. Alle projectindieners zullen worden

verzocht de eventuele impact van hun project op het vlak van “gelijke kansen” te verduidelijken.

Op basis van de omgevingsanalyse en omwille van de noodzaak tot thematische concentratie heeft **ESF** Vlaanderen de investeringsprioriteit rond gender niet opgenomen in het OP. Wel worden gendermainstreaming en diversiteit als algemene horizontale principes geoperationaliseerd.

Concreet betekent dit dat op programma- en oproepniveau vertrokken wordt van een degelijke analyse die rekening houdt met een gender- en diversiteitsperspectief, waarbij gegevens verzameld worden die de situatie van mannen en vrouwen enerzijds en elementen van discriminatie anderzijds weergeven en dit zoveel mogelijk vanuit een intersectionale dimensie. Op basis van deze analyse worden – waar nuttig – relevante acties gedefinieerd en begeleidende indicatoren vastgelegd. De evaluatie van deze acties aan de hand van de indicatoren sluit de PDCA-cyclus en geeft input naar toekomstige initiatieven.

De gender- en diversiteitsdimensie integreren in elke fase van een programma/oproep veronderstelt niet dat men een genderexpert is of een expert in diversiteit, maar vraagt wel enige kennis van de problematiek. Het is dan ook logisch dat ondersteuning geboden wordt aan de personen die hieraan moeten voldoen. Dit betekent zowel ondersteuning van ESF-medewerkers als (potentiële) promotoren.

Inzake gendermainstreaming is de managementautoriteit nauw betrokken in een European Thematic Group en zal het pilot zijn voor het toepassen van de bevindingen van de Zweedse promotor. Verdere disseminatie en kennisverspreiding naar andere Belgische en Vlaamse autoriteiten behoort tot de mogelijkheden en werd ook in het verleden georganiseerd.

Voor **ELFPO** stelt dit geen probleem, vermits de verschillende regelgevingen tot uitvoeringen geen onderscheid maken tussen mannen en vrouwen als bedrijfsleider of projectuitvoerder. Voor de raden, commissies, comités die zullen worden opgericht dient ook de Vlaamse wetgeving terzake te worden gerespecteerd. Deze stelt dat ten hoogste twee derde van de leden van een adviesorgaan van hetzelfde geslacht mag zijn.

Het OP **EFMZV** zal op diverse manieren bijdragen aan het vergroten van de rol en betekenis van vrouwen in de visserijsector. Bijvoorbeeld door participatie van minstens 1/3 vrouwen in de Plaatselijke Groep (PG), comités en commissies of specifieke aandacht voor de vrouw als onderdeel van de strategieën en geplande acties van de PG. In ieder geval zijn alle facetten van het Belgisch OP opgesteld volgens het principe van gelijke kansen.

Région de Bruxelles-Capitale

Promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes et de la non-discrimination

Conformément à la réglementation européenne, la Région de Bruxelles-Capitale veille à ce que l'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la perspective de genre soient prises en compte et favorisées tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre des Programmes Opérationnels, y compris en ce qui concerne le suivi, l'établissement de rapports et l'évaluation.

Dans cette perspective, plusieurs mécanismes et initiatives ont été mis en œuvre, parmi lesquels on peut pointer :

- L'inscription d'une stratégie explicite visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'accord gouvernemental 2009-2014 du Gouvernement bruxellois. En effet, celui-ci a confirmé la volonté de la Région d'intégrer la dimension du genre dans l'ensemble de ses compétences. L'objectif de la Région est d'améliorer ainsi l'égalité entre les femmes et les hommes.
- En septembre 2010, le Gouvernement bruxellois a approuvé un avant-projet d'ordonnance visant l'intégration du genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale. En ce moment, l'avis du Conseil d'Etat est demandé sur cet avant-projet.
- La Cellule « égalité des chances » du Service public régional de Bruxelles » réalise des actions de sensibilisation, d'information et de communication et promeut le principe de non-discrimination, de diversité et d'égalité entre les hommes et les femmes. Elle mène également vis-à-vis du public bruxellois une politique de non-discrimination et d'égalité des chances en portant une attention spécifique à un certain nombre de groupes fragilisés.: les hommes et les femmes, les personnes handicapées, les personnes d'origine étrangère, et les holebis (homosexuels, lesbiennes et bisexuels).
- Le Conseil consultatif pour l'Egalité entre les Femmes et les Hommes (CCEFH) se penche sur toutes les situations, questions et problèmes à Bruxelles qui portent sur l'égalité entre les femmes et les hommes. Il émet des avis - que ce soit à la demande du gouvernement et du parlement ou à sa propre initiative - concernant des questions au sujet du genre comme la discrimination, la violence entre partenaires, l'égalité des chances au niveau de la carrière professionnelle,...

En matière de discrimination, la Région bruxelloise - à l'instar de nombreuses autres zones urbaines à forte densité de population issue de l'immigration - est confrontée à des phénomènes discriminatoires aigus (particulièrement en ce qui concerne l'accès à l'emploi). Quatre grandes conclusions peuvent être dégagées des études menées sur le sujet⁷⁷ :

- L'importance des phénomènes discriminatoires en raison de l'origine ethnique ;
- La persistance des discriminations dans le temps ;
- L'acquisition de la nationalité belge ne protège pas de la discrimination qui touche les minorités dites « visibles » (sur base de l'apparence physique, du nom, ...)
- La discrimination frappe tant les femmes que les hommes d'origine étrangère, tant les travailleurs hautement que faiblement qualifiés.

Ces éléments renforcent la nécessité d'intégrer la lutte contre les discriminations comme priorité transversale de la future programmation des fonds structurels à Bruxelles. La volonté exprimée par les programmes opérationnels FEDER et FSE régional en RBC est de traiter de manière transversale la question des publics les plus défavorisés et, plus particulièrement celle des publics dits « allochtones ». Plus spécifiquement, le PO FEDER pourra activer deux types de leviers sur cette question :

⁷⁷ A. Martens, M. Van de maele, S. Vertommen, H. Verhoeven, N. Ouali, Ph. Dryon , Discriminations des personnes d'origine étrangère sur le marché du travail de la Région de Bruxelles-Capitale, KUL - ULB, 2005.

- Envisager, pour certains projets porteurs d'activités et d'emploi, des critères de discrimination territoriale : certaines communes et certains quartiers concentrent une part significative des publics ici concernés et peuvent donc être identifiés de manière précise pour orienter certains projets.
- Stimuler de manière innovante et créative des projets issus des quartiers en plus grande précarité économique et sociale afin d'y valoriser différemment les compétences existantes, l'entrepreneuriat local et l'innovation ascendante.

Au final, afin de s'assurer du bon respect du principe de non-discrimination et d'égalité entre homme et femme, les évaluations menées pourront comporter un volet spécifique sur ces questions.

Les actions développées dans le cadre du volet bruxellois du PO FSE Wallonie – FWB - COCOF sont identiques à celles reprises dans la partie « Wallonie ».

Accessibilité

De manière générale et conformément à l'annexe 1 de la proposition de règlement portant dispositions communes relatives aux Fonds Structurels, les autorités de gestion de ces fonds veilleront à ce que tous les produits, biens, services et infrastructures qui sont ouverts ou fournis au public et cofinancés par les Fonds soient accessibles à l'ensemble des citoyens, y compris aux personnes handicapées. De manière plus spécifique, une attention particulière sera portée sur la garantie de l'accessibilité à l'environnement physique, au transport et aux technologies de l'information et de la communication, afin de permettre l'inclusion des catégories défavorisées, dont les personnes handicapées. Des actions tout au long du cycle de vie de la programmation seront menées pour repérer et supprimer les obstacles à l'accessibilité ou empêcher l'apparition de nouveaux obstacles.

Communauté germanophone

Lors de la consultation des partenaires pour préparer le PO FSE, entre autre la représentante de la CG au centre pour l'égalité des chances a été impliquée activement. L'égalité des chances est un principe fondamental pour les actions menées dans le cadre du FSE dans la Communauté germanophone. Ceci implique l'égalité entre femmes et hommes, la lutte contre l'exclusion des groupes défavorisés notamment les immigrés, les handicapés, les personnes peu qualifiées. Pour garantir cette égalité, les autorités de gestion veillent à la visibilité des actions soutenues par le FSE. Un guide est mis à la disposition des porteurs de projets. Toute demande de projet doit spécifier comment l'égalité des chances est garantie dans leur offre. Lors des contrôles et des visites sur place, l'exécution des objectifs d'égalité est vérifiée grâce à des indicateurs spécifiés dans la demande.

1.5.3. Développement durable (article 8 du CPR)

La Belgique accorde une attention particulière à la mise en œuvre des différentes dimensions du développement durable (sociale, économique et environnementale) au sein de ses politiques publiques relevant aussi bien de l'Etat fédéral que des Régions.

La promotion d'un développement durable fait partie de la Constitution belge. Cette dernière stipule en son article 7bis que « Dans l'exercice de leurs compétences

respectives, l'Etat fédéral, les communautés et les régions poursuivent les objectifs d'un développement durable, dans ses dimensions sociale, économique et environnementale, en tenant compte de la solidarité entre les générations ».

La consultation et la participation d'instances pertinentes dans le domaine (par exemple, l'AWAC pour la Wallonie) font partie intégrante du mode de travail des autorités de gestion des différents fonds pour l'élaboration des actions à entreprendre.

Outre son attention pour le développement durable, la Belgique est également attentive à l'application du principe de pollueur-payeur figurant dans la Directive 2004/35/CE sur la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux, principe consistant à faire supporter le coût de la pollution à celui qui l'a engendrée.

Des évaluations stratégiques environnementales sont réalisées dans les différentes régions, permettant de s'assurer que l'article 8 du règlement général est respecté.

Investerings in Natura 2000 moeten in lijn zijn met de 'Prioritised Action Frameworks' (PAFs) zoals voorgeschreven door artikel 8 van de Habitatrichtlijn 92/43/EEC. Complementariteit en coördinatie met LIFE zou moeten verzekerd worden op regionaal niveau.

Risicopreventie en management moet, voor zover mogelijk, worden geïntegreerd in alle beleidsthema's en gefinancierde acties.

In Europa blijkt België na Nederland het meest kwetsbaar te zijn voor overstromingen ten gevolge van een stijgend zeeniveau: in Vlaanderen ligt 15% van het oppervlak minder dan 5 meter boven het gemiddelde zeeniveau. Bovendien blijkt de Belgische kustlijn de meest bebouwde van Europa: in 2000 was ruim 30% van de kuststrook van 10 km bebouwd, en zelfs bijna 50% van de strook tot 1 km van de kustlijn. In West-Vlaanderen woont 33% van de bevolking in laaggelegen poldergebieden die gevoelig voor overstromingen vanuit de zee (Klimaat-effectschetsboek West- en Oost-Vlaanderen, 2012). Vergeleken met 1970 lag het jaargemiddelde zeeniveau in 2010 al 103 mm hoger in Oostende, 115 mm hoger in Nieuwpoort en 133 mm hoger in Zeebrugge (VMM-MIRA). Dit toont aan dat in België vooral Vlaanderen kwetsbaar is voor overstromingen vanuit de zee, ten gevolge van de klimaatverandering.

Duurzaam inkopen moet worden toegepast, voor zover mogelijk, in alle gefinancierde acties.

Waar relevant moeten interventies voor stedelijk transport in lijn zijn met Luchtkwaliteitsplannen onder Richtlijn 2008/50/EC.

Wallonie

En Wallonie, la Déclaration de politique régionale 2009-2014 et le Plan Marshall 2. Vert ont mis l'accent sur la promotion d'un développement durable à travers toutes les politiques publiques pour réorienter l'économie et créer des emplois, promouvoir plus de cohésion sociale et faire face aux défis environnementaux. Cette volonté de faire du développement durable une opportunité pour faire face aux différentes crises s'est

traduite par plusieurs actions concrètes dont les plus importantes et les plus représentatives sont :

- La mise en place d'une alliance emploi environnement dans le secteur de la construction basée sur les principes d'équité inter- et intra-générationnelle et sur l'utilisation efficace des ressources.
- La promotion du rôle d'exemple des pouvoirs publics avec la mise en place de plusieurs actions visant à réduire les impacts environnementaux liés aux activités du secteur public (ex : mise en place de systèmes de gestion environnementale) et avec des actions de soutien à l'insertion de clauses environnementales et sociales dans les marchés publics.
- L'intégration de critères de développement durable dans plusieurs programmes de recherche pour amener une réflexion plus systémique dans les travaux de recherche financés par la Wallonie.
- La préparation d'un projet de décret relatif à la stratégie wallonne de développement durable faisant référence aux principes de la Déclaration de Rio et aux principes d'efficacité, de résilience et de suffisance⁷⁸, et l'élaboration d'une première stratégie wallonne de développement durable portant sur plusieurs thèmes (alimentation, logement, modes de consommation et de production, santé, cohésion sociale, énergie, mobilité).
- La décision de créer une cellule d'avis qui sera chargée de mener une évaluation ex ante des impacts sur le développement durable de certaines décisions du Gouvernement.
- L'Agence Wallonne de l'Air et du Climat a lancé une étude préparatoire sur l'évaluation des vulnérabilités de la Wallonie face aux changements climatiques et des possibilités d'adaptation. Ce rapport présente les résultats des projections climatiques régionales, basées sur un choix d'un scénario d'émissions moyen et de modèles globaux et régionaux.

Afin de sensibiliser les pouvoirs locaux aux impacts des changements climatiques et de les accompagner dans la démarche de l'adaptation, l'Agence wallonne de l'Air et du Climat a financé une seconde étude s'intéressant cette fois-ci à un niveau plus local.

L'idée est qu'en même temps que de guider la politique d'adaptation aux niveaux régional et national, les actions concrètes doivent être mises en place au niveau local. Un outil (« Outil d'aide à l'évaluation de la vulnérabilité au changement climatique à l'échelle de la commune ») a donc été développé afin d'aider les communes à établir un diagnostic de la vulnérabilité de leur territoire aux effets des changements climatiques.

Le développement durable est au cœur des préoccupations et se déclinera au travers de tous les axes prioritaires des programmes opérationnels qui seront déployés en Wallonie.

Flandre

Duurzame Ontwikkeling (DO) wordt in het Vlaams decreet gedefinieerd als “het voorzien in de behoeften van de huidige generatie zonder de mogelijkheden tot behoeftevoorziening van toekomstige generaties in gevaar te brengen, waarbij aandacht gegeven wordt aan de integratie van en de synergie tussen de sociale, de ecologische en

⁷⁸ Principe selon lequel la consommation de biens et de services doit viser un niveau optimal de bien-être moral et physique, en tenant compte de la priorité qui doit être donnée à la satisfaction des besoins essentiels des plus démunis.

de economische dimensie, en waarvan de realisatie een veranderingsproces vergt waarin het gebruik van hulpbronnen, de bestemming van investeringen, de gerichtheid van technologische ontwikkeling en institutionele veranderingen worden afgestemd op zowel toekomstige als huidige behoeften.” Het Vlaams beleid DO is inclusief en wordt door elke minister vertaald en gevoerd, gecoördineerd om consistent en coherent te zijn, en participatief, samen met het maatschappelijk middenveld.

De uitvoering van het partnerschapsakkoord zal aansluiten bij de doelstellingen, acties en initiatieven van de Tweede Vlaamse Strategie voor Duurzame Ontwikkeling (VSDO) die op 29 april 2011 werd goedgekeurd door de Vlaamse Regering. Een langetermijnvisie (2050) voor een duurzame maatschappij is richtinggevend voor deze Vlaamse strategie. De klemtoon ligt op de noodzaak om via processen van (systeem)innovatie en maatschappelijke transitie het beleid te enten op fundamentele lange termijnveranderingen in een aantal cruciale systemen zoals bijvoorbeeld het wonen en bouwen systeem, het materialensysteem of het energiesysteem.

Wat betreft het principe van de ‘vervuiler betaalt’, zal dit als algemeen aandachtspunt meegenomen worden doorheen de uitvoering van de programma’s. In het bijzonder zal dit waar relevant opgenomen worden in de beoordeling van de projecten van de diverse fondsen.

Région de Bruxelles-Capitale

Globalement, l’ensemble des fonds structurels européens seront engagés, lors de la programmation 2014-2020, dans le cadre d’une stratégie générale de développement durable en accord avec les engagements pris par la Région et les partenaires sociaux dans le cadre du Pacte de Croissance Urbaine Durable (New deal).

Le FEDER, à travers son objectif général d’amélioration du métabolisme urbain, soutient une approche intégrée, mêlant les aspects économiques, sociaux et environnementaux, du développement durable en milieu urbain. Le rapport d’incidence sur l’environnement met en évidence les impacts positifs sur l’environnement du programme, singulièrement dans les secteurs de la construction durable, de l’alimentation durable et celui des déchets.

Afin de garantir la pleine intégration du développement durable dans les Fonds, les autorités de gestion mèneront, conformément aux prescrits de la législation européenne, des actions tout au long du cycle de vie du programme afin de prévenir ou réduire les effets néfastes des interventions sur l’environnement et d’obtenir des avantages nets sur le plan social, environnemental et climatique :

- En axant les investissements sur les options les plus économes en ressources et les plus durables ;
- En évitant les investissements qui risquent d’avoir un impact négatif important sur l’environnement ou le climat et en soutenant les actions qui visent à atténuer les éventuelles autres répercussions ;
- En adoptant une perspective à long terme dans la comparaison du coût de différentes options d’investissement sur l’ensemble du cycle de vie ;
- En recourant davantage aux clauses sociales et environnementales dans les marchés publics.

Les projets financés tiendront également compte des exigences existantes en matière de biodiversité, de gestion de l’eau (et notamment de la hiérarchisation des solutions de

gestion de l'eau) et de gestion des déchets. Des évaluations menées sur ces thématiques pourront être réalisées.

Communauté germanophone

Une vérification de l'impact sur l'environnement au sens propre est moins opportune dans des projets FSE. Mais chaque projet doit spécifier dans quelle mesure il conduit à des effets positifs à long terme. Pour chaque mesure, l'efficacité et l'efficience sont mesurées.

1.5.4. Objectifs des politiques horizontales

Waar relevant zal de 'health in all policies' in acht genomen worden als horizontaal principe bij de uitvoering van de fondsen.

Wallonie

Base des enjeux relevés pour la Wallonie, une stratégie de développement peut être élaborée visant à accroître de façon durable le PIB, tout en favorisant l'inclusion sociale.

La façon d'atteindre cet objectif prioritaire peut être définie à partir de la chaîne causale qui relie la production au nombre d'entreprises actives sur le territoire, à l'emploi que chacune d'entre elles génère et à la productivité moyenne de ces emplois.

Enfin, une croissance durable requiert que l'indispensable augmentation de la production de valeur ajoutée reste compatible avec les objectifs environnementaux, singulièrement la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il s'agit là d'une contrainte à respecter.

Cette stratégie s'est construite dans un contexte particulier, à savoir celui de la sixième réforme constitutionnelle de l'Etat. Elle s'inscrit en cohérence et en appui avec les priorités fixées au niveau européen, au niveau belge et au niveau wallon, en complémentarité, notamment, avec les dynamiques COSME et Horizon 2020 initiées par la Commission européenne, le transfert de compétences au profit des entités fédérées et le Plan Marshall 2022 initié par la Wallonie.

Au delà du déficit d'attractivité des centres urbains denses du sillon industriel lié à des problèmes de précarisation et de dégradation du cadre de vie, la Wallonie devra être attentive à la limitation de l'étalement urbain. En effet, la périurbanisation est une pratique ancrée dans le « modèle » culturel wallon. Cela entraîne différents inconvénients : plus une ville est étalée et plus la démographie urbaine est faible, plus les coûts de gestion sont élevés (extension des réseaux électriques, des réseaux d'égouttage, collecte des déchets, entretien de la voirie, coûts de congestion). C'est pourquoi une réflexion sur l'occupation de l'espace devra être menée en Wallonie, afin d'arriver à une consommation plus adéquate des espaces.

Flandre

Het toekomstige Cohesiebeleid zal aansluiten op de Europa 2020-doelstellingen. Wat Vlaanderen betreft zal het programma 2014-2020 gebaseerd zijn op Vlaanderen in Actie en het Pact 2020 en op het Vlaams Hervormingsprogramma Europa 2020.

Vlaanderen in Actie (ViA) is het toekomstproject voor Vlaanderen. Vlaanderen wil tegen 2020 uitmunten als een economisch innovatieve, duurzame en sociaal warme samenleving. Als Vlaanderen in 2020 dit wil bereiken en op deze terreinen een Europese topregio wil zijn, moet het op verschillende vlakken nog betere resultaten bereiken. Die doelstellingen hebben de Vlaamse Regering en alle belangrijke maatschappelijke partners vastgelegd in het Pact 2020.

Met het Vlaams hervormingsprogramma (VHP) Europa 2020, wordt op Vlaams niveau invulling gegeven aan de Europa 2020 strategie. Elk jaar stelt de Vlaamse Regering een VHP op, dat de maatregelen aangeeft die de Vlaamse Regering neemt op het vlak van de uitvoering van de landenspecifieke aanbevelingen en voor de realisatie van de Vlaamse Europa 2020-doelstellingen.

Het Partnerschapscontract en de operationele programma's zullen rond volgende drie centrale gemeenschappelijke doelstellingen worden uitgewerkt:

- Een competitieve en duurzame economie;
- Levenskwaliteit van een hoog niveau;
- Meer mensen aan de slag, in meer werkbare jobs en gemiddeld langere loopbanen (dit behelst ook de uitdaging m.b.t. active ageing).

Région de Bruxelles-Capitale

Les changements démographiques constituent le premier objectif des politiques horizontales de la Région de Bruxelles-Capitale.

Son essor démographique constitue un défi majeur. En effet, « la croissance prévue de 14.000 habitants/an (1,3 %) est plus du double de celles de la Flandre et de la Wallonie. »

Les implications sont multiples:

- Rajeunissement de la population (jeunes en augmentation de 30 %) et croissance plus forte de la population active que de l'emploi (d'où potentielle augmentation du chômage).
- Les migrations externes sont composées pour 2/3 par des populations aux faibles ressources et à la faible qualification, ce qui entraîne une baisse significative du revenu moyen/habitant et menace l'équilibre des recettes financières régionales.
- Pression sur les équipements collectifs (crèches, écoles, parcs, ...) et les ressources naturelles.
- ...

Dans ce contexte, les fonds européens veilleront à tenir compte des conséquences de l'évolution démographique, que ce soit sur le plan social, économique et environnemental dans une perspective de développement durable.

Par ailleurs, la Région veillera à ce que les investissements réalisés avec le soutien des Fonds tiennent également compte du potentiel d'atténuation des changements climatiques et démontrent d'une bonne adaptation aux impacts de ceux-ci telles que l'augmentation des risques de vagues de chaleur, d'inondations et des phénomènes météorologiques extrêmes.

Une action spécifique destinée à mieux maîtriser le phénomène des changements climatiques globaux et de leurs incidences en RBC fera l'objet d'une analyse plus spécifique dans le cadre de la préparation du Programme opérationnel FEDER.

Communauté germanophone

A côté de la référence à la stratégie EU2020, les actions soutenues par la Communauté germanophone dans le cadre du FSE seront accordées avec le concept de développement régional (REK – Regionales Entwicklungskonzept).

1.6 La liste des programmes FEDER, FSE et IEJ, FEADER ou FEAMP, incluant les allocations respectives par fonds et par an

Titre du programme	Fonds struct.	Total	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Wallonie-2020.EU – La Stratégie wallonne pour une croissance intelligente durable et inclusive en partenariat avec l'Union Européenne - 2014BE16RFOP003	FEDER	681 350 151	91 645 204	93 480 026	95 351 313	97 259 648	99 206 115	101 191 472	103 216 373
Operationeel programma EFRO - 2014BE16RFOP002	FEDER	173 565 258	23 345 447	23 812 844	24 289 531	24 775 654	25 271 492	25 777 236	26 293 054
Programme opérationnel FEDER de la Région de Bruxelles-Capitale - 2014BE16RFOP001	FEDER	94 671 959	12 733 880	12 988 824	13 248 835	13 513 993	13 784 450	14 060 311	14 341 666
Wallonie-Bruxelles 2020.EU – Des compétences wallonnes et bruxelloises pour une société de la croissance intelligente durable et inclusive en partenariat avec l'Union Européenne - 2014BE05M9OP001	FSE	577 720 448	77 706 461	79 262 216	80 848 889	82 466 977	84 117 397	85 800 792	87 517 716
Operationeel programma ESF - 2014BE05SFOP002	FSE	393 902 973	52.982.037	54.042.786	55.124.616	56.227.865	57.353.159	58.500.936	59.671.574
Programme opérationnel FSE de la Région de Bruxelles-Capitale - 2014BE05M9OP002	FSE	46 096 228	6 200 187	6 324 320	6 450 920	6 580 029	6 711 715	6 846 032	6 983 025
Programme opérationnel FSE de la Communauté germanophone - 2014BE05SFOP001	FSE	11 000 000	1 479 558	1 509 180	1 539 391	1 570 200	1 601 625	1 633 677	1 666 369
IEJ RBC - 2014BE05M9OP002	IEJ	5 871 110	3 298 376	2 572 734					
IEJ Wallonie - 2014BE05M9OP001	IEJ	36 563 960	20 541 551	16 022 409					
Programme wallon de développement rural 2014-2020 - 2014BE06RDRP002	FEADER	264 031 878	37 486 839	37 562 172	37 638 989	37 717 320	37 797 290	37 877 444	37 951 824
PDPO III - 2014BE06RDRP001	FEADER	287 758 881	40 855 562	40 937 665	41 021 386	41 106 756	41 193 912	41 281 269	41 362 331
Operationeel programma EFMZV - 2014BE14MFOP001	FEAMP	41 746 051	5 722 130	5 795 229	5 848 204	5 942 991	6 081 279	6 122 861	6 233 357
	Total	2 614 278 896	373.997.232	374.310.405	361.362.074	367.161.433	373.118.434	379.092.030	385.237.288

In bijlage I is een overzicht toegevoegd van de financiële allocatie per fonds, per jaar en per type categorie.

1.7 Demande de transfert des allocations des Fonds structurels entre catégories de régions

Non applicable.

1.8 Transfert de l'objectif de coopération territoriale européenne vers l'objectif d'investissement pour la croissance et l'emploi

Non applicable.

1.9 Demande de transfert de l'assistance technique à la Commission européenne

Non applicable.

1.10 Information sur l'allocation de la réserve de performance

		Montants exclus pour les objectifs de calcul de la réserve de performance					
Fonds	Catégorie de région	Support total de l'Union	Soutien FSE correspondant à l'IEJ (EUR)	Transferts PAC	Support de l'Union sujet à la réserve de performance (EUR)	Réserve de performance (EUR)	Réserve de performance comme partage du support de l'Union sujet à la réserve
		(EUR)					
FEDER	Régions plus développées	293 032 254			293 032 254	17 581 935,24	6%
	Régions en transition	656 555 114			656 555 114	39 393 306,84	6%
TOTAL FEDER		949 587 368			949 587 368	56 975 242,08	6%
FSE	Régions plus développées	645 587 632	13 754 080		631 833 552	37 910 013,12	6%
	Régions en transition	383 132 017	28 680 990		354 451 027	21 267 061,62	6%
TOTAL FSE		1 028 719 649	42 435 070		986 284 579	59 177 074,74	6%
FEADER	NA	551 790 759			551 790 759	33 107 445,54	6%
CF	NA	NA			NA	NA	NA
FEAMP	NA	41 746 051			41 746 051	2 504 763,06	6%
TOTAL (Tous les fonds)		2.571.843.827			2.529.408.757	151.764.525,45	6%

2. SECTION 2 - LES MESURES PRISES POUR ASSURER UNE MISE EN ŒUVRE EFFICACE

(Article 15(1) (B) CPR)

2.1 Les dispositions, en ligne avec le cadre institutionnel belge, qui assurent la coordination entre les fonds structurels européens d'investissement et les autres instruments de financement européens ou nationaux et avec la Banque européenne d'investissement

Dans le but d'atteindre les objectifs de la stratégie Europe 2020 et d'avoir une cohérence entre les divers programmes contenus dans l'accord de partenariat, une structure de coordination a été mise en place et rassemble les représentants des entités fédérées. Les éléments épinglés comme principaux par chaque entité sont développés ci-dessous.

Wallonie

Coordination entre les fonds structurels européens d'investissement

Pour aider les bénéficiaires et les candidats, un vaste appel à projets publics a été lancé le 14 mars 2014, pour le FEDER et le FSE, à l'initiative du Ministre-Président du Gouvernement wallon ayant la coordination des Fonds structurels dans ses attributions. Des séances d'information ont été organisées dans ce cadre Liège et à Charleroi.

L'ensemble des forces vives de Wallonie (entreprises, opérateurs économiques, pouvoirs locaux, secteur associatif, ...) ont été conviées à ces séances d'information dans l'objectif de fournir une information détaillée concernant les possibilités de financement offertes par l'intervention conjointe de la Commission européenne et de la Wallonie et/ou de la Fédération Wallonie Bruxelles.

Le contenu des séances d'information ont porté notamment sur les éléments suivants :

- Stratégie territoriale et objectifs
- Conditions d'éligibilité.
- Modalités d'introduction d'un dossier.
- Description des procédures d'examen des demandes de financement et les délais y afférents.
- Critères de sélection.
- Synergies entre Fonds.

Cet appel à projets publics s'est clôturé le 15 mai 2014.

Par ailleurs, un site internet « europe.wallonie.be » reprend l'ensemble des documents de programmation FEDER 2014-2020 ainsi que le cadre réglementaire et le calendrier prévisionnel. Des liens croisés sont disponibles sur ce site pour accéder aux sites plus particuliers des autres fonds.

Enfin, en ce qui concerne plus spécifiquement les aides aux entreprises, une base de données commune (MIDAS) reprend toutes les aides disponibles en Wallonie quel que soit l'objet de cette aide (investissement, engagement de personnel, ...).

Bien que les programmes soient monofonds, la volonté du Gouvernement wallon qui est l'Autorité de gestion, commune aux programmes FEDER, FSE et FEADER est de favoriser le plus possible les synergies entre les programmes.

C'est ainsi que leur rédaction a été confiée à un même prestataire extérieur pour le FEDER et le FSE (cfr infra) et que les appels à projets ont été lancés simultanément en mars 2014.

Par ailleurs, et comme par le passé, l'Agence Fonds Social Européen (FSE) et la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement (DGO3) en charge du suivi des programmes FEADER et FEAMP seront membres des Comités de suivi des programmes opérationnels FEDER-FSE qui se tiennent conjointement sous la présidence du Ministre-Président du Gouvernement wallon qui a la coordination des Fonds structurels dans ses attributions. Inversement, le Département de la Coordination des Fonds structurels participe à leurs Comités de suivi.

Ces deux mêmes organismes auxquels s'ajoute le service en charge du suivi des programmes de Coopération territoriale sont également membres du Groupe de travail administratif des fonds structurels.

Par ailleurs, le Département de la Coordination des Fonds structurels participe aux réunions du groupe de travail Politique Economique Régionale et aux réunions INTERREG, en fonction de l'ordre du jour, de manière à assurer un maximum d'échange d'informations et de synergies entre les programmes. De plus, un spécialiste trans-fonds sera plus particulièrement affecté au renforcement des synergies entre fonds et avec les autres programmes européens tant au Département de la Coordination des Fonds structurels qu'à l'Agence FSE.

Finalement, on peut également citer la participation du Département de la Coordination des fonds structurels aux réunions des comités de sélection des projets FEDER et FSE, présidés par le Ministre-Président ayant la coordination des fonds structurels dans ses attributions.

Concernant le FEADER, lors de l'élaboration des mesures, des contacts étroits avec les services en charge des mesures relevant du FEDER pour lesquelles des synergies pouvaient être établies entre les deux fonds (mesures d'aide aux entreprises essentiellement) ont été maintenus de façon à assurer la cohérence de leurs interventions respectives. Différents mécanismes permettront de vérifier la cohérence dans la mise en œuvre des programmes opérationnels : des représentants des administrations de coordination des différents fonds sont membres du comité de sélection des projets pour le FEADER.

L'échange d'informations entre les différents intervenants dans le processus d'approbation des projets du FEADER se fera également, et ce pendant toute la période de programmation, via les bases de données de projets développées par les administrations de coordination pour la gestion et le suivi des fonds communautaires.

Enfin, l'échange d'informations liées à la gestion des programmes sera facilitée par des réunions régulières d'une task force inter-administrative.

La présidence du comité de suivi pour le FEADER sera assurée par le Ministre-Président, en charge de la coordination des fonds structurels.

Pour le FEADER et le FEAMP, une coordination entre les niveaux régional et fédéral se fait via la Conférence interministérielle de Politique agricole et plus particulièrement via son groupe de travail permanent.

Coordination interne entre le 1^{er} et le 2^{ème} pilier de la PAC (coordination FEAGA-FEADER)

Le Gouvernement wallon s'assure de la cohérence et de la compatibilité des mesures retenues dans le cadre des piliers 1 et 2 de la PAC.

- Au plan politique, une attention particulière est accordée à cet aspect des choses. A titre d'exemple, la politique visant les jeunes agriculteurs a été conçue afin de maximiser les effets dans les 2 piliers.
- Les services en charge de la conception des mesures relevant des piliers 1 et 2 de la PAC sont la Direction de la Politique agricole et la Direction des Programmes européens, toutes deux intégrées au Département de la Politique européenne et des Accords internationaux (DPEAI), au sein duquel la coordination est assurée.
- La gestion des mesures et leur paiement, pour les piliers 1 et 2, sont assurés par l'organisme payeur de Wallonie (Département des Aides) intégré, comme le DPEAI, au sein de la Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement (DGARNE). Les régimes d'aides relevant du 1^{er} pilier et du 2^{ème} pilier (mesures surface) sont activés via un formulaire spécifique commun (déclaration de superficie) rentré annuellement par les demandeurs.

Description des dispositions pour la coordination des fonds structurels européens d'investissement et avec d'autres instruments de financement européens ou nationaux, et la BEI

Les Autorités entendent mobiliser les fonds dans une politique d'ensemble cohérente et soutenant les actions déjà entreprises par elles dans le cadre des programmations précédentes qui ont été reconnues notamment par les évaluations comme étant pertinentes et méritant d'être poursuivies. Par ailleurs, au travers de l'utilisation des fonds européens, la Wallonie entend amplifier et compléter les politiques menées au niveau wallon dans le cadre de sa politique directrice actuelle (Plan Marshall, politique de clusters) ou futures telles que celles prévues pour le Plan Marshall 2022. A cet égard, le Cabinet du Ministre-Président s'est adjoint les services d'un expert extérieur pour la rédaction des programmes opérationnels FEDER et FSE et pour la partie wallonne de l'accord de partenariat. Celui-ci est un spécialiste reconnu des finances publiques, de l'économie régionale, de la politique économique et la comptabilité nationale. Il est également l'un des trois coordinateurs scientifiques de la démarche « Horizon 2022 » qui a donné lieu au Plan Marshall 2022 et assurant ainsi une parfaite cohérence.

D'une façon générale, la démarche est en parfaite cohérence avec les deux actions-phares que les autorités wallonnes conduisent ou ont fait étudier dans le domaine du développement économique, social et environnemental.

D'une part, de longue date, le plan Marshall – actuellement dans la version 2.vert – a eu pour objectif de stimuler l'activité économique, singulièrement au sein des PME. Il englobe dans sa dernière version les préoccupations environnementales de façon plus explicite (voir, à ce propos : A. Accaputo, B. Bayenet & G. Pagano : Le plan Marshall pour la Wallonie ; Courrier hebdomadaire du CRISP n° 1919-1920 ; 2006, ainsi que

IWEPS : Evaluation du Plan Marshall 2.vert : <http://www.iweeps.be/evaluation-du-plan-marshall2vert>).

D'autre part, les Gouvernements wallon et de la Fédération Wallonie-Bruxelles ont lancé en 2011 une réflexion stratégique dénommée « Horizon 2022 » qui englobe les compétences économiques, sociales et environnementales, mais aussi l'enseignement et la formation et a abouti pour donner lieu au Plan Marshall 2022. Dès le départ, la réflexion menée par les experts universitaires a été calquée sur les objectifs de la stratégie européenne 2020, en visant une croissance durable, intelligente et inclusive. Les conclusions des experts vont globalement dans le sens de la stratégie exposée ci-dessus, et mettent l'accent sur la recherche, l'innovation, la formation, l'inclusion sociale, le soutien aux PME et le rôle des métropoles dans le développement économique (conformément aux conclusions des évaluations validées par le Comité de Suivi).

De plus, le PO FSE Wallonie- FWB – COCOF est élaboré dans le cadre d'une approche intégrée avec le PO bruxellois. La coordination des fonds FSE de la Wallonie, de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Région Bruxelles-Capitale sera assurée par une étroite collaboration entre les différentes Agences.

Concernant la mise en œuvre concrète de projets, dans le cadre de l'appel à projets FWB-Wallonie, le développement de projets communs Wallonie-Bruxelles, dont ceux s'inscrivant en cohérence avec le PO FSE de la Région de Bruxelles-Capitale, sera encouragé.

Flandre

Coördinatie tussen ESI - fondsen

Strategisch kader

De Vlaamse Regering legde in juni 2012, ter voorbereiding van de programmaperiode 2014-2020, het strategisch kader vast voor de inhoudelijke en formele invulling van de partnerschapsovereenkomst en de operationele programma's (EFRO, ETS, ESF, ELFPO, EFZMV).

Naast een aantal basisprincipes en doelstellingen waaraan de programma's moeten bijdragen (aansluiting bij de Europa 2020-strategie, gericht op duurzame groei en jobs, thematische concentratie, resultaatgerichtheid, territoriale invalshoek), zullen de programma's waar mogelijk en wenselijk gezamenlijk ingezet worden zodat zij elkaar wederzijds kunnen versterken.

De algemene coördinatie van de voorbereidingen van de nieuwe programmaperiode gebeurt door het kabinet van de Vlaamse Minister-president. De Vlaamse Regering is verantwoordelijk voor de definitieve goedkeuring van het (Vlaamse) partnerschapsakkoord en de Vlaamse operationele programma's.

De partnerschapsovereenkomst wordt voorbereid door een ambtelijke werkgroep die tevens instaat voor de afstemming tussen de diverse operationele programma's en de geïntegreerde werking. Deze ambtelijke werkgroep is samengesteld uit de trekkers van de werkgroepen, belast met de opstelling van de diverse operationele programma's, aangevuld met een aantal andere administraties.

Beheersstructuur

Wat betreft de structuur voor de opvolging van het beheer en de controle van de ESI-fondsen opteert de Vlaamse overheid voor volgende structuur:

- Elk fonds zal voor het beheer van zijn programma een Comité van Toezicht en benodigde administratieve structuren hebben;
- De coördinatie tussen de fondsen zal gebeuren via een overleg tussen de beheersautoriteiten van de diverse fondsen;
- Jaarlijks zal er een high level coördinatiemeeting worden gehouden. Aan dit overleg zullen de partners over de fondsen heen vertegenwoordigd zijn. Dit overleg zal plaats vinden n.a.v. de voorstelling van het jaarverslag van ieder programma.

Coördinatie tussen EFRO, ESF, ELFPO en EFZMV

Tijdens het voorbereidingsproces werd wederzijds geparticipeerd in de werkgroepen, belast met de opstelling van de verschillende operationele programma's. Zo werd op geregelde tijdstippen bilateraal afgestemd, zowel inzake strategie en inhoudelijke focus als inzake eerder beheersmatige aspecten, met het oog op het bereiken van synergie en het vermijden van overlap.

Coördinatie tussen EFRO en ESF:

- Het versterken van het concurrentievermogen van KMO's en het stimuleren van het ondernemerschap in zijn diverse facetten zijn prioriteiten voor beide programma's, waarrond nadere afstemming werd voorzien. Zo ligt de ESF-focus op het menselijk potentieel, inclusief de ondernemersvorming, terwijl EFRO het ondernemerschap behartigt;
- Het bevorderen van innovatie vormt één van de prioriteiten van het EFRO, en daarbij aansluitend, één van de horizontale aandachtspunten binnen het ESF, hetgeen o.m. inhoudt dat de ESF-middelen bij voorkeur zullen worden geïnvesteerd in experimenteel en innovatief arbeidsmarktbeleid (ontwikkelen van de capaciteit van KMO's om te anticiperen op veranderingen, het ondersteunen van de organisatorische ontwikkeling, invoeren van innovatieve vormen van arbeidsorganisatie en/of flexibele werktijdregelingen,...);
- Binnen thematische doelstelling 9 zullen de EFRO-middelen worden gericht op de steun voor fysieke, economische en sociale sanering in het kader van een duurzame stedelijke ontwikkeling, terwijl de ESF-middelen gericht zijn op de bevordering van sociale inclusie en bestrijding van armoede;
- De gezamenlijke financiering en uitvoering van de GTI's waar EFRO- en ESF-middelen geïntegreerd worden ingezet ter ondersteuning van de uitvoering van de betrokken geïntegreerde regionale strategieën, maken het voorwerp uit van voormeld overleg tussen beide beheersautoriteiten;
- Het EFRO- en ESF-programma Vlaanderen beogen enkel acties te financieren die binnen de eigen thematische doelstellingen vallen. Er wordt bijgevolg geen gebruik gemaakt van de voorziene flexibiliteit.

Wat betreft de coördinatie tussen **EFRO en ESF enerzijds en ELFPO en het EFMZV anderzijds**, dient opgemerkt dat in het kader van het EFRO-programma geen specifieke plattelandsacties of projecten met betrekking tot de visserijsector worden voorzien.

Ingeval van twijfel met betrekking tot bepaalde aspecten van ingediende projectvoorstellen, zal afstemming plaats vinden met de bevoegde autoriteiten van de respectievelijke programma's, met het oog op het uitsluiten van dubbele financiering.

EFRO en ESF zullen de verdere coördinatie tevens verzekeren door de wederzijdse opname van een vertegenwoordiger in de Technische Werkgroepen en de vertegenwoordiging van de voogdijminister(s) in het Comité van Toezicht van het EFRO-programma (en vice versa).

Coördinatie tussen **ELFPO en EFMZV**:

- Noch qua thema's en maatregelen, noch qua gebied is er overlap mogelijk tussen ELFPO en EFMZV. Daarnaast wordt de coördinatie ook verzekerd doordat de beheersautoriteiten van beide programma's tot hetzelfde Beleidsdomein behoren.

Coördinatie met andere Europese en nationale/regionale subsidie-instrumenten

EFRO

Bij de uitvoering van de verschillende prioritaire assen van het EFRO-programma zal worden toegezien op de coördinatie met de aangewezen Europese en Vlaamse instrumenten:

- TD 1 – Versterken van onderzoek, technologische ontwikkeling en innovatie

Op het vlak van kennisvalorisatie zijn er potentiële raakpunten met de **activiteiten van het IWT** (Agentschap voor Innovatie door Wetenschap en Technologie). Met het oog op een optimale afstemming (en het vermijden van overlappende steunverlening), zullen de projectoproepen in afstemming met het IWT worden opgesteld en de ingediende projectvoorstellen ter advies aan het IWT worden voorgelegd.

Horizon 2020, COSME en EIT (European Institute of Innovation and Technology) zullen gericht zijn op onderzoek en bijhorende infrastructuur. Het EFRO-programma focust immers niet op kennisontwikkeling, maar wel op kennisdisseminatie.

- TD 3 – Vergroting van de concurrentiekracht van KMO's

Actieplan Ondernemerschap, Doelgroepenbeleid naar prestarters, starters, groeiers, overnemers & overlaters, **bevorderen van een meer ondernemersvriendelijk klimaat** bij voornamelijk lokale besturen, en het **Europe Enterprise Network Vlaanderen**.

Vertegenwoordigers hiervan waren intensief betrokken bij het voorbereidingsproces, met het oog op de identificatie van specifieke domeinen en acties, complementair aan de reeds bestaande initiatieven. Verdere coördinatie doorheen de programma-uitvoering zal gebeuren door de opname van een vertegenwoordiger in de Technische Werkgroep, welke adviezen rond projectoproepen en ingediende projectvoorstellen formuleert aan het Comité van Toezicht.

Afstemming met **COSME**: het Agentschap Ondernemen en het Departement EWI zijn vertegenwoordigd in de verschillende overlegorganen op Europees niveau die zorgen voor de uitrol van COSME. Deze aanwezigheid laat toe de synergie en

complementariteit tussen de acties in het kader van COSME en het Vlaamse EFRO-programma voor de periode 2014-2020 te bewaken.

- TD 4 – Ondersteunen van de overgang naar een koolstofarme economie in alle bedrijfstakken

Afstemming met het recent gelanceerde **Klimaatbeleidsplan (Vlaams Klimaatfonds), het Vlaams Energiebedrijf en het 'Nieuw Industrieel Beleid'** (transformatie naar de “Fabriek van de toekomst” en een groenere economie).

Tijdens het voorbereidingsproces waren vertegenwoordigers van het departement Leefmilieu, Natuur en Energie intensief betrokken bij de invulling van de thematische en specifieke doelstellingen. Tijdens de programmaperiode zal een blijvende coördinatie en betrokkenheid van de technische experts verkregen worden door de opname van een vertegenwoordiger in de Technische Werkgroep (additionaliteit van projectoproepen- en voorstellen).

Afstemming met **LIFE, het Strategische Technologie Energie Plan en Horizon 2020**, waarin het programma “Intelligent Energy Europe” zal opgaan vanaf 2014: dit programma steunde zowel projecten inzake energie-efficiëntie, nieuwe en hernieuwbare technologieën in de transportsector als geïntegreerde projecten.

- Duurzame stedelijke ontwikkeling

Het Vlaams Stedenbeleid kent twee belangrijke complementaire instrumenten, enerzijds het **Stedenfonds** en anderzijds de **stadsvernieuwingsprojecten**. Met het oog op de afstemming en synergie met het gevoerde stedenbeleid in Vlaanderen, was het Team Stedenbeleid vertegenwoordigd in de werkgroep, belast met de opmaak van het EFRO operationeel programma en werd op geregelde tijdstippen bilateraal afgestemd inzake strategie en inhoudelijke focus, evenals inzake beheersmatige aspecten. Het Team zal tevens vertegenwoordigd zijn in de Technische werkgroep, waarnaast de Vlaamse minister bevoegd voor Stedenbeleid zal vertegenwoordigd zijn in het Comité van Toezicht.

Na 2014 worden de middelen van de contracten 'Duurzame stad' in het kader van het Federaal Grootstedenbeleid geregionaliseerd. Het Vlaams stedenbeleid zal vanaf dan bewaken dat deze middelen en EFRO-middelen niet dubbel gebruikt worden.

ESF

Bij de uitvoering van de verschillende prioritaire assen van het ESF-programma zal worden toegezien op de coördinatie met de aangewezen Europese en Vlaamse instrumenten.

Het ESF beschikt over een Vlaams Cofinancieringsfonds dat via een eenloketsfunctie de cofinanciering voor de niet institutionele partners beheert.

Daarnaast beschikt het ESF-programma over structurele cofinanciering via de dotatiemiddelen aan o.a. de VDAB, via cofinanciering naar aanleiding van de werkgelegenheidsplannen van de sociale partners, via cofinanciering naar aanleiding van nieuwe beleidsmaatregelen zoals vb. voor sociale economie, ...

Bovenstaande cofinancieringsvormen hebben voornamelijk betrekking op respectievelijk de prioriteiten 4 en 5 (Vlaams Cofinancieringsfonds) en de prioriteiten 1 en 2 (institutionele afstemming).

- De prioriteiten 1 en 2 zullen afstemming vergen met het *Europees Globaliseringsfonds*. Voor de programma's inzake een leven lang leren zal afstemming nodig zijn met *Erasmus+*.
- Voor prioriteit 3 zal een afstemming nodig zijn met het *Europese Programma voor sociale innovatie* en met het *Fonds voor Europese hulp aan Meest Behoeftigen*. Tegelijk wordt hier de overlapping met de het *Fonds voor Asiel en Migratie* bewaakt.
- Voor prioriteit 4 zal afstemming nodig zijn met de *initiatieven van het Agentschap Ondernemen* en de eenloketsfunctie die hier wordt ingesteld voor bedrijven.
- Prioriteit 5 vergt afstemming met het *Departement EWI* en de specifieke initiatieven inzake sociale innovatie die hier recent werden opgestart. De transnationale component van deze prioriteit vergt afstemming met de gezamenlijke calls die op Europees niveau worden uitgetekend.

Het programma installeert een modus operandi voor doelgroepgerichtheid, waarbij op oproepniveau wordt nagekeken welke groepen en regio's het meest baat hebben bij de acties. Voor deze groepen worden voorrangsregelingen uitgewerkt.

Voor een aantal regio's gebeurt een voorafname en worden GTI's uitgewerkt (voor Limburg, West-Vlaanderen en de Kempen. In Brussel worden de acties geconcentreerd in de investeringsprioriteiten die gericht zijn op acties voor werkzoekenden, op sociale inclusie en op vroegtijdig schoolverlaten (ESL). De curatieve acties voor jongeren in Brussel verlopen in de eerste jaren via het YEI. Afhankelijk van het succes van de acties en de eventuele verlenging van de middelen wordt nagekeken hoe deze acties na afloop van de huidige YEI toewijzing zullen verlopen.

Alle acties in de prioriteiten 1, 2 en 3 zullen in nauwe consultatie met de Vlaamse arbeidsmarktregisseur (VDAB) verlopen. Niet alleen in de totstandkoming van de oproepen, maar ook bij de verdere follow-up en monitoring, zal in samenwerking tussen de ODA en het DWSE verlopen.

ELFPO

- **Pijler 1:** de Vlaamse overheid zorgt op verschillende manieren voor een efficiënt en effectief beheer van de maatregelen onder resp. Pijler 1 en Pijler 2:
 - Op beleidsmatig vlak wordt gewaakt over de complementariteit van de concrete maatregelen uit beide pijlers.
 - Het beheer en de controle van zowel directe steun (Pijler 1) als van Pijler 2 werd ondergebracht bij eenzelfde betaalorgaan (de marktmaatregelen van Pijler 1 worden in de nabije toekomst hier ook onder gebracht).
 - Binnen dat betaalorgaan is de organisatiestructuur niet per pijler opgedeeld, maar procesmatig: elk proces wordt door een respectievelijke dienst behandeld. Dit werkt verkokering tegen en leidt per definitie tot een maximalisatie van de synergiën in het beheer van de beide pijlers.

- Voor alle elementen van het GLB die de lidstaten/regio's zelf moeten invullen, wordt steeds getracht om deze compatibel te maken over de beide pijlers heen. Zo zijn de informatiekkanalen en de premie-aanvraagprocedures voor beide pijlers geharmoniseerd en gebeuren de administratieve en plaatscontroles zoveel mogelijk geïntegreerd.
- **Andere Vlaamse projectsubsidies:** Een cumulatie van PDPO met andere Vlaamse projectsubsidies(bijvoorbeeld het Plattelandsfonds⁷⁹) is niet toegelaten.

EFMZV

De cofinanciering voor EFMZV-projecten komt veelal uit het **Vlaams Financieringsinstrument voor de Visserij- en Aquacultuursector (FIVA)**. De FIVA-wetgeving werd zo ontworpen en wordt zo aangepast dat er maximale aansluiting is bij de door het EFMZV gesubsidieerde acties.

Een aantal acties i.k.v. het geïntegreerd marien beleid in het Vlaams deel van het Belgisch OP EFMZV zouden ook via **LIFE** betoelaagd kunnen worden. Gezien LIFE een complementair fonds is, impliceert dit dat alle acties die in aanmerking komen voor subsidiëring via een ander fonds niet meer in aanmerking voor subsidiëring via LIFE. Deze acties worden dus betoelaagd via het EFMZV en niet via LIFE.

De beheersautoriteit van het EFMZV zal in alle projectaanvragen vragen naar alle andere subsidie-instrumenten waar steun werd aangevraagd, inclusief het steunpercentage en het steunbedrag.

Ook door de vermelding op aanvraagformulieren van financieringsbronnen zal duidelijk zijn waar de middelen vandaan komen.

Geïntegreerde territoriale ontwikkeling

De Vlaamse regering richtte in 2012 een Cel Vlaamse en strategische Investeringsprojecten (VIP) op om initiatiefnemers van complexe projecten proactief te begeleiden. De inzet is op vooroverleg, bemiddeling en geïntegreerde (effecten)afweging. Het departement Ruimte Vlaanderen trekt deze methodiek door naar andere realisatiegerichte planningsprocessen om een geïntegreerde afweging te garanderen en zo maximaal de sectorale belangen en maatschappelijke vragen af te stemmen. Het departement zet eigen subsidie-instrumenten in om territoriale win-win's en synergiën te realiseren van aan gebieden gekoppelde financiële middelen en beleidsinitiatieven: subsidies voor strategische ruimtelijke projecten, activeringsprojecten, grond- en pandenbeleid. Het gaat over subsidies voor proceskosten op projectniveau om een gebiedsgerichte aanpak en geïntegreerde territoriale ontwikkeling te faciliteren met een optimale inzet van de beschikbare middelen voor implementatie (koppeling van Vlaamse sectorale middelen en Europese middelen).

⁷⁹ Het plattelandsfonds (rural fund) heeft als doelstelling om bestuurskrachtarme gemeenten op het Vlaamse platteland te ondersteunen bij niet-commerciële initiatieven van algemeen belang voor hun inwoners en beschikt over een puur Vlaamse enveloppe. Deze werking staat los van het plattelandsontwikkelingsfonds (PDPO II, EAFRD, rural development fund). De verdeling van de middelen en de plattelandsgemeenten die hierop kunnen inschrijven, worden jaarlijks bij decreet vastgelegd. Meer info op: <http://www.vlm.be/overheden/plattelandsfonds/Pages/default.aspx>

Europese Territoriale Samenwerkingsprogramma's (ETS)

Het strategisch kader dat ter voorbereiding van de programmaperiode 2014-2020 door de Vlaamse Regering beslist werd, voorziet dat de ETS-programma's als een versterkend instrument ten aanzien van het EFRO-programma zullen worden ingezet. Inhoudelijk werd uitgegaan van één geïntegreerde strategie voor beide onderdelen van het Cohesiebeleid. Dit houdt in dat door Vlaanderen, in het kader van de besprekingen met de andere betrokken lidstaten, prioritair werd uitgegaan van de aansluiting bij de thematische doelstellingen van het EFRO-programma Vlaanderen, met dien verstande dat bijkomend gefocust wordt op de meerwaarde van samenwerking rond deze prioriteiten.

Dit betreft bijgevolg in de eerste plaats het stimuleren van technologische ontwikkeling en innovatie, het versterken van het concurrentievermogen van KMO's en het bevorderen van de overgang naar een koolstofarme economie. Daarbij aansluitend worden eveneens, afhankelijk van de specifieke kenmerken en behoeften van het betrokken programmagebied, duurzaam transport (en logistiek), bescherming van het leefmilieu en aanpassing aan klimaatverandering als belangrijke terreinen voor samenwerking beschouwd. De precieze inhoudelijke invulling van de verschillende programma's heeft intussen het voorwerp uitgemaakt van besprekingen met de betrokken lidstaten. De onderhandelingen zitten nu in een finaal stadium. Intussen is duidelijk dat de kern van de ETS-programma's voor het overgrote deel zal inspelen op thema's uit het Vlaamse OP EFRO en ook voldoende ruimte zal laten voor de aangehaalde complementaire thema's.

Voor het bepalen van de hoofdthema's op het niveau van Vlaanderen werd niet meteen geput uit zogenaamde macro-regionale of zeebekkenstrategieën vermits Vlaanderen noch afgedekt wordt door, noch partij is in dergelijke strategieën. Bij de opmaak van de ontwerp ETS-OP's werd wel rekening gehouden met mogelijke naburige strategieën of informele bottom-up initiatieven op dit vlak.

Ter voorbereiding van de ETS-programma's werd tevens een ambtelijke werkgroep opgezet met vertegenwoordigers van de inhoudelijk meest relevante beleidsdomeinen van de Vlaamse overheid. De werkgroep wordt getrokken door het Agentschap Ondernemen. Ook de ambtelijke trekkers voor de werkgroepen, belast met de opstelling van de OP's ESF, ELFPO, EFZMV, maken deel uit van de werkgroep. Op deze wijze is enerzijds coördinatie verzekerd met deze programma's en anderzijds ook met Vlaamse beleid op het vlak van onderzoek en ontwikkeling, leefmilieu, energie, transport en logistiek, territoriale ontwikkeling,...

Het Agentschap Ondernemen staat, naast het beheer van het OP EFRO Vlaanderen, tevens in voor de coördinatie van de opmaak en opvolging van de ETS-programma's waarin Vlaanderen participeert. Bij de voorbereiding, opmaak en uitvoering van deze programma's (vertegenwoordiging in Stuurgroepen en Comités van Toezicht) zijn in belangrijke mate nagenoeg dezelfde mensen betrokken hetgeen een globaal overzicht over zowel het OP EFRO als ETS verzekert, ondersteund door gemeenschappelijke overleg- en coördinatiemechanismen binnen de entiteit.

Dit globaal overzicht geldt eveneens op het vlak van projectontwikkeling op basis van een uitgebreid netwerk voor zowel het EFRO- als de Interreg programma's (met o.m. de contactpunten voor de transnationale programma's en het majeure Grensregio Vlaanderen-Nederland programma).

Een standaardtaak van dit projectontwikkelingsnetwerk zal erin bestaan om continu op zoek te gaan naar de beste “match” tussen projecten en fondsen alsook om kapitalisatie en disseminatie opportuniteiten zowel binnen als buiten de EFRO en Interreg context uit te benutten.

Ook zullen gedurende de periode 2014-2020 reeds bestaande netwerk- en kapitalisatie-initiatieven uit de periode 2007-2013 verder worden gezet. Het Agentschap Ondernemen organiseert op jaarbasis verschillende netwerk- en kapitalisatie-activiteiten tussen actoren in Vlaanderen die op meerdere bestuursniveaus belast zijn met taken van beheer of projectontwikkeling voor het regionale EFRO programma en de Interreg programma's. Deze bijeenkomsten nemen de vorm aan van zowel formele bijeenkomsten en seminars als informele contact- en netwerkmomenten. Verder zal het Agentschap Ondernemen betrokken blijven bij en input leveren aan bestaande Vlaamse en EU netwerken die zogenaamde “nationale contactpunten” voor verschillende EU programma's en fondsen (EFRO, ESF, LIFE, KP's...) bijeenbrengen.

Wat de betrokkenheid van EGTS betreft, zijn in Vlaanderen momenteel twee erkende EGTS actief (EGTS West-Vlaanderen/Flandre-Dunkerque-Côte d'Opale en EGTS Eurometropool Lille-Kortrijk-Tournai). Beiden hebben als werkterrein de provincie West-Vlaanderen en richten zich voornamelijk op de samenwerking met Noord-Frankrijk. Met steun van Vlaanderen, zijn beide structuren door het bevoegde en meest relevante Interreg programma actief betrokken geworden in het opmaakproces voor het OP Frankrijk-Wallonië-Vlaanderen. In samenspraak met de bevoegde autoriteiten en programmapartners van het betrokken Interreg programma is beslist om geen taken van programmabeheer aan deze EGTS toe te wijzen. Wel is beslist dat de EGTS een belangrijke stakeholder zijn en blijven gedurende de opmaak van het programma alsook gedurende de uitvoering ervan via projecten.

Région de Bruxelles-Capitale

Les PO FEDER et FSE actifs sur le territoire bruxellois ont fait l'objet de concertations au cours du processus de préparation des divers documents de programmation. Au niveau du diagnostic, des enjeux communs ont été identifiés, enjeux pour lesquels des stratégies complémentaires sont proposées.

On peut notamment citer les enjeux :

- De chômage élevé en décalage avec les performances économiques de la Région ;
- De valorisation et renforcement des compétences tout au long de la vie ;
- De développement de l'économie sociale ;
- De stimulation de l'entrepreneuriat ;
- De dualisation sociale du territoire ;
- De transition vers une économie de la connaissance.

Pour chacun de ces enjeux, on peut identifier des stratégies complémentaires :

- Un soutien à des secteurs économiques ciblés créateurs d'emploi pour les bruxellois dans lesquels des stratégies de filières sont définies visant le rapprochement des acteurs privés, des entreprises, des centres de recherche et des centres de formation. Celui-ci peut se manifester, au niveau du FEDER, par des mécanismes financiers qui visent à favoriser le démarrage d'une activité économique et, au niveau du FSE, par une offre de formation dans ces métiers émergents. Dans ce cadre, le regroupement de ces différents acteurs concernés au

sein d'un espace physique commun pourrait par ailleurs contribuer à déployer des actions complémentaires en matière d'éducation, de formation et d'emploi.

- Le soutien à l'économie sociale qui peut se concrétiser dans le cadre du FEDER, par une aide à la création d'entreprises d'économie sociale et, dans le cadre du FSE, par un soutien à des parcours de réinsertion de personnes les plus vulnérables dans l'économie sociale.
- La stimulation de l'entrepreneuriat peut se concrétiser dans le cadre du FEDER, par des actions de soutien à des projets entrepreneuriaux et, dans le cadre du FSE, à de l'accompagnement à la création d'une activité indépendante ainsi qu'à des programmes de formation ciblés pour les créateurs d'entreprise et les indépendants.
- La réduction de la dualisation sociale. Cette stratégie pourra être envisagée, d'une part, par des actions ciblant le territoire, au travers d'une politique spécifique d'équipements collectifs locaux soutenue par le FEDER dans les quartiers fragilisés. Elle pourra, d'autre part, être renforcée par diverses opérations menées au sein de la Région au profit des populations fragilisées : le FSE permettra ainsi de développer une guidance pour les bénéficiaires du revenu d'intégration sociale, un accompagnement du public fragilisé, et de développer l'inclusion par la formation, tandis que le FEDER pourra stimuler l'innovation, l'esprit d'entreprendre et la créativité en s'appuyant sur les compétences de ces populations.
- La transition vers une économie de la connaissance qui ambitionne de lier les initiatives de recherche, développement et innovation (dans certains secteurs porteurs, par le biais du FEDER) à celles de développement de la formation qualifiante par le biais du FSE).

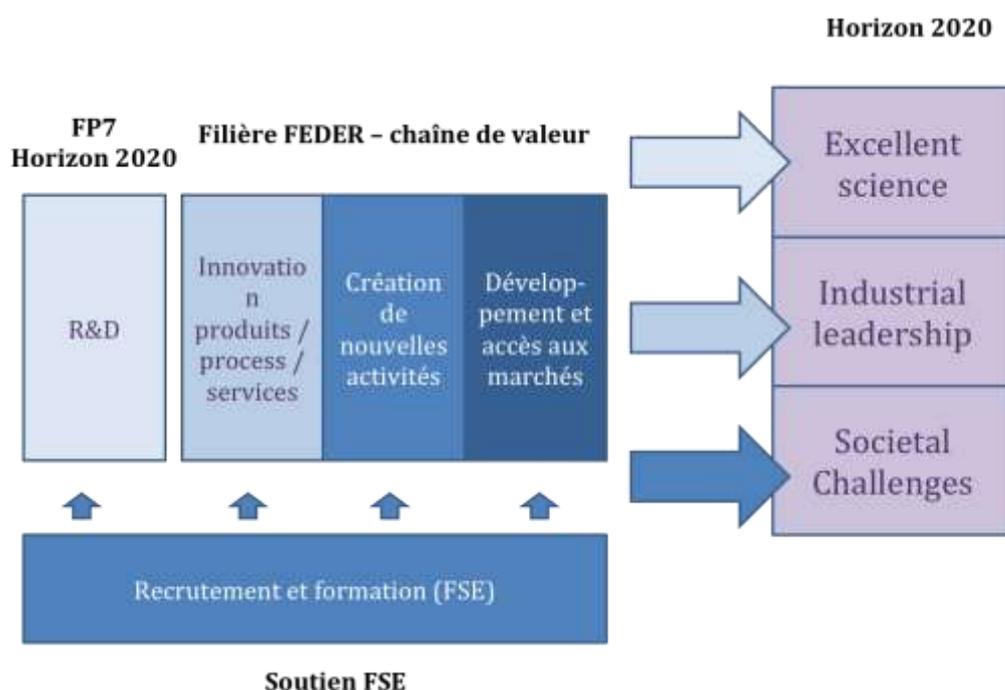
Ces enjeux et stratégies feront l'objet d'un suivi par un Comité réunissant des représentants et des gestionnaires des matières FSE et FEDER en Région bruxelloise. Ce Comité pourra par exemple :

- Emettre des avis consultatifs relatifs aux dossiers de candidature proposés à la sélection de l'un ou l'autre des PO actifs sur le territoire bruxellois. Ces avis permettront, dans une approche intégrée, de rapprocher les projets ou opérateurs des différents PO actifs sur le territoire bruxellois ;
- Etudier l'ensemble des projets sélectionnés ou retenus par les différents Programmes en vue d'identifier des pistes opérationnelles et concrètes de collaborations mutuelles. Ces pistes, formulées sous la forme de recommandations, viseront à renforcer les possibilités de complémentarités entre certains projets et des projets ou opérateurs d'autres Programmes ;
- Stimuler des initiatives communes ou encourager le rapprochement d'actions menées dans les différents programmes ;
- Suivre et analyser des indicateurs communs aux programmes ;
- Prévoir la participation des acteurs FSE et FEDER dans les outils d'animation des filières économiques ;
- Lancer des évaluations qui peuvent toucher à des thématiques communes.

En ce qui concerne le FEADER et le FEAMP, ils n'interviennent pas dans le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale. Le FEDER interviendra cependant dans le développement de la filière alimentation durable, ce qui permettra, eu égard aux faibles capacités de production agricole de la RBC, de valoriser les productions des régions voisines (Wallonie et Flandre) appuyées dans le cadre du FEADER et répondant aux critères de durabilité prescrites dans le cadre du développement de la filière. Cette

coordination sera assurée par les acteurs eux-mêmes dans le cadre du développement de la filière. La cellule FEDER assurera une information complète des acteurs impliqués dans cette filière quant aux contenus des programmes opérationnels FEADER des régions wallonne et flamande.

Eu égard à son ampleur, le Programme opérationnel FEDER ne peut pas ambitionner de couvrir l'ensemble de la chaîne de valeur de l'ensemble des secteurs de l'économie bruxelloise. C'est la raison pour laquelle le choix a été fait de retenir certains secteurs prioritaires dans une optique de consolidation des filières. Nous voyons cependant le FEDER comme un instrument de préparation et de consolidation des dossiers qui pourront prétendre à un soutien dans le cadre du programme Horizon 2020. Le schéma ci-dessous met en évidence les articulations attendues entre FEDER et Horizon 2020. Il y a donc une boucle vertueuse à organiser. Cette articulation sera rendue possible par les connexions évidentes entre les secteurs de développement sélectionnés pour le programme Horizon 2020 et les secteurs sélectionnés par le FEDER, notamment dans le cadre du pilier 3 de Horizon 2020 : Health, demographic change and wellbeing / Food security, sustainable agriculture / Secure, clean and efficient energy / Climate action, environment, resource efficiency and raw materials / Inclusive, innovative and reflective societies (en phase aussi avec l'axe 3 du programme opérationnel).



L'articulation entre le FEDER et le Programme pour la compétitivité des entreprises et les PME (COSME) 2014-2020 sera sensiblement la même. Les objectifs poursuivis par le FEDER dans l'axe 1 et COSME sont comparables.

Une articulation entre les axes 1 et 2 du PO FEDER et ceux qui semblent émerger pour le Programme INTERREG VB Europe du Nord-Ouest (innovation, économie bas carbone et efficacité énergétique) semble également réalisable. Il s'agira principalement d'identifier les opportunités de ce Programme de coopération et de mobiliser les acteurs des secteurs prioritaires pour exploiter ces opportunités en vue de développer leur dynamisme en usant de la plus-value transnationale. De la même manière, les

opportunités offertes par les actions innovantes pour le développement durable pourront être identifiées et mises en synergie avec le PO FEDER.

En ce qui concerne le futur Programme INTERREG Europe (successeur d'INTERREG IVC), les éléments d'information disponibles au sujet de son premier objectif suggèrent précisément le rapprochement entre opérateurs des PO FEDER et ceux de la coopération interrégionale et de travailler de manière complémentaire, en visant des synergies au niveau des projets (en tenant compte du point de vue de l'utilisateur final).

Un accompagnement du rapprochement entre Programmes de coopération territoriale et PO FEDER existe déjà mais sera poursuivi et orienté en fonction de ces objectifs.

En ce qui concerne les programmes LIFE, le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe, Erasmus pour tous, le Fonds « Asile et migration », le Programme de l'Union européenne pour le changement social et l'innovation sociale, les connexions avec le FEDER sont plus ténues. La coordination se fera sur base ad hoc par transmission de l'information de et vers la cellule FEDER des informations et opportunités offertes par ces différents programmes dans l'appui aux projets qui seront financés par le FEDER.

- Avec les instruments nationaux pertinents qui contribuent à des objectifs identiques ou similaires à ceux du programme opérationnel, ou qui complètent les interventions du programme opérationnel ;
- Avec la BEI.

En outre, la complémentarité et la coordination avec le programme LIFE seront encouragés, à travers la consultation d'experts techniques lorsque des projets FEDER sont concernés par LIFE.

FSE

Pour les FSE plus spécifiquement la coordination entre les fonds concerne, entre-autres, les fonds suivants :

- PO FEDER Région de Bruxelles-Capitale ;
- PO FSE Région Flamande ;
- PO FSE Commission Communautaire Française.

En ce qui concerne le programme FEDER bruxellois 2014-2020, les pistes de collaboration sont les suivantes :

- Le soutien aux centres de référence au sein desquels le programme FSE bruxellois pourrait subventionner certaines actions liées à la vérification des compétences;
- Le soutien aux structures d'accueil de la petite enfance ;
- Actions conjointes FSE / FEDER en ce qui concerne l'aide et le soutien à la création d'entreprises (entreprenariat).
- Actiris, à travers le FSE ou non, pourra contribuer en tant que partenaire aux projets du FEDER de la RBC. Ce rôle de partenaire sera précisé lors des appels d'offres du FEDER

Le PO FSE bruxellois tiendra également compte des secteurs porteurs définis dans le PO FEDER bruxellois 2014-2020 dans le cadre de certaines actions (ex. Consultants employeurs, OS 2.2), à savoir :

- Médias, secteurs créatifs et tourisme ;
- Ressources et déchets ;
- Alimentation durable et Horeca ;
- Construction durable et énergies renouvelables ;
- Santé et services aux personnes.

En ce qui concerne la collaboration avec le PO FSE flamand, il faut mentionner qu'Actiris et le FSE flamand ont conclu un accord spécial pour la gestion administrative des actions relevant de l'IEJ Flamande sur le sol bruxellois. Il s'agit d'une première étape vers une amélioration et un renforcement de la collaboration. Concrètement, Actiris et le FSE Flandre ont organisé des consultations au service des partenaires néerlandophones actifs à Bruxelles (comme la Commission Communautaire Flamande, le VDAB Bruxelles, Syntra Bruxelles) afin d'offrir un soutien et un accompagnement pour les actions relevant de l'IEJ à Bruxelles. La collaboration sera étendue dans le but de partager le « know how » et des compétences présentes au sein des différentes organisations. Une meilleure collaboration tant entre les différentes administrations, qu'entre les partenaires et opérateurs doit permettre de garantir une qualité plus élevée et une homogénéité dans la gestion.

Par ailleurs, dans le cadre de la programmation FSE 2014-2020, une réforme du cadre d'appel à projets commun ACTIRIS/BRUXELLES FORMATION concernant les actions d'insertion socioprofessionnelle en interface emploi/formation a été proposée. En effet, en vue d'assurer une meilleure articulation entre le volet Formation et le volet Emploi des actions d'insertion socioprofessionnelle en Région bruxelloise, un protocole d'accord (approuvé le 22 avril 2008) a été signé entre Actiris et Bruxelles Formation. Il précise les champs d'application et les moyens à mettre en œuvre pour renforcer et améliorer l'efficacité du dispositif ISP tant quantitativement que qualitativement. Depuis 2008, un appel à projets annuel ISP est lancé par les deux administrations sur base d'un formulaire conjoint. Cet appel à projets conjoint a constitué une première étape de simplification administrative tout en assurant l'instruction des projets en fonction des compétences spécifiques de chaque organisme. Ceci a permis de concrétiser l'échange d'information, l'articulation des actions et l'harmonisation des objectifs poursuivis. Toutefois, plusieurs aspects de ce cadre de partenariat peuvent être améliorés. C'est pourquoi, dans le cadre de l'accord de collaboration 2013- 2015 entre Actiris et Bruxelles Formation, les deux organismes ont prévu une réforme de ce cadre portant notamment sur la simplification administrative (art. 15) et la détermination des besoins décidées conjointement (art. 18). Par ailleurs, cette réforme concerne l'ensemble des autorités impliquées dans l'appel à projets, à savoir la Cocof et le FSE Troïka, c'est pourquoi il est proposé de l'introduire en tant que projet de la prochaine programmation FSE 2014-2020.

Par ailleurs, de nombreuses collaborations entre les différentes instances bruxelloises ont déjà été mises sur pied en dehors du cadre des fonds structurels. Des efforts importants ont été entrepris au niveau du renforcement des synergies et des collaborations entre l'emploi et la formation à Bruxelles. Ces efforts se sont principalement concrétisés au travers de :

- **New Deal (Pacte de Croissance Urbaine Durable)** : En 2011, les partenaires sociaux et le Gouvernement signaient le Pacte de Croissance Urbaine Durable, rebaptisé New Deal Bruxellois. Conscients des 5 défis majeurs identifiés dans l'accord de Gouvernement auxquels Bruxelles doit répondre (essor démographique, défi de l'emploi, de la formation et de l'enseignement, défi environnemental, défi de la lutte contre la dualisation de la ville, le défi de l'internationalisation) et motivés par la nécessité de favoriser l'accès à l'emploi des bruxellois dans une perspective de développement durable de la Région, le Gouvernement et les partenaires sociaux bruxellois ont conclu ce Pacte afin de déterminer les efforts conjoints des pouvoirs publics et des interlocuteurs sociaux bruxellois en faveur de l'emploi et de la formation des Bruxellois ainsi qu'en faveur d'une Région durable. Dans ce cadre, les signataires du New Deal se sont engagés à :
 - **Plan Langues pour les Bruxellois**: Le Plan Langues pour les Bruxellois a pour objectif de promouvoir, d'intensifier et d'améliorer les connaissances linguistiques des Bruxellois, et des demandeurs d'emploi en particulier, afin de faciliter leur insertion et leur intégration sur le marché de l'emploi. Il poursuit donc 3 objectifs (traduits en 12 mesures) : i) amplifier l'offre de formation existante en langues pour les demandeurs d'emploi ; ii) adapter et cibler plus pertinemment l'offre de formation en langues en accordant une attention particulière aux fonctions critiques pour lesquelles on constate un manque de main-d'œuvre et pour lesquelles des débouchés s'offrent immédiatement aux demandeurs d'emploi ; et iii) articuler et mieux coordonner les dispositifs de l'offre de formation en langues.
 - **Protocole d'accord-cadre relatif aux Centres de référence professionnelle (CDR)** : Conformément au Pacte social pour l'Emploi des Bruxellois conclu le 11 juin 2002 et à la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 avril 2011 approuvant le protocole d'accord-cadre visant à la création de Centres de référence professionnelle, un lieu d'interface entre les acteurs de l'emploi, de la formation et les secteurs professionnels prioritaires dans l'économie bruxelloise. Les objectifs des Centres de références sont la mise à disposition d'infrastructures et de matériels pour les opérateurs de formations, la veille sur les métiers afin d'anticiper les changements du marché du travail, la promotion des métiers et des qualifications, l'organisation de formations pour les chercheurs d'emploi et les travailleurs conjointement avec les opérateurs de formation.
 - Différents **Accords de coopération** entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française, la Région Flamande et la Communauté flamande concernant la collaboration en matière de politique du marché de l'emploi, de formation et de promotion de la mobilité des demandeurs d'emploi. La Région de Bruxelles-Capitale a conclu les accords de coopérations suivants:
 - Accord de collaboration 2013 – 2015 entre Actiris et BRUXELLES FORMATION relatif à la mise en œuvre de l'Accord de coopération entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire française concernant les politiques croisées « emploi-formation » concernant les politiques croisées « Emploi – Formation ». Cet Accord de collaboration 2013-2015 a été approuvé par les Comité de gestion d'Actiris et de Bruxelles Formation réunis conjointement en date du 26/09/2012.

Accords de coopération du 15/07/2011 entre la RBC, la Région flamande et la Communauté flamande concernant la collaboration en matière de politique du marché de l'emploi, de formation et de promotion de la mobilité des demandeurs d'emploi.

Communauté germanophone

Au sein de la Communauté germanophone, la gestion du FSE et des programmes INTERREG de l'Euregio Meuse-Rhin et de la « Grande Région » se trouvent dans le même département du ministère de la Communauté germanophone. Un échange des informations, des demandes de projets, des résultats des contrôles est assuré. Pour la formulation des objectifs de la programmation 2014 – 2020, un comité de suivi commun a été organisé.

Deux organes contrôlent la mise en œuvre du programme : le comité de suivi qui vérifiera, entre autres grâce aux rapports d'évaluation et d'exécution, la cohérence entre la planification et la mise en œuvre. Le comité de sélection veille à la cohérence entre les objectifs du PO et les projets proposés, la cohérence des demandes avec les objectifs de l'Europe 2020 et le cadre de développement régional ainsi que la garantie financière du cofinancement.

Les autorités de gestion FSE se rencontrent régulièrement pour échanger de l'information sur les réalisations des différentes régions, évaluer la possibilité de coopération et vérifier le risque de double financement. Dans ces rencontres, la préparation et le suivi des réunions européennes, comme le comité FSE, sont également réalisés.

2.2 L'information nécessaire pour vérifier la concordance ex ante avec les règles sur l'additionalité (basée sur l'annexe X du CPR)

Non applicable.

2.3 Un résumé au niveau national de l'évaluation de l'accomplissement des conditionnalités ex ante applicables en lien avec l'article 17 et les annexes et des actions à prendre, l'autorité responsable et le calendrier pour leur mise en oeuvre, là où les conditionnalités ex ante ne sont pas accomplies

Op de ESI-fondsen zijn voor de programmaperiode 2014-2020 algemene en thematische ex-ante voorwaarden vastgelegd. De mate waarin deze ex-ante voorwaarden besproken wordt in de partnerschapsovereenkomst, hangt af van de institutionele context van de Lidstaat. Omwille van de Belgische institutionele context en de doorgedreven federalisering van bevoegdheden die te maken hebben met de ex-ante voorwaarden, is ervoor geopteerd om alle ex-ante voorwaarden te behandelen in de operationele programma's. De algemene ex-ante voorwaarden betreffen immers ofwel volledig geregionaliseerde bevoegdheden of gemengde federale en deelstatelijke bevoegdheden. Er zijn dus geen algemene ex-ante voorwaarden die exclusief federale bevoegdheid zijn. Aangezien alle van toepassing zijnde ex-ante voorwaarden (zowel algemene als thematische) vervuld zijn, worden hier geen actieplan of te nemen maatregelen opgelijst.

2.4 La méthodologie et le mécanisme pour assurer la cohérence dans le fonctionnement du cadre de performance conformément à l'article 19 du CPR

Les différentes entités et les différents programmes travaillent de la même manière sur la définition du cadre de performance, en s'inspirant des préconisations de la note de guidance de la Commission européenne. Elles ont abordé la cohérence des cadres de performance lors de leurs réunions de travail sur l'accord de partenariat.

Les programmes fixent leurs objectifs sur base à la fois des résultats des évaluations ex ante, des résultats des programmations précédentes et des indicateurs de réalisation et des indicateurs-cibles définis. Concernant le suivi financier, les obligations découlant de la règle N+3 seront prises en compte.

L'évolution des indicateurs de réalisations et de résultats sera constamment surveillée au travers d'un système de suivi (indicateurs, contacts avec les porteurs de projets, ...) et discutée pendant les réunions régulières des différents Comités (d'accompagnement, de Suivi,...), durant lesquelles tous les partenaires sont représentés. Le suivi en continu permettra de détecter rapidement les problèmes opérationnels éventuels et de mettre en œuvre les mesures correctives nécessaires, et préventives pour la suite. Le cas échéant, cela pourra aussi conduire à des modifications de programmes opérationnels.

Om de consistentie in de selectie van indicatoren en het bepalen van mijlpalen verder te verzekeren zullen de programma's van de verschillende entiteiten de toepassing van de prestatiereserve bespreken op hun jaarlijkse en ad hoc bijeenkomsten. Par ailleurs, les progrès des indicateurs seront discutés dans les rapports annuels qui seront également soumis à l'approbation des différents Comités.

Ieder programma opteert ervoor om 6% van het budget opzij te zetten voor de prestatiereserve.

La Commission européenne a soumis une liste d'indicateurs communs, qui reprend un nombre limité d'indicateurs par thématique, issus du système de suivi et d'évaluation communautaire. L'utilisation d'indicateurs communs dans le cadre de performance permettra de disposer d'intitulés similaires.

Pour chaque indicateur, les balises ont été estimées en fonction des cibles définies et sur base des expériences passées. Les entités vérifieront si cela permet de définir des jalons réalistes et applicables à chaque situation régionale ou si d'autres balises doivent être définies.

2.5 Une évaluation de la nécessité de renforcer la capacité administrative des autorités impliquées dans la gestion et le contrôle des programmes et, si nécessaire, des bénéficiaires. Et, si nécessaire, un résumé des actions à prendre à ce sujet

L'expérience des programmations antérieures a démontré que les entités belges concernées ont toutes développé des capacités de gestion et de ressources humaines adéquates et fortes afin de gérer au mieux les divers Fonds européens dont elles assurent le suivi avec le plus grand professionnalisme. Ces capacités ont d'ailleurs été validées par les autorités d'audit.

Pour développer encore mieux ces capacités, la Belgique dans son ensemble, souhaite continuer à capitaliser sur les acquis déjà maîtrisés en la matière en apportant encore si besoin des améliorations en termes de simplification administrative, d'utilisation des nouvelles technologies et d'efficacité des coûts.

Conformément à l'article 122 du règlement général (UE) n° 1303/2013, les différentes autorités concernées préviennent, détectent et corrigent les irrégularités constatées et recouvrent les sommes indûment versées. Elles notifient également à la Commission les irrégularités dont la part européenne dépasse 10.000 € et l'informent des principales évolutions des procédures administratives et judiciaires pour les cas communiqués. Les modalités de communication des irrégularités seront détaillées sur base des actes délégués et des actes d'exécution adoptés par la Commission.

Par ailleurs, et conformément à l'article 125 du règlement général, les autorités de gestion ont mis en place des mesures antifraude efficaces et proportionnées, tenant compte notamment des risques identifiés et des règles en matière de respect de la vie privée.

Wallonie

La sélection de projets FEDER et FSE devrait reposer sur les principes suivants :

- Maintien du mode de sélection des projets publics qui a prévalu pour la période 2007-2013 et a été salué par la Commission européenne, à savoir des candidatures électroniques, des critères de sélection définis pour chaque mesure et une analyse approfondie des projets par une Task Force indépendante, dont le secrétariat sera assuré par le cabinet du Ministre-Président avec le soutien des administrations de coordination, à savoir le Département de la Coordination des Fonds structurels et l'Agence FSE. Cette dernière, constituée d'experts dans les différentes thématiques visées, et associant les organes de pilotage du Plan Marshall 2.vert, devra veiller à l'adéquation des actions cofinancées avec la politique wallonne.
- Responsabilisation des porteurs de projets quant aux résultats escomptés et à leur contribution à la stratégie globale, consolidant ainsi l'approche bottom-up. De manière générale, il est attendu des projets qu'ils contribuent au redéploiement économique et au bien-être de la Wallonie. Afin de répondre à l'attente de la Commission européenne pour assurer une mise en œuvre intégrée de la politique de cohésion, la Wallonie impose aux bénéficiaires la constitution de portefeuilles de projets intégrés, c'est-à-dire : des plans constitués d'une grappe de projets portants sur différents domaines et thèmes mais qui partagent un objectif commun de développement économique et social d'un territoire spécifique.

Le bénéfice recherché est la convergence de projets vers un même objectif. Le gain se situe au niveau de l'effet levier, de l'impact de l'intervention et de la contribution à la culture du résultat (orientation de la Commission européenne pour 2014-2020).

- Sélectivité thématique et géographique des projets pour parvenir à une concentration des moyens sur les objectifs prioritaires.
- Aptitude des porteurs de projets à gérer de manière efficiente les actions cofinancées (respect des délais, évaluation adéquate du budget, rapportage et suivi adaptés, atteinte des objectifs, ...).

- Communication préalable du Gouvernement wallon sur les grandes orientations et objectifs de la programmation 2014-2020, afin d'informer les porteurs de projets potentiels.
- Lors du lancement de l'appel à projets, communication aux porteurs de projets sur la stratégie du Gouvernement wallon dans le cadre de la programmation 2014-2020, sur les indicateurs, qui devront être clairement définis de façon à ce qu'ils puissent constituer un critère de sélection fiable pour les membres de la Task Force, et sur la manière dont les candidatures doivent être introduites.

Au niveau des ressources humaines, le Département de la Coordination des Fonds structurels est organisé comme suit :

- La Direction de la Gestion des Programmes, en charge de la gestion des appels à projets, du suivi quotidien des programmes via la centralisation des informations, de la finalisation des rapports annuels et rapports finaux, de l'interface avec les services de la Commission, du contrôle de cohérence, du secrétariat des Comités de suivi, de la prise en charge des contrôles européens, et de la communication des irrégularités à l'OLAF.
- La Direction de l'Animation et de l'Evaluation, ayant pour rôle de communiquer la stratégie des programmes pour aider les porteurs de projets à se l'approprier, de stimuler des partenariats et synergies entre acteurs ou projets, d'accompagner et suivre la mise en œuvre des projets, de veiller à la cohérence de l'évolution des projets avec les politiques européenne et régionale, de collecter et analyser les données qualitatives et quantitatives, de mettre en œuvre les évaluations, et d'analyser les besoins régionaux pour la programmation suivante.
- La Direction du Contrôle de Premier niveau, ayant pour mission principale de contrôler sur pièces les projets cofinancés par le FEDER.

En ce qui concerne l'assistance technique pour le **FEDER** dont la coordination relève du Département de la Coordination des Fonds structurels, les budgets alloués serviront au financement du personnel chargé du suivi des projets et des évaluations, du contrôle de premier niveau sur pièces, ainsi que de la gestion journalière du programme. Par ailleurs, des actions de communication seront mises sur pied, ainsi que des évaluations et l'organisation d'événements.

L'assistance technique s'attachera également à poursuivre les synergies avec le programme FSE. Pour ce faire, et à l'instar des nombreux contacts établis lors de la préparation des programmes opérationnels, des échanges auront lieu régulièrement pendant la programmation avec l'Agence FSE, en charge de la coordination des projets relevant du Fonds social européen. En outre, les liens FEDER/FSE seront renforcés notamment au travers des comités de suivi, organisés de concert, de la participation du DCFS et de l'Agence FSE aux réunions des Comités d'évaluation de chaque organisme et de la tenue de comités conjoints pour l'accompagnement des projets. Un spécialiste trans-fonds dont le coût sera pris en charge par l'assistance technique sera plus particulièrement affecté au renforcement de ces synergies entre fonds et avec les autres programmes européens.

Les évaluations réalisées au cours de la période de programmation 2007-2013 ont permis de vérifier l'adéquation des PO aux objectifs de la politique de cohésion, de souligner les résultats concrets des projets FEDER, de réorienter des actions en cours de programmation si nécessaire, et également de développer des recommandations pour la programmation 2014-2020.

Par ailleurs, l'usage des outils développés durant la programmation 2007-2013 sera poursuivi, moyennant quelques adaptations : vademecum à destination des bénéficiaires et des administrations fonctionnelles, guide des procédures, tableaux de suivi, arrêté de subvention type, ...

Il convient de mettre en exergue que les audits réalisés par l'Autorité d'audit, voire des organismes extérieurs (RSM et Ernst & Young), se sont conclus par des notes très positives pour tout le système de gestion et de contrôle mis en place par le Département de la Coordination des Fonds structurels, et notamment l'outil informatique intégré EUROGES. La programmation 2014-2020 se basera évidemment sur ces acquis particulièrement précieux.

En ce qui concerne le **FSE** coordonné par l'Agence FSE, les systèmes de gestion à promouvoir pour la programmation 2014 – 2020 s'inscriront dans la continuation et dans le renforcement du système mis en place pour la programmation 2007 – 2013, notamment et sur recommandation des évaluateurs par l'amélioration de l'information des opérateurs sur le système de suivi.

Tout en veillant au respect de la loi nationale sur la protection de la vie privée, l'utilisation de l'informatique comme moyen de communication avec les opérateurs, bien que généralisée lors de la programmation 2007 – 2013, sera renforcée dans ses aspects ergonomiques en vue d'une utilisation plus conviviale. Et elle sera étendue aux autorités d'audits pour la programmation 2014 – 2020.

En matière de gestion financière, il sera procédé à un renforcement des pratiques dans la programmation 2007 – 2013 par la mise en œuvre, le cas échéant, des propositions de la Commission européenne en matière de coûts simplifiés.

Concernant l'assistance technique, comme en 2007-2013, elle visera d'une part, les moyens humains et, d'autre part, les moyens matériels et informatiques requis pour la durée du programme.

En ce qui concerne le **FEADER** et le **FEAMP**, les systèmes de gestion et de contrôle seront dans la continuité de la programmation 2007-2013. Les missions d'autorité de gestion, de coordination administrative, d'organisme payeur,... seront confiées aux mêmes structures. La sélection des projets se fera, comme pour la période 2007-2013, par un comité de sélection qui, sur base d'une analyse des critères d'éligibilité et de sélection réalisée par les administrations concernées, proposera les projets à retenir à l'approbation du Gouvernement wallon.

En ce qui concerne le FEADER, l'évaluation relative à la capacité administrative est effectuée à différents niveaux :

- Dans le cadre de la certification annuelle des comptes de l'organisme payeur par Ernst & Young.
- Via les travaux de la cellule d'audit interne (CAFF).
- Dans le cadre de la certification ISO pour les tâches « métier » de la Direction générale Agriculture, Ressources naturelles et Environnement (par AIB-Vinçotte).

Les exigences administratives découlant des règlements du FEP ont induit les services du SPW à élaborer un système de gestion et de contrôle extrêmement détaillé pour le programme lié à ce fonds. Ce système, désormais éprouvé, sera utilisé dans le cadre du FEAMP. On notera qu'en matière de ressources humaines, la gestion du programme lié au FEAMP sera plus encore centralisée qu'elle ne l'était avec le FEP.

Cependant, pour le FEADER et le FEAMP, les capacités en termes d'assistance technique devront être renforcées pour tenir compte des exigences européennes accrues pour ces deux programmes.

L'administration qui assure la coordination du programme wallon de développement rural va recruter une personne supplémentaire pour assurer le suivi du programme compte tenu de l'accroissement du nombre de mesures/sous-mesures et des exigences européennes renforcées en termes de rapportage, évaluation, ...

Pour ce qui concerne le FEAMP, pour remédier à la sous-consommation des budgets au cours de la période 2007-2013, la gestion des dossiers va être centralisée au sein de l'administration de coordination wallonne. Par conséquent, cette administration va recruter une personne supplémentaire au titre de l'assistance technique.

Les outils utilisés dans le cadre du système de gestion et de contrôle seront améliorés. L'application informatique utilisée pour la coordination administrative des programmes FEADER et FEAMP sera adaptée pour permettre aux bénéficiaires d'introduire leurs demandes d'aide de façon électronique.

Des applications nouvelles sont également en cours de développement (SAGE, GESCONTROLE,...) pour la gestion et le contrôle des principales mesures du programme FEADER (voir point 1.1).

Flandre

De organen die instaan voor de operationalisering van de verschillende programma's hebben allen al jaren ervaring met de effectieve uitvoering van hun programma. Ze zijn allen in de periode 2007-2013 opgetreden als beheersautoriteit. Behalve voor ELFPO waar werd gewerkt met een externe certificerende instantie, waren deze instanties eveneens de certificeringsautoriteit. De administraties voorzien hiervoor in voldoende, bekwaam personeel.

De fondsen zullen de middelen voor technische bijstand aanwenden voor het programmabeheer (voorbereiding, uitvoering, monitoring, controle). Dit omvat ook de werkingskosten van het programmasecretariaat en dus een deel van de salarissen van de medewerkers, maar ook het uitvoeren van studies en het verzorgen van de nodige informatie en communicatie.

De functie van auditautoriteit werd voor ESF en EFRO toevertrouwd aan de Vlaamse Auditautoriteit voor Europese Structuurfondsen (Inspectie Financiën). Voor de programmaperiode 2007-2013 bleek uit de systeem- en opvolgingsaudits dat het huidige systeem voor beheer en controle werkt, mits een klein aantal verbeterpunten.

Voor ELFPO en EVF werd de functie van auditautoriteit toevertrouwd aan een intern auditorgaan van het Departement of het Agentschap Landbouw en Visserij. Uit de audits

van dit orgaan bleek eveneens dat het huidig systeem performant is, mits ook hier een aantal kleine verbeterpunten.

De administraties verbonden aan PDPO voorzien in voldoende middelen en personeel om de uitvoering van de maatregel(en) waar te maken. Hierbij wordt rekening gehouden met scheiding van taken en de diverse fasen van de dossiers. Dit wordt eveneens benadrukt in het protocol dat het Vlaams Betaalorgaan (deel van het Agentschap voor Landbouw en Visserij) als betalende instantie, afsluit met elke maatregeluitvoerende instantie. Deze principes werden ook meegenomen in de nieuwe praktijk van analyse van de ex ante-verifieerbaarheid en controleerbaarheid van PDPO III, waarbij een beoordelingsproces werd uitgestippeld en doorlopen. Hierbij werd elke steunvoorwaarde geëvalueerd op controleerbaarheid, eenvoud en transparantie. Voor maatregelen waarvoor de afgelopen jaren een relatief hogere error rate werd gerapporteerd, werden tijdens het uitschrijven van de maatregel pistes onderzocht om het maatregelconcept minder foutgevoelig te maken. Deze oefening zal ook tijdens de looptijd van PDPO III worden herhaald.

In het kader van het verminderen van de error rate levert PDPO op regelmatige basis een update van het actieplan om de foutenmarges onder controle te houden, aan de Commissie. Eind september 2014 wordt een derde opvolgingsdocument hieromtrent bezorgd– hiernaast wordt ook in de jaarlijkse borgingsverklaring op de acties hieromtrent ingegaan. Ten gevolge van de ex ante-screening van de maatregelen (zie hoger) werden corrigerende acties uitgevoerd voor PDPO II en verbeterelementen meegenomen in de opmaak van PDPO III. Deze oefening wordt in de toekomst verder gezet, niet in het minst met training en begeleiding leidende tot beter afgebakende maatregelen, meer gerichte sensibilisering en versterking van de controlesystemen.

Wat betreft EFMZV werken de Vlaamse autoriteiten via drie protocollen samen met de drie gedelegeerde Waalse autoriteiten die verantwoordelijk zijn voor beheer, certificering en audit van het Waalse luik van het Belgisch Operationeel Programma. De Vlaamse autoriteiten zijn de Belgische aanspreekpunten voor de EC m.b.t. het OP.

Om te voldoen aan de verplichting tot het opzetten van effectieve en proportionele anti-fraude maatregelen zullen EFRO en ESF meestappen in het Arachne-systeem van de Europese auditinstanties. Ook ELFPO en EFMZV passen de nodige maatregelen inzake anti-fraude toe via aanmelding bij OLAF.

In het kader van de uitvoering van de operationele programma's werden verschillende maatregelen genomen om de eindbegunstigden te ondersteunen en hun administratieve capaciteit te verhogen. De bestaande tools zullen verder worden geoptimaliseerd en aangevuld. Hierbij gaat het onder meer om:

- Informatievergaderingen/seminaries rond projectindiening, - uitvoering en - afsluiting;
- Elektronische beheersapplicatie voor indienen van projecten en rapporten;
- Praktische gidsen en begeleiding (richtlijnen) inzake projectindiening, projectuitvoering, subsidiabiliteit, staatssteun, overheidsopdrachten en indiening van declaraties;
- Technische en algemene communicatie over maatregelen;
- Regelmatige analyse van de doeltreffendheid van de inspanningen, o.a. via de analyse van controleer- en verifieerbaarheid (zie hoger).

Voor het nieuwe programma worden de activiteiten van het ESF-Agentschap Vlaanderen van de managementautoriteit ingekanteld in het DWSE. Het nieuwe programma wordt als volgt gerund:

- Managementautoriteit – DWSE-ESF;
- Auditautoriteit – Inspectie van Financiën;
- Autoriteit aan wie de Europese Commissie betaalt – DWSE-ESF;
- Certificeringsautoriteit –DWSE-CA.

De taakverdeling zoals opgenomen in de Verordeningen wordt hierbij aangehouden.

- Inzake structuren zullen de huidige kernactiviteiten van de managementautoriteit als een afzonderlijke entiteit fungeren binnen het Departement Werk en Sociale Economie.
- Inzake human resources, blijft de tijdens de voorbije programma's opgebouwde kennis, behouden en zullen – na een prestatiemeting – alle benodigde personeelsleden door de nieuwe werkgever worden overgenomen.
- Inzake systemen en tools werd in het programma 2007-2013 dermate geïnvesteerd, dat het mogelijk is om met een aantal aanpassingen de huidige tools, methoden en instrumenten voort te zetten en aan de vereisten inzake e-procurement te voldoen. Gezien het procesmatige karakter van de vereisten en ontwikkelingen werden ook de nodige structurele werkgroepen met de ODA in het leven geroepen.

Région de Bruxelles-Capitale

Durant la période de programmation 2007-2013, un effort substantiel a été réalisé par la RBC pour mettre en place une cellule dédiée à la gestion du programme FEDER. L'équipe mise en place a œuvré très efficacement, comme l'ont montré les évaluations réalisées, pour encadrer les opérateurs, suivre et mettre en œuvre le programme. La capacité administrative des autorités est donc présente. Les autorités doivent cependant faire face à des défis qui concernent notamment la gestion en parallèle des programmations 2007-2013 et 2014-2020, la disponibilité en permanence d'une équipe complète et l'adaptation aux nouveaux règlements (par ex. en matière d'échange électronique).

Concernant le FSE, lors de la période 2007-2013, plusieurs audits de systèmes et de suivi ont été réalisés par la Cellule d'Audit de l'Inspection des Finances de la RBC (Autorité d'audit) et la Commission européenne. A la suite de ces audits, un plan d'action a été rédigé afin de répondre aux recommandations et remarques formulées au cours des travaux d'audit susmentionnés.

Les enseignements tirés de ces audits et de la période 2007-2013 peuvent se décliner à travers les trois blocs définissant l'administration publique. A savoir, les structures, les ressources humaines et les systèmes et outils.

Les structures :

La structure de l'Autorité de Gestion a été réorganisée afin de former un ensemble plus intégré et permettant une meilleure circulation de l'information. En effet, alors qu'au début de la période 2007-2013, le Service FSE était rattaché à la Direction Générale et la Direction Partenariat était un Organisme Intermédiaire, les matières FSE ont été incorporées dans la direction Partenariat d'Actiris. Ceci a permis de supprimer cet OI et

d'améliorer la coordination et la communication de l'information entre les différents intervenants de la chaîne de contrôle. Ceci, a aussi permis de mieux partager l'expérience acquise à chaque niveau de la chaîne de contrôle.

Les ressources humaines :

Afin d'affecter un personnel suffisant aux contrôles et la gestion du programme, l'AG a renforcé ses capacités en terme de ressources humaines en procédant notamment à des engagements de personnel et en redéfinissant le diagramme fonctionnel de l'AG.

De plus, à coté de formations diverses suivies par le personnel de l'AG, les inspecteurs ont participé à un programme de formation spécifique au premier semestre 2014. Les matières abordées furent la législation sociale, la comptabilité des asbl ainsi que l'uniformisation des pratiques de contrôle.

Les systèmes et outils :

Le plan d'action a aussi conduit à des mesures correctrices substantielles au niveau des systèmes et outils de l'AG. En effet, ce plan d'action avait pour objectif principal, la standardisation des contrôles réalisés, la définition plus précise de certaines règles d'éligibilité et l'automatisation des contrôles par l'ajout de check-lists aux canevas de rapport mis à disposition des inspecteurs.

Ceci a mené à la création d'outils plus précis à même de permettre un contrôle rigoureux et efficace des partenaires. Citons entre autre :

- L'établissement par l'Autorité de Gestion d'un fichier de suivi des constatations de l'Inspection et de l'Autorité d'audit ;
- L'établissement par l'Autorité de Gestion d'un fichier de suivi des corrections financières ;
- La rédaction de guides financiers plus précis à l'attention des bénéficiaires ;
- Le développement de rapports d'inspection comportant des check-lists de contrôles ;
- Le renforcement de l'inspection et des visites sur places chez les opérateurs ;
- Etablissement d'un nouveau manuel de procédures pour le contrôle des dossiers annuels des partenaires.

A côté de ces outils, la mise en œuvre de simplifications administratives telles que l'utilisation des coûts simplifiés permettra d'augmenter la capacité administrative de l'AG. Ces modes de financements seront mis en œuvre lorsque cela s'avère bénéfique et ceci dès le début de la programmation.

Enfin, une application de gestion de l'information intégrée sera développée au court de la programmation. Cet outil visera à améliorer les systèmes de technologies de l'information et de la communication de l'AG et permettra d'assurer un échange de données électronique avec les bénéficiaires (voir 4.1)

Pour ce qui du volet bruxellois du PO FSE Wallonie – FWB - COCOF, la sélection des projets se fera via un appel à candidature et l'analyse sera réalisée par une task force des administrations responsables.

Communauté germanophone

L'autorité de gestion est assurée par le Département des Relations extérieures du Ministère de la Communauté germanophone. Dans ce même département sont gérés les programmes FEDER et le contrôle du programme ERASMUS+. Le contrôle de la complémentarité et l'empêchement d'une double subvention peuvent être assurés. La même équipe est responsable de la gestion du programme 2007-2013, ce qui permet une continuité dans le monitoring. L'autorité de contrôle a été assurée par le Corps de l'Inspection des Finances.

Ce système de gestion a subi de multiples audits de système en 2011 avec un résultat très satisfaisant.

La sélection des projets est assurée par un comité de sélection, indépendant des autorités citées ci-dessus. Les critères de sélection seront établis à l'avance.

L'autorité de gestion met à la disposition des porteurs de projet (potentiels) un guide, qui englobera un référentiel méthodologique, les procédures d'introduction d'une demande, les critères de sélection, les modalités de monitoring et d'évaluation ainsi que les dispositions financières. Le nombre de contrôles sur place sera augmenté pour garantir l'exactitude des déclarations financières et la réalisation des objectifs du projet.

2.6 Un résumé des actions planifiées dans les programmes, en ce compris un calendrier indicatif, afin de réduire la lourdeur administrative pour les bénéficiaires

Les diverses entités belges chargées des divers Fonds européens ont largement travaillé à la simplification administrative durant la programmation 2007-2013. Diverses politiques ou plusieurs outils ont ainsi été développés :

- Coûts simplifiés, forfaits, ... ;
- Systèmes électroniques mis en place afin d'améliorer et simplifier les échanges d'informations entre les autorités de gestion et les bénéficiaires ;
- Rédaction par les autorités de gestion de guide d'utilisation et de vademecum à destination des bénéficiaires mais aussi des autres administrations ;
- ...

Tous ces éléments permettent de réduire de manière significative la charge de travail administrative des bénéficiaires qui peuvent ainsi se concentrer sur le cœur de leur activité, à savoir le développement et le suivi des projets et leur bon aboutissement.

La Belgique poursuivra dans cette voie.

Wallonie

En début de programmation 2007-2013, un important processus de simplification a été entamé par la Commission Européenne pour l'introduction des dépenses relatives aux projets cofinancés par le FEDER. Il est en effet apparu que bon nombre d'erreurs constatées au niveau des dépenses étaient en partie dues à la complexité du cadre juridique et de mise en œuvre. La Commission a donc recommandé de simplifier la base de calcul des coûts éligibles et de recourir dans une plus large mesure au versement de montants forfaitaires ou à des taux forfaitaires au lieu de rembourser les « coûts réels ».

C'est dans ce cadre que le Gouvernement wallon a adopté des mesures de simplification dans la gestion des concours FEDER.

Parmi ces mesures de simplification, la méthode des « coûts indirects » qui consiste à présenter les frais généraux sur la base d'un taux forfaitaire fixé préalablement, ainsi que l'utilisation de taux forfaitaires au niveau des dépenses salariales ont été favorablement accueillies par l'ensemble des parties et ont généré une réelle simplification administrative.

Toutefois, même en appliquant les taux forfaitaires aux dépenses de salaire (méthode optionnelle puisque la méthode des « coûts réels » subsistait), des difficultés persistaient en ce qui concerne principalement le calcul des taux d'affectation et la prise en charge des dépenses annexes. De plus, cette manière de procéder impliquait encore un grand nombre de pièces justificatives à fournir. Cette mesure sera étendue au FSE.

En effet, pour justifier l'ensemble des coûts salariaux, les documents justificatifs (fiches de paie, factures, preuves de paiement, ...) devaient être fournis 14 fois par an (12 mensualités + pécule de vacances + prime de fin d'année).

C'est pourquoi, afin d'accélérer la mise en œuvre des projets, il est apparu utile de mettre en place une autre mesure de simplification complémentaire au moyen de l'application de coûts horaires.

Avec cette méthodologie, les salaires ne doivent plus être justifiés qu'une fois pour toutes en fournissant, pour chaque travailleur, sa fiche de paie d'un mois donné ainsi que le détail des calculs permettant d'établir son coût annuel. En outre, les preuves de paiement ne doivent plus être fournies.

Cette méthodologie permet en outre de faciliter l'introduction et le traitement des déclarations de créance et d'ainsi accélérer le paiement des cofinancements FEDER.

Ces mesures seront poursuivies dans la période de programmation 2014-2020 en intensifiant encore l'utilisation des coûts forfaitaires.

De même, toutes les actions qui ont été mises en place en 2007-2013 visant à aider les bénéficiaires seront maintenues (règles d'éligibilité communes et transversales, traitement des déclarations de créance centralisé et informatisé, mise en place de Comités d'accompagnement permettant un suivi plus rapide et plus régulier des bénéficiaires et des projets, arrêté de subvention type, diffusion d'un vade-mecum à destination des bénéficiaires, ...).

Pour le FEADER, la simplification administrative est abordée à différents niveaux :

- Appui aux actions de simplification administrative par le Commissariat Easi-Wal.
- Généralisation des échanges de données par voie électronique.
- Systématisation du test Kafka pour les notes à destination du Gouvernement Wallon.
- Simplification de la réglementation via les travaux du groupe de travail du Conseil (pour le FEADER).

Principales actions prévues	Résultats attendus	Planning (2014-2020)
FEDER : Intensification du recours aux taux forfaitaires pour les frais généraux et pour les dépenses salariales, déjà initiés en 2007-2013	Simplification administrative pour les bénéficiaires, plus grande rapidité dans le traitement des déclarations de créances	2014
FEDER : Rédaction de règles d'éligibilité communes et transversales sur base de celles fixées pour 2007-2013	Compréhension facile pour les bénéficiaires du cadre légal dans lequel ils évoluent	2014
FEDER : Traitement des déclarations de créance centralisé et informatisé	Comme en 2007-2013, paiement rapide des cofinancements FEDER tout en facilitant l'introduction et le traitement des déclarations de créance	2014
FEDER : Poursuite du système de Comités d'accompagnement par portefeuilles de projets	Suivi rapide et régulier des bénéficiaires et des projets, détection rapide des éventuels problèmes, accélération de la mise en œuvre des projets	2014
FEDER : Diffusion d'un vade-mecum à destination des bénéficiaires adapté à la législation 2014-2020 et organisation de séminaires	Meilleure lisibilité des tâches et du suivi attendus	2014
FEDER : Centralisation de toutes les données dans un outil informatique intégré (poursuite des programmations précédentes) de l'appel à projets au traitement des déclarations de créances	Réduction du nombre d'informations à transmettre Consultation à tout moment par le bénéficiaire des informations qui le concernent Diminution des documents papiers	2014
FSE : Proposition d'appliquer les coûts simplifiés aux Organismes Intermédiaires et aux organismes agréés dans le cadre de dispositifs attribuant les subsides notamment sur la base de coûts unitaires ou montants forfaitaires	Simplification administrative pour les bénéficiaires, plus grande rapidité dans le traitement des déclarations de créances	2014 - 2015
FSE : Rédaction de règles d'éligibilité communes et transversales	Amélioration de la clarté des règles	2014
FSE : Traitement des déclarations de créance centralisé et informatisé	Paiement rapide des cofinancements FSE tout en facilitant l'introduction et le traitement des déclarations de créance	2014
FSE : Mise en place de Comités d'accompagnement des portefeuilles de projets	Suivi rapide et régulier des bénéficiaires et des projets, détection rapide des éventuels problèmes, accélération de la mise en œuvre des projets	2014
FSE : Généralisation des échanges de données par voie électronique via email et base de données ; collaboration avec les administrations fonctionnelles	Accélération des processus, simplification administrative	2014
FSE : Etablissement de rapports d'activités des opérateurs FSE communs aux administrations fonctionnelles en charge du suivi des dispositifs régionaux ou communautaires	Simplification administrative pour les bénéficiaires finaux et pour les organes de contrôle.	2014
FEADER et FEAMP : Utilisation d'une application informatique permettant des échanges électroniques entre les opérateurs et le SPW	Simplification administrative et transparence pour les opérateurs	2015

Tijdens de programmaperiode 2007 – 2013 besteedden de verschillende programma’s al in belangrijke mate aandacht aan administratieve vereenvoudiging en vermindering van administratieve lasten voor de begunstigden. Dit zorgde o.m. voor een gebruiksvriendelijkere elektronische beheersapplicatie, voor het invoeren van vereenvoudigde kostenregelingen (forfaits, ‘flat rates’), voor het verschaffen van duidelijkere informatie...

Verder werkten de diverse programma’s in de periode 2007-2013 aan het ophoesten van de overblijvende administratieve lasten en knelpunten. Hiervoor legden ze o.m. hun oor te luister bij de projectpromotoren via consultaties en tevredenheidsmetingen. Een aantal voorbeelden van deze knelpunten:

- Grote administratieve last op het vlak van registratieverplichtingen en audit en controle (EFRO, ESF, ELFPO);
- Grote last op het vlak van subsidiabiliteit (forfaits tvv bewijslast van gedane uitgaven)
- De tijd nodig om een project goed te keuren is relatief lang (EFMZV);
- De informatie en begeleiding van de promotoren, o.a. via richtlijnen(ELFPO en EFMZV);
- Projecten worden nog ingediend op papier (EFMZV).

In het kader van de programma’s 2014 – 2020 zullen de inspanningen tot administratieve vereenvoudiging verder gezet worden. De tabel hieronder biedt een overzicht.

Tabel met voorziene acties op het vlak van administratieve vereenvoudiging

Voorziene acties (niet exhaustief)	Verwachte resultaten	Indicatieve timing
EFRO: Dynamisch projectaanvraagformulier met focus op noodzakelijke elementen voor projectbeoordeling	Beperking aantal projectvragen en verplichte bijlagen, vermijden van dubbele invoer, automatische controles op consistentie	Vanaf 2014
EFRO: Dynamische EFRO-toepassing met mogelijkheden voor vereenvoudigde invoer van rapporten	Vermindering van benodigde tijd voor indiening rapporten (uitgaven en inhoudelijke voortgangsrapportering), daling risico op vergissingen bij indiening	Vanaf 2014
EFRO: Upgrade organisatiebeheer binnen EFRO-toepassing	Bijhouden kernegegevens op organisatieniveau (geen dubbele invoer voor individuele projecten van zelfde organisatie)	Vanaf 2014
EFRO: Vermindering van aan te leveren bijlagen in papieren versie	Rechtstreekse integratie van benodigde info in EFRO-toepassing (aanvraagformulier betalingen, cumulatieve tabel overheidsopdrachten)	Vanaf 2014
EFRO: Vereenvoudigde subsidiabiliteitsregels (o.a. standaarduurtarief, uitbreiding forfaitaire overhead, duidelijk afgelijnde kostenrubrieken)	Vermindering van benodigde tijd voor indiening rapporten, vermindering van papieren bewijsstukken, verhogen rechtszekerheid, vereenvoudiging van controles/audits & correcties nav controles/audits	Vanaf 2014
EFRO: Verbetering indicatorensysteem	Relevante en duidelijke indicatorenset, koppeling streefwaarden en realisaties	Vanaf 2014
EFRO: Actieve begeleiding van promotoren via handleidingen en interactieve workshops	Verhogen kwaliteit ingediende projecten en rapporten, persoonlijk contact	Vanaf 2014
EFRO: Waar mogelijk harmonisatie uitbetaling cofinanciering	Op basis van gecontroleerd EFRO-rapport wordt ook Vlaamse cofinanciering uitbetaald	Vanaf 2014

	(geen meerdere rapporten in te dienen bij verschillende cofinancierende instanties)	
EFRO: Uitrol E-Cohesion	Volledige digitale communicatie en beheer mogelijk	Begin 2016
ESF: Screening aanvraag en rapporteringsdocumenten	Vereenvoudiging indiening documenten door promotor	Doorlopend
ESF: Verdere verkenning en toepassing mogelijkheden vereenvoudigde kostensoorten	Vereenvoudiging berekeningswijzen en archivering	Doorlopend
ESF: Verkenning mogelijkheden single audit en toepassing waar mogelijk	Vereenvoudiging diverse controleniveaus en afstemming met het oog op reductie controlelast bij promotor	Doorlopend
PDPO : Aanpassing beheersapplicaties	Administratieve vereenvoudiging voor indienen en bijhouden dossier en bijkomende gebruiksvriendelijkheid	Vanaf goedkeuring
PDPO: Vermindering bewijslast (minder bijlagen bij dossiers, gebruik standaardkosten-berekening, ...)	Vereenvoudiging voor zowel administratie als voor begunstigde	Vanaf goedkeuring
PDPO: voorafgaande aandacht voor sensibilisering, groepsvoorlichting en individuele begeleiding over algemene items via de landbouwadministratie	Vergroten duidelijkheid voor begunstigde landbouwers	Infotoer september-november 2014 (vlaams ruraal netwerk)
PDPO : Begeleiding en ondersteuning projectpromotoren	Duidelijk(e) aanspreekpunt(en), up-to-date gidsen en richtlijnen, modellen	Vanaf voorbereiding (zomer-najaar 2014)
PDPO: doorgedreven begeleiding agromilieu-klimaatmaatregelen en beheerovereenkomsten: begeleiding en advisering door deskundigen bij opmaak steunaanvraag	Duidelijkheid voor begunstigten en administratieve vereenvoudiging (link met e-loket)	
PDPO : Informatiesessies voor uitvoerende beheerdiensten inzake verificatie- en controlebaarheid	Verder zetten aandacht voor controleer- en verificatiebaarheid. Verdere aandacht voor gelijktijdige administratieve vereenvoudiging en last voor begunstigten (controles)	2013 en 2014, daarna minstens jaarlijkse opvolging (o.a. via training en opleiding)
PDPO : Vereenvoudigde indiening administratieve documenten via elektronische verzamelaanvraag + deel budgetbeheer	Vereenvoudigde indiening met vooraf ingevulde items en continue begeleiding door inconsistentiechecks.	Vanaf 2014 in voorbereiding, in voege vanaf goedkeuring (link met vergroening)
PDPO: vereenvoudiging administratieve kaders mbt gebiedsgerichte maatregelen	Vereenvoudiging voor begunstigten	Vanaf voorbereiding (zomer-najaar 2014)
PDPO: technische en algemene communicatie via respectievelijk beheerdiensten en vlaams Ruraal netwerk	Duidelijke aanspreekpunten	Vanaf voorbereiding
EFMZV: Elektronisch invulformulier	Gemakkelijker indienen van projecten	Vanaf 2014
EFMZV: Facilitator voor sturen van projecten	Meer doelgerichte projecten in de richting van de beoogde objectieven en doelstellingen	Vanaf 2014
EFMZV: Vereenvoudiging invulformulier (geen gekende informatie vragen). Opsturen van reeds aangevuld formulier. Rol van de Rederscentrale bij projectaanvraag	Minder administratieve last	Vanaf 2014
EFMZV: Aanspreekpunt aquacultuur (info loket)	Gemakkelijker toegang geven van informatie aan begunstigten	Vanaf 2014

De mogelijkheden voor de vereenvoudiging van de audit en controle zullen onder dit actiepunt met alle betrokken partijen verder worden verkend.

Région de Bruxelles-Capitale

L'évaluation intermédiaire de la programmation 2007-2013 souligne que, de manière générale, les contraintes administratives auxquelles sont soumis les porteurs de projets ne sont pas perçues comme démesurées au regard du financement attribué. A ce sujet, le rôle de la Cellule FEDER en matière d'assistance aux porteurs de projets est reconnu. Néanmoins, la lourdeur de certaines modalités administratives (reporting, pièces administratives, etc.) est mise en évidence par certains porteurs de projets, cet élément étant particulièrement ressenti par les porteurs de taille plus restreinte et/ou sans expérience dans la gestion de projet (à dimension européenne ou non).

Plusieurs constats généraux peuvent être formulés :

- Complexité en matière de constitution de dossier de candidature (besoin d'accompagnement des porteurs de projet) et longueur de la procédure de sélection ce qui ralentit l'avancement du programme.
- Lourdeur en matière de reporting en raison du nombre important de rapports à remettre par an (la superposition des rapports trimestriels et annuels est mise en cause).
- Modalités administratives lourdes sur le plan comptable
- Lourdeur en matière de pièces administratives à fournir aux différents pouvoirs subsidiaires : de nombreuses pièces sont à remettre en plusieurs exemplaires.

De la même manière le rapport final d'audit de système de la Commission européenne en date du 23/11/2012 constate des faiblesses dans les contrôles effectués par l'AG du FSE régional. Il s'agit entre autre d'augmenter la clarté des instructions données aux opérateurs et d'augmenter l'efficacité et l'efficience des contrôles de l'AG.

Face à ces constats, les principales actions prévues en vue de réduire la charge administrative concernent :

Principales actions prévues	Résultats attendus	Calendrier indicatif
Le recours à des options simplifiées en matière de coûts (FEDER et FSE)	Simplification administrative et comptable à travers l'utilisation de sommes forfaitaires, coûts indirects ou taux forfaitaires.	Dès le début de la prochaine programmation
Suppression, dans les pièces administratives en annexe des dossiers candidature, des pièces administratives non nécessaires compte tenu des informations dont dispose les AG FSE et FEDER(ONSS, compte annuel, etc.)	Simplification dans la constitution des dossiers et la remise des rapports	Dès le début de la prochaine programmation
Mise en place d'un accompagnement à la rédaction des dossiers de candidatures (FEDER)	Simplification dans la constitution des dossiers de candidatures	Dès le début de la prochaine programmation
Créer un document de guidance pédagogique consacré à la	Amélioration de la clarté des documents fournis aux porteurs	Dès le début de la prochaine programmation

constitution d'un dossier de candidature (à côté de la circulaire à caractère contraignant) (FEDER)	de projets	
Allègement des exigences de reporting. 2 x par an au lieu de 5 x par an pour le FEDER et 1 X par an au lieu de 2 pour le FSE	- réduction de la charge administration pour l'opérateur et la cellule FEDER - induction d'un traitement stratégique des informations transmises	Dès le début de la prochaine programmation
Marchés publics : ne demander que les pièces liées aux exigences européennes (FEDER)	Simplification administrative pour le porteurs de projet	Dès le début de la prochaine programmation
Rationalisation quant aux pièces que les porteurs de projets doivent fournir aux différents pouvoirs subsidiaires (FEDER)	Simplification administrative pour le porteurs de projet en intégrant de la cohérence et en évitant les doublons	Dès le début de la prochaine programmation
Développement d'outils d'informations pour les opérateurs	Amélioration de la clarté des documents fournis aux porteurs de projets	Dès le début de la prochaine programmation
Développement d'une plateforme informatique d'échanges d'informations à destination des porteurs de projet.	Faciliter et accélérer le suivi et le contrôle des porteurs de projets	L'implémentation de la plateforme commencera au début de la programmation

Communauté germanophone

Prenant en considération la taille des organisations qui réalisent des projets FSE en Communauté germanophone, l'autorité de gestion veillera à réduire l'ampleur des tâches administratives. L'utilisation systématique des options simplifiées en matière de coûts (taux forfaitaire et coûts forfaitaires) simplifiera la gestion financière pour les projets. Ces formules seront d'application dès le 1^{er} janvier 2015.

L'expérience d'un seul document (ESF-Handbuch) qui sert de référence pour la gestion d'un projet dès sa conception jusqu'à l'audit final a fait ses preuves dans la programmation actuelle et sera adapté pour la nouvelle période. Des formulaires standardisés aussi bien pour l'introduction des demandes et pour les rapports facilitent le contrôle et assurent l'égalité de traitement de tous les bénéficiaires.

Le défi reste le développement des systèmes informatiques, qui reste approprié vu la taille du programme et qui permet de récolter et de gérer les données.

3. SECTION 3 - UNE APPROCHE INTEGREE DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL SOUTENU PAR LES FONDS RELEVANT DU CSC OU UN RESUME DES APPROCHES INTEGREEES DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL REPOSANT SUR LE CONTENU DES PROGRAMMES OPERATIONNELS

(Article 15(2) (A) CRP)

Wallonie

« La stratégie Europe 2020 plaide pour une approche intégrée de la gestion des problèmes locaux, en insistant sur les objectifs de cohésion économique, sociale et territoriale.

Le concept d'« approche intégrée » s'est développé, en matière urbaine, au tournant des années 1990 dans le contexte de projets de régénération urbaine des quartiers en difficulté. Il s'agissait alors de rompre avec une approche sectorielle des territoires, des problèmes et des politiques, pour privilégier une approche « holistique ». Cette approche prend en compte les dimensions physique, économique, sociale et environnementale du développement urbain.

A l'intégration horizontale, entre les différents secteurs de l'action publique, s'est ajoutée au fil du temps la nécessaire intégration verticale, entre les différents niveaux de gouvernement et acteurs de la gouvernance territoriale (local, régional, national, secteur privé, société civile, etc.) et l'intégration territoriale entre les différentes composantes territoriales. »⁸⁰

Pour la nouvelle programmation, cette évolution a abouti à l'approche intégrée d'intelligence territoriale qui procure une valeur ajoutée à la concentration territoriale pratiquée antérieurement.

En matière de développement rural, la Wallonie dispose d'une expertise particulière.

Le Décret du 6 juin 1991 de la Région Wallonne et son arrêté d'application organisent les Opérations de Développement Rural (ODR).

Une opération de développement rural consiste en un ensemble coordonné d'actions de développement, d'aménagement et de réaménagement entreprises ou conduites en milieu rural par une commune, dans le but de sa revitalisation et de sa restauration, dans le respect de ses caractères propres et de manière à améliorer les conditions de vie de ses habitants au point de vue économique, social et culturel.

Le Programme Communal de Développement Rural (PCDR) est le document de synthèse de l'opération pour chaque commune.

Les trois originalités d'une ODR

1. La participation citoyenne

⁸⁰ Vers un développement urbain équilibré, intégré et durable en Wallonie. Guide pratique à destination des porteurs de projets et de l'autorité de gestion – ADE – 2012 – page 14.

Réunions de village et Commission locale permettent à chaque citoyen qui le désire de réaliser avec d'autres l'état de la situation de la commune, de définir des objectifs de développement et les projets à mettre en œuvre.

2. Un programme global

Une opération de développement rural, c'est tout d'abord une réflexion sur l'ensemble des aspects qui font la vie d'une commune rurale: agriculture, économie, emploi, aménagement du territoire, urbanisme, environnement, mobilité, culture ... C'est ensuite des projets qui combinent souvent plusieurs de ces éléments.

3. Une réflexion stratégique à long terme, clairement encouragée

Le programme communal qui émane de cette réflexion collective propose des objectifs qui orienteront la politique locale pour plusieurs années à venir. Les projets se réalisent par conventions annuelles entre la Commune et la Région. L'aide de cette dernière peut aller jusqu'à 80% du coût des projets.

La démarche LEADER est assez semblable à celle des ODR mais se fait à l'échelle supra-communale.

Flandre

Sinds het Verdrag van Lissabon (2009) vormt territoriale cohesie een bijkomende doelstelling van de Europese Unie, naast sociale en economische cohesie.

Ten einde de uitdagingen waarvoor Europa staat op economisch, maatschappelijk en milieugebied doeltreffend het hoofd te kunnen bieden, wordt een operationalisering van deze territoriale focus in het cohesiebeleid voor de nieuwe programmaperiode 2014-2020 wenselijk geacht.

Ook het strategisch kader dat door de Vlaamse Regering werd goedgekeurd voor de voorbereiding van de programmaperiode, voorziet dat de territoriale invalshoek integraal deel uitmaakt van het toekomstige cohesiebeleid in Vlaanderen. In de verschillende programma's zal de territoriale benadering een belangrijke invalshoek vormen waarbij zal nagegaan worden hoe een stads- en regioversterkende aanpak verwerkt kan worden waarbij bijzondere aandacht zal gaan naar steden en hun directe omgeving.

De geïntegreerde territoriale benadering wordt gerealiseerd via:

- De toepassing van de community-led local development binnen ELFPO;
- Via de GTI Limburg, die inspeelt op de specifieke sociaal-economische reconversieproblematiek in de provincie, als gevolg van de sluiting van Ford Genk;
- De GTI West-Vlaanderen en de GTI Kempen die inspelen op de sociaal-economische en territoriale uitdagingen van het betrokken gebied;
- Via de prioritaire as gericht op duurzame stedelijke ontwikkeling in het EFRO-programma. Dit doelt op de twee grootsteden die geconfronteerd worden met belangrijke problemen op het vlak van economie, onderwijs, milieu en armoede. Zoals voorzien in het OP, kunnen de steden de middelen op eigen initiatief ook inzetten voor stadsgrensoverschrijdende gebiedsgerichte projecten (o.m. samenwerking stad-platteland);
- De voorbereiding van een geïntegreerde strategie tegen eind juni 2014 voor het Vlaams Metropolitain kerngebied, die inspeelt op de specifieke sociaal-

economische en territoriale uitdagingen van het gebied tussen en met inbegrip van Antwerpen, Gent, Brussel en Leuven (uitvoering binnen de thematische doelstellingen van het OP, gebruik makend van specifieke, thematische projectoproepen voor het betrokken geografisch gebied);

- Via het programma plattelandsbeleid dat focust op de duurzame ontwikkeling van plattelands- en landbouwgebieden;
- Via de betrokkenheid van de regionale en lokale actoren bij de opmaak en uitvoering van de programma's.

Région de Bruxelles-Capitale

La stratégie Europe 2020 plaide pour une approche intégrée de la gestion des problèmes urbains, en insistant sur les objectifs de cohésion économique, sociale et territoriale. Il s'agit de dépasser les approches sectorielles en prenant en compte les dimensions physique, économique, sociale et environnementale du développement urbain, de manière à répondre de manière durable et globale aux problématiques urbaines

L'utilisation des fonds européen en Région de Bruxelles-Capitale s'inscrit dans cette approche intégrée du développement urbain. Cette dimension est d'autant plus importante à Bruxelles que la Région présente un caractère intrinsèquement urbain et qu'elle est confrontée à des défis qui touchent notamment à l'absorption du boom démographique et à la réduction de la dualisation territoriale. Les différents aspects de la vie en ville, qu'ils soient environnementaux, économiques, sociaux et culturels, sont entremêlés et la réussite du développement urbain dépend avant tout d'une approche intégrée. Dans cette optique, les mesures de rénovation physique urbaine devront s'inscrire en lien avec des mesures promouvant l'éducation, le développement économique, l'inclusion sociale et la protection de l'environnement. En outre, la mise en place de partenariats solides entre les citoyens, la société civile, l'économie locale et les différents niveaux de pouvoir seront soutenus.

Pour le FEDER cette approche de **développement urbain durable** se marque dans l'objectif global d'amélioration du métabolisme urbain, qui permet de répondre de manière intégrée aux défis économiques, sociaux et environnementaux de la Région. notamment par la consolidation et le développement de filières économiques intégrées (ce qui implique le rapprochement des acteurs privés, des d'opérateurs publics, des entreprises, des centres de recherche, des centres de formations, etc. dans une démarche intégrée), par la valorisation de la participation citoyenne (avec un type d'actions qui y est dédié dans l'axe 3) et par l'inscription des projets d'infrastructures dans certaines zones territoriales défavorisées de manière à contribuer à améliorer le contexte socio-économique, d'améliorer le cadre de vie, de diminuer le chômage des résidents et de stimuler l'entrepreneuriat et l'innovation.

3.1 Dispositions prises pour garantir une approche intégrée de l'utilisation des Fonds pour le développement territorial de zones sous-régionales spécifiques

3.1.1 Communauté locale de développement (Articles 28-31 CPR, Article 9 ETC, règlements FEADER, FSE, FEAMP et FEDER)

Wallonie

Seul le FEADER sera utilisé pour l'approche intégrée via LEADER.

En tant qu'outil de développement territorial, LEADER concourt à affirmer le caractère multifonctionnel des zones rurales. Cette approche du développement local est par ailleurs bien implantée et adaptée à la diversité des zones rurales au même titre que les opérations de développement rural.

L'approche multisectorielle de LEADER reste une approche innovante de partenariat supra-communal, dont d'autres politiques sectorielles tentent de s'inspirer comme dans le cas du logement, de la mobilité ou encore de l'emploi.

Logique d'intervention

Plusieurs éléments de la SWOT font référence aux diversités de situations locales et aux enjeux qui leurs sont associés. L'approche territoriale centrée sur les entités administratives que sont les communes qualifiées de rurales est tout à fait pertinente à cette fin. Cependant, l'ouverture à la transcommunalité semble constituer une approche plus appropriée eu égard à d'autres enjeux mis en évidence au terme de la SWOT. On peut notamment citer les besoins et complémentarités entre les villes et les espaces ruraux ou les rapports entre pôles d'appui et zones rurales selon la terminologie du SDER (Schéma de développement de l'espace régional).

Les besoins identifiés sont:

- Favoriser les coopérations supra-communales fondées sur un territoire plus englobant que celui des communes afin de rationaliser la logique d'intervention locale relative à certaines politiques sectorielles.
- Soutenir les initiatives d'amélioration de l'accès aux équipements et services en particulier en faveur des catégories les moins mobiles.

Contribution aux objectifs thématiques et domaines prioritaires

L'approche intégrée et multisectorielle de LEADER concourt au développement des zones rurales par le soutien de projets portant sur des thématiques comme l'économie rurale, l'environnement, le patrimoine, et répondant aux besoins locaux identifiés dans les plans de développement stratégiques (PDS). Elle correspond au domaine prioritaire 6B du développement rural et à l'OT 9.

De par l'approche multisectorielle de LEADER, l'impact des projets soutenus par la mesure peut porter sur divers domaines prioritaires ou OT, fonction des priorités définies dans les divers PDS. Les projets développés dans le cadre de LEADER peuvent également porter sur les 3 objectifs transversaux du développement rural que sont l'innovation, l'environnement et le changement climatique.

Les projets mis en œuvre au niveau des territoires des GAL (exclusivement) peuvent notamment porter sur:

- le développement de circuits courts et de l'artisanat local;
- la valorisation du patrimoine naturel et culturel;
- le développement touristique;

- la promotion d'une mobilité douce;
-

Pour ce qui est des investissements en infrastructures et des investissements productifs, ils ne sont éligibles au cofinancement que pour une part ne dépassant pas 10% du budget total du PDS tout en ne dépassant pas un maximum de 55.000 EUR de dépenses éligibles par projet.

Principes de fixation des critères de sélection

1) Sélection des GAL: les critères de sélection sont basés sur des éléments qualitatifs qui permettront de sélectionner les GAL parmi les candidatures éligibles.

Les critères sont:

- la qualité et l'équilibre du partenariat;
- la capacité à mettre en œuvre la stratégie de développement;
- l'approche bottom up et la cohérence des projets proposés et leur mode de sélection;
- le plan de financement;
- la cohérence globale du PDS par rapport au contexte local;
- la dimension économique des projets;
- le caractère innovant;
- l'efficacité et la pérennité des projets;
- la complémentarité avec les autres politiques de financement;
- l'intégration de la dimension de coopération dans le PDS, apprécié différemment pour les nouveaux et anciens GAL.

2) Les GAL et leurs partenaires doivent sélectionner, selon une procédure transparente, les projets qui seront financés dans le cadre de la stratégie locale de développement.

Budget

Le budget réservé à LEADER en Wallonie s'élève à 33.003.985 EUR de dépenses publiques dont 13.201.594 EUR de concours FEADER, ce qui représente 5% de l'enveloppe totale FEADER.

Le nombre maximum de GAL qui seront sélectionnés est fixé à 17.

Territoire concerné

Les territoires wallons dans lesquels l'approche LEADER sera mise en œuvre correspondent aux zones définies comme rurales et semi-rurales.

Un territoire rural est défini comme étant un secteur statistique dont la densité de population est inférieure à 150 habitants/km² et/ou 80% de sa surface totale est couverte par des espaces ruraux, lesquels correspondent aux classes d'occupation du sol dites « rurales » (classes 2. Territoires agricoles, 3. Forêts et milieux semi-naturels et 4. Zones humides de la carte d'occupation des sols de Wallonie).

Les communes wallonnes sont classées en 3 catégories :

- Une commune est dite « rurale » si plus de 85% de sa surface est composée de territoires ruraux.
- Une commune est dite « semi-rurale » si 60 à 85% de sa surface est composée de territoires ruraux.

- Une commune est dite « non rurale » si moins de 60% de sa surface est composée de territoires ruraux.

Flandre

In de voorstellen van de Europese Commissie werd de mogelijkheid tot het voeren van CLLD geboden. In Vlaanderen werd deze mogelijkheid voor CLLD over alle fondsen heen, voor de periode 2014-2020, onderzocht. Beleidsmatig werd beslist om, naar analogie met de periode 2007-2013, CLLD enkel toe te passen binnen ELFPO. De methodologie wordt dus niet uitgebreid naar EFRO en ESF, maar er wordt wel voor gekozen om complementair te blijven werken.

ELFPO en EFMZV hebben in de programmaperiode 2007-2013 (en eerder) al ervaring opgedaan met bottom-up werking via LEADER en as 4 van het OP EVF. De resultaten van het verleden tonen aan dat een dergelijke fondsspecifieke aanpak niet contraproductief is ten aanzien van de werking van de andere fondsen. Er kan complementair gewerkt worden. De prioritaire gebieden van de fondsen EFRO en ELFPO vullen elkaar aan (plattellandsgebieden versus stedelijke gebieden). Hierdoor kunnen de schaarse Vlaamse middelen doelgericht ingezet worden.

ELFPO heeft beslist om, analoog met de programmaperiode 2007-2013, geen samenwerkingsstructuur van bovenaf op te leggen. Dit zou tegenstrijdig zijn met het bottom-up karakter van zowel LEADER als CLLD. Daarenboven is er geen ruimtelijke overlap tussen mogelijke LEADER- en visserijgebieden. Overlap tussen LEADER- en plattellandsgebieden enerzijds en visserij-PG's anderzijds wordt ook vermeden door afbakeningen op vlak van thema's en maatregelen.

Binnen ELFPO heeft LEADER tot doel plattellandsactoren ertoe aan te zetten en te helpen na te denken over het potentieel van hun gebied in een langere-termijn perspectief. Hierbij dient samenwerking nadrukkelijk vooropgesteld te worden. Er wordt beoogd om kwalitatief hoogstaande, geïntegreerde, originele strategieën voor een duurzame plattellandsontwikkeling te ontwerpen en te ondersteunen die tot een verbetering leiden van de leefbaarheid in het gebied. Om deze coherentie te bekomen in de specifieke Vlaamse dichtbevolkte context wordt een derogatie van het maximaal aantal inwoners (verhoging tot 240.000 inwoners) aangevraagd (mogelijkheid geboden in artikel 33(6) van Verordening (EU) No. 1303/2013).

Via de LEADER-werking binnen ELFPO wil men tegemoet komen aan de volgende uitdagingen:

- Het platteland wordt geconfronteerd met een snelle evolutie van de Vlaamse landbouwsector (minder bedrijven, schaalvergroting, diversificatie, deeltijdse landbouw, veranderend uitzicht van landschap en gebouwen, ...). Deze veranderingen moeten zo aangepakt en begeleid worden dat ze meehelpen om de kwaliteit en de vitaliteit van het Vlaamse platteland versterken.
- De sociale problemen op het platteland kunnen aangepakt worden, zoals bijvoorbeeld de armoedeproblematiek.
- Via samenwerkingsverbanden van verschillende gemeenten kan ingezet worden op de kwalitatieve inbedding van de huidige dynamiek die zich voordoet binnen de landbouwsector binnen het Vlaamse platteland. Omgekeerd biedt het potentieel van het multifunctionele platteland kansen voor landbouwbedrijven die willen diversifiëren op het vlak van voedsel, natuur, recreatie, erfgoed, sociale

voorzieningen,... Hierbij zal ook aandacht besteed worden aan voedselstrategieën die een versterkte relatie met de verstedelijkte omgeving tot stand brengen.

Région de Bruxelles-Capitale

Le PO FEDER bruxellois intègre un type d'action consacré au soutien à la mise en place de dispositifs participatifs en vue de l'inclusion des habitants aux dynamiques urbaines.

3.1.2 Investissements territoriaux intégrés

Flandre

Vlaanderen opteert voor drie GTI's die hieronder verder worden uitgewerkt (met de mogelijkheid tot toevoeging van andere in de loop van het programma, zoals m.b.t. het Metropolitaan Vlaams Kerngebied):

GTI Limburg

Deze GTI heeft betrekking op het gehele grondgebied van de provincie Limburg welke wordt geconfronteerd met een specifieke reconversieproblematiek, voornamelijk als gevolg van de geplande sluiting van Ford Genk (problematiek werd erkend door de Europese Commissie en de Europese Raad met de toewijzing van een specifiek cohesiebudget). De provincie wordt gekenmerkt door een lage welvaart (BBP per capita) en belangrijke problemen op het vlak van werkgelegenheid, in vergelijking met het Vlaams gemiddelde.

Het "Strategisch Actieplan voor Limburg in het Kwadraat" (SALK) formuleert een totaalvisie voor Limburg om het economisch weefsel te verstevigen en de jobcreatie te versterken (creatie van 10.000 bijkomende arbeidsplaatsen). Deze strategie bouwt verder op de sterktes en competenties aanwezig in de regio en voorziet, naast acties op korte termijn met directe impact op de tewerkstelling (versnelde uitvoer van bestaande plannen), in acties op lange termijn om het economisch weefsel te transformeren, inspeland op de bestaande regionale activiteiten en de randvoorwaarden van economische groei.

Voortbouwend op de SALK-strategie worden EFRO - en ESF-middelen in het kader van de GTI Limburg geïntegreerd ingezet teneinde het hefboomeffect te versterken. Acties kunnen in het kader van de GTI worden uitgevoerd indien zij passen binnen de voor Vlaanderen gekozen thematische doelstellingen. De betrokken strategie kan op korte termijn nog verder worden verfijnd met een mogelijke weerslag op mogelijke acties (zo kan o.m. aandacht worden besteed aan "industriële onderzoek met economische finaliteit").

Wat betreft implementatie en beheer van de GTI Limburg, zullen de structuren opgezet in het kader van het SALK, instaan voor de voorbereiding en opvolging van dit deelprogramma. De beheersautoriteiten van EFRO en ESF staan, elk wat het eigen luik betreft, in voor het secretariaat. De Comités van Toezicht nemen de beslissingen tot toekenning van Europese steun aan projecten. Coördinatie tussen beide fondsen zal gebeuren via het voormeld overleg tussen de beheersautoriteiten en de jaarlijkse high level coördinatiemeeting met alle partners.

GTI Kempen

De Kempen hebben, als regio grenzend aan Limburg, een gelijkaardig socio-economisch profiel. Als meest geïndustrialiseerde regio in Vlaanderen, staan de Kempen ernstig onder druk en hebben af te rekenen met een reeks van belangrijke herstructureringen (o.m. Philips Turnhout) en aangekondigde sluitingen en faillissementen. De gevolgen zijn een stijgende werkloosheid en een verzwakking van het industrieel weefsel.

Via de GTI Kempen (ganse arrondissement Turnhout) wordt een geïntegreerde strategie uitgevoerd om de nodige focus te leggen en het industrieel weefsel voor te bereiden op de uitdagingen van de toekomst. Deze territoriale strategie is mede gebaseerd op het Streekpact 2013-2018, een recent vernieuwde toekomstvisie op de sociaal-economische ontwikkeling van de regio⁸¹, en het Dynamisch Actieplan Kempen (DYNAK), een meer gerichte speerpuntenstrategie (in kaart brengen van de waardeketens en clusters welke de Kempen een vernieuwde basis kunnen geven voor toekomstige economische groei en jobs, vertrekkend van de regionale sterkten en het economisch ontwikkelingspotentieel met bijzondere focus op de industriële sectoren).

EFRO- en ESF-middelen worden in het kader van de GTI geïntegreerd ingezet. Acties in het kader van deze strategie kunnen binnen de GTI Kempen worden uitgevoerd indien zij passen binnen de voor Vlaanderen gekozen thematische doelstellingen.

Wat betreft implementatie en beheer, staan de beheersautoriteiten van EFRO en ESF, elk wat het eigen luik betreft, in voor de voorbereiding, uitvoering en opvolging, met betrokkenheid van de subregionale en lokale actoren. De Comités van Toezicht nemen de beslissingen tot toekenning van Europese steun aan projecten. Het departement Ruimte Vlaanderen wordt in het bijzonder betrokken bij de uitwerking van de territoriale focus, waar relevant. Coördinatie tussen beide fondsen zal gebeuren via het voormeld overleg tussen de beheersautoriteiten en de jaarlijkse high level coördinatiemeeting met alle partners.

GTI West-Vlaanderen

De West-Vlaamse economie wordt gekenmerkt door een aantal structurele handicaps: te lage startersratio, relatieve afwezigheid van “lead plants” in een sterk (industriële) KMO-landschap, laag aandeel in buitenlandse investeringen, tekort aan KMO-terreinen, verouderde logistieke structuren, tekort aan onderzoeksfaciliteiten in een performant bedrijfsgericht hogeschoollandschap, nood aan gekwalificeerd personeel, reconversieproblematiek in de Westhoek, ...

Deze uitdagingen/paradoxen liggen aan de basis van het strategisch plan “West Deal”, gericht op de duurzame en structurele economische transformatie van West-Vlaanderen (eveneens voortbouwend op de resultaten van het Provinciaal economisch impulsplan 2007-2012) waarbij o.m. aandacht wordt besteed aan de ondersteuning van starters, het bevorderen van innovatie en transformatie in topsectoren, KMO-dienstverlening, uitbouw van competentiecentra en een toekomstgerichte logistieke strategie.

Deze strategie vormt mede de basis van de GTI West-Vlaanderen (gehele grondgebied van de provincie) waarbij EFRO- en ESF-middelen geïntegreerd worden ingezet. Acties voorzien in het Strategisch plan “West Deal” kunnen in het kader van de GTI worden

⁸¹ Zie <http://www.resockempen.be/streekpact/>.

uitgevoerd indien zij passen binnen de voor Vlaanderen gekozen thematische doelstellingen.

Wat betreft implementatie en beheer, staan de beheersautoriteiten van EFRO en ESF, elk wat het eigen luik betreft, in voor de voorbereiding, uitvoering en opvolging, met betrokkenheid van de subregionale en lokale actoren. De Comités van Toezicht nemen de beslissingen tot toekenning van Europese steun aan projecten. Het departement Ruimte Vlaanderen wordt in het bijzonder betrokken bij de uitwerking van de territoriale focus, waar relevant. Coördinatie tussen beide fondsen zal gebeuren via het voormeld overleg tussen de beheersautoriteiten en de jaarlijkse high level coördinatiemeeting met alle partners.

Bemerkingen:

- 1) De vermelde GTI-strategieën kunnen op korte termijn nog verder worden verfijnd hetgeen eveneens een mogelijke weerslag kan hebben op specifieke doelstellingen en mogelijke acties.
- 2) Vlaanderen houdt de optie open om via een programmawijziging in de loop van 2014-2020 aanvullende GTI's toe te voegen. Complementair aan een duurzame ontwikkeling van de grootsteden, wordt een geïntegreerde strategie voorbereid voor het Vlaams Metropolitaan Kerngebied, welke inspeelt op de specifieke sociaal-economische en territoriale uitdagingen van het gebied tussen en met inbegrip van Antwerpen, Gent, Brussel en Leuven (uitvoering binnen de voor Vlaanderen gekozen thematische doelstellingen, al dan niet met het gebruik van het instrument van de GTI). De strategie bouwt verder op het sterke stedelijke en economische weefsel en zet in op innovatieve ontwikkelingen en ruimtelijk-economische modellen om de duurzaamheid en veerkracht als economische motor te versterken, met focus op duurzame mobiliteit en verstedelijking (kwalitatieve woon-werkomgevingen).

De strategie hanteert "twee netwerken" als richtsnoer voor regionale ontwikkeling. Een effectief hoogdynamisch netwerk stemt de ruimtelijke inplanting en intensivering van het aanbod aan woon-werk-voorzieningen en vervoersmodi op elkaar af en bouwt verder aan een duurzaam transportsysteem. Op die manier wordt congestie tegengegaan en tegelijk de concurrentiekracht van de regio ondersteund. Het trage netwerk zet in op de versterking van het groenblauw netwerk, een geheel van grote en aaneengesloten openruimtegebieden en de verbindingen ertussen (groene infrastructuur). Wat Brussel betreft, zal de tenuitvoerlegging van deze strategie gebeuren in coördinatie met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

3.1.3. Développement urbain durable, y compris les principes pour identifier les zones urbaines où des approches int gr es pour le développement urbain durable sont impl ment es et allocation indicative de ces actions pour le FEDER au niveau national

Conformément à la volonté de la Commission et du Conseil, les actions en matière de redynamisation urbaine seront prioritairement men es au travers d'une approche int gr e au moyen de plans de redéploiement intégrés dans une perspective de développement durable et au travers de stratégies partenariales int gr es.

Allocation indicative au niveau national pour les actions intégrées de développement urbain durable sous le FEDER

Fonds		Allocation indicative au niveau national pour les actions intégrées de développement urbain durable (EUR)	Proportion de l'allocation totale au Fond (%)
FEDER		145.671.935,55	15,34%
	RW	34.067.507,55	5,00%
	RF	16.932.469	9,76%
	RBC	94.671.959	100%
FSE		8 790 967	0.85%
	RW	0	0%
	RF	8.790.967	2,23%
	RBC	0	0%
	CG	0	0%

Wallonie

La Wallonie s'engage à respecter le seuil de 5 % du règlement.

Flandre

Rekening gehouden met het sterk verstedelijkt karakter van Vlaanderen werd tijdens de vorige programmaperiodes steeds belangrijke aandacht geschonken aan de stedelijke problematiek en ontwikkeling (doelstelling 2-programma's, Urban, ...). Ook tijdens de volgende programmaperiode 2014 – 2020 vormt het bevorderen van een duurzame stedelijke ontwikkeling een belangrijk gegeven.

Uit de sterkte-zwakte analyse blijkt dat de 2 grootsteden Antwerpen en Gent geconfronteerd worden met belangrijke problemen op het vlak van economie, arbeidsmarkt, onderwijs, milieu en armoede. Daarom wordt een specifieke prioritaire as "Duurzame stedelijke ontwikkeling" voorzien, die door de combinatie van een aantal investeringsprioriteiten uit verschillende thematische doelstellingen moet toelaten de belangrijke uitdagingen op vlak van economie, milieu, klimaat, ... aan te pakken.

Dit gebeurt via een specifieke prioritaire as die een coherent geheel vormt van investeringsprioriteiten uit verschillende thematische doelstellingen:

- Ondersteunen van specifieke investeringen voor de aanpassing aan de klimaatverandering (TD 5 – Bevordering aanpassing aan klimaatverandering, risicopreventie en risicobeheer);
- Maatregelen tot verbetering van het stadsmilieu, met inbegrip van de sanering van oude bedrijfsterreinen en de vermindering van de luchtverontreiniging (TD 6 – Bescherming milieu en bevordering efficiënte omgang met hulpbronnen);
- Steun voor fysieke en economische sanering van achtergestelde stedelijke en rurale gemeenschappen, steun voor projecten inzake sociale inclusie en bestrijding van armoede en voor projecten inzake integratie van achtergestelde gemeenschappen zoals de Roma (TD 9 – Bevordering van sociale insluiting en bestrijding van armoede).

De steden Antwerpen en Gent zullen verantwoordelijk zijn voor de selectie van de projecten. De Beheersautoriteit behoudt zich het recht voor te controleren of de geselecteerde projecten aansluiten bij de beoogde doelstellingen van het OP en beantwoorden aan alle van toepassing zijnde regelgeving, alvorens deze ter goedkeuring voor te leggen aan het Comité van Toezicht.

Dit laat een geïntegreerde benadering toe die het zal mogelijk maken de belangrijke problemen op economisch, sociaal, milieu- en klimaatvlak ... aan te pakken en bij te dragen tot het verhogen van de stedelijke vitaliteit en het creëren van een duurzame en leefbare stedelijke omgeving.

Aan deze prioritaire as wordt meer dan 5 % van de beschikbare EFRO-middelen (na aftrek van de middelen voor technische bijstand) voorbehouden. De steden zullen, via een vertegenwoordiging in het Comité van Toezicht, betrokken zijn bij de selectie van projecten en de uitvoering van het operationeel programma.

Daarnaast zijn de 13 centrumsteden ook begunstigde in de andere prioritaire assen van het EFRO-programma. In het ESF-programma zijn de centrumsteden in de modus operandi betrokken bij prioriteiten 8.1, 8.2, 9.1 en 9.2.

In het kader van het ESF zullen de steden actief betrokken worden bij het formuleren van de oproepen en kunnen zij actief participeren in de implementatie ervan.

Région de Bruxelles-Capitale

La Région de Bruxelles-Capitale est, par essence, une région urbaine dont les outils de pilotage s'inscrivent résolument dans une dynamique de développement durable, notamment le tout récent Plan régional de développement durable.

Dans ce contexte, le PO FEDER de la Région Bruxelles-Capitale oriente l'entièreté de ses actions en faveur du développement urbain durable. D'une part, la Région présente la particularité de disposer d'un PO FEDER propre dont le champ d'action est un territoire urbain. D'autre part, le PO vise, dans son ensemble et à travers des actions intégrées, à contribuer au développement durable de la Ville. En effet, le développement urbain durable et l'ambition d'améliorer le métabolisme urbain de la Région de Bruxelles-Capitale sont au cœur de la stratégie proposée. Celle-ci vise à concilier les accents importants mis sur l'innovation et le développement économique avec la nécessité de répondre aux défis de la dualisation économique, sociale, environnementale et territoriale de la région et ce conformément à l'article 7 du règlement FEDER (voir section 3).

3.1.4. Les principales zones prioritaires pour la coopération compte tenu, le cas échéant, des stratégies macrorégionales et des stratégies des bassins maritimes

Flandre

Zoals reeds aangegeven onder Sectie 2 (1.3.) worden de ETS-programma's gezien als een versterkend instrument ten aanzien van het EFRO OP Vlaanderen waarbij inhoudelijk werd uitgegaan van één geïntegreerde strategie voor beide onderdelen van

het Cohesiebeleid. Dit houdt in dat door Vlaanderen prioritair wordt gestreefd naar een zo groot mogelijke aansluiting bij de thematische doelstellingen van het EFRO-programma Vlaanderen, met dien verstande dat bijkomend gefocust wordt op de meerwaarde van samenwerking rond deze prioriteiten.

Dit betreft in de eerste plaats het stimuleren van technologische ontwikkeling en innovatie, het versterken van het concurrentievermogen van KMO's en het bevorderen van de overgang naar een koolstofarme economie. Daarbij aansluitend worden eveneens, afhankelijk van de specifieke kenmerken en behoeften van het betrokken programmagebied, duurzaam transport (en logistiek), bescherming van het leefmilieu en aanpassing aan klimaatverandering als belangrijke terreinen voor samenwerking beschouwd. De precieze inhoudelijke invulling van de verschillende programma's maakt momenteel nog het voorwerp uit van besprekingen met de betrokken lidstaten.

Wat betreft samenwerking per zeebekken voorziet het hervormde GVB in regionaal beheer. Dit houdt in dat lidstaten die het gebied bevissen gezamenlijk een beleid uitwerken om te komen tot een duurzaam beheer van het gebied. Hierdoor zijn nieuwe regionale organen in het leven geroepen die tot een consensus moeten komen over gezamenlijke aanbevelingen. Bij consensus besloten meerjarenplannen worden van kracht, eens goedgekeurd door de EC. Het beleid verschuift dus geleidelijk van Brussel naar regionaal beheer. België is reeds gestart met deelname aan 2 regionale raden:

- North West Waters Group voor de ICES gebieden V, VI en VII;
- Scheveningen group HLM voor ICES gebied IV.

Dit zijn high-level groepen, samengesteld door de directeurs visserij, en bijhorende werkgroepen die worden bijgestaan door de AC's (advisory council).

3.1.5. Le cas échéant, approche intégrée pour répondre aux besoins spécifiques des zones géographiques les plus touchées par la pauvreté ou des groupes cibles les plus exposés au risque de discrimination ou d'exclusion, notamment les communautés marginalisées, les personnes handicapées, le chômage de longue durée, les jeunes sans emploi, l'éducation et la formation

Le rôle et la contribution des Fonds ESI dans la mise en oeuvre d'une approche intégrée pour répondre aux besoins spécifiques des régions géographiques les plus affectées par la pauvreté ou des groupes cibles au plus haut risque de discrimination ou d'exclusion sociale

Groupe cible spécifique ou région géographique	Brève description des besoins	Fonds ESI qui seront utilisés	Principaux types d'actions planifiées qui font partie de l'approche intégrée	Programme
Région de Bruxelles-Capitale – Zone de rénovation urbaine (ZRU) élargie	La Région de Bruxelles-Capitale est marquée par une dualisation sociale, économique et environnementale de son territoire. Certains quartiers concentrent les	FEDER	Territorialisation des projets d'infrastructure	PO FEDER RBC
Région de Bruxelles-Capitale – Zone de rénovation urbaine (ZRU) élargie		FEDER	Création d'infrastructures et d'équipements de proximité au service de la collectivité dans les quartiers fragilisés	PO FEDER RBC
		FEDER	Soutien aux projets culturels qui	PO FEDER

	populations les plus précarisées, un environnement urbain dégradé et un tissu économique fragilisé		accompagnent des dynamiques de rénovation urbaine	RBC
		FEDER	Soutien à la mise en place de dispositifs participatifs en vue de l'inclusion des habitants aux dynamiques urbaines	PO FEDER RBC
Gemarginaliseerde groepen zoals de Roma	Geïntegreerde acties	ESF	Ondersteuning van tewerkstellingsprojecten voor deze doelgroepen waarin een geïntegreerde werking centraal staat	ESF Vlaanderen
Région de Bruxelles-Capitale	Taux de chômage des jeunes supérieur à 25%	IEJ + FSE	Adapter les processus d'accompagnement et de formation en fonction des besoins des jeunes ; Développer des actions visant l'accroche et le retour des jeunes en situation de décrochage sur le marché de l'emploi ; Identifier, informer, mobiliser et orienter les jeunes dans des trajets visant l'emploi, les stages en entreprise, le retour dans la formation ou dans l'enseignement ; Remobiliser les jeunes ; Renforcer l'offre de formation professionnelle ; Organiser avec les jeunes des trajets visant à les réintégrer dans des systèmes organisés tels que retour dans l'enseignement, retour en formation, stages en entreprise, mise à l'emploi ; Lutter contre le décrochage des jeunes en formation ; Développer l'identification des compétences ; Intensifier les liens avec l'entreprise ; Développer des liens avec l'école et favoriser, en général, la transition d'un système	PO Wallonie- Bruxelles (COCOF)
Province de Liège				
Province du Hainaut				
Les migrants	Le taux de chômage des migrants est important tant en Wallonie qu'à Bruxelles	FSE	Soutien des actions en aval du parcours d'accueil (soutenu par ailleurs par le F.A.M) ; via les centres régionaux d'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, le FSE renforcera la prise en compte des besoins spécifiques de ces personnes par les opérateurs publics et privés de formation-insertion	PO Wallonie- Bruxelles (COCOF)

Wallonie

Le PO FEDER portera une attention particulière aux métropoles et grands pôles urbains situés dans les zones en déclin postindustriel afin d'en accélérer leur redressement. En effet, les centres urbains du sillon industriel concentrent des problèmes de précarisation et d'exclusion (taux de chômage élevé, faible revenu, niveau de diplôme inférieur, emplois industriels en déclin, proportion d'isolés importante et en augmentation). D'autre part, certaines inadéquations persistent entre les compétences de ces personnes précarisées vivant dans les villes, et l'activité économique et les emplois qui y sont implantés. La légère croissance démographique urbaine de cette dernière décennie reste inférieure à la moyenne régionale, la dégradation du cadre de vie pour les citoyens, les entreprises et les visiteurs (friches industrielles, activités commerciales en difficulté,

manque d'investissement dans les habitats anciens, congestion/stationnement limitant la mobilité individuelle motorisée) et la faible efficacité énergétique constituent autant de défis majeurs à relever.⁸²

La Wallonie doit s'inscrire dans le mouvement de réindustrialisation qui s'amorce à l'échelle européenne. Il s'agit d'aider l'industrie existante à se redéployer et de renforcer l'attractivité du territoire wallon pour de nouveaux investisseurs.

Les jeunes

Le PO Wallonie – Bruxelles (COCOF) dédie un axe propre à la promotion d'une insertion durable des jeunes.

Il a été élaboré dans le cadre d'une approche intégrée avec le PO de la région de Bruxelles-Capitale, notamment pour ce qui concerne le zonage géographique Bruxelles-Liège-Hainaut. Il est composé de deux mesures ou objectifs spécifiques, l'un dédié aux activités structurelles soutenues par le FSE et l'autre dédié aux actions en faveur exclusive des jeunes NEETS à Liège, dans le Hainaut et à Bruxelles, soutenues dans le cadre de la YEI.

Un point de contact national (synerjob) a été créé pour la mise en place de la garantie jeunesse. L'exercice effectif de la coordination est délégué à chacun des quatre services publics de l'emploi selon un tour de rôle annuel. Le Forem assure la coordination la 1^{ère} année.

Pour le PO FSE Wallonie – Bruxelles (COCOF), un axe spécifique « intégration durable des jeunes » a été créé. Il comprend une mesure IEJ et une mesure FSE, ceci, afin de pérenniser le financement des actions et d'intégrer les actions FSE et IEJ.

Cette action vise la mise en œuvre de l'initiative IEJ en Wallonie, dans les provinces de Hainaut et de Liège, et à Bruxelles. Les jeunes visés par cette action ont de 15 à 24 ans. La situation de ces jeunes est souvent très précaire, que ce soit en termes d'accès à l'emploi, de niveau de qualification, d'abandon scolaire précoce, de pauvreté. Elle contribuera au développement du Plan d'action wallon et du plan d'action en Région de Bruxelles-Capitale de la Garantie Jeunesse

Les migrants

Tant en Wallonie qu'à Bruxelles, l'offre de formation-insertion à l'adresse des demandeurs d'emploi étrangers ou d'origine étrangère s'inscrit dans des dispositifs intégrés d'insertion socio-professionnelle nettement plus larges que le « parcours d'accueil » soutenu par le Fonds pour l'Asile et la Migration. Plus précisément le FSE soutiendra via le PO Wallonie – Bruxelles (COCOF), prioritairement les actions qui s'inscriront en aval du parcours d'accueil. De plus par le soutien notamment des centres régionaux d'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, le FSE renforcera la prise en compte des besoins spécifiques de ces personnes par les opérateurs publics et privés de formation-insertion.

⁸² Evaluation relative au développement des pôles urbains dans le cadre des programmes opérationnels 2007-2013 « Convergence » et « Compétitivité – ADE – 2012.

Les chômeurs de longue durée

Tel que relevé dans le P.P. et le Rapport Semestriel 2013 du Conseil, le chômage de longue durée reste une préoccupation majeure en Wallonie et à Bruxelles tant dans le cadre de la programmation 2007 – 2013 que dans la future programmation 2014 – 2020. Ainsi, les autorités wallonnes, de la fédération Wallonie – Bruxelles et les autorités de la Région de Bruxelles-Capitale ont privilégié une approche proactive en définissant des objectifs à atteindre pour cette population au travers des trois Objectifs Thématiques 8, 9 et 10, au travers notamment d'indicateurs de réalisations et de résultats et de priorisation des publics visés, visant prioritairement les demandeurs d'emploi, dont les demandeurs d'emploi de longue durée.

Région de Bruxelles-Capitale

La prise en compte de la dualisation urbaine par les fonds structurels est un enjeu historique pour le FEDER à travers la décision bruxelloise de concentrer les investissements dans les quartiers fragilisés du centre et du canal (la zone d'investissement prioritaire, ZIP). Ce zonage géographique se justifiait :

- D'une part, par les caractéristiques propres à ces quartiers : population jeune et fragilisée (faibles revenus, chômage, ...), un marché du travail moins dynamique, un important déficit en place d'accueil, ... ;
- D'autre part, par l'accent mis sur des projets infrastructurels de revitalisation urbaine qui ont été financés.

Pour la programmation future, le diagnostic montre que la Région de Bruxelles-Capitale reste fortement marquée par une dualisation socio-économique (revenus, pouvoir d'achat, taux de chômage, place d'accueil, ...) et environnementale (accès aux espaces verts, performance énergétique des bâtiments, pollution des sols, ...) de son territoire.

Partant de là, le programme opérationnel FEDER inclut un axe 3 qui vise explicitement à réduire la dualisation socio-économique et environnementale du territoire en agissant sur les populations et les quartiers défavorisés.

En outre, le Programme Opérationnel visera à appliquer, pour les projets d'infrastructures un principe de territorialisation.

Ces projets d'infrastructure devront donc, dans leur conception et leur mise en œuvre, intégrer les réalités spécifiques au quartier dans lequel ils s'implanteront et générer une plus-value à la fois urbanistique, à travers un impact positif sur l'environnement immédiat, et sociétale, en s'adressant au plus grand nombre et notamment aux habitants du quartier. Les projets concernés seront donc appréciés pour le potentiel de contribution au développement d'une zone stratégique ou pour l'effet de levier qu'ils génèrent dans des quartiers défavorisés concernés par une dynamique de rénovation urbaine.

Les zones géographiques concernées

L'objet du zonage géographique est double :

- Cibler certains quartiers défavorisés qui présentent des caractéristiques de précarité en y soutenant des projets d'infrastructures qui visent à améliorer le contexte socio-économique, d'améliorer le cadre de vie, de diminuer le chômage

des résidents, de lutter contre le travail en noir et de stimuler l'entrepreneuriat et l'innovation ;

- Inclure des zones de développement pour lesquelles le potentiel foncier est encore important et dont la situation stratégique, sur un plan sectoriel, géographique ou liée à un facteur d'attractivité particulier est reconnue.

Il s'agit donc bien de contribuer à réduire les inégalités et renforcer la cohésion sociale et territoriale et de veiller à ce que tout le monde récolte les fruits de la croissance. Mais il s'agit aussi de connecter les zones stratégiques bruxelloises et les projets qui y seront développés aux réalités des quartiers défavorisés et des Bruxellois qui y habitent.

La zone territoriale est définie sur base de la zone de rénovation urbaine (ZRU) élargie aux zones de développement identifiées par le diagnostic du Plan Régional de développement durable. La Z.R.U. a été définie en collaboration avec l'IBSA et l'ADT en fonction de plusieurs critères tels que :

- Les revenus (statistiques fiscales), inférieurs au revenu médian par déclaration (actuellement de 17.296 Euros) ;
- Le taux de chômage (Actiris) supérieur à la moyenne régionale (actuellement de 20,34 %) ;
- La densité de population supérieure à la moyenne régionale (actuellement de 6.617 habitants/ km²).

Les zones de développement ont été sélectionnées parce qu'elles constituent un enjeu territorial, urbanistique et économique majeur pour Bruxelles. Elles nécessitent, selon le PRDD, qu'on ne s'y limite plus à une intervention passive des autorités publiques mais à un véritable aménagement actif et concerté.

Initiative pour l'emploi des jeunes

Un point de contact national (synerjob) a été créé pour la mise en place de la garantie jeunesse. L'exercice effectif de la coordination est délégué à chacun des quatre services publics de l'emploi selon un tour de rôle annuel. Le Forem assure la coordination la 1^{ère} année.

A Bruxelles, des réunions partenariales rassemblant l'ensemble des institutions publiques sont organisées afin de mettre en œuvre la garantie jeunesse.

4. SECTION 4 - LES MESURES PRISES POUR UNE MISE EN OEUVRE EFFICACE DE L'ACCORD DE PARTENARIAT ET DES PROGRAMMES

(Article 15(2) (B) CPR)

4.1 Evaluation des systèmes électroniques existants

Des outils informatiques sécurisés ont été développés précédemment pour la gestion des projets cofinancés, ce qui permet une centralisation de l'information et un suivi rapproché des données relatives aux projets. Ceux-ci doivent être maintenus étant donné qu'ils ont prouvé leur efficacité, et ils doivent être adaptés le cas échéant, en tenant compte des améliorations possibles.

Wallonie

La Wallonie a développé un outil de gestion informatique des programmes cofinancés par les Fonds structurels.

Il s'agit d'un outil fondamental qui est utilisé au quotidien par les administrations et les bénéficiaires des aides mais qui peut également être consulté par les différents autres intervenants concernés par les Fonds structurels sur base de droits d'accès différenciés (Autorité d'audit, autorité de certification, Commission européenne, Cabinets ministériels,...). Cette application est utilisée pour l'octroi, la gestion et le contrôles des projets cofinancés.

Cet outil reprend, pour chacun des projets, l'ensemble des informations nécessaires au suivi du programme, à savoir :

- Données relatives au bénéficiaire (nom, coordonnées, ...)
- Données relatives à l'opération (nom, description,...)
- Données relatives aux catégories d'intervention de chaque opération (domaine d'intervention, forme de financement, type de territoire, objectif thématique,...)
- Données relatives aux indicateurs (réalisation et résultat)
- Données financières relatives à chaque opération (budgets alloués, engagements et dépenses certifiées accompagnés d'un relevé des pièces justificatives)
- Données relatives aux états d'avancement physique des opérations
- Identification des intervenants (administrations, Ministre, ...).
- Données relatives aux différents contrôles effectués.

Cette base de données est gérée au niveau de l'entité chargée de la coordination et de la gestion du programme et alimentée principalement par les bénéficiaires via un système sécurisé de formulaires informatiques.

Par ailleurs, les appels à projets sont également gérés via cet outil qui intègre l'instruction des demandes de concours et permet l'archivage des dossiers introduits.

Enfin, cet outil garantit une centralisation et une sécurisation des données et constitue l'instrument de gestion qui permet un suivi en temps réel du programme et est à la base des certifications des dépenses introduites à la Commission.

Il est à noter qu'il est utilisé par le FEDER, le FSE, le FEADER et le FEAMP en tout ou en partie selon les fonds.

Cette base de données développée dans le cadre des programmations FEDER précédentes a fait l'objet d'un audit de la part de l'Autorité pour la programmation 2007-2013. La cote maximale a été attribuée. Ce système ayant donné entière satisfaction va être poursuivi dans le cadre de la programmation 2014-2020. La partie relative aux formulaires de candidatures a d'ores et déjà été adaptée par rapport à la période de programmation précédente pour y intégrer les nouvelles notions telles que celles de priorités d'investissement et d'objectif thématique.

Outre l'appel à projets 2014-2020, pour les projets qui seront, in fine, sélectionnés par le Gouvernement wallon, celui-ci se conformera également au règlement qui impose l'obligation pour les Etats membres de donner la possibilité aux bénéficiaires d'échanger la totalité des informations relatives à leur projet par le biais d'un système d'échange de données électroniques.

Il convient de noter que la Wallonie avait déjà imposé aux bénéficiaires de la programmation 2007-2013 cet échange électronique pour les données relatives aux dépenses (déclarations de créance transmise via EUROGES).

Toutefois, afin de s'inscrire pleinement dans le principe d'e-cohesion, des adaptations y seront apportées dans le courant de l'année 2015 : transmission électronique des états d'avancement physique par les bénéficiaires directement dans l'outil de gestion, signature électronique commune pour l'appel à projets et pour la gestion des projets retenus, ajout des documents de marché.

Le Service public de Wallonie poursuit le projet de dématérialisation des marchés publics sous l'acronyme SIMPPA (Système intégré de gestion des marchés publics par les pouvoirs adjudicateurs) dont une partie est déjà d'application et dont l'objectif est à terme de dématérialiser tant la passation que l'exécution des marchés.

Flandre

Met het oog op de monitoring van de operationele programma's 2007-2013 van ESF en EFRO werd een geïnternaliseerd beheerssysteem ontwikkeld dat zowel de projectindiening (gebruik van gedigitaliseerd aanvraagformulier), de projectuitvoering en opvolging (elektronische indiening van betalingsaanvragen en inhoudelijke rapporten) als het financieel beheer ondersteunt.

Het beheerssysteem laat toe de vereiste financiële en statistische gegevens over de voortgang van alle projecten en het OP ter beschikking te stellen van de Europese Commissie en van de organisaties die verantwoordelijk zijn voor het beheer en de controle van het OP. Het systeem is eveneens toegankelijk voor de certificerings- en auditautoriteit.

Momenteel wordt gekeken welke nieuwe ontwikkelingen/aanpassingen van dit beheerssysteem nodig zijn om de werking en gebruiksvriendelijkheid verder te optimaliseren en binnen de voorziene termijn te voldoen aan de eisen gesteld voor de nieuwe programmaperiode 2014-2020.

Hierbij wordt er rekening gehouden met wijzigingen die we zelf kiezen en wijzigingen die opgelegd worden via Europese regelgeving. Ook de gebruiksvriendelijkheid voor alle betrokkenen wordt verder verhoogd en bij alle ontwikkelingen is het 'only encoding once' principe een horizontaal aandachtspunt. Tegen eind 2015 zal er tenslotte ook

voorzien worden in alle mogelijkheden die nodig zijn voor e-cohesion volgens art 122 (3) van de verordening.

Wat e-procurement (elektronisch afhandelen van overheidsopdrachten) betreft, is Vlaanderen reeds ver gevorderd met de realisatie van het betrokken programma waarbij gebruik wordt gemaakt van de federale e-procurementapplicaties:

- e-notification (elektronisch platform voor publiceren van overheidsopdrachten): sinds 1/1/2011 kunnen bedrijven alle aankondigingen van overheidsopdrachten gratis op één plaats consulteren;
- e-tendering (elektronisch platform voor indienen en openen van offertes): sinds 1/1/2013 verplicht binnen de Vlaamse overheid;
- e-auction;
- e-catalogue;
- e-invoicing: tegen 1/1/2015 wil Vlaanderen klaar zijn om facturen digitaal te ontvangen en te verwerken. Tegen 1 januari 2017 wordt gestreefd naar een algemene digitale aanlevering van factuurinformatie.

Bij ESF wordt voor de registraties van de finale doelgroep en de monitoring van de resultaten sinds 2000-2006 gebruik gemaakt van Mijn Loopbaan voor Partners van de VDAB. Via dit systeem is het mogelijk om de meeste verplichte indicatoren van het ESF-programma te monitoren.

Het ELFPO-programma werkt voor de landbouw- en leefmilieumaatregelen binnen Pijler 1 en Pijler 2 al via een digitaal indieningssysteem. Zo kan de begunstigde zijn digitaal dossier continu raadplegen en beheren. De begunstigde kan, waar nodig, continu beroep doen op groeps- of individuele begeleiding door deskundigen, al dan niet via de e-loket infolijn (24/24u bemand). Hierbij wordt, conform de privacywetgeving, vereenvoudiging van de administratie en uitwisseling van data nagestreefd. De gekende gegevens van de begunstigde worden zoveel mogelijk vooraf ingevuld. Bovendien beschikt het elektronisch systeem over inconsistentiechecks.

Vanaf 2014 wordt de verzamelaanvraag volledig digitaal verwerkt, zodat aanvragen enkel nog elektronisch via het e-loket ingediend kunnen worden. Dit e-loket kan ook gebruikt worden voor aanverwante aanvragen.

De dossiers voor de gebiedsgerichte plattelandsontwikkelingsmaatregelen (beheerd door Vlaamse Landmaatschappij) worden digitaal beheerd bij de beheersdienst waardoor ze met anderen, conform de privacywetgeving, gedeeld kunnen worden. De beheersdienst deelt informatie via een sharepointwebsite met de andere beslissingsniveaus, de beheerautoriteit van PDPO en het Vlaams Ruraal Netwerk. De toegang tot deze sharepointsite zal verder worden beveiligd. Tegelijkertijd wordt door de Vlaamse Landmaatschappij informatie verzameld over de mogelijkheid tot het opstarten van een eigen e-loket voor de gebiedsgericht plattelandsontwikkelingsdossiers, toegankelijk voor geregistreerde stakeholders en burgers.

Op het vlak van elektronische overheidsopdrachten werken de beheersautoriteiten en – diensten volgens de geijkte regelgevingen en de werkwijze van de Vlaamse overheid die hiervoor uitgewerkt werd. Electronische overheidsopdrachten worden sinds 2012 toegepast en er wordt continu gewerkt aan sensibilisering van eventuele stakeholders op dit vlak.

Het EFMZV OP is een klein programma. Dit zorgt ervoor dat de kost voor het opzetten van een volledig elektronisch systeem voor data-uitwisseling niet in proportie is met de baten. De projectgegevens worden in vergrendelde excel-tabellen bijgehouden. Er zullen wel elektronische invulformulieren voor projectaanvragen voorzien worden die, voor zover de gegevens bekend zijn, vooraf ingevuld voor de projectaanvrager beschikbaar zijn.

Région de Bruxelles-Capitale

La Région bruxelloise a mis en place des sites internet protégés sur lesquels les citoyens, porteurs de projets, bénéficiaires, ONG peuvent notamment obtenir des informations sur les Autorités de gestions des programmes FEDER et FSE régionaux et leurs programmes opérationnels respectifs. Le site internet de l'AG FEDER permet en plus le téléchargement de documents officiels et de guidance ; ainsi que de formulaires à l'attention des porteurs de projets.

Afin de s'inscrire pleinement dans le principe d'e-cohesion, des progrès doivent encore être opérés, notamment en matière d'interactivité et de suivi en ligne des dossiers.

Dans cette perspective, la RBC vérifie actuellement la faisabilité de différents systèmes d'échange électroniques entre les autorités FSE et FEDER et les porteurs de projets, en vue de satisfaire pleinement aux dispositions réglementaires sur la cohésion électronique. De son côté, le FSE a développé plusieurs outils d'échanges de données électroniques avec ses partenaires. Nous pouvons classer ces échanges en 5 catégories. Les appels à projets, la description des bénéficiaires, le suivi et contrôle financier, le suivi des indicateurs et la communication.

- Les appels à projets : Les appels à projets sont publiés sur le site internet d'Actiris, les réseaux sociaux et font l'objet d'un emailing à tout acteur ayant marqué un intérêt ou les grandes structures d'ISP. Les candidatures sont ensuite envoyées par courrier et par email. Les projets sélectionnés sont approuvés par le comité de gestion d'Actiris et font l'objet d'une sélection dans le cadre d'un comité de sélection.

La majorité des échanges entre l'Autorité de Gestion et ses partenaires, se déroulent de manière informatisée, mais afin de mieux traiter les informations de manière intégrée et centralisée, il est prévu de développer un outil informatique de gestion d'échange d'information entre Actiris et ses partenaires dans le courant de la programmation.

- La description des porteurs de projets : A ce jour, les données administratives des porteurs de projets sont rassemblées dans des fichiers prévus à cet effet et publiées sur le site internet d'Actiris et du FSE.

Cependant, afin d'avoir un suivi en temps réel de ces données, elles seront intégrées dans l'outil informatique de gestion d'échange d'information.

- Le suivi et contrôle financier : Au niveau du suivi financier et du contrôle, il existe plusieurs outils informatiques qui permettent d'échanger des données de manière électronique. Ainsi, les engagements financiers et les ordres de paiements sont faits à travers une interface informatique liée au système comptable d'Actiris.

Les informations telles que les demandes de paiements et rapports financiers sont transmises par courrier et par mail. Cependant, les dossiers transmis par courrier sont considérés comme officiels. Avec l'outil informatique de gestion d'échange

d'information toutes ces informations devraient être transmises et disponibles à travers le compte des bénéficiaires via cet outil.

- Communication : En ce qui concerne les échanges des données liées à la communication, les outils tels que les logos, affiches etc. sont distribués par mail ou courrier sur demande.

De nouveau, le nouvel outil permettra de centraliser tout les échanges à travers le compte des partenaires.

Ainsi, comme expliqué ci-dessus, de nombreux outils d'échange d'information électronique sont en place et contribuent à l'efficacité du programme. Cependant, afin d'améliorer l'efficacité du programme lors de la future programmation, il est prévu, tel que décrit ci-dessus, de créer un outil d'échange de données électronique intégré à destination des partenaires. Celui-ci permettra d'arriver dans la mesure du possible à un échange de données électronique entièrement fonctionnel. Cet outil permettra de rassembler en un endroit les échanges ayant trait aux appels à projets, les données administratives, le suivi et contrôle financier, le suivi des indicateurs et la communication.

C'est outil devrait être entièrement opérationnel lors du lancement des deuxièmes appels à projet de la programmation. Soit vers 2017.

Concernant le volet bruxellois du PO FSE Wallonie - FWB - COCOF,, les modalités de gestion sont les mêmes que celles décrites dans la partie « Wallonie ».

Communauté germanophone

L'échange avec la Commission Européenne est prévu par le système SFC2014, auquel la Communauté germanophone aura un accès.

Toutes les informations nécessaires pour des promoteurs de projets potentiels seront disponibles au site web de la Communauté germanophone: www.dglive.be/europa/esf.

Un système de gestion financière est développé pour la programmation FSE 2013-2014 et sera adopté pour la nouvelle programmation.

La Communauté germanophone garantit l'échange des données électroniques entre autorité de gestion et porteurs de projets par un outil simple mais adapté au niveau du programme.

Toutes les demandes, ainsi que les rapports et les décomptes, seront traités via formulaires électroniques. Le contrôle est établi via des checklists qui permettent une évaluation transparente et égale pour tout le monde.

ADT : Agence de Développement Territorial
 AWAC : Agence Wallonne de l’Air et du Climat
 AWIPH : Agence Wallonne pour l’Intégration des Personnes Handicapées
 BBE : Bruto binnenlands energieverbruik
 BBP : Bruto binnenlands product
 BEI : Banque européenne d’investissement
 BNB : Banque nationale de Belgique
 BTW : Belasting (op de) toegevoegde waarde
 CAF : Cellule d’audit interne
 CCFEE : Commission Consultative Formation Emploi Enseignement
 CDR : Concept de développement régional
 CESRBC : Conseil Economique et Social de la Région de Bruxelles-Capitale
 CG : Communauté germanophone
 CIB: consommation intérieure brute d’énergie issue de sources renouvelables
 CLLD : Community-Led Local Development
 COCOF : Commission Communautaire Française
 COSME : EU programme for the Competitiveness of Enterprises and Small and Medium-sized Enterprises
 COT : carbone organique total
 CPAS : Centre public d'action sociale
 CPP : Commission’s Position Paper
 CPR : Cohesion Policy Regulations
 CSC : Cadre stratégique commun
 CTE : Coopération territoriale européenne
 DALY : Disability-adjusted life years (levensjaren gecorrigeerd voor beperkingen, of DALY’s) zijn een maat voor de totale last die ontstaat door ziektes
 DCFS : Département de la Coordination des Fonds structurels
 DG : Deutschsprachige Gemeinschaft
 DG : Direction générale
 DO : Duurzame Ontwikkeling
 EC : Europese commissie
 ECOOM : Expertisecentrum O&O Monitoring
 EFMZV : Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij
 EFRO : Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling
 EIT : European Institute of Innovation and Technology
 ELFPO : Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling
 EM : Etat-membre
 ER: Energie renouvelable
 ESF : Europees Sociaal Fonds
 ESI : Europese structuur- en investeringsfondsen
 ETS : Emissions Trading System ou Europese Territoriale Samenwerkingsprogramma’s
 EU : Europees unie
 EVF : Europees Visserijfonds
 EWI : Economie, Wetenschap en Innovatie
 FC : Fonds de cohésion
 FEADER : Fonds européen agricole pour le développement rural
 FEAMP : Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche
 FEDER : Fonds européen de développement régional
 FEP : Fonds européen pour la Pêche

FWB : Gouvernement de la Fédération Wallonie Bruxelles
FIVA : Financieringsinstrument voor de Vlaamse Visserij- en Aquacultuursector
FSE : Fonds social européen
GAMAH : Groupe d'Action pour une Meilleure Accessibilité aux personnes Handicapées
GES : Gaz à effet de serre
GT : Gros Tonnage
GTI : Geïntegreerde territoriale investering
GVB : Gemeenschappelijk visserijbeleid
HT : High-tech
IBSA : Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse
ICT : Information and communications technology
IEJ : Initiative pour l'emploi des jeunes
INBO : Instituut voor Natuur- en Bosonderzoek
INR : Instituut voor de Nationale Rekeningen
INS : Institut national de Statistique
INTERREG : Programme de coopération territoriale européenne
ISCED : International Standard Classification of Education
IWEPS : Institut Wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique
IWT : Agentschap voor Innovatie door Wetenschap en Technologie
KBO : Kruispuntbank van Ondernemingen
KET : Key Enabling Technologies
K&G : Kind en Gezin
KMI : Koninklijk Meteorologisch Instituut
KMO : Kleine of middelgrote onderneming
LEADER : Liaison Entre Actions de Développement de l'Économie Rurale
LIFE : EU's financial instrument supporting environmental and nature conservation projects
LSA : Land-specifieke aanbevelingen
MAE : Mesures agroenvironnementales
MINA-raad : Milieu- en Natuurraad van Vlaanderen
MIRA : Sterrenwacht
MSY : Maximum Sustainable Yield
Mt : Metrische ton (massa)
NARA : Natuurrapport Vlaanderen
Nb : Niet beschikbaar
NEET : Not in Education, Employment or Training
NGO : Non-governmental organization
NHP : Nationaal hervormingsprogramma
NOx : Stikstofoxiden
O.a. : Onder andere
OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques
o.m. : Onder meer
ONG : Organisation non gouvernementale
ONSS : Office national de sécurité sociale
O&O : Onderzoek & Ontwikkeling
O&V : Onderwijs en Vorming
OP : Operationeel programma
OT : Objectif thématique
PAC : Plan d'action commun
PAC : Politique agricole commune
PGDA : Programme de gestion durable de l'azote agricole

PDCA : Plan, do, check, act
PDPO : Programmeringsdocument voor plattelandontwikkeling
PG : Plaatselijke Groep
PIB : Produit intérieur brut
PM_{2,5} : fijnstof, deeltjes met een aerodynamische diameter kleiner dan 2,5 micrometer
PM₁₀ : fijnstof, deeltjes met een aerodynamische diameter kleiner dan 10 micrometer.
PME : Petites et moyennes entreprises
PNR : Plan national de réforme
PO : Programme opérationnel
PP : Position paper
PRDD : Plan régional de Développement durable
RBC : Région de Bruxelles-Capitale
R&D : Recherche et Développement ; Research and Development
RDI : Recherche, développement et innovation
REK : Regionales Entwicklungskonzept
RIS : Revenu d'intégration sociale
RSVZ : Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen
RSZ : Rijksdienst voor Sociale Zekerheid
SALK : Strategisch Actieplan voor Limburg in het Kwadraat
SALV : Strategische Adviesraad voor Landbouw en Visserij
SAU: superficie agricole utile
SDER : Schéma de développement de l'espace régional
SERV : Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen
SET-Plan : Strategic Energy Technology Plan
SIE : Fonds structurels et d'investissement européens
SPA : Standard de pouvoir d'achat
SVR : Studiedienst van de Vlaamse Regering
SWD : European Commission Staff Working Document
SWOT : Strengths, Weaknesses, Opportunities, and Threats
TD : Thematische doelstelling
TIC : Technologies de l'information et de la communication
TVA : Taxe sur la valeur ajoutée
UE : Union européenne
VAK : Volwaardige ArbeidsKrachten
VDAB : Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding
VESOC : Vlaams Economisch Sociaal Overlegcomité
VHP : Vlaams hervormingsprogramma
ViA : Vlaanderen in Actie
VIP : Cel Vlaamse en strategische Investeringsprojecten
VL : Vlaanderen
VLEVA : Vlaams-Europees verbindingsagentschap
VMM : Vlaamse Milieumaatschappij
VOS : Vluchtige Organische Stoffen
VRIND : Vlaamse regionale indicatoren
VRWI : Vlaamse Raad voor Wetenschap en Innovatie
VSDO : Vlaamse Strategie voor Duurzame Ontwikkeling
VVP : Vereniging Vlaamse Provincies
VVSG : Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten
WSE : Werk en Sociale Economie
ZRU : Zone de rénovation urbaine

ANNEXE I. LA LISTE DES PROGRAMMES, INCLUANT LES ALLOCATIONS RESPECTIVES PAR FONDS, PAR AN ET PAR CATEGORIE DE REGION

Titre du programme	Fonds struct.	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Régions en transition									
Wallonie-2020.EU	FEDER	88.310.141	90.078.191	91.881.380	93.720.269	95.595.902	97.509.010	99.460.221	656.555.114
Wallonie-Bruxelles 2020.EU	FSE	50.053.728	51.055.850	52.077.887	53.120.160	54.183.259	55.267.599	56.373.535	372.132.018
IEJ Wallonie	IEJ	16.112.916	12.568.074	-	-	-	-	-	28.680.990
PO FSE de la Communauté germanophone	FSE	1 479 558	1 509 180	1 539 391	1 570 200	1 601 625	1 633 677	1 666 369	11 000 000
TOTAL régions en transitions		155.956.343	155.211.295	145.498.658	148.410.629	151.380.786	154.410.286	157.500.125	1.068.368.122
Régions plus développées									
Wallonie-2020.EU	FEDER	3.335.063	3.401.835	3.469.933	3.539.379	3.610.213	3.682.462	3.756.152	24.795.037
Wallonie-Bruxelles 2020.EU	FSE	27.652.733	28.206.366	28.771.002	29.346.817	29.934.138	30.533.193	31.144.181	205.588.430
Operationeel programma EFRO	FEDER	23 345 447	23 812 844	24 289 530	24 775 654	25 271 492	25 777 236	26 293 054	173 565 258
PO FEDER de la RBC	FEDER	12 733 880	12 988 824	13 248 835	13 513 993	13 784 450	14 060 311	14 341 666	94 671 959
Operationeel programma ESF	FSE	52.982.037	54.042.786	55.124.616	56.227.865	57.353.159	58.500.936	59.671.574	393 902 973
PO FSE de la RBC	FSE	6 200 187	6 324 320	6 450 920	6 580 029	6 711 715	6 846 032	6 983 025	46 096 228
IEJ RBC	IEJ	3 298 376	2 572 734						5 871 110
IEJ Wallonie	IEJ	4.428.635	3.454.335	-	-	-	-	-	7.882.970
Programme wallon de développement rural 2014-2020	FEADER	37 486 839	37 562 172	37 638 989	37 717 320	37 797 290	37 877 444	37 951 823	264 031 878
PDPO III	FEADER	40 855 562	40 937 665	41 021 386	41 106 756	41 193 912	41 281 269	41 362 331	287 758 881
Operationeel programma EFMZV	FEAMP	5 722 130	5 795 229	5 848 204	5 942 991	6 081 279	6 122 861	6 233 357	41 746 051
TOTAL régions plus développées		218.040.889	219.099.110	215.863.415	218.750.804	221.737.648	224.681.744	227.737.163	1.545.910.775